

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**  
**SEPTEMBRE 2016**  
**N°163**

**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**





**SOMMAIRE**  
**RAA SEPTEMBRE 2016**

*Pages*

<b><u>PARTIE 1</u> : DELIBERATIONS</b> <i>(Conseil du 28 septembre 2016)</i>	<b>3</b>
<b><u>PARTIE 2</u> : DECISIONS</b> <i>(Conseil du 28 septembre 2016)</i>	<b>272</b>
<b><u>PARTIE 3</u> : ARRETES</b>	<b>617</b>
<b><u>PARTIE 4</u> : CERTIFICAT D'AFFICHAGE - CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL ARTICLE R. 332-25-2 DU CODE DE L'URBANISME</b>	<b>691</b>



## PARTIE 1 - DELIBERATIONS

	<i>Pages</i>
HORS COMMISSION	10
COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOPYAGE	43
CULTURE	59
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION, INTERNATIONAL ET ARTISANAT	73
DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT	110
ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE	131
FINANCES	134
LOGEMENT	149
PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES	187
PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC	194
RESSOURCES HUMAINES	202
SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	207
SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES	230
TRANSPORTS ET MOBILITE	240
VOIRIE, ESPACE PUBLIC	264

## PARTIE 1 - SOMMAIRE

N°DELIB	HORS COMMISSION	PAGES
14049	Décision sur le maintien ou non du 8° Vice-Président dans ses fonctions	11
14050	Dans l'hypothèse d'un non maintien du 8° Vice-Président dans ses fonctions à l'issue de la délibération précédente - Élection d'un nouveau 8° Vice-président	13
14124	Chambre Régionale des Comptes Languedoc Roussillon, Midi Pyrénées - Association Opéra et Orchestre National de Montpellier - Rapport d'observations définitives -	15
14125	Nom Entreprise - Métropole - État - Application de la Charte Entreprises et Quartiers - Convention-type - Autorisation de signature	17
14126	Sous-concessions plage de Villeneuve-lès-Maguelone - Redevances 2016 et 2017	20
14127	Marché d'assurance n°4170AJ15 "Tous Risques Expositions" pour l'exposition "Bazille, la jeunesse de l'impressionnisme" du 25 juin au 16 octobre 2016 au musée Fabre - Autorisation de signature d'un avenant	22
14128	Acquisition et livraison de véhicules pour les Pôles Territoriaux de la Direction de l'Action Territoriale - Commande auprès de l'UGAP - Approbation	24
14129	Article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales - Délégations permanentes - Modifications - Approbation	26
14130	Commissions du Conseil de Métropole - Modification	33
14131	Vœu en faveur de l'appui aux agriculteurs sinistrés suite à l'orage de grêle du 17 août 2016	36
14132	Plan de relance autoroutier - Vœu en faveur du contournement routier de Montpellier et de la liaison autoroutière A 750/A9	38
N°DELIB	COHESION SOCIALE	PAGES
14087	Projet de Rénovation Urbaine - Quartier Mosson - Démolition de la Tour d'Alembert - Attribution de subvention à ACM Habitat - Autorisation de signature	44
14088	Convention entre l'État et Montpellier Méditerranée Métropole pour la gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage de Bionne à Montpellier - Approbation - Autorisation de signature	47
14089	Etudes et réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage et d'aires de grands passages - Mandat confié à la SA3M - Autorisation de signature	49
14090	Association Le Passe Muraille - Chantier d'insertion et d'utilité sociale - Métiers du tertiaire et de la communication sur Montpellier Méditerranée Métropole	52
14091	Association Le Passe Muraille - Chantier d'Insertion Berges - Subvention - Convention - Autorisation de signature	55
N°DELIB	CULTURE	PAGES
14095	Affectation d'une subvention complémentaire à l'association Cinémed - Avenant n°1 à la convention de partenariat - Affectation d'une subvention exceptionnelle à l'association Tourisme et loisirs - Convention de partenariat - Autorisation de signature	59
14096	Musée Fabre - Marché n°3951DC15 de gardiennage du musée Fabre et de l'hôtel de Cabrières Sabatier d'Espeyran - Avenant n° 1 - Autorisation de signature	62
14097	Musée Fabre - Convention de partenariat avec l'École du Louvre - Autorisation de signature	64

## PARTIE 1 - SOMMAIRE

N°DELIB	CULTURE	PAGES
14098	Réseau des Médiathèques - Application de la convention de partenariat avec le Bibliothèque Publique d'Information - Prise en charge de frais de déplacement à l'étranger - Approbation	67
14099	Musée Fabre - Convention de partenariat avec l'Institut Chorégraphique International - Centre chorégraphique national de Montpellier Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées - Autorisation de signature	69

N°DÉLIB	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION, INTERNATIONAL ET ARTISANAT	PAGES
---------	---	-------

14063	Commune de Saint Jean de Védas - Aménagement du site des Jasses pour la création d'un pôle Médical sur le site de Jasses - Déclaration d'intérêt général et avis sur la mise en compatibilité du PLU - Approbation	73
14064	Commune de Cournonferrail - Zone d'Aménagement Concerté sur le site Cannabe - Objectifs et modalités de la concertation - Modalités de mise à disposition du projet soumis à étude d'impact - Approbation	77
14065	Développement International - Mission Chengdu, Qingdao, Shanghai (Chine) - du 24 octobre au 11 novembre 2016 - Participation au congrès EUPIC et à la Foire de l'Ouest - Participation au ProWine, accord District du Yangpu (Shanghai) - Autorisation de la mission et de signature	81
14066	International - Jumelage avec Heidelberg (Allemagne) - Accord de coopération - Autorisation de signature	85
14067	Relations Internationales - Déplacement à Daegu - Corée du Sud du 17 au 22 octobre 2016 - Participation au Forum Mondial des Villes de l'Eau - Approbation	87
14068	Association FrenchSouth.digital - Attribution de subvention - Convention - Autorisation de signature	90
14069	Association Push Start - Attribution de subvention - Convention - Autorisation de signature	93
14070	Convention de partenariat et de financement 2016 entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association "Groupe Sup de Co Montpellier" - Autorisation de signature	96
14071	Aménagement et restructuration des espaces commerciaux et artisanaux - Convention entre la Métropole, la ville de Montpellier et l'Établissement Public national d'Aménagement et de Restructuration des Espaces Commerciaux et Artisanaux (EPARECA) - Autorisation de signature	100
14072	Extension des activités de la société Kawneer à Vendargues - Avenant à la convention pour l'attribution d'une subvention - Autorisation de signature	104
14073	Co-financement des projets de maturation de la SATT AxLR - Attribution de subvention	106

N°DÉLIB	DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT	PAGES
---------	--	-------

14056	Secteur sauvegardé de Montpellier - Avis sur le projet de Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV)	111
14057	Modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) et du périmètre délimité aux abords de la Chapelle Notre-Dame-de-la-Pitié - Commune de Beaulieu - Approbation	114

## PARTIE 1 - SOMMAIRE

<b>DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT</b>		<b>PAGES</b>
<b>N°DÉLIB</b>		
14058	Modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Prades-le-Lez - Approbation	117
14059	Modification simplifiée n°2 du Plan Local de l'Urbanisme (PLU) de la commune de Clapiers - Approbation	120
14060	Missions de contribution à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et des PLU communaux à l'échelle des secteurs du SCoT n°4049UH15 - Passation d'avenants - Autorisation de signature	122
14061	Urbanisme - Commune de Saint Jean de Védas - Convention de Projet Urbain Partenarial impasse des Hortensias - Convention de reversement avec le Syndicat du Bas Languedoc - Autorisation de signature	125
14062	Commune de Juvignac - Secteur Naussargues - Acquisition des parcelles appartenant à l'indivision Junillon - Protocole d'accord - Autorisation de signature	128
<b>ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE</b>		<b>PAGES</b>
<b>N°DÉLIB</b>		
14094	ISIGAZ - Avenant n°1 à la Convention de partenariat - Autorisation de signature	132
<b>FINANCES</b>		<b>PAGES</b>
<b>N°DÉLIB</b>		
14051	Taxe de séjour intercommunale - Institution	135
14052	Contribution Économique Territoriale - Exonération des Caisses de Crédit Municipal - Approbation	140
14053	Groupeement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes de Montpellier, Jacou et Pérols - Mise en place d'une solution de gestion de dette - Approbation	142
14054	Reversement de taxe d'aménagement aux communes au titre de l'exercice 2016 - Approbation	144
14055	Régies - Demande de remise gracieuse - Approbation	147
<b>LOGEMENT</b>		<b>PAGES</b>
<b>N°DÉLIB</b>		
14074	Construction de 10 logements sociaux - Allée des Acacias à Vendargues - Attribution de subvention à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	150
14075	Construction d'un Foyer de Jeunes Travailleurs de 11 logements locatifs sociaux - Résidence "Les IRIS BLEUS" - Rue Paul Rimbaud à Montpellier - Attribution de subvention à l'OPH Hérault Habitat - Convention - Autorisation de signature	152
14076	Construction de 14 logements sociaux - Résidence « East Park » - 2058 rue Gaston Bachelard à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional - Convention - Autorisation de signature	155
14077	Réhabilitation d'un bâtiment de 85 lits - EHPAD « Jean Périquier » - rue Jacques Bounin à Montpellier - Garantie d'emprunt à l'Etablissement Public Départemental « Maison de retraite de la Croix d'Argent - Jean Périquier » - Convention - Autorisation de signature	158
14078	Construction de 8 logements sociaux - Résidence « Domaine Vermentino », 439 rue Croix de las Cazes à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM DOMICL - Convention - Autorisation de signature	161

## PARTIE 1 - SOMMAIRE

N°DÉLIB	LOGEMENT	PAGES
14079	Construction de 71 logements sociaux - « ZAC Saint-Vincent » lot n° 2 à Pérols - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM ERILIA - Convention - Autorisation de signature	164
14080	Construction de 56 logements sociaux - résidence « Calahorra », ZAC Saint-Estève lot M1 à Pignan - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM ERILIA - Convention - Autorisation de signature	167
14081	Construction de 8 logements sociaux - Résidence « La Capelette », rue du Cours Complémentaire à Castries - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Un Toit Pour Tous - Convention - Autorisation de signature	170
14082	Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement de Montpellier 2012-2017 - Quartiers Saint-Guilhem / Laissac / Sud-Comédie - Attribution de subventions pour la réhabilitation de deux logements - Autorisation de signature	173
14083	Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de la conduite des opérations OPAH-RU et THIRORI de Montpellier Méditerranée Métropole au profit de la Ville de Montpellier, dans le cadre des concessions d'aménagement « Grand Cœur » et « Nouveau Grand Cœur »	175
14084	Opération "Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire" 2013-2016 - Attribution de subventions pour la réhabilitation d'un logement à Montpellier	178
14085	Opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain de Montpellier 2012-2017 - Quartiers Saint-Guilhem / Laissac / Sud-Comédie - Attribution de subventions complémentaires pour la réhabilitation de deux logements et deux copropriétés - Autorisation de signature	181
14086	Opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain de Montpellier 2010-2016 - Secteurs Gambetta / Figuerolles / Nord Ecusson - Attribution de subventions complémentaires pour la réhabilitation de huit logements et neuf copropriétés - Autorisation de signature	184
N°DÉLIB	PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES	PAGES
14109	Schéma directeur hydraulique du bassin versant de la Lironde - Approbation	188
14110	Schéma directeur hydraulique de l'Aigues Vives à Baillargues - Approbation	191
N°DÉLIB	PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC	PAGES
14111	Traitement des déchets ménagers et assimilés - Mandat pour l'opération de rénovation / extension / exploitation du centre de tri DEMETER - Avenant n°1 et compte rendu annuel à la collectivité au titre de 2015 - Approbation	195
14112	Traitement des déchets ménagers et assimilés - Mandat pour la réalisation de l'unité de méthanisation Ametyst - Compte rendu annuel à la collectivité au titre de 2015 - Approbation	198
14113	Traitement des déchets ménagers et assimilés - Mandat complémentaire pour la réalisation de l'unité de méthanisation Ametyst au titre de 2015 - Compte rendu annuel à la collectivité - Approbation	200
N°DÉLIB	RESSOURCES HUMAINES	PAGES
14092	Adhésion à l'Afpols - Association pour la formation professionnelle continue des organismes de logement social	203
14093	Modification du tableau des emplois et des effectifs	205

## PARTIE 1 - SOMMAIRE

N°DÉLIB	SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	PAGES
14103	Eau potable - Fourniture d'eau au territoire du Grand Pic Saint Loup - Convention technique et financière de vente en gros - Autorisation de signature	208
14104	Eau potable - Gouvernance - Adhésion de la commune de Vias au Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau des communes du Bas Languedoc - Avis de la Métropole	212
14105	Eau potable et Aménagement du territoire - Projet de Recherche et Développement - Site pilote progiciel NAEGA - Convention d'application avec Conscilo Crealead - Demandes d'aides financières - Autorisation de signature	215
14106	Contrats de délégation du service public de l'eau potable - Document d'exécution de la procédure de fin de contrats - Société VEOLIA - Autorisation de signature	218
14107	Rapport Annuel sur le Prix et la Qualité du Service de l'eau potable et de l'eau brute pour l'année 2015 - Adoption	221
14108	Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement pour l'année 2015 - Adoption	226
N°DÉLIB	SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES	PAGES
14100	Apprentissage de la natation - Clubs et associations sportives - Affectation de subventions - Conventions d'attribution - Autorisation de signature	231
14101	Clubs et Associations sportives - Affectation de subventions - Conventions d'attributions - Autorisation de signature	234
14102	Réseau des piscines - Réhabilitation du Centre Nautique Neptune - Lancement de l'opération - Études relatives à l'accueil du haut niveau - Approbation	237
N°DÉLIB	TRANSPORTS ET MOBILITE	PAGES
14114	Avenant n°9 à la convention de délégation du service public des transports urbains - Autorisation de signature	241
14115	Exploitation du Parking de l'Hôtel de Ville - Avenant n°4 de prolongation - Autorisation de signature	246
14116	Sollicitation de l'aide financière de l'ADEME concernant la mission d'étude et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la définition du Schéma Directeur des Mobilités Actives	248
14117	Diffusion de journaux gratuits - Convention d'occupation temporaire du domaine public avec la société 20 minutes - Autorisation de signature	251
14118	Tramway bouclage ligne 4 - Avenant n°1 au marché 8.421 des travaux d'infrastructures, dévoiement de réseaux humides, espaces verts et mobiliers urbains - Autorisation de signature	253
14119	Tramway bouclage ligne 4 - Avenant n°1 au marché complémentaire n°8.422 des travaux d'infrastructures, dévoiement de réseaux humides, espaces verts et mobiliers urbains - Autorisation de signature	256
14120	Tramway bouclage ligne 4 - Avenant n°1 au marché 8.631 des équipements haute tension, basse tension, traction et de lignes aériennes de contact - Autorisation de signature	258
14121	Tramway bouclage ligne 4 - Avenant n°1 au marché n°8.641 de signalisation ferroviaire - Autorisation de signature	261



## PARTIE 1 - SOMMAIRE

N°DÉLIB	VOIRIE, ESPACE PUBLIC	PAGES
14122	Programmation de travaux 2016 - Délibération cadre de demande de subventions	265
14123	Autorisation de lancement de la procédure et de signature du marché n°4635EP16, mission de conseil pour la coordination et la mise en oeuvre de la politique métropolitaine d'espace public	269

**HORS COMMISSION**



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

**HORS COMMISSION – DÉCISION SUR LE MAINTIEN OU NON DU 8° VICE-PRÉSIDENT  
DANS SES FONCTIONS**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

A la suite du retrait, par arrêté n°2016-329 du 19 septembre 2016, de la délégation de Madame Isabelle GIANIEL, 8<sup>ème</sup> Vice-Présidente dans le domaine des Transports et de la Mobilité, le Conseil est informé des dispositions combinées de l'article L.2122-18 et L.5211-1 et - 2 du Code général des collectivités territoriales qui prévoient que lorsque le Président a retiré les délégations qu'il avait données à un Vice-Président, le conseil doit se prononcer sur le maintien de celui-ci dans ses fonctions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- se prononcer sur le non-maintien du 8° Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole dans ses fonctions ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées ( 35 abstentions et 6 votes contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1132367-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

**HORS COMMISSION – DANS L'HYPOTHÈSE D'UN NON MAINTIEN DU 8° VICE-PRÉSIDENT DANS SES FONCTIONS À L'ISSUE DE LA DÉLIBÉRATION PRÉCÉDENTE - ÉLECTION D'UN NOUVEAU 8° VICE-PRÉSIDENT**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Après constat de la vacance du poste de 8<sup>ème</sup> Vice-Président suite à la délibération relative au non-maintien de Mme Gianiel dans ses fonctions, le Conseil est appelé à élire le 8ème Vice-Président, membre du Bureau.

L'ordre d'élection des membres du Bureau constitue l'ordre du tableau.

Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2122-7 et L.5211-2, chaque membre du Bureau doit être élu au scrutin uninominal majoritaire à trois tours. Si après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative.

Pour cette élection, il est pris acte des candidatures après présentation de l'affaire, notamment au regard de son lien avec l'affaire précédente.

La candidature de Monsieur Jean-Pierre RICO est proposée par Monsieur le Président.

Mme France JAMET propose également sa candidature.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- procéder dans les conditions énoncées ci-dessus à l'élection du 8° Vice-Président et l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président de la Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil procède à l'élection du 8ème Vice-Président :

\* 1er tour de scrutin :

Présents : 90

(émargements)

Votants : 89

Bulletin(s) nul(s) : 1

(bulletin(s) litigieux(x) à déduire

articles L65 et L66 du Code électoral)

Bulletins blancs : 27

Suffrages exprimés : 61

Majorité absolue : 31

Candidature de Jean-Pierre RICO : 56 voix

Candidature de France JAMET : 5 voix.

Monsieur Jean-Pierre RICO, ayant obtenu 56 voix, est élu à la majorité des suffrages exprimés.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1132368-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/2016

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

**HORS COMMISSION – CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES LANGUEDOC  
ROUSSILLON, MIDI PYRÉNÉES - ASSOCIATION OPÉRA ET ORCHESTRE NATIONAL  
DE MONTPELLIER - RAPPORT D'OBSERVATIONS DÉFINITIVES -**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

En application de l'article L. 243-5 du Code des juridictions financières, le rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes de Languedoc-Roussillon concernant la gestion de l'association Opéra et Orchestre National de Montpellier, a fait l'objet d'une inscription à l'ordre du jour du Conseil de Métropole du 28 septembre 2016, a été joint à la convocation adressée à chacun de ses membres, et doit donner lieu à un débat en séance.

Sur proposition du Président, un débat a lieu en séance.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du débat relatif au rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes de Languedoc Roussillon sur l'examen de la gestion de l'association Opéra et Orchestre National de Montpellier;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 04/10/16  
Déposé En Préfecture  
Le : 04/10/16  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20160928-lmc1131076-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

**HORS COMMISSION – NOM ENTREPRISE - MÉTROPOLE - ÉTAT - APPLICATION DE LA CHARTE ENTREPRISES ET QUARTIERS - CONVENTION-TYPE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Dans le cadre du Contrat de Ville 2015-2020, il a été décidé par la Métropole et l'Etat de mettre en oeuvre un Projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain (Podem), un dispositif innovant et expérimental de coordination et d'animation de politiques locales d'emploi et d'insertion.

L'enjeu majeur et global du Podem est de mettre en œuvre une politique locale de l'insertion et de l'emploi partenariale et renouvelée, selon les trois grands axes suivants :

- 1 - Mobiliser l'ensemble des acteurs de l'écosystème économique autour de cette politique, en s'appuyant sur les besoins des entreprises et en les mobilisant autour de projets d'emploi et d'insertion ;
- 2 - Organiser des parcours d'insertion vers l'emploi, adaptés et durables, en maillant les actions d'insertion, de formation et d'emploi sur le territoire ;
- 3 - Coordonner et mettre en synergie des acteurs publics et privés, dans le respect des compétences de chaque acteur concerné, autour d'une politique concertée et co-construite de l'emploi et de l'insertion.

Le PODEM, co-animé par la Métropole et l'Etat, a donc pour vocation d'associer étroitement les acteurs, pilotes et/ou partenaires des politiques publiques territorialisées de développement économique, d'emploi, d'insertion socio-professionnelle, de formation et d'orientation :

Parmi les premières actions concrètes d'engagement des entreprises et acteurs économiques en faveur des quartiers, la Métropole a souhaité décliner sur son territoire la Charte Entreprises & Quartiers au cœur de son Contrat de Ville afin d'associer largement les acteurs économiques à la déclinaison du plan d'actions en faveur des 12 quartiers prioritaires montpelliérains.

Lors de la signature du contrat de ville en juillet 2015, 160 entreprises se sont engagées auprès de l'Etat et de la Métropole en faveur des quartiers.

Lancée dans le cadre du plan « Entrepreneurs des quartiers », la Charte « Entreprises et Quartiers » engage les entreprises signataires à favoriser, pour les habitants des quartiers prioritaires :

- 1/ L'éducation et l'orientation scolaire,
- 2/ L'emploi, l'insertion et la formation,
- 3/ Le développement économique,
- 4/ Les services de proximité, l'accessibilité aux produits et services de l'entreprise,
- 5/ Le soutien aux initiatives locales, le mécénat de solidarité,
- 6/ Participation à la création et au développement de la fondation « quartiers ».

Déclinée en convention tripartite (Etat/ Métropole/ Entreprise) spécifique pour chaque entreprise, la charte « Entreprises et Quartiers » est un outil de plus au service du développement économique des quartiers et en faveur de l'emploi.

Au plan national, les services de l'Etat ont confié l'animation de ces conventions à la fondation Face. Au plan local, les conventions signées avec l'Etat et la Métropole seront animées par la Métropole avec l'appui de Face Hérault.

Une convention d'application « type », reprenant les axes d'engagement des entreprises, de l'Etat et de la Métropole, est proposée au vote du Conseil. Sur cette base seront déclinées les 160 conventions tripartites avec les entreprises qui se sont engagées en signant la Charte en juillet 2015.

Les premières conventions d'application tripartites déclinées sur le territoire de la Métropole sur la base du plan d'action du PODEM concerneront les entreprises suivantes : DELL, EDF, La Clinique

Délibération n° 14125

du Millénaire, Drôle de Pain (entreprise d'insertion), Comptalia (organisme de formation à distance) et Montpellier Business School.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le modèle type de convention d'application de la Charte Entreprises et Quartiers entre la Métropole, l'Etat, les entreprises signataires de la Charte ;
  - autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer chaque convention tripartite avec les entreprises et l'Etat, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.
- Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme C. HART.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1131819-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

## **HORS COMMISSION – SOUS-CONCESSIONS PLAGE DE VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - REDEVANCES 2016 ET 2017**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La commune de Villeneuve-lès-Maguelone s'est vue confier par l'Etat la concession de la gestion du domaine maritime et de sa plage naturelle par arrêté préfectoral n° DDTP34-2013-02857.

Conformément à la concession précitée, la commune de Villeneuve-lès-Maguelone a attribué des sous-concessions à l'issu d'un appel d'offres pour délégation de service public sur 4 lots, par délibération n° 2012DAD080 du Conseil municipal du 17 septembre 2012.

Ces sous-concessions ont fait l'objet de conventions approuvées par le Conseil Municipal de la commune fixant notamment des redevances annuelles d'exploitation. Ces conventions arrivent à échéance fin 2017.

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, stipule que la Métropole est l'autorité concessionnaire de l'Etat en lieu et place des communes pour les plages, tel qu'inscrit dans l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales et l'article L.2124-4 du Code général de la propriété des personnes publiques.

Il convient de fixer les redevances 2016 et 2017 pour la Métropole tel que suit, conformément aux dispositions conventionnelles :

- SARL Loisirs d'été, activité de location de matériel : 12 327,29 € TTC
- Jet 7 Location / Mr BENTAJOU, activité de location de matériel : 10 022,19 € TTC
- Association Plage Maguelone, activité de location de matériel : 250,55 € TTC
- SARL Transats du Pilou, activité de location de matériel et restauration : 24 046,59 € TTC auxquels s'ajoutent 3 005,82 € TTC pour le chenal engins motorisés, ainsi que 1 502,91 € TTC pour l'aire de mouillage.

Ces montants feront l'objet d'une réévaluation en 2017 par indexation sur l'indice INSEE des loyers commerciaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter les tarifs 2016 et 2017 des redevances d'exploitation sur la plage de Villeneuve-lès-Maguelone,
- autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents liés à cette affaire, dont les conventions d'exploitation.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1132103-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s) :

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es) :

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es) :

Mme P. DANAN

**HORS COMMISSION – MARCHÉ D'ASSURANCE N°4170AJ15 "TOUS RISQUES EXPOSITIONS" POUR L'EXPOSITION "BAZILLE, LA JEUNESSE DE L'IMPRESSIONNISME" DU 25 JUIN AU 16 OCTOBRE 2016 AU MUSÉE FABRE - AUTORISATION DE SIGNATURE D'UN AVENANT**

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

Le musée Fabre accueille depuis le 25 juin 2016 une exposition intitulée « Frédéric Bazille, la jeunesse de l'impressionnisme ». Cette exposition organisée conjointement avec le musée d'Orsay (Paris) et la National Gallery de Washington (USA) est la première étape de cette exposition d'envergure.

Compte-tenu du montant et de l'importance des œuvres exposées à garantir dans le cadre de cette exposition, de la sécurité qu'implique ce type d'exposition et de la difficulté de définir préalablement au lancement de la consultation, un marché spécifique d'assurance Tous Risques Exposition. Ce marché a été conclu avec Gras Savoye SAS, domiciliée Immeuble Quai 33, 33/34 quai de Dion Bouton CS 70001 92814 Puteaux Cedex, à compter du 15 mai 2016 jusqu'au retour des œuvres aux prêteurs.

La prime initiale était estimée à 92 800,58 Euros TTC, qui après mise au point, a été estimée à 83 129,20 Euros HT.

Cependant suite à des désistements de prêts d'œuvres devant participer à cette exposition d'une part et du choix de certains prêteurs d'assurer par leur propre moyen l'œuvre prêtée d'autre part, la valeur des capitaux à assurer a été diminuée.

Le montant de la prime étant calculé par rapport à la valeur des œuvres à assurer, cette diminution, implique une baisse de la prime d'assurance d'environ 16,377% par rapport à la prime initiale. En conséquence, il convient d'autoriser la signature d'un avenant au marché 4170AJ15 en diminution de 16,377 %, ramenant ainsi la prime d'assurance à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole à un montant de 79 741,38 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 au marché n°4170AJ15 portant sur l'assurance Tous Risques Expositions pour l'exposition "Bazille, la jeunesse de l'impressionnisme" du 25 juin au 16 octobre 2016 au musée Fabre;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 930 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant n° 1 au Marché d'assurance n°4170AJ15 passé avec Gras Savoye ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 04/10/16  
Déposé En Préfecture  
Le : 04/10/16  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20160928-lmc1131810-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN



**HORS COMMISSION – ACQUISITION ET LIVRAISON DE VÉHICULES POUR LES PÔLES TERRITORIAUX DE LA DIRECTION DE L'ACTION TERRITORIALE - COMMANDE AUPRÈS DE L'UGAP - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au 1<sup>er</sup> janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a intégré la compétence « Voirie et espaces publics ».

Afin de réaliser les missions de service public afférentes les pôles territoriaux ont besoin de renouveler une partie de leur flotte de véhicules techniques.

Dans le cadre de l'action territoriale, les Services Techniques voirie ont besoin de renforcer leurs moyens en véhicules techniques par les modèles suivants :

- Camions plateau,
- Pick Up,
- Fourgons,
- Petits utilitaires.

Après examen des différentes procédures envisageables, il apparaît opportun économiquement de recourir à une commande auprès de l'Union Générale des Acheteurs Publics (UGAP) qui propose une gamme d'équipements adaptés aux besoins de la Métropole.

Par délibération n°12454 du 31 juillet 2014, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé la convention avec l'UGAP. Ce partenariat permet de bénéficier de conditions tarifaires minorées et notamment sur l'univers « véhicules ».

Ainsi, le montant maximum pour l'année 2016 est de 330 000€ TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe d'une commande à l'UGAP tel qu'exposé ci-dessus,
- dire que les crédits nécessaires à l'exécution de la commande sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 900,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1131923-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

l'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

**HORS COMMISSION – ARTICLE L 5211-10 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES - DÉLÉGATIONS PERMANENTES - MODIFICATIONS - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Afin de permettre aux services des collectivités de fonctionner selon le principe de continuité, le Code Général des Collectivités Territoriales prévoit la possibilité pour l'organe délibérant de déléguer au Président la faculté de prendre des décisions dans un certain nombre de domaines.

L'article L. 5211-10 du CGCT prévoit ainsi que le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

1° Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;

2° De l'approbation du compte administratif ;

3° Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;

4° Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;

5° De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;

6° De la délégation de la gestion d'un service public ;

7° Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le Président rend compte des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

Compte tenu des compétences de la Métropole et de l'évolution de la réglementation relative aux marchés publics, il convient d'ajouter :

- un point 4.14 aux délégations permanentes du Conseil de Métropole au Président concernant la présidence et la composition du jury de concours.

Le concours est défini à l'article 8 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics comme un mode de sélection par lequel l'acheteur choisit, après mise en concurrence et avis d'un jury, un plan ou un projet, notamment dans le domaine de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, de l'architecture et de l'ingénierie ou du traitement de données. Les articles 88 et 89 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics précisent les conditions et les modalités pratiques d'organisation de cette procédure. Conformément aux directives européennes, la présidence, l'organisation et le fonctionnement du jury sont laissés à la libre appréciation de l'acheteur, sous réserve de certaines précisions apportées à l'article 89, qui indique que les membres élus de la commission d'appel d'offres font partie du jury et que le jury est composé exclusivement de personnes indépendantes des participants au concours. Dans ce cadre, il est proposé de permettre au Président de la Métropole, de désigner les Présidents des jurys de concours ainsi que les « personnes qualifiées » nécessaires dans chacun des dits jurys.

- un point 4.15 aux délégations permanentes du Conseil de Métropole au Président concernant la conclusion des conventions de groupement de commandes.

Montpellier Méditerranée Métropole conclut de nombreuses conventions de groupement de commandes permettant la mutualisation de certains achats avec les communes membres le souhaitant. Ces conventions devant être approuvées par les assemblées délibérantes de chacun des membres du groupement avant le début de la procédure, les délais nécessaires ne sont pas toujours compatibles avec la réactivité nécessaire à des achats d'un montant parfois relativement faible.

Dans ce cadre, il est proposé de permettre au Président de la Métropole d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes pour les procédures de marchés publics d'un montant strictement inférieur aux seuils visés à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016.

L'ensemble des autres délégations permanentes demeure inchangé.

Il est donc proposer de déléguer au Président la prise de décisions dans les domaines suivants :

**1. Patrimoine et domanialité :**

**1.1** arrêter et modifier l'affectation des propriétés métropolitaines utilisées par les services publics de Montpellier Méditerranée Métropole ;

**1.2** autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

**1.3** décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 € ;

**1.4** décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;

**1.5** autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention

**1.6** autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;

**1.7** autoriser l'acquisition d'œuvres d'art à titre onéreux qui ne font pas l'objet d'une demande de subvention, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

**1.8** approuver la signature des conventions de prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) autoriser celles établies au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, lorsque les crédits sont inscrits au budget et la signature des conventions de dépôt d'œuvres qui ne sont grevées ni de conditions ni de charges ;

**1.9** accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;

**1.10** fixer, dans les limites déterminées par le Conseil de Métropole, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la Métropole qui n'ont pas un caractère fiscal ;

**1.11** agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ;

**1.12** autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine ;

**1.13** autoriser la signature des annexes aux conventions de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules adoptées par délibération du Conseil de Métropole ainsi que les avenants à ces conventions.

**1.14** autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques ou de l'article L 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**1.15** déterminer à l'occasion de chaque opération, après concertation avec les intervenants, les modalités d'exécution des travaux de remblaiement et de réfection des voies et de leurs dépendances, sur le territoire des communes où il n'a pas été établi un règlement de voirie, conformément à l'article R.141-15 du Code de la Voirie Routière et dans l'attente de l'adoption d'un règlement de voirie métropolitain.

## **2. Urbanisme**

**2.1** autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme ou la délégation du droit de priorité selon les dispositions prévues à l'article L 240-1 du Code de l'urbanisme;

**2.2** autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme ;

**2.3** autoriser le retrait sur une ou plusieurs zones ou à l'occasion de l'acquisition d'un bien, de la délégation du droit de préemption urbain accordée par la Métropole à une commune membre, dans le cadre de l'exercice des compétences de la Métropole.

**2.4** autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;

**2.5** prendre toute décision concernant la passation, dans le périmètre des ZAC d'intérêt métropolitain, de conventions de participation prévues à l'article L.311-4 du Code de l'urbanisme.

## **3. Finances**

**3.1** procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Métropole, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de procéder aux opérations, de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires ; Procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.

Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :

- à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
  - avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
  - avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature.
  - à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR).
- Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :
- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
  - la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
  - la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
  - la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées ;

**3.2** créer, modifier et supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole ;

**3.3** autoriser la modification temporaire des tarifs d'accès aux différents établissements et services de Montpellier Méditerranée Métropole, ou la création de tarifs spécifiques, pour une durée n'excédant pas trois mois ;

3.4 autoriser, au sein des services de la Métropole, la vente au public des billets des organismes associés et la signature des conventions qui mettent en œuvre cette autorisation.

#### 4. Commande publique

4.1 prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

4.2 prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des articles 17, 18, 19 et 20 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015, lorsque leur montant est strictement inférieur aux seuils visés à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

4.3 prendre toute décision concernant la résiliation des marchés publics et accords cadres conclus par Montpellier Méditerranée Métropole.

4.4 prendre toute décision autorisant dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, la signature des décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant « contractuel du marché », tel que défini à l'article 15 du CCAG Travaux pour les marchés à prix unitaires, dans la limite de 5% du montant « contractuel du marché », tel que défini à l'article 15 du CCAG Travaux pour les marchés à prix forfaitaire et dans la limite résultant de ces taux et des modalités de calcul définies à l'article 15.3 pour les marchés à prix mixte ;

4.5 approuver et conclure toutes les modifications aux marchés et accords cadres, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché, en application de l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, 4ème paragraphe.

4.6 approuver et conclure toutes les modifications prévues à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 aux marchés et accords cadres, qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

4.7 prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur ;

4.8 préparer, passer, exécuter et régler tous les marchés publics relevant de l'urgence impérieuse, quelques soient leurs montants, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

4.9 prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des protocoles transactionnels qui peuvent être passés dans le cadre des marchés à procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en tant que pouvoir adjudicateur ou entité adjudicatrice ;

4.10 fixer le montant des indemnités et/ou primes à verser en contrepartie des prestations demandées dans le cadre des procédures de mise en concurrence pour la conclusion des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016

quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

**4.11** prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés subséquents aux accords-cadres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

**4.12** prendre toute décision concernant la signature des avenants de co-utilisation portant sur des marchés initialement passés par les communes membres de la Métropole, et dont l'objet couvre pour partie des compétences transférées à la Métropole et pour partie des compétences demeurant communales. Ces marchés seront en effet conjointement utilisés par la commune concernée et Montpellier Méditerranée Métropole, chacune sur la base de leurs besoins et compétences respectifs.

**4.13** prendre toute décision concernant les conventions d'études à intervenir avec le Syndicat Mixte Hérault Energies et la validation de leur montant, préalables à la réalisation de travaux sur les réseaux d'électricité et le cas échéant, en cas de travaux coordonnés, d'éclairage public et de télécommunications, des communes représentées par la Métropole au sein de cet établissement public intercommunal dans la limite de 5000 € HT par étude ;

**4.14** prendre toute décision concernant la désignation des Présidents des jurys de concours ainsi que des « personnes qualifiées » nécessaires dans chacun des dits jurys ;

**4.15** approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes pour les procédures de marchés publics d'un montant strictement inférieur aux seuils visés à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

## **5. Personnel – élus**

**5.1** adopter les documents uniques et leur mise à jour établis en application des dispositions du Code du travail ;

**5.2** adopter les conventions de gestion et de mise à disposition ascendantes et descendantes, sur la base de la convention type adoptée par délibération ;

**5.3** autoriser la signature des contrats de protection sociale complémentaire liés aux transferts d'agents communaux vers Montpellier Méditerranée Métropole

## **6. Contentieux**

**6.1** intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;

**6.2** régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués les véhicules de la Métropole dans la limite fixée par le Conseil de Métropole ;

**6.3** indemniser les préjudices résultant de dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une commission d'indemnisation à l'amiable.

**6.4** autoriser l'acceptation des indemnités d'assurance en réparation des préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole, en exécution de ses contrats d'assurance, dont le montant est supérieur à 5 000 €.

## **7. Divers**

**7.1** autoriser la saisine pour avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux conformément à l'article L. 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

7.2 adopter ou modifier le règlement intérieur des services publics métropolitains ;

7.3 autoriser la signature de convention de dépotage de sous-produits d'assainissement.

En cas d'empêchement du Président, l'ensemble des délégations permanentes de l'assemblée délibérante au président sont attribuées à l'élu le remplaçant provisoirement, dans l'exercice de ces fonctions, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales. Le Président ou son remplaçant rendra compte à chaque Conseil des décisions prises en application de cette délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification des délégations permanentes accordées par le Conseil au Président telle que définie ci-dessus,
- déléguer au Président la prise de décision dans les domaines ci-dessus énumérés,
- dire que le Président pourra déléguer sous sa surveillance et sa responsabilité, en vertu de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, la signature de ces décisions et des actes subséquents à ces décisions,
- dire que le Président devra rendre compte à chaque Conseil des décisions prises,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1131729-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

## **HORS COMMISSION – COMMISSIONS DU CONSEIL DE MÉTROPOLE – MODIFICATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

A la suite de la réception de nouvelles demandes d'élus métropolitains et d'élus désignés par les maires, il convient d'acter la participation de nouveaux membres et le retrait d'autres membres au sein des commissions actuelles. Les tableaux figurant en annexe sont ainsi mis à jour.

Par ailleurs, il est proposé de créer une nouvelle commission, dont l'objet est la Sécurité.

Il est rappelé que conformément à l'article 6 du règlement intérieur du Conseil, adopté le 1<sup>er</sup> octobre 2014, la compétence des commissions est limitée aux seules affaires relevant des domaines d'intervention de la Métropole. Les commissions ont un rôle consultatif, elles émettent des avis. Elles examinent les affaires qui leur sont soumises et en particulier, les projets de délibérations intéressant leur domaine thématique.

Les conseillers qui souhaitent faire partie d'une commission ou de plusieurs commissions en émettent le vœu auprès du Président de la Métropole.

Les commissions sont également ouvertes aux adjoints au Maire ou aux conseillers municipaux qui, sans avoir la qualité de conseillers métropolitains, sont titulaires d'une délégation en rapport avec l'objet des commissions. Ces élus sont désignés par le Maire de la commune. Cette décision est notifiée à la Métropole.

La commission des Finances comprend, quant à elle, au moins l'ensemble des Maires.

Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole est Président de droit de toutes les commissions. Chaque commission élit en son sein un Président délégué, chargé de convoquer et de présider chaque réunion en l'absence du Président.

Un ou deux Présidents suppléants, désignés par les membres de la commission sont chargés d'assister le Président délégué ou de le remplacer en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci.

Chaque commission est rattachée à un domaine d'activité de la Métropole et à un ou plusieurs services.

Les commissions se réunissent sur convocation, du Président délégué ou d'un président suppléant de la commission compétente. La convocation est adressée au domicile choisi par chaque membre de la commission.

Il est donc proposé au Conseil d'approuver la liste des 21 commissions suivantes dont le domaine d'intervention est fixé ci-après :

- Administration générale, contentieux et affaires juridiques ;
- Agro-écologie et alimentation ;
- Biodiversité, culture scientifique et technique ;
- Cohésion sociale, politique de la ville, lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage ;
- Culture ;
- Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat ;
- Développement et aménagement durable du territoire et de l'espace public, habitat ;
- Energie et transition énergétique ;
- Finances ;
- Gestion des temps, accessibilité, handicap et autonomie ;
- Logement ;
- Participation citoyenne, performance et évaluation des politiques publiques ;
- Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques ;
- Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public ;

Délibération n° 14130

- Proximité, relations avec les usagers, complexe funéraire, chasse et pêche ;
- Ressources Humaines ;
- Sécurité ;
- Service public de l'eau et de l'assainissement ;
- Sports et traditions sportives ;
- Transports et mobilité ;
- Voirie, espace public.

Il est par ailleurs proposé qu'après recensement des vœux émis par chacun des membres du Conseil de Métropole et des désignations des maires des communes membres à intervenir concernant d'éventuelles adhésions suite à l'adoption de la nouvelle liste, telle que définie ci-dessous, la composition de la commission Sécurité sera établie par délibération, lors de la séance du prochain du Conseil de la Métropole.

Un courriel sera transmis à cet effet à l'ensemble des conseillers métropolitains titulaires et suppléants et chacun des Maires des communes membres.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la nouvelle composition des commissions actuelles ;
- approuver la création de la nouvelle commission Sécurité ;
- fixer le nombre de commissions chargées d'étudier les questions soumises au Conseil à 21 avec la création de la commission Sécurité ;
- approuver les domaines d'intervention de chacune d'elles ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (5 abstentions).

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1130397-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSOUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

**HORS COMMISSION – VŒU EN FAVEUR DE L'APPUI AUX AGRICULTEURS SINISTRÉS SUITE À L'ORAGE DE GRÊLE DU 17 AOÛT 2016**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Un violent épisode de grêle s'est abattu mercredi 17 août sur le Pic Saint Loup puis sur l'Est Montpelliérain. Les agriculteurs ont été durement frappés par ce terrible orage. Les premières estimations concerneraient plus de 2000 hectares de cultures touchés par la grêle, dont certains sinistrés à 100%.

Pour les vigneron (les plus touchés), outre la diminution mécanique du nombre de cols produits et donc du chiffre d'affaire, la perte sur les prochaines vendanges risque d'entraîner des pertes de parts de marché, du fait des commandes impossibles à honorer cette année et de la perte de catégorie (dégradation de la production de vin AOC Pic Saint Loup en IGP) faute de pouvoir compenser les pertes par des raisins de même qualité.

En outre, les vignes sinistrées nécessitent des soins engendrant des surcoûts venant augmenter les charges des exploitants. Les vignerons doivent notamment redoubler de travail de taille dans leurs vignes, afin de limiter les pertes de jeunes plants et l'impact sur les vendanges des saisons prochaines. L'impact sur l'emploi est également conséquent : certaines caves coopératives annoncent d'ores et déjà des mises au chômage technique.

Une cellule de crise, à laquelle participe Montpellier Méditerranée Métropole, a été mise en place et sa coordination est assurée par la Chambre d'Agriculture départementale. L'ensemble des acteurs du territoire sont mobilisés : l'Etat, la Région, le Département, la Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup, Coop de France, le Syndicat des vignerons indépendants, le Crédit Agricole, la Mutuelle Sociale Agricole, la FDSEA, les Jeunes Agriculteurs, le Syndicat AOC du Pic Saint Loup et le Syndicat AOC Languedoc. Le travail de recensement de toutes les exploitations ayant subi des dégâts est en cours, afin qu'elles puissent être soutenues au mieux.

Montpellier Méditerranée Métropole participe à cette mobilisation collective et ré-affirme son soutien et sa solidarité envers les agriculteurs et leurs familles.

L'agriculture est d'un intérêt primordial pour le territoire et son équilibre socio-économique ; Montpellier Méditerranée Métropole décide donc de s'engager aux côtés des partenaires à l'effort nécessaire pour le soutien des exploitations selon les dispositions qui seront arrêtées par la profession.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe du soutien de la Métropole aux agriculteurs sinistrés ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 04/10/16  
Déposé En Préfecture  
Le : 04/10/16  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20160928-lmc1132498-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s) :

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEF à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es) :

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es) :

Mme P. DANAN

## **HORS COMMISSION – PLAN DE RELANCE AUTOROUTIER - VŒU EN FAVEUR DU CONTOURNEMENT ROUTIER DE MONTPELLIER ET DE LA LIAISON AUTOROUTIÈRE A 750/A9**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Monsieur le Président de la République a indiqué, le 28 juillet dernier à Perpignan, qu'il était favorable à ce que soit rapidement mis en place un nouveau plan autoroutier pour répondre aux besoins incontournables de structuration du territoire national et de desserte de ses principales aires urbaines, pour améliorer les temps de transport de nos concitoyens et pour faciliter et sécuriser les modes de circulation.

Le déplacement de l'autoroute A9 a enfin ouvert la possibilité d'achever le contournement dont Montpellier est encore dépourvue et de réaliser la continuité d'itinéraire, aujourd'hui inexistante, entre les autoroutes A9 et A750.

Le Contournement Ouest de Montpellier (COM) ainsi que la Déviation Est de la RN 113 à Saint-Brès et Baillargues, paraissent essentielles pour achever les efforts consentis par l'Etat, les Collectivités territoriales et leurs groupements, afin de donner à Montpellier Méditerranée Métropole et à l'ensemble de son aire urbaine, la « respiration » dont elle a besoin. S'y ajoute la Déviation Est de Montpellier (DEM), non directement concernée par ce Plan autoroutier, car ne relevant pas de la maîtrise d'ouvrage de l'Etat.

Cette « respiration » du tissu urbain paraît d'autant plus indispensable que l'aire métropolitaine de Montpellier est dépourvue d'étoile ferroviaire et qu'elle connaît la plus forte augmentation démographique de toutes les métropoles françaises.

Il est donc indispensable d'organiser le contournement complet de la Métropole de Montpellier, afin d'assurer une connexion efficace entre le réseau autoroutier d'ASF et les aménagements du réseau local, d'apporter une réponse aux problèmes de saturation de trafic et de sécurité à proximité des échangeurs autoroutiers existants et réduire les nuisances sur une voirie locale qui continue de connaître d'importantes congestions.

La mise en œuvre de ce contournement, élément essentiel du Plan de Déplacement Urbain de Montpellier Méditerranée Métropole, permettra aussi de réaffecter l'espace public urbain pour favoriser principalement le développement des transports en commun, des modes actifs et d'un dispositif de logistique urbaine mutualisé et décarbonné.

Le Contrat de Plan Etat Région a permis de réunir les financements nécessaires à l'engagement des premières étapes de réalisation du COM et de la RN 113, respectivement à hauteur de 25 M€ pour le COM (dont 11 M€ apportés par l'Etat et 14 M€ financés à part égales par la Région Occitanie, le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole) et de 12 M€ pour la Déviation de la RN 113 (dont 6 M€ par l'Etat et 6 M€ financés à part égales par la Région Occitanie, le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole).

Toutefois, les sommes à mobiliser sont au total de 230 M€ pour le COM et de 40 à 50 M€ pour la Déviation de la RN 113.

Or, le contexte de contraction des ressources publiques nécessite de rechercher d'autres sources de financement, parmi lesquelles figurent celles constituées par les concessions autoroutières dans le cadre du Plan de relance.

Par ailleurs, il paraît également essentiel de souligner l'intérêt que représente ce Plan de relance autoroutier au regard de ses impacts potentiels sur l'emploi local, dans un contexte où les territoires de l'ancienne région Languedoc-Roussillon et du Département de l'Hérault accusent des taux de chômage record au plan national.

Parmi les différents barreaux constitutifs de ce contournement, le COM paraît hautement prioritaire à plusieurs titres. Il est, en premier lieu, destiné à assurer la continuité de l'itinéraire autoroutier national depuis l'A750 jusqu'à son raccordement à l'autoroute A9, via l'A709 (A9 actuelle avant son déplacement en 2017). Il est à ce titre reconnu comme faisant partie intégrante du réseau routier national par décret du 5 décembre 2005. En second lieu, il doit accueillir un trafic considérable, évalué entre 55 000 et près de 100 000 véhicules / jour suivant ses sections dans 15 ans. Enfin, il bénéficie d'études engagées dès 1995 et de deux phases de concertation, intervenues en 2004 et 2006, qui ont permis d'arrêter son tracé et il fait l'objet d'une 1<sup>ère</sup> phase d'action foncière en cours.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- confirmer la nécessité d'achever le contournement routier de Montpellier, notamment par la réalisation du Contournement Ouest de Montpellier (COM) et de la Déviation de la RN 113 à Saint-Brès et Baillargues, et de demander leur inscription au Plan de relance autoroutier que le Gouvernement doit arrêter en 2016 ;
- se prononcer sur le caractère hautement prioritaire du Contournement Ouest de Montpellier (COM), liaison autoroutière entre l'A750 et l'A9 via l'A709 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à porter ce vœu à la connaissance des autorités compétentes et à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (8 abstentions).

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1132569-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL,



**COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE,  
LUTTE CO NTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION  
PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU  
VOYAGE**



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

**COHÉSION SOCIALE – PROJET DE RÉNOVATION URBAINE - QUARTIER MOSSON -  
DÉMOLITION DE LA TOUR D'ALEMBERT - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À ACM  
HABITAT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. DARDE, Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Cohésion sociale, rapporte :

Par délibération en date du 21 juillet 2016, le protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain a été approuvé par le Conseil de Métropole. Ce protocole recense les études à engager pour aboutir à la formalisation d'une convention de renouvellement urbain sur les quartiers Mosson et Cévennes. Il prévoit également dans son article 5 la liste des opérations faisant l'objet d'une autorisation anticipée de démarrage, à savoir la démolition de la Tour d'Alembert et la réhabilitation de la résidence locative sociale Cap dou Mail.

La tour d'Alembert est située sur le haut du quartier Mosson, aux Tritons, 571 avenue du Comté de Nice. Il s'agit de la dernière tour d'un ensemble de 5 tours, dont 4 ont été démolies au cours des 20 dernières années (deux l'ont été dans le cadre du dernier projet de rénovation urbaine).

La tour restante souffre d'une désaffection croissante et d'une dégradation progressive. Par ailleurs, son implantation isolée au milieu de la parcelle est un frein à une recomposition urbaine d'ensemble du secteur des Tritons qui bénéficie pourtant d'une amélioration sensible de son environnement. L'immeuble comprenant 98 logements sur 17 étages est actuellement vide et sa démolition présente un caractère d'urgence afin de ne pas mettre en péril les efforts précédemment entrepris.

Pour les démolitions précédentes, la Métropole avait apporté son concours financier :

- Tour Monge : financement Métropole 2003 (320 K€),
- Tour Condorcet : dans le cadre ANRU (191 623 € au regard d'un coût de 2,7 M€, soit 7%),
- Tour Cambon : idem (191 623 € au regard d'un coût de 2,7 M€, soit 7%).

L'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, a sollicité la Métropole afin qu'elle apporte son concours à hauteur de 191 623 € à la démolition de la Tour d'Alembert.

Le plan de financement prévisionnel du programme s'établit comme suit :

- Coût total de l'opération : 1 950 000 €
- Subvention ANRU : 1 196 850,37 €
- Fonds propres : 561 149,63 €
- **Participation proposée de Montpellier Méditerranée Métropole : 191 623 €**

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à ACM Habitat de 191 623 € pour la démolition de la Tour d'Alembert, située 571 avenue du Comté de Nice à Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution de subvention fixant notamment les modalités de son versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. A. EL KANDOUSSI, Mme R. ILLAIRE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme P. MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

• Délibération n° 14087

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1131945-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

**COHÉSION SOCIALE – CONVENTION ENTRE L'ÉTAT ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ POUR LA GESTION DE L'AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE DE BIONNE À MONTPELLIER - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. DARDE, Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Cohésion sociale, rapporte :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est compétente en matière d'aménagement, d'entretien et de gestion des aires d'accueil des gens du voyage. A ce titre, elle se doit de répondre aux obligations définies par le schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage pour la période 2011-2017 sur son territoire.

Conformément à l'article L.851-1 du Code de la sécurité sociale, une aide forfaitaire est versée annuellement par l'Etat aux communes ou aux EPCI qui assurent la gestion des aires d'accueil des gens du voyage.

Le montant de cette aide est déterminé en fonction du nombre de places d'aire d'accueil des gens du voyage (part fixe) et de leur taux d'occupation (part variable).

Le versement de cette aide est subordonné à la signature, chaque année, d'une convention avec l'Etat. Cette convention précise les modalités de versement de l'aide ainsi que les droits et obligations des parties.

Montpellier Méditerranée Métropole gère ainsi l'aire d'accueil de Bionne à Montpellier. En sa qualité de gestionnaire, il appartient à Montpellier Méditerranée Métropole de signer la convention soumise à l'approbation du Conseil afin qu'elle puisse bénéficier de l'aide dite « ALT 2 » pour sa gestion de l'aire d'accueil de Bionne.

Le montant prévisionnel de cette aide pour l'année 2016 est de 50 904,95 € dont 42 384 € de part fixe et 8 520,95 € de part variable. Le montant de la part variable sera calculé de manière définitive après le 31 décembre 2016 suivant le taux d'occupation de l'aire effectivement constaté en 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention à intervenir entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole pour la gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage de Bionne située à Montpellier pour l'année 2016 ;
- approuver les conditions financières ainsi que le montant prévisionnel de l'aide versée applicable pour l'aire d'accueil de Bionne ;
- autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer ladite convention, ainsi que tout document se rapportant à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1131000-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

**COHÉSION SOCIALE – COHÉSION SOCIALE - ETUDES ET RÉALISATION D'UN RÉSEAU D'AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE ET D'AIRES DE GRANDS PASSAGES - MANDAT CONFIE À LA SA3M - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. DARDE, Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Cohésion sociale, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015, exerce désormais de plein droit, en lieu et place des communes, la compétence relevant de « l'aménagement, l'entretien et la gestion des aires d'accueil des gens du voyage ».

Le Schéma Départemental de l'Accueil et de l'Habitat des Gens du Voyage de l'Hérault de 2011-2017 prévoit la réalisation sur le territoire métropolitain de 260 places d'aires d'accueil et 680 places d'aires de grands passages. Aujourd'hui seules 80 places d'aires d'accueil permanentes (AAP) sont réalisées (aire de Bionne à Montpellier et aire de Castelnau le Lez) et 150 places d'aire de grands passages (AGP) sur Lattes.

Le bureau d'étude CISAME a été mandaté par la Métropole en 2016 pour réaliser un diagnostic partagé avec l'ensemble des communes et une feuille de route du Schéma sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Cette feuille de route a été présentée et validée par Monsieur le Préfet le 21 mai 2016 lors d'une réunion avec les 31 Maires de la Métropole. Elle prévoit la réalisation (ou la réhabilitation) de 220 places d'AAP et 680 places d'AGP. La prise de compétence par la Métropole constitue une opportunité pour se mettre en conformité avec la loi quantitativement (en nombre de places d'AAP et d'AGP) et qualitativement (tant du point de vue de la qualité technique des aires, de leur gestion et entretien que du projet social sous-tendu).

Conformément aux dispositions de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 (articles 3 et suivants), il est proposé que la Métropole confie à la SA3M le soin de conduire les études et les travaux nécessaires à la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil de gens du voyage sur le territoire de la Métropole dans le cadre d'un mandat d'une durée prévisionnelle de 72 mois (6 ans).

Le présent mandat est exclu du champ d'application de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, par l'article 17 III de ladite ordonnance relative aux contrats conclus entre un pouvoir adjudicateur et un cocontractant sur lequel il exerce, conjointement avec d'autres pouvoirs adjudicateurs, un contrôle analogue à celui qu'ils exercent sur leur propres services.

Le foncier sera mis à disposition par la Métropole dans les 6 à 30 mois suivant la signature du présent mandat.

Le montant total de l'enveloppe prévisionnelle du mandat s'établit à 14 959 385,18 € H.T., dont une rémunération de 1 033 102,00 € H.T. pour la SA3M, mandataire.

Une enveloppe prévisionnelle de 12 229 800 € H.T. de travaux a été définie pour les 10 aires et comprend : les travaux de VRD nécessaires à l'accueil de caravanes, la construction des sanitaires et locaux communs, le raccordement aux différents réseaux et l'aménagement des accès routiers.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget chapitre 905,
- approuver le projet de mandat pour la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage et d'aires de grands passage, pour un montant prévisionnel de 14 959 385,18 € H.T., dont 1 033 102 € H.T. de rémunération du mandataire SA3M,
- autoriser Monsieur le Président de la Métropole à le signer ainsi que tout document relatif à cette affaire.



Délibération n° 14089

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1130529-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .**

**Pouvoir(s):**

**M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.**

**Excusé(es):**

**Mme J. GALABRUN-BOULBES**

**Absent(es):**

**Mme P. DANAN**

**COHÉSION SOCIALE – ASSOCIATION LE PASSE MURAILLE - CHANTIER D'INSERTION ET D'UTILITÉ SOCIALE - MÉTIERS DU TERTIAIRE ET DE LA COMMUNICATION SUR MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE**

Mme C. DARDE, Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Cohésion sociale, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence « insertion par l'économique » en lieu et place des communes membres, en partenariat avec l'Union Européenne, l'Etat et les collectivités territoriales. A ce titre Montpellier Méditerranée Métropole favorise l'accompagnement, le soutien, le développement et le renforcement des actions d'insertion permettant la rencontre locale entre l'offre et la demande d'emplois.

L'association Le Passe Muraille a pour objet social de préparer à l'insertion professionnelle des personnes en recherche d'emploi grâce à des chantiers d'insertion ayant pour objet la sauvegarde, la restauration et la mise en valeur du patrimoine ainsi que la protection de l'environnement.

Le Passe Muraille porte le chantier d'insertion et d'utilité sociale « métiers du tertiaire et de la communication ».

Tourné vers les métiers de la communication et du tertiaire, ce chantier présente l'intérêt de s'ouvrir d'avantage aux femmes que les habituels chantiers dans les métiers du bâtiment (la proportion étant autour de 90% pour les femmes et 10% pour les hommes). Pour pré-professionnaliser aux métiers du tertiaire et de la communication, il s'appuie sur la réalisation d'actions de communication au service des communes de la Métropole, de Montpellier Méditerranée Métropole elle-même et de TPE.

En 2015, sur 22 personnes sorties du dispositif, 45 % ont connu une issue positive : 1 personne est sortie vers un emploi durable (1 CDD de plus de 6 mois), 4 vers un emploi de transition (contrats aidés dont un emploi d'avenir) et 5 sont entrées en formations qualifiantes. .

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accorder à nouveau son soutien à cette action, au titre de l'exercice 2016, pour la sixième année consécutive, par une subvention de 15 000 € avec un co-financement de 15 000 € du FNADT (Fonds National d'Aménagement et de Développement du Territoire) obtenu dans le cadre de la signature du Programme Local de Redynamisation (PLR), pour un budget global de l'action de 270 386 euros.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est le suivant :

- DIRECCTE : 169 899 euros (dont salaires, CDDI, FDI),
- Département de l'Hérault : 68 200 euros,
- Vente de produits / Prestations de services : 2 287 euros,
- Montpellier Méditerranée Métropole : 15 000 euros,
- Le Fonds National d'Aménagement et de Développement du Territoire : 15 000 euros.

Ce chantier permettra de créer 11 postes de travail destinés à un public jeune et adulte, rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle, habitant le territoire métropolitain. Les bénéficiaires seront recrutés en Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI) pour une durée de six mois renouvelable. Le chantier pourra ainsi bénéficier à près de 22 personnes ou plus car le chantier est devenu permanent (avec entrées et sorties permanentes du public) au regard de la DIRECCTE et du Conseil Départemental de l'Hérault, co-financeurs de l'action.

Ce chantier d'insertion et d'utilité sociale permettra de pré-qualifier les bénéficiaires de l'action dans les métiers du tertiaire et de la communication. Les travaux prévus sur 12 mois comprennent la réalisation de documents administratifs, de supports de communication et participation au montage et à l'accueil d'événements publics. Sont principalement visés les métiers du secrétariat, d'agent d'accueil, agent administratif, et d'aide comptable. Le chantier est un support pédagogique dans le cadre d'une démarche globale d'accompagnement à l'emploi où il s'agit de déceler, de faire grandir, de renforcer, les compétences techniques initiales des personnes qui seront recrutées. Le but est d'améliorer leur

champ de compétences, vers des métiers dont les exigences technologiques évoluent sans cesse. Le salarié est au centre du dispositif, il participe à sa reconstruction sociale et professionnelle dans le cadre du chantier.

Il est prévu que chaque salarié alterne à différents postes de travail et découvre, ou se perfectionne, sur l'ensemble des techniques mises en œuvre sur le chantier.

Pour mener à bien cette action, il est demandé à Montpellier Méditerranée Métropole de participer à hauteur de 15 000 euros sur un budget de 270 386 euros sous réserve de l'accord du Conseil Départemental de l'Insertion par l'Activité Économique et de l'engagement des cofinancements suffisants à la réalisation de l'action.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à l'Association Passe Muraille, une subvention de 15 000 euros pour mener à bien ce chantier d'insertion et d'utilité sociale dans les métiers de la communication et du tertiaire, sous réserve de l'accord du Conseil Départemental de l'Insertion par l'Activité Économique et de l'engagement des cofinancements suffisants à la réalisation de l'action.
- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2016, chapitre 936.
- approuver les termes du projet de convention tels que définis ci-dessus.
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention de partenariat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1131483-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

**COHÉSION SOCIALE – ASSOCIATION LE PASSE MURAILLE – CHANTIER D'INSERTION BERGES – SUBVENTION – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. DARDE, Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Cohésion sociale, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence « insertion par l'économie » en lieu et place des communes membres, en partenariat avec l'Union Européenne, l'Etat et les collectivités territoriales. A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole favorise l'accompagnement, le soutien, le développement et le renforcement des actions d'insertion permettant la rencontre locale entre l'offre et la demande d'emplois.

L'association Le Passe Muraille a pour objet social de préparer à l'insertion professionnelle des personnes en recherche d'emploi grâce à des chantiers d'insertion ayant pour objet la sauvegarde, la restauration et la mise en valeur du patrimoine ainsi que la protection de l'environnement.

Le Passe Muraille propose de reconduire le chantier d'insertion et d'utilité sociale de " Remise en état de berges fluviales du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ", impulsé en fin 2014, à la suite des fortes intempéries qui venaient de se produire et en prévention de nouvelles.

Ainsi, Montpellier Méditerranée Métropole a déjà apporté son soutien à l'action avec une subvention de 15 000 € en 2014 et de 15 000 € en 2015 au titre de l'insertion par l'activité économique et de 38 000 € au titre de supports de chantier.

Ce chantier, avait pour support l'entretien des berges du Lez et de son affluent la Mosson et les ruisseaux adjacents et s'inscrivait en concomitance avec des travaux spécialisés commandités par les communes et par Montpellier Méditerranée Métropole.

Le bilan intermédiaire sur les 6 premiers mois de ce premier chantier, non terminé à ce jour, présente des résultats positifs, tant qualitativement que quantitativement. Sur 12 personnes qui sont déjà sorties du dispositif, 50% connaissent une issue positive : 4 personnes vers un emploi durable (3 CDD de plus de 6 mois et une création d'entreprise), 1 vers un emploi de transition (1 CDD < 6 mois) et 1 en formation qualifiante.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite donc accorder à nouveau son soutien à cette action, au titre de l'exercice 2016, Les travaux prévus sur 15 mois comprennent l'abattage d'arbres, de levées d'embâcles et de nettoyage des berges.

Ce chantier permettra de créer 12 postes de travail destinés à un public jeune et adulte, rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle, habitant le territoire métropolitain. Les bénéficiaires seront recrutés en Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI) pour une durée de sept mois et demi renouvelable une fois, 12 à 24 personnes pourront ainsi bénéficier de ce chantier.

Ce chantier d'insertion et d'utilité sociale permettra de pré-qualifier les bénéficiaires de l'action dans les métiers de technicien de rivière, de technicien de protection du patrimoine naturel, des jeunes et adultes en insertion habitant le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, recrutés en CDDI.

Il est prévu que chaque salarié alterne à différents postes de travail et découvre, ou se perfectionne, sur l'ensemble des techniques mises en œuvre sur le chantier.

Pour mener à bien cette action, il est demandé à Montpellier Méditerranée Métropole de participer à hauteur de 68 000 euros sur un budget de 391 781 euros, sous réserve de l'accord de la Commission Départementale de l'Insertion par l'Activité Economique, de la signature de la convention, de l'engagement des co-financeurs et de l'équilibre du budget. La Métropole allouera alors une subvention de 30 000 € au titre de l'insertion par l'activité économique avec un co-financement de 30 000 € du FNADT (Fonds National d'Aménagement et de Développement du Territoire) obtenu dans le cadre de la signature du Programme Local de Redynamisation (PLR). Il sera proposé par

• Délibération n° 14091

ailleurs l'attribution d'une subvention de 38 000 € au titre la lutte contre les inondations, sous réserve du vote des crédits correspondants au budget 2017.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est le suivant :

- DIRECCTE : 195 298 euros (C.D.D.I. aide au poste),
- Montpellier Méditerranée Métropole :  
30 000 € au titre de l'insertion par l'activité économique,  
38 000 € au titre de la lutte contre les inondations,
- Le Fonds National d'Aménagement et de Développement du Territoire Le FNADT (Fonds National d'Aménagement et de Développement du Territoire), obtenu dans le cadre de la signature du Programme Local de Redynamisation : 30 000 €,
- Le FSE : 98 483 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à l'Association Passe Muraille, une subvention de 68 000 euros pour mener à bien ce chantier d'insertion et d'utilité sociale "remise en état de berges fluviales du territoire métropolitain", sous réserve de l'accord du Conseil Départemental de l'Insertion par l'Activité Économique, de la signature d'une convention, et de l'engagement des cofinancements suffisants à la réalisation de l'action,
- dire que 30 000 euros sont inscrits au budget primitif 2016, chapitre 936,
- dire que 38 000 euros seront inscrits au budget Primitif 2017, chapitre 937, sous réserve du vote des crédits correspondants.
- approuver les termes du projet de convention tels que définis ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1131295-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

## CULTURE





SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

l'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

**CULTURE – AFFECTATION D'UNE SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE À L'ASSOCIATION CINÉMED - AVENANT N°1 À LA CONVENTION DE PARTENARIAT - AFFECTATION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE À L'ASSOCIATION TOURISME ET LOISIRS - CONVENTION DE PARTENARIAT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Association Cinémed :

Créée en 1979, l'association « Festival International du Cinéma Méditerranéen de Montpellier » (nom usuel Cinémed) a pour but de développer la connaissance du cinéma méditerranéen et de promouvoir sa diffusion, et en particulier de concevoir et réaliser un festival de cinéma qui lui est principalement consacré, et de favoriser le développement de la création cinématographique et audiovisuelle en Méditerranée.

Compte tenu de la dimension, de la qualité et du rayonnement des manifestations organisées par Cinémed, avec notamment le Festival du Cinéma Méditerranéen, Montpellier Méditerranée Métropole s'inscrit depuis plusieurs années comme le partenaire principal de cette association. Par délibération n°13701 du 14 avril 2016, le Conseil de Métropole a ainsi affecté une subvention de 410 000 € pour le festival 2016.

Doté d'une nouvelle direction et d'une nouvelle présidence, nommées en février 2016, le festival 2016 affichera un projet ambitieux. Il est en conséquence proposé d'affecter une subvention complémentaire de 30 000 €, permettant de renforcer le rayonnement métropolitain de cette manifestation. Dans cette perspective, il convient de conclure avec l'association un avenant n°1 à la convention de partenariat initiale.

Association « Tourisme et loisirs » :

L'association « Tourisme et loisirs » a pour objet de « susciter ou soutenir toutes les initiatives visant au développement de toutes les capacités de l'homme y compris spirituelles dans le domaine du tourisme et des loisirs ». Cette association édite trois guides et brochures liés au patrimoine religieux, dont un guide du patrimoine religieux intitulé « Dix-sept siècles de patrimoine religieux dans l'Hérault » destiné aux visiteurs de la région. Edité à 30 000 ex, ce guide contribue à mettre en valeur les éléments patrimoniaux de notre territoire. Il est distribué gratuitement dans les Offices de Tourisme du Département et les différents lieux accueillant des touristes. Pour soutenir l'édition de ce guide, il est proposé d'affecter à l'association « Tourisme et loisirs » une subvention exceptionnelle de 1 500 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation d'une subvention complémentaire exceptionnelle de 30 000 € à l'association Cinémed, pour l'année 2016,
- approuver l'affectation d'une subvention exceptionnelle de 1 500 € à l'association Tourisme et loisirs, pour l'année 2016,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant n°1 à la convention de partenariat avec l'association Cinémed, la convention de partenariat avec l'association Tourisme et loisirs, ainsi que tout document découlant de cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. C. COUR, Mme S. KERANGUEVEN, M. J. MALEK, M. B. TRAVIER.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

• Délibération n° 14095

Certifié Exécutoire  
Publié le : 04/10/16  
Déposé En Préfecture  
Le : 04/10/16  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20160928-lmc1131440-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

**CULTURE – MUSÉE FABRE - MARCHÉ N°3951DC15 DE GARDIENNAGE DU MUSÉE FABRE ET DE L'HÔTEL DE CABRIÈRES SABATIER D'ESPEYRAN - AVENANT N° 1 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Par délibération n°13180 du 22 juillet 2015, le Conseil de Métropole approuvait le lancement d'une procédure de consultation relative au marché de gardiennage du musée Fabre n°3951DC15. Celui-ci a été attribué à la société GIP LR, pour un montant annuel estimatif de 1 225 060,10 € H.T., et notifié le 23 février 2016.

Des éléments nouveaux nécessitent la passation d'un avenant n°1 en réduction au marché 3951DC15. Le présent avenant a pour objet l'adaptation du volume horaire du gardiennage des salles du bâtiment principal du musée Fabre dans un but d'optimisation du dispositif de surveillance.

Ce changement de situation induit une réduction de 196 heures de la prestation de gardiennage prévue annuellement au forfait, soit une réduction de 3 114,44 € H.T. du montant forfaitaire du marché, ce qui représente une baisse de 0,25% du montant initial du marché.

Une fois appliquée cette modification, le nouveau montant du marché s'établit à 1 221 945.66 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de l'avenant n° 1 au marché n° 3951DC15 de gardiennage du musée Fabre et de l'hôtel de Cabrières Sabatier d'Espeyran,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant susvisé ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 04/10/16  
Déposé En Préfecture  
Le : 04/10/16  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20160928-lmc1131216-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

## **CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ÉCOLE DU LOUVRE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

L'Ecole du Louvre, située à Paris au sein même du Palais du Louvre, est un établissement d'enseignement supérieur dispensant des cours en histoire des arts et civilisations. Dans le cadre de ses missions de diffusion culturelle auprès d'un public le plus large possible, cette école organise également des cours dans les principales régions de France, en partenariat avec les musées locaux et leurs collectivités de rattachement.

Le musée Fabre présente de riches collections de peintures, sculptures et arts graphiques, qui offrent au public un large panorama de l'art en Europe entre le XV<sup>ème</sup> siècle et le XXI<sup>ème</sup> siècle, et sa programmation d'expositions temporaires vient compléter et approfondir des aspects précis de ce fonds. Il accueille avec succès depuis plusieurs années maintenant les cours de l'Ecole du Louvre. Pour la saison 2015-2016, 15 conférences ont rassemblé 510 personnes autour des deux cycles qui étaient proposés sur les arts d'Afrique de l'Ouest et « du réalisme à l'impressionnisme, la peinture en France au temps de Bazille ».

Face aux attentes des visiteurs pour mieux appréhender les expositions temporaires, il est proposé de renouveler ce dispositif pour la saison 2016-2017. Dans cette perspective, un nouveau programme de cours a été élaboré avec l'Ecole du Louvre. Il s'inscrit dans une convention qui fixe les obligations de chacun des partenaires ainsi que les tarifs d'abonnements pour chaque cycle, établis comme suit :

### **Programme et tarifs :**

- **Cycle 1** composé de 5 séances, d'une durée d'une heure trente chacune, intitulé «**De marbre, de bronze...la chair de la sculpture**». Il se déroulera les mardis, du 11 Octobre 2016 au 6 décembre 2016, à la salle Rabelais de 18h00 à 19h30.
  - Plein tarif : 42.5 euros
  - Tarif réduit : 25.50 euros
  - Tarif formation continue : 52.5 euros
- **Cycle 2** composé de 6 séances, d'une durée d'une heure trente chacune, intitulé «**La peinture de Francis Bacon : « Aussi vivante que la vie même »**». Il se déroulera les mardis du 25 avril 2017 au 13 juin 2017, à la salle Rabelais, de 18h00 à 19h30.
  - Plein tarif : 51 euros
  - Tarif réduit : 30.60 euros
  - Tarif formation continue : 63 euros

Ramenés au prix par séance, les tarifs proposés sont inchangés par rapport à la saison 2015-2016.

L'Ecole du Louvre prend en charge la rémunération et les frais de déplacements des intervenants et assure la conception et le contrôle du contenu scientifique ainsi que la publicité au niveau national. Elle perçoit également les recettes liées aux inscriptions.

Montpellier Méditerranée Métropole se chargera quant à elle de la réservation de la salle Rabelais mise à la disposition de l'Ecole du Louvre. Elle prend en charge les frais d'hébergement et de restauration des intervenants conférenciers ainsi que l'édition et la diffusion des programmes au niveau régional, pour un montant prévisionnel maximum de 2000 € pour les deux cycles.

- Délibération n° 14097

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec l'Ecole du Louvre,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat susvisée, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1131169-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

**CULTURE – RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES - APPLICATION DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE BIBLIOTHÈQUE PUBLIQUE D'INFORMATION - PRISE EN CHARGE DE FRAIS DE DÉPLACEMENT À L'ÉTRANGER - APPROBATION**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Par délibération n°10865 du 24 mai 2012, le Conseil a autorisé la signature d'une convention de partenariat avec la Bibliothèque Publique d'Information (Bpi). Les actions menées dans le cadre de cette convention permettent d'élargir l'offre documentaire ou de services et d'enrichir les échanges professionnels.

A cette fin, la Bpi propose un voyage d'études, du 19 au 21 octobre 2016, pour visiter le réseau des bibliothèques de Barcelone, organisé par sa délégation à la coopération nationale et internationale. Ce voyage comprend une visite de quatre bibliothèques récentes du réseau de Barcelone, ainsi qu'une présentation de l'organisation territoriale de ce réseau (notamment entre les différents services, partenaires et échelons territoriaux). Chaque participant à ce voyage devra produire un article (en lien avec les visites ou thématiques abordées), qui sera publié sur le site professionnel de la Bpi.

Il y a quelques années, le dispositif inverse avait été organisé ; des responsables du réseau des bibliothèques de Barcelone étaient venus à Montpellier, dans le cadre d'un voyage d'études, pour visiter les médiathèques du réseau de Montpellier Méditerranée Métropole.

Afin de participer à l'enrichissement des échanges professionnels prévu par cette convention de partenariat avec la Bpi, il est proposé que Monsieur Gilles Gudin de Vallerin, Directeur du réseau des médiathèques, se rende à son tour dans la capitale de la Catalogne, jumelée avec la Ville de Montpellier.

La Bpi prendra à sa charge la totalité des frais sur place liés à l'hébergement, les repas et le transport. Le reste à charge de Montpellier Méditerranée Métropole recouvrera les frais de déplacement et de mission de Monsieur Gilles Gudin de Vallerin, à concurrence d'une dépense maximum de 500 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Monsieur Gilles Gudin de Vallerin, Directeur du réseau des médiathèques, à effectuer ce déplacement à l'étranger du 19 au 21 octobre 2016,
- autoriser la prise en charge sur la base des frais réels du déplacement et de la mission de Monsieur Gilles Gudin de Vallerin, à concurrence d'une dépense maximum de 500€,
- dire que les crédits nécessaires sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1130021-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s) :

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es) :

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es) :

Mme P. DANAN

**CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'INSTITUT CHORÉGRAPHIQUE INTERNATIONAL - CENTRE CHORÉGRAPHIQUE NATIONAL DE MONTPELLIER LANGUEDOC-ROUSSILLON-MIDI-PYRÉNÉES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Le Centre Chorégraphique National (CCN) de Montpellier Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées et le musée Fabre assurent tous deux des missions d'éducation artistique et d'ouverture aux publics.

Le CCN, désormais renommé Institut Chorégraphique International (ICI), dans le cadre du Master « Exerce », assure aux étudiants-artistes-chercheurs une relation privilégiée à l'actualité de la création chorégraphique internationale.

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole, acteur majeur dans le paysage culturel territorial, présente sur environ 9200m<sup>2</sup> un ensemble de 900 œuvres. Depuis sa réouverture en 2007 après plusieurs années de travaux, il a inscrit ses missions d'accessibilité et de développement de ses publics, et notamment ceux issus de l'enseignement supérieur et universitaire, au cœur de sa politique culturelle. Il est devenu une ressource iconographique et scientifique pour les étudiants, ce qui lui a permis d'ancrer son rôle d'acteur de la vie artistique et culturelle locale, territoriale et nationale.

Afin de tisser des liens entre artistes, publics, étudiants, amateurs, chercheurs, l'ICI-CCN et le musée Fabre ont décidé d'établir un partenariat pour l'organisation commune d'un événement exceptionnel le samedi 8 octobre 2016, favorisant la rencontre de ces deux disciplines artistiques que sont la danse et la peinture. Ce partenariat s'inscrit dans la cadre de l'événement inaugural d'ICI-CCN : Julie Perrin, chercheuse en danse, les artistes Paula Pi et Laurent Pichaud, accompagnés d'une dizaine d'étudiants du master « Exerce » et d'étudiants en art, réaliseront une conférence itinérante dansée entre le musée Fabre et ICI-CCN, sur le thème « danse et paysage ».

Cette conférence sera ouverte à tous, dans la limite de 90 places.

La convention de partenariat vise à encadrer cet événement. Ainsi, l'Institut s'engage à assurer :

- la coordination générale de l'événement ;
- en qualité d'employeur, la rémunération, charges sociales et fiscales comprises, de Laurent Pichaud, Paula Pi, artistes chorégraphiques intervenants, et de Julie Perrin, chercheuse en danse de l'Université Paris VIII ;
- le suivi des réservations et l'accompagnement du public, selon une jauge maximale fixée à 90 personnes ;
- l'organisation logistique et technique de l'événement.

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à :

- assurer l'accueil des étudiants, des accompagnateurs et du public ;
- assurer la billetterie à l'entrée du musée Fabre, et l'encaissement des recettes ;
- faire bénéficier les visiteurs du tarif réduit de sa grille tarifaire pour l'événement du 8 octobre 2016 dans les collections permanentes, soit 5 € au lieu de 7 €. Les étudiants, les bénéficiaires de minimas sociaux, les personnes disposant d'une carte d'abonnement au musée Fabre, bénéficieront de la gratuité dans les conditions fixées par la grille tarifaire.
- mettre à disposition d'ICI—CCN certains espaces du musée Fabre : collections permanentes, auditorium, cour intérieure le 8 octobre 2016, entre 10h et 18h et lors de temps de répétition et de repérage entre le 29 septembre et le 7 octobre 2016 ;
- mettre à disposition d'ICI—CCN et du public de la conférence 18 lecteurs MP3 et 18 casques pendant le parcours sonore entre le musée Fabre et ICI — CCN le samedi 8 octobre 2016. Ces

• Délibération n° 14099

lecteurs seront délivrés au public en échange d'une carte d'identité. ICI-CCN sera en charge de la logistique du prêt des lecteurs MP3.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat avec l'Institut Chorégraphique International- Centre chorégraphique national de Montpellier Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées,
- dire que les crédits sont inscrits en recettes au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat susvisée, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1131220-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

**DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT  
SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION,  
INTERNATIONAL, ARTISANAT**



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – COMMUNE DE SAINT JEAN DE VÉDAS - AMÉNAGEMENT DU SITE DES JASSES POUR LA CRÉATION D'UN PÔLE MÉDICAL SUR LE SITE DE JASSES - DÉCLARATION D'INTÉRÊT GÉNÉRAL ET AVIS SUR LA MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLU - APPROBATION**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Par délibération n°13647 en date du 24 février 2016, le Conseil de Métropole a approuvé un dossier d'enquête publique préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) avec mise en compatibilité du PLU pour la réalisation des aménagements nécessaires à l'implantation d'un pôle médical sur le site des Jasses à Saint Jean de Vedas, et demandé à Monsieur le préfet l'ouverture de l'enquête publique. Les aménagements publics, objet de cette DUP, ont pour but la création d'un pôle médical incluant notamment le transfert/extension de la clinique Saint-Jean.

Cette procédure est menée en parallèle aux démarches d'acquisitions à l'amiable, afin de s'assurer la maîtrise des terrains nécessaires aux aménagements publics de cette opération d'intérêt général et de mettre en compatibilité le PLU de Saint Jean de Védas.

Cette adaptation du document d'urbanisme porte plus spécifiquement sur :

- l'adaptation du Projet d'Aménagement et de Développement Durable du PLU,
- la définition des orientations d'aménagement à instaurer sur ce périmètre,
- la création d'une nouvelle zone à urbaniser 2AUd intégrant les principes d'aménagement urbain du projet ;

Il est à noter qu'au regard des faibles enjeux environnementaux identifiés sur le site, et de l'absence de risque sur le périmètre de protection éloigné du captage d'eau potable, le Préfet par décision en date des 9 et 16 février 2016, après avis au cas par cas de la DREAL, a exonéré le projet d'une étude d'impact et le dossier de mise en compatibilité du PLU d'une évaluation environnementale.

Conformément aux dispositions de l'article L.153-54 du Code de l'urbanisme relative à la procédure de mise en compatibilité du PLU, une réunion des Personnes Publiques Associées s'est tenue le 1er avril 2016, en présence de représentants de la DDTM, de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Métropole et de la Préfecture de l'Hérault.

Selon le procès-verbal de cet examen conjoint, après rappel des enjeux liés à la création de ce pôle médical en matière de modernisation de l'offre de soins et d'emplois, de la démarche engagée, du programme, du parti d'aménagement, et des adaptations nécessaires au Plan local d'urbanisme, ont été soulignées :

- l'intérêt économique du pôle médical et sa cohérence globale et terme d'urbanisation,
- son intérêt en termes de création d'emplois,
- l'enjeu d'un dimensionnement pertinent de l'offre de stationnement qui tienne compte de la desserte par le tramway mais aussi de l'aire d'attraction large du futur pôle et de son offre importante en ambulatoire qui vont entraîner des déplacements motorisés,
- la possibilité de faire évoluer l'organisation du stationnement notamment par l'ajout d'un parking souterrain, le plan de masse présenté étant indicatif,
- l'attention qui sera portée au traitement paysager des espaces de stationnements aériens et parvis.

En conclusion, les participants ont émis un avis favorable à l'unanimité sur le projet de mise en compatibilité du PLU avec le projet d'aménagements présenté.

Ce dossier a fait l'objet de plusieurs avis joints au dossier soumis à l'enquête publique :

- un avis de l'Agence Régionale de Santé en date du 26 avril 2016 qui recommande de s'assurer auprès du Syndicat du Bas Languedoc de la capacité d'alimentation en eau potable, et qui rappelle de privilégier, le cas échéant, la partie Nord/Ouest du site pour l'accueil des populations sensibles en séjours longue durée afin de les éloigner des sources de bruit et de pollution atmosphérique,
- un avis du Syndicat du Bas Languedoc en date du 10 mai 2016 qui confirme que la capacité d'alimentation en eau potable sera suffisante compte tenu de l'évolution de la population communale prévue à l'horizon 2030,
- un avis de la DDTM en date du 18 mai 2016 qui rappelle son avis favorable, et attire l'attention sur le traitement de la connexion de la piste cyclable,



- un avis en date du 18 mai de la Chambre d'agriculture de l'Hérault, qui regrette la perte d'espaces agricoles, encore partiellement cultivés, mais émet un avis favorable au projet compte tenu de la déprise agricole sur ce secteur qui semble irréversible.

Le 20 mai 2016, Monsieur le Préfet de l'Hérault a pris l'arrêté n°2016-I-520 en vu de procéder à l'ouverture de l'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique.

L'enquête publique s'est déroulée du 13 juin au 18 juillet 2016.

Le rapport du commissaire enquêteur, Madame Nathalie Andrieu, établi en date du 10 août 2016, conclut par un avis favorable sur ce dossier.

Ce rapport du commissaire enquêteur a été transmis à Montpellier Méditerranée Métropole par courrier daté du 25 août 2016.

Conformément aux articles L.126-1 du Code de l'environnement et L.122-1 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, l'enquête publique de toute opération doit être suivie d'une déclaration de projet prise par le maître d'ouvrage dans laquelle ce dernier se prononce sur l'intérêt général du projet au regard des résultats de l'enquête publique.

Il convient aussi de rendre un avis sur la mise en compatibilité du PLU au titre du L153-57 du Code de l'urbanisme.

#### I- Justification de l'intérêt général de l'opération :

Ce projet a été retenu pour plusieurs motifs :

Le site des Jasses, d'environ 7ha classés en zone agricole, est très majoritairement en friche. La seule parcelle exploitée en vigne se situe au point bas du bassin versant, sur la partie Sud-Ouest des Jasses, qui est inondée lors des épisodes pluvieux significatifs. Aussi les études hydrauliques ont montré l'intérêt de localiser à cet endroit un bassin de rétention.

En outre, la situation et l'accessibilité du secteur de Jasses – connexion directe à l'A9, au futur COM, au boulevard urbain Sud (A907), desserte par la ligne 2 du tramway – en font un secteur particulièrement stratégique pour l'implantation d'un équipement majeur.

A cet égard, il est identifié au SCoT comme un site de développement urbain.

Le projet d'aménagements envisagé doit permettre l'accueil d'un pôle médical incluant la clinique Saint Jean, actuellement à l'étroit dans le centre-ville de Montpellier, un service d'urgences, inexistant à l'Ouest de la Métropole, ainsi qu'une offre médicale et para-médicale complète et structurée permettant une prise en charge des patients sur un même lieu, depuis le diagnostic jusqu'aux soins.

Ces équipements médicaux à venir permettront de réaliser 25 000 interventions chirurgicales par an, 35 000 passages aux urgences et 40 000 hospitalisations. Ce pôle permettra donc de moderniser et de renforcer l'offre de services de santé à l'échelle locale et régionale, répondant à un besoin identifié. Sa localisation et l'ampleur de son offre de services en feront un équipement d'envergure régionale. 250 médecins interviendront sur le site, qui comptera 800 à 1000 salariés à terme. La clinique actuelle emploie 500 personnes. Il permet donc de maintenir les emplois existants actuellement sur la clinique Saint Jean, et de créer de nombreux nouveaux emplois directs et indirects.

Enfin, ce site est une enclave entourée d'espaces urbanisés. Ce projet permettra de marquer qualitativement l'entrée principale de Saint-Jean-de-Védas, et de créer une connexion urbaine entre la zone résidentielle de Saint-Jean-le-Sec à l'Ouest et la ZAC de Roquefraise au nord-est.

L'intérêt de l'implantation de ce pôle médical sur le site envisagé justifie l'intérêt général des aménagements publics à réaliser dans le cadre de la DUP.

#### II- Résultats de l'enquête publique préalable à la DUP valant mise en compatibilité du PLU :

Les registres d'enquête comportent des mentions émanant de 12 visiteurs.

Le commissaire enquêteur, par courrier en date du 18 juillet, a demandé à la Métropole des compléments d'informations sur les trois points suivants : la capacité de stationnement offerte sur le futur site de la clinique, l'engorgement des accès routiers aux heures de pointe et la sécurité des piétons, notamment depuis la station de tramway la plus proche. Ces compléments ont été apportés par courrier en date du 27 juillet, annexé au rapport du commissaire enquêteur. En substance, ils font état du fait qu'une étude de stationnement a montré que la capacité de stationnement prévue est suffisante,

et qu'en outre, a été identifié sur le site une capacité supplémentaire de stationnement. Par ailleurs, une étude de trafic a montré que le surplus de trafic généré par la clinique est limité au regard du trafic existant, et qu'il ne crée pas de saturation du trafic, même en heure de pointe.

Enfin la sécurité des piétons est bien prise en compte, la réfection des traversées de l'avenue de Librillia et la modification de la temporisation des feux étant prévus pour faciliter leur déplacement depuis la station de tramway en ne bloquant pas la fluidité du trafic.

D'autres sujets, d'ordre secondaire selon le commissaire enquêteur, tels que la continuité et la densité des zones arborées, l'intégration paysagère des bâtiments, la continuité de la piste cyclable, ont été abordés lors de l'enquête publique. La Métropole, dans son courrier du 27 juillet annexé au rapport du commissaire enquêteur, a répondu à l'ensemble des points soulevés dans les registres d'enquête.

En résumé, aucune remarque formulée ne remet en cause la cohérence et l'utilité publique du projet. A aussi été relevé dans ces registres l'intérêt du projet en termes d'emplois et de services médicaux.

Aussi, le commissaire enquêteur, considérant le déroulement satisfaisant de l'enquête, considérant que la publicité a été faite dans les formes, constatant que le dossier présenté par la Métropole est complet et sérieux, et au vu des compléments d'informations apportés, a émis un avis favorable sans réserve à l'utilité publique du projet et à la mise en compatibilité du PLU.

Au vu des résultats de l'enquête publique préalable à la DUP, et des conclusions motivées du commissaire enquêteur, il n'est pas nécessaire d'apporter de modification au projet soumis à enquête publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- déclarer l'intérêt général des aménagements permettant l'implantation d'un pôle médical sur le secteur des Jasses à Saint Jean de Védas, pour les motifs et considérations exposés ci-dessus,
- émettre un avis favorable sur le projet de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Saint Jean de Védas,
- autoriser Monsieur le Président à solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, pour que soit pris l'arrêté de Déclaration d'Utilité Publique,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1131427-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

l'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSOUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – COMMUNE DE COURNONTERRAL - ZONE D'AMÉNAGEMENT CONCERTÉ SUR LE SITE CANNABE - OBJECTIFS ET MODALITÉS DE LA CONCERTATION - MODALITÉS DE MISE À DISPOSITION DU PROJET SOUMIS À ÉTUDE D'IMPACT - APPROBATION**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Depuis plusieurs années, Montpellier Méditerranée Métropole travaille en étroite collaboration avec la Commune de Cournonterral sur la définition du projet d'urbanisation du site « Cannabe ».

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) approuvé le 17 février 2006 définit le site « Cannabe » comme un secteur d'urbanisation et de développement urbain. Ce site, situé au Sud de la RD5 et au contact d'un giratoire, représente une superficie d'environ 9 hectares qui intègre plusieurs constructions existantes ainsi que la déchèterie intercommunale.

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Cournonterral approuvé le 2 mai 2013 et modifié le 6 mars 2014 identifie le site «Cannabe » dans son Projet d'Aménagement et de Développement Durable comme un secteur « *destiné à recevoir une zone d'activités économiques artisanales, un centre secours déconcentré du Capdalièch, un village de regroupement technique agricole* ». Le site « Cannabe » est actuellement classé en zone 0AU dont l'ouverture à l'urbanisation sera soumise à une modification du PLU qui intégrera les conclusions des études en cours.

Par décision en date du 27 avril 2011, la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Montpellier Méditerranée Métropole a confié à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), un mandat d'étude visant à définir la faisabilité d'une opération d'aménagement sur le site « Cannabe ». Ce mandat a permis de déterminer la faisabilité technique et financière d'une opération d'aménagement sur ce site. Dès lors, par décision en date du 13 mai 2013, Montpellier Méditerranée Métropole a confié à la SA3M un nouveau mandat visant à conduire l'ensemble des études pré-opérationnelles pour l'aménagement du site « Cannabe » ainsi que la constitution du dossier de création de la future Zone d'Aménagement Concerté (ZAC).

Par délibération n°13814, en date du 26 mai 2016, le Conseil de Métropole a défini les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain. Il s'agit, conformément aux dispositions de l'article L.5217-2 du CGCT, des opérations d'aménagement réalisées dans le cadre de la compétence développement et aménagement économique, social et culturel, qui concourent à la création, l'aménagement ou la gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire. A ce titre, l'aménagement du site « Cannabe » est donc d'intérêt métropolitain.

Afin de poursuivre ce processus, il est envisagé aujourd'hui l'organisation d'une opération d'aménagement dans un cadre maîtrisé sous forme de ZAC au sens des dispositions des articles L.311-1 et suivants du Code de l'urbanisme.

Préalablement à l'engagement de ce projet de ZAC, il y a lieu de préciser les objectifs de cette opération d'aménagement urbain et d'engager une procédure de concertation préalable avec la population, au sens de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme, pendant toute la phase d'élaboration du projet.

Les objectifs proposés dans le cadre de l'opération d'aménagement du site « Cannabe », sont :

- répondre à la demande d'implantation d'entreprises sur ce secteur, et de fait, permettre la création d'emplois,
- conforter les secteurs d'activités économiques proches (frigoulet), par l'accueil d'activités artisanales et de services,
- conforter l'agriculture de proximité et permettant l'implantation de sièges d'exploitations agricoles,
- participer à la constitution d'une unité urbaine de dimension suffisante permettant l'implantation d'équipements,

- assurer une transition paysagère entre le secteur de projet et la plaine agricole de Cournonterral,
- prévoir des aménagements intégrant les principes du développement durable (par le choix des matériaux, du mobilier et des essences végétales, par la gestion de l'éclairage public, par la performance énergétique des bâtiments, la production d'énergies renouvelables, la distribution et la gestion des ressources...).

La réalisation de cette opération d'aménagement à vocation d'activités économiques, notamment artisanales, de services et agricoles, doit permettre de satisfaire les besoins fonciers des entreprises désireuses de s'installer ou de se développer sur la frange Ouest du territoire métropolitain.

Il est proposé de mettre en œuvre au moins les modalités de concertation suivantes pendant la durée d'élaboration du projet :

- La présente délibération sera affichée au siège de la Métropole (50, place Zeus à Montpellier) et en Mairie de Cournonterral (12, avenue Armand Daney à Cournonterral),
- Un dossier sera mis à disposition au siège de la Métropole (50, place Zeus à Montpellier) et en Mairie de Cournonterral (12, avenue Armand Daney à Cournonterral). aux jours et heures ouvrables habituels, pendant toute la période d'élaboration du projet. Le dossier de concertation comprendra à minima :
  - la présente délibération,
  - un plan de situation,
  - un plan prévisionnel du périmètre de l'opération,
  - une notice explicative des objectifs et enjeux du projet,
  - un registre destinée à recueillir les observations du public,

Ce dossier sera complété au fur et à mesure des études menées et de l'élaboration du projet,

- Un article d'information relatif au projet dans le journal d'information de la Montpellier Méditerranée Métropole « MmmAg »,
- Une réunion publique sera organisée à Cournonterral afin de présenter le projet d'aménagement du site « Cannabe » au public.
- L'étude d'impact sur l'environnement ainsi que l'avis de l'autorité environnementale sur le projet d'aménagement du site « Cannabe », seront versés au dossier de concertation et feront l'objet d'une mise à disposition au public sur une période minimale de 15 jours.  
Conformément à l'article R.122-9 du Code de l'environnement, les modalités de mise à disposition du public, de l'étude d'impact sur l'environnement ainsi que l'avis de l'autorité environnementale sur le projet d'aménagement du site « Cannabe », seront portées à la connaissance du public huit jours au moins avant le début de leur mise à disposition par la publication d'un avis qui précisera :
  - la date à compter de laquelle le dossier est tenu à la disposition du public, et la durée pendant laquelle il peut être consulté,
  - les lieux, jours et heures où le public peut prendre connaissance du dossier et formuler ses observations sur un registre ouvert à cet effet.

Cet avis sera affiché en mairie de Cournonterral (12, avenue Armand Daney à Cournonterral), au siège de la Métropole (50, place Zeus à Montpellier) et publié dans au moins 2 journaux diffusés dans le département ainsi que sur le site Internet de Montpellier Méditerranée Métropole.

A l'issue de la concertation préalable, il sera rendu compte du bilan de celle-ci par délibération du Conseil de Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les objectifs poursuivis et modalités de concertation pour la création de la Zone d'Aménagement Concerté sur le site "Cannabe" sur la Commune de Cournonterral,
- engager la concertation selon les modalités définies ci-avant,

Délibération n° 14064

- approuver les modalités de mise à disposition de l'étude d'impact sur l'environnement ainsi que l'avis de l'autorité environnementale sur le projet d'aménagement du site « Cannabe »,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président Montpellier Méditerranée Métropole à engager les dépenses liées à cette procédure et à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1130999-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL - MISSION CHENGDU, QINGDAO, SHANGHAI (CHINE) - DU 24 OCTOBRE AU 11 NOVEMBRE 2016 - PARTICIPATION AU CONGRÈS EUPIC ET À LA FOIRE DE L'OUEST - PARTICIPATION AU PROWINE, ACCORD DISTRICT DU YANGPU (SHANGHAI) - AUTORISATION DE LA MISSION ET DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique depuis plusieurs années. Elle s'est dotée progressivement d'un réseau de partenaires bilatéraux en Chine, en Russie, aux Etats-Unis et au Canada. Elle est en outre active au sein de plusieurs réseaux internationaux multilatéraux (NBIA, EBN, I3Network...).

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite consacrer ses partenariats internationaux en premier lieu au développement économique. Le but est de favoriser l'écosystème entrepreneurial en jouant un rôle de facilitateur à l'international, mais aussi de permettre à nos partenaires de déployer leurs actions de développement économique sur le territoire de la Métropole.

En Chine depuis 2004 des liens forts ont été tissés, notamment avec la Ville de Chengdu. 2015 est une année particulière pour notre jumelage, en effet nous fêtons cette année les 35 ans du jumelage. Cela a été l'occasion de recevoir début mai le Maire de Chengdu à la Métropole, cette visite devant être suivie en octobre par la visite retour du Président / Maire de Montpellier.

Le partenaire principal de Montpellier Méditerranée Métropole à Chengdu est la Zone des Hautes Technologies de la Ville de Chengdu et l'organisme European-Union Project Innovation Centre (EUPIC). EUPIC est initialement un programme bilatéral entre l'Europe et la Chine créé en 2006 afin de permettre et de favoriser le développement économique entre les Etats Membres partenaires et les Provinces centrales chinoises.

Ce partenariat a permis l'organisation par la Métropole du Congrès Mondial EUPIC au Corum en septembre 2011, avec la présence de plus de 130 entreprises et officiels chinois dont le vice-ministre de la recherche.

A ce jour EUPIC a évolué sous la forme d'une organisation non gouvernementale chinoise supportée par les Ministères de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie côté chinois, et par l'Union Européenne représentée par 14 Etats (Belgique, République Tchèque, Danemark, Finlande, Allemagne, Grèce, Irlande, Italie, Hongrie, Slovaquie, Slovénie, Espagne, Angleterre et France).

La partie chinoise initialement représentée par 12 provinces (Yunnan, Xingjiang, Shanxi, Tibet, Qinghai, Sichuan, Mongolie Intérieure, Ningxia, Gansu, Guanxi, Chongqing et Guizhou) vient d'obtenir en janvier 2015 la labellisation européenne EEN afin d'être aussi acteur auprès des 6 Provinces du nord et nord-est (Pékin, Shandong, Liaoning, Jilin, Hebei et l'Heilongjiang). L'opérateur est la Province du Sichuan et plus particulièrement la ville de Chengdu.

Cela fait 7 ans que la Métropole a signé des accords de développement économique poussés avec EUPIC et la Zone des Hautes Technologies de la Ville de Chengdu. Depuis cette signature, annuellement, la Métropole conduit des délégations d'acteurs économiques (entreprises : technologie et viticulture, CHU, Pôles de Compétitivité...) à Chengdu afin de leur permettre de développer des partenariats ou des volants d'affaires. Dernièrement en novembre 2015 un accord particulier promouvant la French Tech a été signé avec la Zone des Hautes Technologies de la Ville de Chengdu.

Cette mission multisectorielle axée sur l'attractivité et le rayonnement se déroulera en 3 lieux Chengdu, Qingdao et Shanghai.

Pour cette mission, au-delà des aspects habituels développement économique – innovation, il est proposé de porter un focus particulier sur le domaine du Tourisme ainsi qu'un point important sur la viticulture.



1) Chengdu/Qingdao :

- Participation au congrès EUPIC (15 pays représentés, 5 000 participants) :
  - stand de Montpellier Méditerranée Métropole,
  - session de travail « comment appréhender le marché chinois »,
  - rendez-vous B to B pendant deux journées pour les entreprises et acteurs du développement économique de la Métropole,
  - interventions lors des conférences plénières.
- Soirées dédiées à la promotion des vins et du tourisme en partenariat avec la maison de Montpellier et l'Office du Tourisme métropolitain,
- Plusieurs rencontres acheteurs/producteurs de vins seront organisées,
- Rencontres avec la Mairie de Chengdu et le Gouverneur de la Province du Sichuan,
- Foire internationale de l'ouest (500 000 visiteurs), stand de la Métropole,
- En amont au congrès Eupic et à la Foire internationale de l'ouest se dérouleront les assises de la coopération décentralisée ainsi que la 3<sup>ème</sup> édition du FISE Chine.

2) Shanghai :

- Participation à la 3<sup>ème</sup> plus importante foire aux vins de Chine « ProWine-Shanghai),
- Double stand Montpellier Méditerranée Métropole,
- Soirées de dégustation ciblées,
- Renouvellement (3<sup>ème</sup> fois) de l'accord de coopération avec le District du Yangpu.

Filière viticole

Depuis la mise en place de l'action, le Chiffre d'affaires directement généré a atteint 1,15 M€.

D'un point de vue plus quantitatif sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole l'action mise en place concerne :

- 18 communes impliquées indirectement par leurs vignerons (Montpellier, Saint Geniès des Mourgues, Sussargues, Saint Georges d'Orques, Castries, Saint-Drézéry, Murviel-les-Montpellier, Villeneuve-lès-Maguelone, Cournonterral, Fabrègues, Juvignac, Lavérune, Montferrier-sur-Lez, Pérols, Pignan, Saint Jean de Védas, Vendargues, Montaud)
- 25 producteurs sur les 54 de la Métropole font partie de l'opération,
- 12 producteurs ont fait un Chiffre d'affaire compris entre 40 K€ et 155 K€,
- Le Chiffre d'affaire généré en 2016 à fin août et de 217 K€, ce qui représente un « retour sur investissement » pour la Métropole de 5 pour 1, prix de vente moyen de 3,7 €.

Il est proposé que les aspects logistiques (transports, hôtels, restauration, frais de visa, mise en place de rendez-vous B to B, inscriptions aux congrès, stand etc.) et l'organisation de la mission soient pris en charge en partie par Montpellier Méditerranée Métropole.

Le coût prévisionnel de la mission est estimé à 59 000 € TTC. Ce coût se répartit comme suit :

Technologie : environ 2 700 € TTC par participant soit 16 200 € TTC pour l'ensemble des 6 entreprises et acteurs du développement économique, pris en charge financièrement. Une participation financière forfaitaire sera demandée, à hauteur de 1 000 € TTC par entreprise.

Filière viticole (Shanghai) : Concernant les entreprises du secteur viticole, seuls seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole les frais de transports internationaux et internes ainsi que les frais de visas et d'assurance. Ces frais sont estimés à 2 000 € TTC par participant soit 16 000 € TTC pour les 8 domaines.

Filière viticole (Chengdu) : Afin d'assurer la promotion de la filière viticole à Chengdu lors des diverses soirées organisées avec la promotion du tourisme, il est proposé d'inviter 2 ou 3 Présidents d'Appellations (Saint-Drézéry, Saint Georges d'Orques, Grès de Montpellier) qui animeront ces temps de promotion. Ces frais sont estimés à 2 500 € TTC par participant soit 7 500 € TTC pour les 3 participants.

Le reste du montant prévisionnel soit environ 19 300 € TTC est affecté aux frais techniques d'organisation de la mission : stands, transport interne de la délégation, mise en place de rencontres B to B, inscriptions au congrès..... ainsi qu'aux frais de déplacement des élus et techniciens de Montpellier Méditerranée Métropole.

La prise en charge des frais inhérents à la mission se fera sur la base des frais réels.

La prise en charge financière par la Métropole des coûts des prestations (principalement transport, restauration, frais de visas...) utilisées par les entreprises participantes à la mission peut s'effectuer de deux façons : achat par la Métropole des prestations, remboursement à vue de facture acquittée après le début de la mission (dans ce cas l'achat directement de la prestation par l'entreprise est soumis à l'accord préalable des services de la Métropole).

Compte tenu de l'importance de l'événement, pour des raisons de logistiques notre partenaire EUPIC a mis en place des réservations de chambres d'hôtel et de vols intérieurs à des tarifs préférentiels. Dans ce cadre, les frais d'hébergement et des vols intérieurs de la mission pourront être facturés directement par EUPIC à Montpellier Méditerranée Métropole. Une convention précisant les termes de cette facturation sera mise en place si besoin.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission d'affaires en Chine à Chengdu, Qingdao et Shanghai du 24 octobre au 11 novembre 2016,
- approuver la participation de 6 entreprises et acteurs du développement économique (innovation),
- approuver la participation de 8 entreprises de la filière viticole,
- approuver la participation et la prise en charge au maximum de 3 Présidents d'Appellations viticoles,
- approuver le tarif applicable aux entreprises et aux acteurs du développement économique (innovation et viticole),
- approuver la signature du renouvellement de l'accord avec le District du Yangpu,
- approuver la participation de deux élus (es) et de deux techniciens (nes) à la mission,
- approuver la prise en charge financière de la mission estimée à 59 000 €,
- dire que les dépenses et les recettes afférentes à la mission sont inscrites au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1131250-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – INTERNATIONAL - JUMELAGE AVEC HEIDELBERG (ALLEMAGNE) - ACCORD DE COOPÉRATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique depuis plusieurs années. A cet effet, elle s'est dotée progressivement d'un réseau de partenaires bilatéraux en Chine (Shanghai, Chengdu, Beijing), aux Etats-Unis (Austin, Orlando et le New Jersey), en Russie (Obninsk) et au Canada (Québec et Sherbrooke)... Elle est, en outre, active au sein de plusieurs réseaux internationaux multilatéraux (NBIA, EBN, I3Network...).

Elle a aussi souhaité intensifier son action économique par un positionnement renforcé dans la zone régionale euro-méditerranéenne et notamment en Allemagne.

La Ville d'Heidelberg, acteur économique et culturel de la Région Rhein-Neckar, possède de fortes similitudes avec Montpellier et la Métropole, en termes de richesses patrimoniales et culturelles, d'infrastructures économiques. Elle s'inscrit aussi dans la logique des relations engagées avec les autres partenaires méditerranéens et européens de la Métropole de Montpellier.

A la suite de la mission conduite par Madame la Vice-présidente Chantal Marion en mai 2016 à Heidelberg, dans le cadre des cérémonies des 55 ans du jumelage entre les 2 villes ; cérémonies qui se dérouleront en 2 temps : premièrement par une mission institutionnelle à Heidelberg du 22 au 25 septembre et la venue du Maire de Heidelberg à Montpellier du 4 au 7 octobre 2016 ; il est proposé d'étendre l'accord initial à Montpellier Méditerranée Métropole en y incluant une partie développement économique.

Dans le cadre d'un accord de coopération internationale tripartite, outre les relations économiques qui pourront en découler au travers notamment du rapprochement des deux incubateurs et de la signature d'un accord de partenariat économique, cet accord cadre portera sur les échanges culturels, touristiques, universitaires, médicaux,... envisageables entre les entités.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'accord de coopération entre la Métropole, la Ville de Montpellier et la Ville de Heidelberg,
- approuver le projet d'accord de partenariat économique,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'accord de coopération ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1131423-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – RELATIONS INTERNATIONALES -  
DÉPLACEMENT À DAEGU - CORÉE DU SUD DU 17 AU 22 OCTOBRE 2016 -  
PARTICIPATION AU FORUM MONDIAL DES VILLES DE L'EAU - APPROBATION**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit depuis plusieurs années une stratégie d'internationalisation reconnue avec trois objectifs : créer pour son tissu économique les conditions favorables aux échanges extérieurs par une meilleure connaissance des écosystèmes étrangers, promouvoir les implantations croisées d'entreprises, et renforcer son positionnement international et accroître l'attractivité du territoire sur plusieurs axes majeurs, dont celui de l'eau.

Dotée de la compétence « eau potable » depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010, Montpellier Méditerranée Métropole développe une stratégie globale et ambitieuse permettant une gestion équilibrée de la ressource en eau. Désormais son champ d'action porte sur la quasi-totalité du cycle de l'eau, depuis l'approvisionnement en eau potable et en eau brute jusqu'au traitement des eaux usées, en passant par la lutte contre les inondations. En mai 2014, le Conseil de Métropole a de plus décidé de gérer l'eau potable en régie publique, situation effective depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Ce contexte dynamique, ainsi que la présence à Montpellier du Pôle de compétitivité à vocation mondiale Eau ont contribué à la notoriété des compétences de notre territoire dans le domaine de l'eau, attirant l'attention et l'intérêt d'acteurs internationaux.

En mai 2016, c'est une délégation de la Métropole de Daegu qui s'est déplacée à Montpellier pour rencontrer les élus de Montpellier Méditerranée Métropole, visiter le Salon Hydrogaïa, et nouer des contacts avec les entreprises du cluster d'entreprises Swélia, composante entrepreneuriale du Pôle de compétitivité à vocation mondiale Eau.

Le Maire de la Ville de Daegu souhaite mettre en place un cluster de l'eau et faire de la Métropole de Daegu une référence dans le domaine de la gestion des ressources en eau au travers de partenariats construits au niveau mondial, en y associant Montpellier Méditerranée Métropole, qu'il considère comme une référence.

Dans cette optique, il invite un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole à participer au Forum Mondial des Villes de l'Eau, « World Water Cities Forum », du 17 au 22 octobre 2016.

Il s'agirait donc, pour un élu et un technicien, de valoriser lors de tables rondes l'expérience acquise par Montpellier Méditerranée Métropole dans le domaine de la gestion de l'eau, et de promouvoir auprès de l'ensemble des acteurs présents, originaires de nombreux pays (USA, Chine, Singapour, Philippines, Hollande ...), les savoir-faire des entreprises de notre tissu économique dans ce domaine.

Le coût prévisionnel de la mission est estimé à 5000 €, sachant que les frais de transport et d'hébergement du représentant de Montpellier Méditerranée Métropole sont pris en charge par la Métropole de Daegu. Ce montant représente donc les frais de transport et d'hébergement du technicien, ainsi que les frais de transport sur place, les frais de restauration,... La prise en charge des frais de déplacement de la mission se fera sur la base des frais réels.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :  
- approuver l'organisation d'un déplacement à Daegu Corée du Sud, du 17 au 22 octobre 2016,

Délibération n° 14067

- approuver la participation d'un élu et d'un technicien,
- approuver la prise en charge financière de la mission, estimée à 5 000 euros,
- dire que les dépenses afférentes à la mission son inscrites au budget 2016 de la Métropole, chapitre 936,
- autoriser Mr le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1130587-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s) :

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEOUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es) :

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es) :

Mme P. DANAN



## **DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – ASSOCIATION FRENCHSOUTH.DIGITAL - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Les actions de Montpellier Méditerranée Métropole en faveur du numérique et de l'entrepreneuriat innovant ont constitué une composante essentielle de la candidature à la labellisation des métropoles French Tech en 2014, qui a induit le portage du dossier de candidature par Montpellier Méditerranée Métropole. Depuis la labellisation French Tech en novembre 2014, Montpellier Méditerranée Métropole porte l'équipe opérationnelle French Tech et coordonne l'action de l'écosystème.

Les groupements d'entreprises comme FrenchSouth.Digital constituent un maillon important de l'écosystème French Tech compte tenu de leurs actions en faveur du développement des entreprises innovantes et des entreprises du secteur du numérique.

FrenchSouth.Digital est une association qui a pour vocation de favoriser le développement du secteur du numérique dans la Région. FrenchSouth.Digital a été créée début 2015 et est issue du rapprochement des associations professionnelles dédiées au numérique Novae LR, Pix'LR et Media Cloud Cluster, dont elle reprend et intègre une partie des actions. 3 collèges ont été définis par l'association pour traiter des problématiques et des attentes spécifiques de certaines catégories de membres : Smart Software (développement informatique et éditeurs de logiciels), Digital Content and Cultures (création numérique, advergames, réalité augmentée, formation aux métiers du numérique, jeux vidéos) et Media Cloud Interactivity (distribution dématérialisée de contenus sur le web, sur smartphones ou sur objets connectés et chaînes de production de ces contenus)

L'association a défini un plan d'actions autour de 5 axes : financement d'une économie numérique pérenne, innovation, recrutement et formation, communication et visibilité et développement des affaires et ouverture aux marchés internationaux.

FrenchSouth.Digital compte, mi-2016, plus de 150 adhérents parmi lesquels des startups, dont certaines sont accompagnées par le BIC (AppVizer, Virdys, Imagygame, etc.), des tech champions comme Awox et des grandes entreprises comme Dell ou IBM. A ce jour, 88% des membres de FrenchSouth.Digital sont localisés sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans la continuité de l'action menée en 2013 et 2014 par Novae LR, FrenchSouth.Digital a occupé et animé en 2015 la Maison du Numérique de la pépinière Cap Omega de Montpellier Méditerranée Métropole, pour maintenir l'activité de ce lieu phare d'animation du secteur du Numérique. Cette animation vise à favoriser les croisements et échanges entre acteurs, favoriser l'accès à la connaissance et la maîtrise des outils et usages TIC, réduire la « fracture numérique » entre les acteurs privés, le grand public et les universitaires, développer des projets, expérimenter et diffuser l'innovation.

Des collaborations pourront aussi se construire en 2016 autour de projets relatifs à l'axe recrutement et formation (par exemple participation de FrenchSouth.digital aux manifestations organisées par Montpellier Méditerranée Métropole dans le domaine de l'emploi), à la visibilité des entreprises de l'écosystème par ailleurs membres de FrenchSouth.digital (incitation à l'organisation et à l'animation d'un événement par les membres du cluster dans le cadre de la Digiworld Week de novembre 2016, intégration des informations de l'annuaire du cluster à un annuaire 3M dédié aux entreprises du numérique basées sur le territoire) ou de projets de plateformes et de démonstrateurs.

En 2016, la contribution globale de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association FrenchSouth.Digital s'élèvera à 51 376,18 euros. Cette contribution se décompose en une subvention de 35 000 euros à l'association, l'hébergement de la Maison du Numérique et des bureaux de l'Association dans les locaux de Cap Omega entre les mois de janvier et de décembre 2016, valorisé à 16 376,18 euros HT, charges comprises.

Le budget prévisionnel global de l'Association FrenchSouth.Digital s'élève à 704 270 euros pour l'année 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution à l'association Frenchsouth.Digital d'une subvention de 35 000 euros pour le soutien au plan d'actions de l'association,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016, chapitre 906,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1128483-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

## **DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – ASSOCIATION PUSH START - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole accueille sur son territoire de nombreux acteurs du secteur du jeu vidéo et de la création numérique, constituant un écosystème complet :

- Studios et éditeurs : Ubisoft, l'un des leaders mondiaux du secteur (plus d'un milliard d'Euros de chiffre d'affaires), Feerik Games, Actiplay, Swing Swing Submarine, etc.
- Startups accompagnées par le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole dans les domaines du jeu vidéo ou de l'imagerie 3D : Virdys, Isotropix, Imagygame, Scimob,
- Acteurs de la création numérique et de la création 3D : 3DVF, Dwarf Labs, Pixtim, Immersia Productions, 3D studio, etc.
- Ecoles formant des informaticiens ou des créateurs numériques : Polytech, Epitech, Epsi, Supinfo, ESMA, Art'FX, Studio M, ACFA Multimedia, Objectif 3D, etc.
- Formations de licences et masters en génie logiciel, développement web et jeu vidéo dispensées par l'Université Paul Valéry,
- Recherche en jeux vidéo au sein du Laboratoire d'Informatique de Robotique et de Microélectronique de Montpellier (LIRMM).

Cette densité de l'écosystème a été confirmée en 2014 puis en 2015 dans une étude du Syndicat National du Jeu Vidéo, qui place l'Hérault comme 2ème territoire français (derrière Paris) sur le critère du nombre d'entreprises spécialisées en jeu vidéo (plus d'une soixantaine en 2014, 87 en 2015).

Consciente de l'importance de ce secteur pour son économie, Montpellier Méditerranée Métropole a engagé dès 2009 une politique forte de soutien aux entreprises de la création numérique et du jeu vidéo, avec le soutien aux associations, la mise en place de rencontres entre entrepreneurs et chercheurs, etc. Ce soutien s'est également concrétisé à partir de 2010 à travers l'organisation du salon Montpellier In Game (MIG), dédié aux professionnels, étudiants et chercheurs du secteur des jeux vidéo. L'édition 2016 du MIG tournera autour de 2 événements phares : le Game Summit, séminaire professionnel organisé par l'IDATE dans le cadre de sa conférence internationale Digiworld Summit, et le Game Challenge, concours destiné aux étudiants de la France entière auquel participeront des interlocuteurs reconnus internationalement en tant que coach et/ou membres du jury.

Début 2015, la représentation de l'écosystème local a évolué et le cluster Push Start, consacré principalement au jeu vidéo, a été créé. Ce cluster fédère des entreprises, des studios, des écoles et centres de formation ainsi que des indépendants et des étudiants du secteur du jeu vidéo, dans le but de favoriser le développement local de ce secteur.

Push Start, qui compte environ 150 adhérents mi-2016, a défini un plan d'actions pour la période 2015-2018 autour de 30 actions réparties en 6 axes :

- Structuration & Développement : les actions s'adressent principalement aux entreprises et s'orientent autour du développement des affaires, dans le but de consolider l'écosystème régional ;
- Culture & Patrimoine : l'objectif est de valoriser le jeu vidéo auprès du grand public dans sa composante culturelle et artistique ;
- Formation : les actions ont vocation à développer les compétences des entreprises adhérentes dans des domaines généralistes ou spécifiques à l'industrie ;
- Animation : les actions visent à créer et maintenir la dynamique de partage entre les différents acteurs de l'écosystème (en particulier les entreprises, et les centres de formation et de recherche) ;
- Communication & Promotion : une dizaine d'actions seront menées pour valoriser les entreprises d'une façon générale, les adhérents de Push Start, les compétences et l'association ;

- Gestion & Administration

Des collaborations pourront ainsi se construire en 2016 autour de projets relatifs aux axes Animation et Communication & Promotion. En effet, les actions identifiées par Push Start visent à assurer une meilleure visibilité à la fois externe et interne.

Très sollicitée par ses membres au sujet de stages et d'offres d'emploi, Push Start souhaite mettre à leur disposition une plateforme, sorte de réseau social interne, permettant aux uns d'exprimer et partager leurs besoins/projets, aux autres d'y répondre/participer. Cette plateforme est en cours de développement, l'objectif étant de la mettre en ligne dans le courant de l'automne 2016.

En parallèle, Push Start a un projet de développement d'une application mobile qui permettrait de relayer les informations à ses membres de manière plus automatisée et pragmatique (en mode « push »).

Les ressources financières de l'association comprennent les adhésions des membres et une partie de subventions.

En 2016, la contribution globale de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association Push Start s'élèvera à 5 000 euros. Le budget prévisionnel global de l'association s'élève à 52 351 euros pour l'année 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution à l'association Push Start d'une subvention de 5 000 euros pour le soutien au plan d'actions de l'association,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1130581-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CONVENTION DE PARTENARIAT ET DE FINANCEMENT 2016 ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET L'ASSOCIATION "GROUPE SUP DE CO MONTPELLIER" - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, au titre de sa compétence en matière de développement économique, élabore et met en œuvre des politiques publiques destinées à consolider le tissu des entreprises installées sur son territoire, soutenir la création d'entreprises, l'innovation, l'implantation ou l'internationalisation des entreprises.

Un des objectifs dans ce cadre est de favoriser les synergies entre les entreprises et l'ensemble des acteurs de la sphère économique, notamment par le soutien à l'enseignement supérieur et la recherche.

Montpellier Méditerranée Métropole soutient également des actions visant à faciliter l'accès à l'emploi des jeunes et des publics éloignés de l'emploi, au titre de ses compétences en matière d'insertion par l'économique et Politique de la Ville.

A ce titre, un des objectifs est de mobiliser les acteurs économiques afin de les impliquer dans des projets d'insertion, de rapprocher les activités économiques des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville, de valoriser les talents ou de promouvoir l'entrepreneuriat.

Le « Groupe Sup de Co Montpellier Business School », sous statut associatif, comprend un centre de recherche, le Centre d'Études et de Recherche sur les Organisations et le Management (CEROM) et regroupe trois grands programmes :

- **Le programme Bachelor**, anciennement dénommé "École Internationale de Montpellier (EIM)" permet à ses étudiants d'obtenir un triple diplôme de niveau Undergraduate (Bachelor / Licence).
- **L'École Supérieure de Commerce de Montpellier** est le programme historique du groupe Sup de Co Montpellier Business School. Elle forme des Managers en 4 ou 3 années selon le recrutement.
- **Le Groupe Sup de Co Montpellier propose également un Executive MBA**, accrédité par l'AMBA, programme pour professionnels expérimentés suivi en part time, en 1 an ou 2 ans. Ses positionnements sont l'innovation managériale et une ouverture sur les marchés de la Méditerranée.

Le groupe Sup de Co Montpellier Business School est le premier centre de recherche en management en France par sa taille et le seul Labex en entrepreneuriat en France.

A l'international, le groupe est partenaire de 150 universités étrangères réparties dans 37 pays et les diplômés proviennent de 68 pays.

Dans le domaine de la professionnalisation, le groupe propose notamment 50 spécialisations professionnelles sur le site Montpelliérain et un Club des partenaires Entreprises engage plus de 30 grandes entreprises nationales et internationales.

Aussi, le groupe est largement reconnu nationalement et internationalement : 68ème Business School européenne par le Financial Times en 2015, 8ème Master national dans Challenges en décembre 2015, 2ème Grande Ecole de Management pour l'Insertion professionnelle en France, 41ème Master in Management dans le monde par le Financial Times en 2015,

Le Groupe Sup de Co Montpellier Business School mène aussi une politique active en matière de promotion de la diversité et de responsabilité sociale et environnementale comme par exemple une politique d'égalité des chances pour les étudiants, des aides aux étudiants en situation de handicap, des bourses d'excellence ou la promotion de l'apprentissage.

• Délibération n° 14070

A l'exception de l'EMBA qui relève de la formation professionnelle et continue, les programmes Master Grande Ecole, ESC Montpellier, BIBA et RET sont très largement ouverts à l'alternance. Par ailleurs, des formations professionnelles courtes labellisées à destination du tissu économique régional sont également proposées.

Montpellier Business School comprend également un Centre de recherche membre de l'équipe d'accueil Montpellier Recherche Management (MRM), un Centre de formation professionnelle et continue, un Centre de formation à distance. L'ensemble des activités de Montpellier Business School est placé au service du développement économique durable de son territoire.

La qualité de la mise en œuvre de ses missions est attestée par la triple accréditation internationale dont bénéficie Montpellier Business School (AACSB, EFMD-EPAS, AMBA).

Concernant les instances décisionnelles de l'Association, Montpellier Méditerranée Métropole siège à l'Assemblée Générale et au Conseil d'Administration.

Conformément à ses valeurs, MBS s'attache à ce que chacun puisse trouver sa voie pour favoriser l'inclusion sociale, la mobilité ascendante, l'épanouissement personnel des étudiants et la performance professionnelle de ses diplômés, dans les limites toujours repoussées du périmètre diversifié et renforcé de ses activités que facilitent sa pédagogie par l'action, sa politique de site universitaire et sa politique internationale. Orientation, promotion sociale et insertion professionnelle des jeunes et des moins jeunes représentent donc, à MBS, trois dimensions d'une même préoccupation au service de l'intérêt commun, notamment celui du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Considérant que les activités développées par le Groupe Sup de Co Montpellier Business School s'inscrivent dans les objectifs de Montpellier Méditerranée Métropole, au titre de ses compétences en matière de développement économique, d'insertion par l'économie et de politique de la ville, il est proposé de renouveler le soutien financier à l'association à hauteur de 100 000 €

Dans ce cadre, il est proposé en complémentarité de signer une convention de partenariat et de financement, pour l'exercice 2016, autour des axes prioritaires de coopération suivants :

- Le développement d'actions en matière de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) et d'initiatives menées en lien avec les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville, comme par exemple la signature par le Groupe Sup de Co Montpellier Business School d'une convention d'application de la Charte Entreprises et Quartiers avec la Métropole et l'Etat.
- L'organisation d'initiatives contribuant au rayonnement et à la valorisation du territoire métropolitain auprès des étudiants.
- La participation du Groupe Sup de Co. Montpellier Business School à des projets autour de l'innovation et la création d'entreprises, notamment en collaboration avec le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole.
- La participation du Groupe Sup de Co. Montpellier Business School à des actions autour des enjeux liés aux projets de croissance des dirigeants de TPE/PME, en lien avec les programmes d'accompagnement des entreprises développées par Montpellier Méditerranée Métropole.
- La participation du Groupe Sup de Co Montpellier Business School à des projets autour du développement économique touristique, en lien avec les formations dispensées par le groupe Montpellier Business School dans le domaine de l'économie touristique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le versement d'une subvention de 100 000 euros à l'Association "Groupe Sup de Co Montpellier" au titre de l'année 2016,
- approuver les termes de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Association "Groupe Sup de Co Montpellier",



• Délibération n° 14070

- dire que les crédits correspondants à la dépense sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1128172-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s) :

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es) :

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es) :

Mme P. DANAN

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – AMÉNAGEMENT ET RESTRUCTURATION DES ESPACES COMMERCIAUX ET ARTISANAUX - CONVENTION ENTRE LA MÉTROPOLE, LA VILLE DE MONTPELLIER ET L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL D'AMÉNAGEMENT ET DE RESTRUCTURATION DES ESPACES COMMERCIAUX ET ARTISANAUX (EPARECA) - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Le Projet de Rénovation Urbaine du quartier des Cévennes (Petit Bard - Pergola) prévoit, outre la requalification de l'habitat et du cadre de vie des habitants, la restructuration de l'offre commerciale. Enjeu majeur du projet, elle contribuera à revaloriser l'image du quartier et à l'ouvrir sur son environnement. La Ville de Montpellier a signé le 10 juillet 2015 en présence de la Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de la Ville, l'avenant n°10 de clôture de la Convention Territoriale de Rénovation Urbaine du 25 novembre 2005. Cet avenant prévoit, avec le concours financier de l'ANRU, une importante intervention de réorganisation, requalification et redynamisation de l'appareil commercial visant à développer une offre de proximité de qualité pour les habitants du quartier et à favoriser la venue d'une clientèle issue des quartiers alentours grâce à une attractivité commerciale nouvelle.

La Ville de Montpellier a confié à la SERM dans le cadre de la concession d'aménagement signée en mai 2007, cette opération portant sur 1 147 m<sup>2</sup> de surface commerciale. Actuellement en cours de réalisation, elle comprend :

- d'une part, la réorganisation des cellules commerciales situées au rez-de-chaussée de la résidence Guillaume Apollinaire : rachat des cellules et des baux par la SERM, travaux de retournement des entrées sur l'espace public (la nouvelle place et l'avenue du Petit Bard réaménagée) et de réfection des locaux, mise en place d'une gestion locative rationnelle (nature des commerces, traitement des devantures, horaires d'ouverture, etc.) ;
- d'autre part, le rachat par la SERM au bailleur ACM des cellules commerciales situées au rez-de-chaussée de la nouvelle résidence « Les Jasmins », leur aménagement et leur mise en location.

Ainsi, l'ensemble des commerces bénéficiera d'une bonne visibilité depuis l'espace public, contribuant à son animation, et la résidence Apollinaire pourra engager sa résidentialisation.

D'abord porté par la SERM dans le cadre de sa concession d'aménagement, ce nouveau dispositif commercial sera ensuite cédé à un investisseur ad hoc unique au terme de l'opération, l'objectif étant de maintenir une gestion uniforme et stricte, qui garantira de manière durable la pérennité des investissements réalisés et la qualité de l'offre proposée. En 2014, un partenariat a été engagé avec l'opérateur public EPARECA (Etablissement Public National d'Aménagement et de Restructuration des Espaces Commerciaux et Artisanax) qui intervient régulièrement en site ANRU, en vue de lui céder le nouveau dispositif commercial du Petit Bard et de lui en confier l'exploitation. Les études de marché confirment un potentiel pour des perspectives de redéploiement d'une offre de commerce de proximité sur des activités non couvertes ou mal couvertes aujourd'hui.

Par décision de son conseil d'administration n°788/2015 en date du 29 septembre 2015, l'EPARECA a été autorisé à acquérir les volumes commerciaux réalisés dans le cadre de l'opération de rénovation urbaine du quartier des Cévennes confiée à la SERM et à signer la convention formalisant cet engagement. Le montant global de l'investissement de l'EPARECA est 1 850 000 € répartis comme suit :

- valorisation de la revente : 1 541 748 €
- autres apports complémentaires (COM 2009-2011) : 308 252 €

Le conseil d'administration a demandé à EPARECA de financer son investissement en engageant ses fonds propres à hauteur de 1 850 000€.

L'acquisition se ferait par la contractualisation, sous réserve des dispositions réglementaires en vigueur, d'un emprunt d'un montant maximum de 1 233 398 € auprès de la Caisse des dépôts pour une durée totale du prêt de 15 ans :

- type de prêt : Prêt Projets Urbains (PPU),
- périodicité des échéances : annuelle,

- durée totale du prêt : 15 ans,
- taux d'intérêt actuarial annuel : taux du livret A à la date d'effet du contrat + 100pdb,
- révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux d'intérêt du livret A.

L'EPARECA demande à la Métropole compétente en matière de développement économique, de se porter garant de l'emprunt contracté pour acquérir les locaux commerciaux auprès de la SERM, à hauteur de 50% de 1 233 398 euros (maximum de la somme empruntée). Cette acquisition auprès de la SERM doit intervenir au plus tard au 31 décembre 2018.

Ainsi, il est proposé au Conseil de Métropole la signature d'une convention partenariale entre la Ville de Montpellier, porteur du projet de rénovation urbaine, Montpellier Méditerranée Métropole et l'EPARECA visant à préciser les engagements de chaque partie.

Cette convention détermine :

- les engagements de la Ville de Montpellier et de la Métropole qui constituent les conditions nécessaires et déterminantes, sans lesquelles EPARECA ne pourrait pas engager les investissements nécessaires à l'aboutissement de l'opération,
- les engagements d'EPARECA, conformément au dossier d'investissement soumis à son Conseil d'administration, qui constituent les conditions nécessaires et déterminantes, sans lesquelles ni la responsabilité de la Ville ni celle de la Métropole ne pourrait être recherchée en cas de manquement aux engagements incombant à chacun d'eux en application de la présente convention.

Cette convention fixe en particulier les conditions de cession du dispositif commercial restructuré par la SERM à l'EPARECA, cession qui interviendra au plus tard le 31 décembre 2018, pour un montant net vendeur de 1 540 000 €.

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole s'engagent à créer un environnement favorable à la bonne santé de ces commerces, notamment par l'aménagement des espaces publics situés aux abords et par le non développement d'une offre commerciale concurrentielle.

L'EPCI s'engage par ailleurs à apporter sa garantie à hauteur de 50% de l'emprunt contracté par l'EPARECA, plafonné à 80% du montant de l'acquisition soit 1 233 395 €, sous réserve que les caractéristiques de l'emprunt et de l'établissement prêteur respectent les contraintes réglementaires et les contraintes propres à l'EPCI.

L'EPARECA s'engage quant à lui à conserver la propriété de l'équipement commercial pendant le temps nécessaire pour assurer la pérennité de son fonctionnement et à ne pas démembrer la propriété unique des volumes commerciaux en cas de revente.

L'intervention de l'EPARECA, qui souhaite par ailleurs s'engager aux côtés de la Ville de Montpellier dans le cadre du NPRU de la Mosson, constitue un gage de réussite du projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- s'engager à garantir 50 % de l'emprunt d'un montant maximum de 1 233 398 € sollicité par EPARECA pour financer l'acquisition des cellules commerciales au rez de chaussée et au sous-sol de la Résidence Apollinaire et les locaux commerciaux en rez de chaussée de l'immeuble « M » de la résidence ACM "les jasmins" ;
- approuver la mise en place d'une convention partenariale entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et l'EPARECA visant à préciser les conditions de cession à l'EPARECA du dispositif commercial restructuré par la SERM dans le cadre du PRU Cévennes ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

- Délibération n° 14071

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1131428-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16  
Pour extrait, certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – EXTENSION DES ACTIVITÉS DE LA SOCIÉTÉ KAWNEER À VENDARGUES - AVENANT À LA CONVENTION POUR L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

La société Kawneer France est spécialisée dans la conception, la fabrication et la distribution de systèmes architecturaux en aluminium (façades, fenêtres, baies coulissantes). Le siège social du groupe pour le Sud de l'Europe est basé à Vendargues.

En 2014, dans le cadre de sa politique d'investissement, le Groupe a choisi l'implantation montpelliéraine (133 salariés) pour réaliser un important projet de regroupement d'activités. Ces investissements permettraient la création de 51 emplois CDI sur 3 ans.

L'enjeu pour le territoire de la Métropole était triple :

- communication : renforcement de l'attractivité du territoire par la consolidation de l'ancrage d'un grand compte à renommée internationale ;
- structuration du territoire : entreprise industrielle fortement innovante, ressource potentielle de partenariats avec les startups ;
- emplois directs : création de 51 emplois.

Lors du Conseil du 19 juin 2014, Montpellier Méditerranée Métropole a accordé à la société KAWNEER France une subvention de 70 000 € en abondement d'une Prime à l'Aménagement du Territoire (PAT) d'Etat pour l'appui à la réalisation de ce projet.

L'assiette retenue, de 4,8 M€HT, correspond au coût salarial sur 2 ans pour la création des 51 emplois CDI ETP annoncés.

Les délais de cessions de foncier entre Languedoc Roussillon Aménagement et l'entreprise ont entraîné un retard dans le démarrage effectif de l'opération.

De ce fait, compte-tenu de l'état d'avancement du programme, la société KAWNEER France n'a pu créer à ce jour que 21 emplois. Elle sollicite Montpellier Méditerranée Métropole pour une prolongation de la durée de sa convention jusqu'au 19 juin 2018, afin de l'aligner sur la durée de la convention PAT signée avec le CGET, elle-même prorogée jusqu'à cette date.

Sur cette base, Montpellier il est proposé la signature d'un avenant à cette convention portant le report de la date d'échéance de la convention initialement fixé au 19 juin 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant à la convention de financement entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société KAWNEER,
- autoriser Monsieur le Président Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant à la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1130051-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN



## DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CO-FINANCEMENT DES PROJETS DE MATURATION DE LA SATT AXLR - ATTRIBUTION DE SUBVENTION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Dans le cadre du Grand Emprunt Investissement d'Avenir, un appel à projets a été lancé en 2010 par l'Agence Nationale de la Recherche pour la création de 14 Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologie (SATT) sur le territoire national.

Détenues par des groupements d'établissements et d'organismes de recherche, les SATT ont vocation à accélérer la vente des brevets et technologies issus de la recherche publique vers le secteur privé. Cette « valorisation économique » de la recherche peut se faire soit au travers de la création d'entreprises innovantes soit par le biais de partenariat avec des entreprises existantes pour améliorer leur compétitivité.

Le 1<sup>er</sup> aout 2012, la SATT dénommée AxLR a été créée en Languedoc-Roussillon. avec 12 actionnaires : Caisse des dépôts et Consignation, Centre National de la Recherche Scientifique, Université Montpellier 1, Université Montpellier 2, Université Montpellier 3, Université de Perpignan Via Domitia, Université de Nîmes, Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale, Institut National de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture, Institut de Recherche pour le Développement, Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Montpellier, Centre International d'Etudes Supérieures en Sciences Agronomiques.

Elle est dotée d'un fonds de 45 M€ sur 10 ans, au travers du Fonds National de Valorisation (FNV) afin de financer les projets de maturation des établissements de recherche actionnaires en vue d'un transfert technologique vers l'entreprise.

Pour appuyer cette initiative localement, la Région Occitanie, la Direction Régionale de la Recherche et de la Technologie (DRRT) et Montpellier Méditerranée Métropole ont souhaité s'engager sur la mobilisation de financements complémentaires au FNV pour un montant de 5 M€ les 3 premières années avec un investissement de 3 M€ de la Région, 1,5 M€ du FEDER et 0,5 M€ de la Métropole. Ces sommes ont vocation à cofinancer les projets d'intérêt régional soutenus par la SATT.

Le Conseil a délibéré favorablement :

- en date du 28 juillet 2011 sur une participation financière de 500 000 € sur 3 ans pour abonder le financement des projets de maturation soutenus par la SATT AxLR.
- en date du 30 mars 2015 sur les nouvelles modalités d'intervention financière de Montpellier Méditerranée Métropole et modèle type de convention de financement des projets.

Lors des Comités d'Investissement de la SATT AxLR du 17 mai 2016, trois projets de maturation ayant vocation à aboutir à une création d'entreprise innovante ont été identifiés pour leur intérêt régional et leur potentiel de développement.

- Le projet de maturation « TATITAG » : vise à développer un biocapteur sur support rigide ou flexible (papier) pour la détection d'agents pathogènes bactériens. Ce dispositif a pour but de détecter en temps réel et simultanément une à cinq bactéries présentes dans un échantillon spécifique (fluides corporels, agroalimentaire ou environnement).  
Porté par la SATT AxLR, ce projet est rattaché aux laboratoires Institut Electronique et des Systèmes de Montpellier – UMR – CNRS UM 5214, équipe M2A (Matériaux – Microcapteurs – Acoustiques).  
Le budget total du programme est de 407 000 € dont 368 800 € de dépenses éligibles au titre des financements FEDER, Région et Métropole. Le financement prévisionnel s'appuie sur les participations de la SATT AxLR (277 920 €), de la Région Occitanie (52 040 €), le FEDER (52 040 €) et de Montpellier Méditerranée Métropole (25 000 €) tel que présenté dans l'annexe financière de la convention de financement.

- Le projet de maturation « INTO » : vise à développer des matières odorantes naturelles de niche, sur-mesure, personnalisables avec des applications en parfumerie, en particulier dans la conception de marques (logos olfactifs) de constructions artistiques et/ou architecturales, mais également cosmétiques ou aromatiques alimentaires. Le savoir-faire développé dans le cadre du programme de maturation a vocation à terme à être transféré à la start-up Arthur Dupuy, spécialisée dans les signatures olfactives identitaires.

Porté par la SATT AxLR, ce projet est rattaché aux laboratoires IBMM UMR – 5247 CNRS, Université de Montpellier, ENSCM, Equipe F10, Synthèse stéréo-sélectives et acides aminés modifiés.

Le budget total du programme est de 100 000 € dont 56 500 € de dépenses éligibles au titre des financements FEDER, Région et Métropole. Le financement prévisionnel s'appuie sur les participations de la SATT AxLR (80 225 €), de la Région Languedoc-Roussillon (10 775 €) et de Montpellier Méditerranée Métropole (9 000 €) tel que présenté dans l'annexe financière de la convention de financement.

- Le projet de maturation « YouRythm » : vise à développer une technologie innovante pour la mesure et l'entraînement des capacités rythmiques auprès des populations saines ou avec déficits de facultés cognitives (langage, attention, mémoire) et motricité (maladie de Parkinson). Ce projet mené en collaboration avec la start-up NaturalPad, spécialisée dans la rééducation et le maintien en forme des séniors, a vocation à aboutir à la création d'une nouvelle start-up.

Porté par la SATT AxLR, ce projet est rattaché au laboratoire Euromove (Université de Montpellier, EA 2991)

Le budget total du programme est de 490 000 € dont 460 000 € de dépenses éligibles au titre des financements FEDER, Région et Métropole. Le financement prévisionnel s'appuie sur les participations de la SATT AxLR (260 000 €), de la Région Languedoc-Roussillon (97 500 €), le FEDER (97 500 €) et de Montpellier Méditerranée Métropole (35 000 €) tel que présenté dans l'annexe financière de la convention de financement.

Après avis favorable du Comité d'investissement et sous réserve de l'approbation du Conseil d'Administration de la SATT AxLR sur leur financement, il est proposé au Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole d'apporter une contribution à ces projets qui répondent à l'objectif encouragé par la Métropole, de favoriser la création d'emplois durables sur son territoire.

D'un montant total de 69 000 €, le financement de Montpellier Méditerranée Métropole interviendra sous forme de subvention correspondant aux dépenses d'équipement, telles que présentées dans les annexes financières des conventions de financement des trois projets :

- TATITAG : 25 000 €
- INTO : 9 000 €
- YouRythm : 35 000 €

Cette participation est imputée sur le financement de 500 000 € voté le 28 juillet 2011 pour abonder le financement des projets de maturation soutenus par la SATT AxLR.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de financement et l'attribution de la subvention pour les trois projets de maturation ;
- dire que les crédits sont prévus au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 906 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 14073

Certifié Exécutoire  
Publié le : 04/10/16  
Déposé En Préfecture  
Le : 04/10/16  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20160928-lmc1130283-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

**DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU  
TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT**



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – SECTEUR SAUVEGARDÉ DE MONTPELLIER - AVIS SUR LE PROJET DE PLAN DE SAUVEGARDE ET DE MISE EN VALEUR (PSMV)**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Le périmètre du secteur sauvegardé de Montpellier, créé le 11 août 1967 et étendu à deux reprises le 23 septembre 1981 et le 11 avril 2001, est doté pour le secteur initial d'un règlement d'urbanisme spécifique : le plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV), alors que les extensions relèvent toujours du règlement du plan local d'urbanisme.

Par délibération en date du 26 mars 1999, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier sollicitait expressément, auprès de l'Etat, la révision du PSMV, considérant que sur le secteur initial il devait être actualisé et que les deux extensions devaient être dotées du même règlement.

Confiée au Cabinet d'architectes-urbanistes Alexandre Méliissinos par la Direction Régionale des Affaires Culturelles, l'étude a été l'occasion de faire un inventaire précis du patrimoine grâce à la visite des immeubles du secteur sauvegardé. L'équipe en charge de l'étude s'est également intéressée aux spécificités de la Ville de Montpellier et a permis d'améliorer la connaissance sur le patrimoine du centre historique (topographie historique, espaces voutés en rez-de-chaussée...).

Aujourd'hui, un nouveau PSMV sur l'ensemble du secteur sauvegardé est sur le point d'aboutir. Avec son approbation, le secteur sauvegardé sera doté d'un règlement cohérent, respectant le bâti ancien, et adapté aux modes de vie d'aujourd'hui.

Le dossier comprend un rapport de présentation, un règlement, un plan, des fiches de prescriptions par immeuble et un projet d'aménagement et de développement durable.

Conformément à la réglementation, la révision de ce PSMV a fait l'objet de plusieurs étapes de procédures :

- le projet de PSMV a été présenté à la Commission locale des secteurs sauvegardés (CLSS) le 22 janvier 2014 et a reçu un avis favorable.
- le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a arrêté le projet de PSMV et tiré le bilan de la concertation le 17 février 2014.
- le projet de PSMV a été présenté à la Commission nationale du secteur sauvegardé (CNSS) le 3 juillet 2014 et a reçu un avis favorable.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme.

Le projet a été soumis à enquête publique entre le 12 avril 2016 et le 12 mai 2016 inclus. La commission d'enquête a rendu un avis favorable le 15 juin 2016.

Suite à l'enquête publique, les propositions de modification du projet de PSMV ont été présentées à la CLSS le 6 juillet 2016, qui a émis un avis favorable.

Au terme de la procédure, et conformément à l'article R.313-12 du Code de l'urbanisme, Montpellier Méditerranée Métropole doit aujourd'hui émettre un avis sur le projet final de PSMV, préalablement à son approbation par arrêté préfectoral.

Délibération n° 14056

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- émettre un avis favorable sur le projet de PSMV,
- solliciter auprès de Monsieur le Préfet de département l'approbation du projet de PSMV,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1130500-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN



**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –  
MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) ET DU PÉRIMÈTRE  
DÉLIMITÉ AUX ABORDS DE LA CHAPELLE NOTRE-DAME-DE-LA-PITIÉ -  
COMMUNE DE BEAULIEU - APPROBATION**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par délibération en date du 17 novembre 2014, Monsieur le Maire de Beaulieu a engagé la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune, afin de créer un emplacement réservé pour réalisation d'une liaison douce et de procéder à quelques adaptations réglementaires, notamment au regard de la loi ALUR.

Par délibération du 19 octobre 2015, le Conseil Municipal a confié, en vertu de l'article L153-9 du Code de l'urbanisme, la poursuite de cette procédure aux services de la Métropole et a émis un avis favorable sur le projet de modification n°1 du PLU, conformément aux dispositions de la charte de gouvernance du PLU.

Il est à noter que le projet de modification ayant, également, pour effet de modifier le règlement d'urbanisme applicable à l'intérieur de zone d'aménagement concerté du Renard, créée à l'initiative de la Commune de Beaulieu, l'avis de celle-ci a été sollicitée au titre de l'article L.153-39 du Code de l'urbanisme. Un avis favorable a été prononcé par délibération du Conseil Municipal en date du 22 février 2016.

Conformément à l'article L.621-31 du Code du patrimoine, le Service territorial de l'architecture et du patrimoine, représenté par l'Architecte des bâtiments de France (ABF), a souhaité instituer un périmètre dit « délimité » des abords concomitamment à la procédure de modification du PLU, en modifiant le périmètre existant situé dans un rayon de 500 mètres autour de la Chapelle Notre-Dame-de-la-Pitié, monument historique classé. Par délibération du 17 novembre 2015, le Conseil Municipal a émis un avis favorable sur le projet de modification du périmètre délimité aux abords de la Chapelle Notre-Dame-de-la-Pitié.

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme et notamment son article L153-40, le projet de modification du PLU de la Commune de Beaulieu et du périmètre délimité des abords de la Chapelle Notre-Dame-de-la-Pitié a été notifié aux Personnes Publiques Associées (PPA) le 20 novembre 2015.

Par arrêté n°A2016-166 du 28 avril 2016, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a ordonné l'ouverture d'une enquête publique unique, du 25 mai 2016 au 24 juin 2016 inclus, portant sur le projet de modification du PLU de la Commune de Beaulieu et du périmètre délimité des abords de la Chapelle Notre-Dame-de-la-Pitié.

Il convient de constater qu'aucune observation n'a été consignée dans le registre pendant la durée de l'enquête. Par courrier en date du 23 décembre 2015, le Conseil Départemental a émis un avis favorable au projet, considérant que le projet de liaison douce offre une perméabilité opportune entre les secteurs initialement construits en impasse. La Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier a, quant à elle, fait savoir qu'elle n'avait pas d'observation particulière à émettre. Le procès-verbal de synthèse du Commissaire enquêteur, daté du 25 juin 2016, n'appelait donc pas de réponse particulière de la part de la Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans ce contexte, Monsieur le Commissaire Enquêteur a remis son rapport d'enquête publique et ses conclusions motivées à Montpellier Méditerranée Métropole le 19 juillet 2016. Constatant que l'enquête publique s'est tenue dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur, Monsieur le Commissaire Enquêteur a émis un avis favorable sans réserves au projet de modification du PLU et au projet de modification du périmètre délimité des abords de la Chapelle Notre-Dame-de-la-Pitié.

Délibération n° 14057

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport et des conclusions du Commissaire enquêteur chargé de l'enquête publique unique relative à la modification n°1 du PLU de Beaulieu et au périmètre délimité des abords de la Chapelle Notre-Dame-de-la-Pitié ;
- approuver le dossier de modification n°1 du PLU de la Commune de Beaulieu ;
- prendre acte de l'arrêté préfectoral, daté du 26 juillet 2016, portant modification du périmètre délimité des abords de la Chapelle Notre-Dame-de-la-Pitié et nécessitant une mise à jour du PLU de la Commune de Beaulieu ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 20/10/16  
Déposé En Préfecture  
Le :  
Numéro de l'acte :

Fait à Montpellier, le 04/10/16  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –  
MODIFICATION SIMPLIFIÉE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA  
COMMUNE DE PRADES-LE-LEZ - APPROBATION**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par arrêté n°2016-55 en date du 13 janvier 2016, M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la modification simplifiée du PLU de la commune de Prades-Le-Lez afin de rectifier une erreur matérielle relative à la délimitation des zones N (Site de Coste Rousse) et IIAU1a et IIAU1b (ZAC Prata).

Conformément à l'article L.153-47 du Code de l'urbanisme, les modalités de mise à disposition du dossier au public, prévue du 5 juillet au 5 août 2016, ont été précisées par délibération du Conseil de Métropole en date du 27 janvier 2016 et portées à la connaissance du public le 27 juin 2016, soit plus de 8 jours avant le début de la mise à disposition, par publication dans un journal diffusé dans le département, par publication sur les sites internet de la Commune et de la Métropole, par affichage en mairie ainsi qu'au siège de la Métropole.

Par délibération N°52/2016 en date du 25 mai 2016, conformément à la charte de gouvernance du PLU, le Conseil Municipal a émis un avis favorable sur le projet de modification, préalablement à sa notification par Montpellier Métropole Méditerranée aux Personnes Publiques Associées.

Dans ce cadre, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier, par courrier reçu le 11 juillet 2016, a fait part d'un avis favorable.

Les services de l'Etat ont émis un avis défavorable fondé sur un motif de procédure. Cet avis considère que l'objet de la procédure ne consiste pas à rectifier une erreur matérielle de retranscription graphique d'un espace boisé classé (EBC) mais à réduire cet EBC, objet excédant le champ d'application de la procédure de modification simplifiée de PLU.

A l'occasion de l'élaboration du PLU de 2012, la Commune avait souhaité superposer un EBC sur la zone N pour optimiser la protection de pelouses à brachypodes rameux. La présente procédure ne tend pas à réduire la superficie de l'EBC mais à retranscrire parfaitement dans le PLU ses emprises réglementaires, telles que mises en oeuvre sur le site dans le cadre de l'aménagement de la ZAC multi sites Prata. Au-delà, on remarquera que le zonage après modification simplifiée rétablit une superficie de cet EBC supérieure à la retranscription erronée.

Plus spécifiquement, et conformément aux dispositions de l'article L.153-39 du Code de l'urbanisme, il convient de noter que le Conseil Municipal a, par délibération N°66/2016 en date du 22 juin 2016, émis un avis favorable sur la modification des règles d'urbanisme applicables à l'intérieur du périmètre de la ZAC communale (ZAC Prata).

Concernant la mise à disposition du dossier au public en mairie de Prades-Le-Lez, du 05 juillet 2016 au 05 août 2016 inclus, il est précisé qu'aucune observation n'a été consignée dans le registre destiné à recevoir les observations, suggestions et remarques éventuelles.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du bilan de la mise à disposition au public du projet de modification simplifiée du PLU de la commune de Prades-Le-Lez ;
- approuver le projet de modification simplifiée du PLU de la commune de Prades-Le-Lez ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Délibération n° 14058

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 18/10/16  
Déposé En Préfecture  
Le :  
Numéro de l'acte :

Fait à Montpellier, le 04/10/2016  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s) :

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es) :

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es) :

M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, Mme P. DANAN

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –  
MODIFICATION SIMPLIFIÉE N°2 DU PLAN LOCAL DE L'URBANISME (PLU) DE LA  
COMMUNE DE CLAPIERS - APPROBATION**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par arrêté n°A2016-262 en date du 16 juin 2016, M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Clapiers afin de retirer de l'emplacement réservé n°14, institué au bénéfice de la Métropole pour permettre la réalisation du projet de ligne 5 de TCSP, les emprises dont l'inscription au PLU de Clapiers n'a plus lieu d'être, sur lesquelles la Commune de Clapiers souhaite implanter ses ateliers techniques.

Conformément à l'article L 153-47 du Code de l'urbanisme, les modalités de mise à disposition du dossier au public ont été précisées par délibération n°13900 du Conseil de Métropole en date du 30 juin 2016 et portées à la connaissance du public le 11 août 2016, par publication dans un journal diffusé dans le département, par publication sur les sites internet de la Commune et de la Métropole, par affichage en mairie ainsi qu'au siège de la Métropole.

Par délibération n°2016/04/07 en date du 12 juillet 2016, conformément à la charte de gouvernance du PLU, le Conseil Municipal a émis un avis favorable sur le projet de modification, préalablement à sa notification par Montpellier Méditerranée Métropole aux Personnes Publiques Associées.

Il convient de constater que le projet n'a appelé aucune remarque de la part des personnes publiques associées.

Dix observations ont été consignées dans le registre destiné à recevoir les observations, suggestions et remarques du public et mis à la disposition du public en mairie de Clapiers du 22 août 2016 au 22 septembre 2016 inclus. Trois observations relèvent un problème formel de numérotation de l'emplacement réservé. On notera que le projet est sans équivoque sur l'emplacement réservé objet de cette procédure. Les sept autres observations sont favorables au projet et relèvent qu'il permettra le transfert des ateliers municipaux du centre historique sans remettre en cause le projet de ligne 5 de TCSP.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du bilan de la mise à disposition du projet de modification simplifiée n°2 du PLU de la commune de Clapiers ;
- approuver le projet de modification simplifiée n°2 du PLU de la commune de Clapiers ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire  
Publié le : 27/10/16  
Déposé En Préfecture  
Le :  
Numéro de l'acte :

Fait à Montpellier, le 04/10/16  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN



**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MISSIONS DE CONTRIBUTION À L'ÉLABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL ET DES PLU COMMUNAUX À L'ÉCHELLE DES SECTEURS DU SCOT N°4049UH15 - PASSATION D'AVENANTS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Le Conseil de Métropole a approuvé par une délibération du 24 février 2016 la passation des marchés d'études et d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) de Montpellier Méditerranée Métropole et de formalisation des dossiers de procédure d'évolution des documents d'urbanisme communaux à l'échelle des secteurs avec les prestataires suivants :

- LOT n° 2 intitulé : Secteur " Plaine Ouest " : F. Chibaudel (Montpellier) Groupement d'entreprises conjointes avec Florence Chibaudel, mandataire, avec sociétés KREPIS cotraitant, ABINAL (Montpellier) cotraitant et L'OUVRE BOITES (Saint Herblain) cotraitant pour un montant estimé de 177 950 € HT
- LOT n° 3 intitulé : Secteur " Littoral " : SCE et ses ateliers UP+. (Montpellier) pour un montant estimé de 146 000 € HT
- LOT n° 4 intitulé : Secteur " Cœur d'agglomération " : CITADIA CONSEIL (Toulon) Groupement d'entreprises conjointes avec société Aire publique (Paris) pour un montant estimé de 276 300 € HT
- LOT n° 5 intitulé : Secteur " Vallée du Lez " : SCE et ses ateliers UP+. Montpellier pour un montant estimé de 176 300 € HT
- LOT n° 6 intitulé : Secteur " Cadoule et Bérange " : SCE et ses ateliers UP+. Montpellier pour un montant estimé de 258.800 € HT.

Le marché N°4049UH15 s'attache à diverses missions d'études rémunérées :

- par application d'un prix global et forfaitaire concernant la mission 1 « Accompagner les communes dans la traduction de leurs projets communaux au sein du PLUi à l'échelle d'un secteur du SCoT » ;
- par application aux quantités réellement exécutées des prix du bordereau de prix unitaires concernant les missions 2 et 4 « Accompagner la Métropole dans la conduite des procédures d'évolution des POS/PLU communaux »;

Au regard de la durée du marché, de la complexité du PLUi et face à des contextes locaux très hétérogènes, il apparaît utile de compléter et d'élargir le cadre contractuel initial de la mission 1 d'élaboration du PLUi, « *Accompagner les communes dans la traduction de leurs projets communaux au sein du PLUi à l'échelle d'un secteur de SCoT* » pour être en capacité de répondre à d'éventuels besoins non prévus.

Ces prestations exceptionnelles seront rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix du bordereau de prix unitaires. Les bons de commande relatifs à ces prestations exceptionnelles exécutées dans le cadre de la mission 1 sont estimés « sans minimum ».

Cette modification induit une augmentation financière du marché par rapport au montant initial du marché pour chacun des lots :

- Concernant le lot N°2 intitulé : Secteur " Plaine Ouest " conclu avec le Groupement d'entreprises Florence Chibaudel, ces modifications s'inscrivent dans une enveloppe financière maximale de 23 133,50 € HT correspondant à 13% du montant du marché initial (177 950 € HT).
- Concernant le lot N°3 intitulé : Secteur " Littoral " conclu avec SCE et ses ateliers UP+, ces modifications s'inscrivent dans une enveloppe financière maximale de 18 980 € HT correspondant à 13% du montant du marché initial (146 000 € HT).
- Concernant le lot N°4 intitulé : Secteur " Cœur d'agglomération " conclu avec le Groupement d'entreprises CITADIA CONSEIL, ces modifications s'inscrivent dans une enveloppe financière maximale de 35 919 € HT correspondant à 13% du montant du marché initial (276 300 € HT).

- Concernant le lot N°5 intitulé : Secteur " Vallée du Lez " conclu avec SCE et ses ateliers UP +, ces modifications s'inscrivent dans une enveloppe financière maximale de 22 919 € HT correspondant à 13% du montant du marché initial (176 300 € HT).
- Concernant le lot N°6 intitulé : Secteur " Cadoule et Bérange " conclu avec SCE et ses ateliers UP+, ces modifications s'inscrivent dans une enveloppe financière maximale de 33 644 € HT correspondant à 13% du montant du marché initial (258 800 € HT).

Pour y répondre, différentes missions seront commandées à savoir :

- Réunion supplémentaire du type réunion avec les personnes publiques associées, réunion avec le Commissaire enquêteur ou réunion avec les communes ;
- Préparation technique et animation d'une réunion équipe projet supplémentaire ;
- Préparation technique et animation d'une réunion publique supplémentaire ;
- Conception d'un support nécessaire à la concertation ;
- Elaboration d'Orientation d'Aménagement et d'Orientation (OAP) supplémentaire et non prévue au marché initial.

La Commission d'Appel d'offres lors de sa séance du 06 septembre 2016 a émis un avis favorable concernant la conclusion de ces cinq avenants.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la passation d'avenants aux cinq lots précités du marché N°4049UH15 d'études et d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) de Montpellier Méditerranée Métropole et de formalisation des dossiers de procédure d'évolution des documents d'urbanisme communaux à l'échelle des secteurs conclus pour les cinq lots précités
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Métropole à signer les avenants aux cinq lots précités du marché N°4049UH15 et à prendre toute décision relative à leur exécution, ainsi qu'à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1131410-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – URBANISME  
- COMMUNE DE SAINT JEAN DE VÉDAS - CONVENTION DE PROJET URBAIN  
PARTENARIAL IMPASSE DES HORTENSIAS - CONVENTION DE REVERSEMENT  
AVEC LE SYNDICAT DU BAS LANGUEDOC - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

L'impasse des Hortensias à Saint Jean de Vedas se situe dans un secteur à vocation résidentiel, occupé uniquement par des habitations individuelles. Il est classé en 2Ua au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Saint Jean de Vedas.

La Société REAL IMMOPROMOTION a déposé, sur ce secteur, en date du 12 juillet 2016, une demande de permis d'aménager n°27016 M0003 sur une unité foncière, constituée par la parcelle cadastrée AN55, qui vise la réalisation de 3 lots à bâtir pour des logements individuels, pour une surface de plancher (SdP) totale de 399 m². Il sera réalisé en une tranche.

Il apparaît que cette opération qui se situe en fonds d'impasse nécessite le bouclage du réseau AEP pour la défense incendie, et la création d'un poteau incendie, pour un coût total de 35 922 €HT.

Aussi il est proposé de mettre en place un périmètre et une convention de PUP afin de financer ces équipements publics.

Le Projet Urbain Partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Le PUP est défini, notamment, aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R.332-25-1 à R.332-25-3 du même code.

Celui-ci permet aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents en matière de PLU de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaires et ce à hauteur des besoins des usagers des futures opérations.

A ce titre, il y a lieu de délimiter par la présente délibération, un périmètre correspondant à cet ensemble, tel que défini en annexe n°1, en application des dispositions de l'article L. 332-11-3 II du Code de l'urbanisme. Et ce, afin qu'à l'intérieur de ce périmètre, dénommé ici « PUP Hortensias », les propriétaires fonciers, aménageurs ou constructeurs qui se livreront à des opérations d'aménagement ou de construction, participent, dans le cadre de conventions, à la prise en charge de ces mêmes équipements publics, à hauteur des besoins générés par les futurs habitants. La parcelle AN55 est incluse dans le périmètre de PUP, annexé à la présente délibération.

Conformément à l'article L. 332-11-4 du Code de l'urbanisme, la durée d'exonération de la part intercommunale de la taxe d'aménagement est de 5 ans à l'intérieur de ce périmètre.

Conformément aux dispositions de l'article L. 332-11-3 II du Code de l'urbanisme, il est nécessaire de fixer les modalités de partage des coûts des équipements. Celles-ci sont établies ci-après.

Compte tenu notamment de l'urbanisation existante de cette impasse, et du fait que cette opération d'aménagement jouxte au sud l'ancienne voie ferrée puis au-delà, un vaste secteur classé en zone naturelle au PLU, il apparaît que ce renforcement d'équipements publics n'est nécessaire qu'à l'urbanisation dans ce périmètre de PUP.

Aussi est prévue une convention de PUP avec la société REAL IMMOPROMOTION, à travers laquelle elle s'engage à verser à Montpellier Méditerranée Métropole une contribution numéraire totale égale à 35 922 €HT.

Les travaux de maillage du réseau AEP et de création du poteau incendie devant être réalisé par le Syndicat du Bas Languedoc (SBL), est prévue une convention de reversement entre Montpellier Méditerranée Métropole et le SBL, par laquelle la Métropole s'engage à reverser au syndicat la somme de 35 922 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le périmètre de PUP joint en annexe 1 pour une durée de 5 ans et les modalités de partage des coûts des équipements qui seront mis à la charge des constructeurs intervenant dans ce périmètre tel que défini ci-avant,
- exclure le secteur délimité en annexe 1 du champ d'application de la taxe d'aménagement (part métropolitaine) au sein du périmètre de ladite convention pour une durée de 5 années,
- approuver le projet de convention de Projet Urbain Partenarial établie entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société REAL IMMOPROMOTION,
- approuver le projet de convention de reversement établie entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat du Bas Languedoc,
- reporter la délimitation de ce périmètre dans les annexes du PLU pour information,
- dire que les crédits et les recettes correspondants sont inscrits au budget de la Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les deux conventions précitées ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 04/10/16  
Déposé En Préfecture  
Le : 04/10/16  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20160928-lmc1131442-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .**

**Pouvoir(s):**

**M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.**

**Excusé(es):**

**Mme J. GALABRUN-BOULBES**

**Absent(es):**

**Mme P. DANAN**

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COMMUNE DE JUVIGNAC - SECTEUR NAUSSARGUES - ACQUISITION DES PARCELLES APPARTENANT À L'INDIVISION JUNILLON - PROTOCOLE D'ACCORD - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

L'Arrêté Préfectoral n° 2010-01-337 en date du 4 février 2010 a institué une Zone d'Aménagement Différé (ZAD) sur le territoire de la commune de Juvignac dans le secteur dit de Naussargues, dont le titulaire du droit de préemption est Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans ce cadre, la Métropole saisit les opportunités foncières et exerce le droit de préemption. Une déclaration d'intention d'aliéner (DIA) a été déposée le 18 mars 2016. Cette DIA, adressée par Maître PONCIE, notaire à Montpellier, mandataire de l'Indivision JUNILLON (vendeur) et de Monsieur et Madame GAMBIER Xavier (acquéreurs) indiquait les références cadastrales suivantes :

- CP n° 4 situé lieudit Ravin de Naussargues pour une superficie de 5 528 m<sup>2</sup>, à usage de lande ;
- CP n° 13 située lieudit Ravin de Naussargues pour une superficie de 5 035 m<sup>2</sup>, à usage de lande ;
- 39/68ème de CP n° 8 située lieudit Ravin de Naussargues pour une superficie de 18 388 m<sup>2</sup>, à usage de chemin.

et le prix de vente fixé à 84 504 euros (dont 504 euros pour les droits indivis du chemin cadastré CP n° 8).

Par décision n° 2016-342 en date du 4 mai 2016, la Métropole a exercé le droit de préemption sur ces parcelles conformément au prix et références cadastrales indiqués dans la DIA.

Or l'exercice du droit de préemption a été exercé par erreur sur l'intégralité des droits indivis de l'Indivision JUNILLON et notamment sur la parcelle cadastrée CP n° 8 à usage de chemin. En effet, afin de ne pas créer d'état d'enclave, le chemin ne peut être cédé avec les deux parcelles. Seuls les deux tiers des droits indivis de l'Indivision JUNILLON sur la parcelle cadastrée CP n° 8 doivent être acquis par Montpellier Méditerranée Métropole.

La DIA comportait donc une erreur sur les droits indivis cédés de la parcelle cadastrée CP n° 8. Par conséquent, et afin de régulariser l'erreur grevant la détermination des droits indivis cédés sur la parcelle cadastrée CP n° 8, Montpellier Méditerranée Métropole, l'Indivision JUNILLON (vendeur) et les époux GAMBIER (acquéreur évincé) ont abouti à un accord qui prévoit les dispositions suivantes :

- La DIA est rectifiée s'agissant de la détermination des droits indivis de la parcelle cadastrée CP n° 8 à usage de chemin soit 26/68ème ;
- Montpellier Méditerranée Métropole et l'Indivision JUNILLON acceptent de régulariser la vente au prix de 84 504 euros pour l'acquisition des parcelles cadastrées CP n° 4 d'une surface de 5 528 m<sup>2</sup>, CP n° 13 d'une surface de 5 035 m<sup>2</sup> et 26/68ème de CP n° 8 ;
- Les époux GAMBIER (acquéreurs évincés) sont informés de la rectification de la DIA et renoncent à contester la régularisation de la vente entre l'Indivision JUNILLON et la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes du protocole d'accord entre l'Indivision JUNILLON, Monsieur et Madame GAMBIER Xavier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- dire que les crédits correspondant sont inscrits chapitre 905 au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer ce protocole d'accord, l'acte de vente et tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 14062

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1130616-

CC-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL,



## **ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE**



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEF à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

## **ENERGIE ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE – ISIGAZ - AVENANT N°1 À LA CONVENTION DE PARTENARIAT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme M. CASSAR, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Sécurité, rapporte :

Par délibération n° 13262 du 30 septembre 2015, la Métropole s'est associée au déploiement de l'action ISIGAZ (Information, Sécurité des Installations intérieures **GAZ**) dans le but de renforcer l'information sur la sécurité des personnes utilisant le gaz, développer la médiation sociale auprès des personnes en difficulté et contribuer par ce fait à l'amélioration de la qualité des services liés à l'énergie.

Cette action s'inscrit dans la politique de la Ville, compétence de la Métropole et est conforme aux objectifs définis par le Plan Climat, elle permettra notamment de traiter la problématique de la précarité énergétique en agissant auprès des populations les plus fragiles.

Une convention de partenariat a été signée entre Montpellier Méditerranée Métropole, Engie, le CCAS de la Ville de Montpellier, ACM HABITAT et FACE HERAULT, avec pour objet de déterminer les modalités de coopération, en vue de développer les actions ISIGAZ.

Un nouveau contrat de service public a été signé le 30 novembre 2015 entre l'Etat et GRDF confiant ainsi à GRDF, le déploiement du dispositif ISIGAZ au travers d'actions de portage de conseils d'utilisation des installations gaz par des associations locales notamment auprès de bailleurs sociaux et de collectivités locales.

Il est donc nécessaire de prévoir un avenant n°1 à la convention de partenariat existante ayant pour objet de modifier la convention, afin de procéder au transfert des droits et obligations d'ENGIE au titre de la convention au profit de GRDF et ainsi, de permettre la continuité du déroulement de l'opération ISIGAZ confiée à FACE HERAULT.

Les parties conviennent du transfert des droits et obligations pris par ENGIE au titre de la convention à GRDF à compter de la date d'entrée en vigueur de l'avenant n°1.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 à la convention de partenariat approuvé par délibération n°13262 du 30 septembre 2015 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme C. HART.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1131585-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

## FINANCES



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

## FINANCES – TAXE DE SÉJOUR INTERCOMMUNALE - INSTITUTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Au 1er janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est devenue autorité compétente en matière de promotion du tourisme sur l'ensemble de son territoire. L'une des premières mesures concrètes de la gestion de cette compétence a été, au 1er janvier 2016, la création d'un office de tourisme métropolitain. Désormais, la Métropole a pour objectif de développer une stratégie et des actions touristiques communes à l'ensemble du territoire, basées sur les spécificités et les richesses matérielles et immatérielles de chacune des composantes de ce territoire. Le tourisme est à ce titre, l'un des 7 piliers du développement de notre entité administrative.

Le tourisme recouvre un ensemble d'activités majoritairement non délocalisables. Sur notre territoire, ce sont plus de 23 000 emplois qui sont concernés. Il représente la première industrie avec 7 milliards d'euros de recettes, soit 12% du PIB départemental. Nous sommes déjà la 4ème destination touristique française. A elle seule, Montpellier Méditerranée Métropole génère un flux de touristes de 5 millions de visiteurs par an. A cela s'ajoute le tourisme d'affaires porté par le Corum, régulièrement classé parmi les destinations de congrès les plus recherchées.

Ce potentiel touristique dispose de marges de progression très importantes dont nous pouvons bénéficier en nous en donnant les moyens. Cela passe notamment par la mise en place, au 1er janvier 2017, d'une taxe de séjour métropolitaine, dont seuls les visiteurs extérieurs doivent s'acquitter.

L'élargissement du périmètre à l'ensemble du territoire permettra une optimisation de la ressource. De plus, dans une optique de plus grande équité fiscale, la politique tarifaire et les modalités de gestion unifiées faciliteront la mise en cohérence des modes de perception et des tarifs aujourd'hui variables d'une commune à l'autre. Enfin, la mutualisation des moyens humains et financiers ainsi que des outils pour améliorer le recouvrement de la taxe contribueront à l'amélioration du recouvrement de la taxe et à la simplification des démarches administratives des hébergeurs.

Montpellier Méditerranée Métropole institue une taxe de séjour sur l'ensemble de son territoire à compter du 1er janvier 2017, conformément aux dispositions des articles L.2333-26 et suivants et R.2333-43 et suivants du Code général des collectivités territoriales et des articles L.422-3 et suivants du Code du tourisme.

La taxe de séjour est perçue au réel par toutes les natures d'hébergement à titre onéreux proposés :

- Palaces,
- Hôtels de tourisme,
- Résidences de tourisme,
- Locations saisonnières (meublés, chambres d'hôtes...),
- Village de vacances,
- Emplacements dans des aires de campings-cars et des parcs de stationnement touristiques,
- Terrains de camping, Terrains de caravanage.

La taxe de séjour est perçue auprès des personnes hébergées à titre onéreux et qui ne sont pas domiciliées et qui ne possèdent pas de résidence sur le territoire de la Métropole à raison de laquelle, elles sont passibles de la taxe d'habitation (article L.2333-29 du Code général des collectivités territoriales).

Son montant est calculé à partir de la fréquentation réelle des établissements concernés.

Le montant de la taxe due par chaque touriste est égal au tarif qui lui est applicable en fonction de la classe de l'hébergement dans lequel il réside, multiplié par le nombre de nuitées correspondant à la durée de son séjour. La taxe est ainsi perçue par personne et par nuitée de séjour.

Pour faciliter sa perception, la taxe de séjour est perçue au forfait pour les ports de plaisance, elle sera calculée avec un abattement de 50%. Elle est perçue sur la période allant du 1er janvier au 31 décembre.

Le Conseil Départemental de l'Hérault, par délibération en date du 26 février 1990, a institué une taxe additionnelle de 10 % à la taxe de séjour. Dans ce cadre et conformément aux dispositions de l'article L.3333-1 du CGCT, la taxe additionnelle est recouvrée par la Métropole pour le compte du Département dans les mêmes conditions que la taxe métropolitaine à laquelle elle s'ajoute. Son montant est calculé à partir de la fréquentation réelle des établissements concernés.

Conformément à l'article L.2333-30, les tarifs doivent être arrêtés par le Conseil de Métropole avant le 1er octobre de l'année pour être applicables l'année suivante. Le barème suivant est appliqué à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2017 :

Types d'hébergements	Tarif Métropole	TA CD 34	Tarif taxe
Palaces et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	4,00 €	0,40 €	4,40 €
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	2,73 €	0,27 €	3,00 €
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	1,82 €	0,18 €	2,00 €
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	1,36 €	0,14 €	1,50 €
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	0,90 €	0,09 €	0,99 €
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1,2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	0,64 €	0,06 €	0,70 €

Types d'hébergements	Tarif Métropole	TA CD 34	Tarif taxe
Hôtels et résidences de tourisme, villages de vacances en attente de classement ou sans classement	0,80 €	0,08 €	0,88 €
Meublés de tourisme et hébergements assimilés en attente de classement ou sans classement	0,80 €	0,08 €	0,88 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3,4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes	0,55 €	0,05 €	0,60 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance	0,20 €	0,02 €	0,22 €

Des arrêtés métropolitains répartiront par référence au barème les aires, les espaces, les locaux et les autres installations accueillant les personnes mentionnées à l'article L. 2333-32 du CGCT.

Sont exemptés de la taxe de séjour conformément à l'article L. 2333-31 du CGCT

- Les personnes mineures ;
- Les titulaires d'un contrat de travail saisonnier employés dans la métropole ;
- Les personnes bénéficiant d'un hébergement d'urgence ou d'un relogement temporaire.
- Les personnes qui occupent des locaux dont le loyer est inférieur à un montant de 10 € par nuit quel que soit le nombre d'occupants.

Les logeurs doivent déclarer tous les mois le nombre de nuitées effectuées dans leur établissement auprès du service taxe de séjour.

Cette déclaration peut s'effectuer par courrier ou par internet.

En cas de déclaration par courrier le logeur doit transmettre chaque mois avant le 10 le formulaire de déclaration accompagné d'une copie intégrale de son registre du logeur.

En cas de déclaration par internet le logeur doit effectuer sa déclaration avant le 15 du mois et ne communiquera ses justificatifs à la collectivité qu'à sa demande.

Le service taxe de séjour transmet à tous les hébergeurs un état récapitulatif portant le détail des sommes collectées qu'ils doivent leur retourner accompagnés de leur règlement :

- avant le 31 mai, pour les taxes perçues du 1<sup>er</sup> janvier au 30 avril,
- avant le 30 septembre, pour les taxes perçues du 1<sup>er</sup> mai au 31 août,
- avant le 31 janvier, pour les taxes perçues du 1<sup>er</sup> septembre au 31 décembre.

Le produit de cette taxe est affecté à des dépenses destinées à favoriser la fréquentation touristique du territoire conformément à l'article L.2333-27 du CGCT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'institution d'une taxe de séjour intercommunale ;



Délibération n° 14051

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (3 votes contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1132022-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .**

**Pouvoir(s):**

**M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.**

**Excusé(es):**

**Mme J. GALABRUN-BOULBES**

**Absent(es):**

**Mme P. DANAN**

**FINANCES – CONTRIBUTION ÉCONOMIQUE TERRITORIALE - EXONÉRATION DES  
CAISSES DE CRÉDIT MUNICIPAL - APPROBATION**

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

L'article 1464 du Code Général des Impôts permet aux collectivités territoriales et leurs groupements d'exonérer de cotisation foncière des entreprises les caisses de crédit municipal.

Les caisses de crédit municipal sont des établissements publics à caractère social dont la principale activité est le prêt sur gage. Elles ont le monopole de ce service public qui permet aux administrés peu ou mal bancarisés d'obtenir une aide immédiate en cas de difficultés financières et de disposer de moyens de paiement modernes.

A ce jour, un seul établissement est situé sur le territoire de la Métropole.

En vertu de l'article 1586 nonies du CGI, les établissements bénéficiant d'une exonération de CFE sur délibération de l'EPCI peuvent, à leur demande, être exonérés de CVAE pour la part relevant de l'EPCI.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- exonérer en totalité de cotisation foncière des entreprises les caisses de crédit municipal,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 04/10/16  
Déposé En Préfecture  
Le : 04/10/16  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20160928-lmc1131970-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

**FINANCES – GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET LES COMMUNES DE MONTPELLIER, JACOU ET PÉROLS - MISE EN PLACE D'UNE SOLUTION DE GESTION DE DETTE - APPROBATION**

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Au cœur du schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 communes a été inscrit le principe d'une coopérative de services aux communes membres.

A ce titre, il a été décidé de constituer, et de proposer à l'ensemble des communes de la Métropole, une convention de groupement de commandes pour lancer une procédure unique ayant pour objet la mise en place pour un an d'une solution commune de gestion de la dette.

Ainsi, les communes de Montpellier, Jacou et Pérols ainsi que Montpellier Méditerranée Métropole ont convenu de signer une convention constitutive de groupement de commandes conformément à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et au décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Les membres du groupement ainsi constitué ont décidé de désigner en tant que coordonnateur du groupement Montpellier Méditerranée Métropole, à ce titre chargé de l'ensemble de la procédure, de la mise en concurrence, jusqu'au choix du prestataire commun à l'ensemble des membres du groupement et à la notification du marché.

Le montant maximum du marché est estimé à 45 000 euros HT. Chacun des membres du groupement procèdera aux commandes et s'acquittera des factures correspondant à ses besoins propres

La convention constitutive d'un groupement de commandes pour la mise en place, pour un an, de cette solution commune de gestion de la dette, sera présentée dans les mêmes termes à l'approbation du Conseil de Métropole et à celle des conseils municipaux des communes de Montpellier, Jacou et Pérols.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe d'un groupement de commandes avec les Villes de Montpellier, Jacou et Pérols pour la passation d'un marché ayant pour objet la mise en place d'une solution de gestion de la dette ;
- approuver les termes de la convention constitutive de groupement de commandes, liant Montpellier Méditerranée Métropole et les communes de Montpellier, Jacou et Pérols ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention constitutive du groupement de commandes ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire  
Publié le : 04/10/16  
Déposé En Préfecture  
Le : 04/10/16  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20160928-lmc1131968-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s) :

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es) :

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es) :

Mme P. DANAN

## FINANCES – REVERSEMENT DE TAXE D'AMÉNAGEMENT AUX COMMUNES AU TITRE DE L'EXERCICE 2016 - APPROBATION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

La création de Montpellier Méditerranée Métropole a conduit au transfert de la taxe d'aménagement générée par les autorisations d'urbanisme délivrées à compter du 01/01/15, conformément à l'article L.5217-11 du Code général des collectivités territoriales.

Montpellier Méditerranée Métropole a délibéré le 12 novembre 2015 pour fixer le taux applicable, les secteurs de taxe d'aménagement majorée, ainsi que les exonérations partielles et la valeur forfaitaire des places de stationnement applicable.

Elle a par ailleurs délibéré le 16 décembre 2015 pour fixer les conditions de reversement aux communes membres, d'une partie de la taxe perçue, au prorata de la charge des équipements publics relevant de leurs compétences.

Ainsi, il a été adopté le principe d'un reversement calculé en fonction de la part des dépenses d'équipement voirie dans les dépenses totales d'équipement de chaque commune. Les dépenses d'équipement voirie correspondent aux dépenses de voirie, d'éclairage public, d'extension de réseaux et de défense contre l'incendie réalisées par la Métropole sur le territoire de chaque commune.

Le reversement est calculé chaque année en fonction des prévisions du budget primitif et actualisé des réalisations du compte administratif.

Ce mode de calcul permet de prendre en compte la dynamique des recettes dans le reversement aux communes et de calculer au réel en fonction de la réalité des programmes d'équipements publics et des encaissements effectifs de taxe d'aménagement.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil de bien vouloir approuver le reversement d'une partie de la taxe d'aménagement perçue par la Métropole conformément au tableau suivant, établi conjointement avec les communes :

Beaulieu	4 675
Castries	41 691
Clapiers	En cours de validation
Cournonterral	16 900
Le Crès	25 017
Fabrègues	12 374
Jacou	4 840
Lattes	99 931
Montaud	2 323
Montferrier-sur-Lez	30 957
Murviel-lès-Montpellier	10 681
Restinclières	29 083
Saint Jean de Védas	109 802
Vendargues	18 950
Villeneuve-lès-Maguelone	En cours de validation

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le reversement d'une partie de la taxe d'aménagement perçue par Montpellier Méditerranée Métropole aux communes membres, au titre de l'exercice 2016, conformément au tableau présenté ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1132020-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

## FINANCES – RÉGIES - DEMANDE DE REMISE GRACIEUSE - APPROBATION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Un déficit de recettes a été constaté sur l'année 2015 pour un montant de 200,00 €. Il est lié à un vol commis sur la régie de recettes de la Piscine Olympique d'Antigone à Montpellier.

Une plainte a été déposée auprès du commissariat de police sans que les coupables aient pu être identifiés.

Conformément au décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 et à l'ensemble des textes qui régissent son statut, le régisseur de recettes est personnellement et pécuniairement responsable lorsqu'un déficit en deniers ou en valeurs est constaté. Le régisseur concerné a donc vu sa responsabilité engagée et un ordre de versement a été émis à son encontre.

Dans le respect des textes en vigueur, le régisseur a sollicité un sursis de versement, une décharge de responsabilité ainsi qu'une remise gracieuse.

La demande de sursis a reçu un avis favorable de l'ordonnateur.

La décharge de responsabilité ne peut être accordée qu'en cas de force majeure.

Les vérifications menées parallèlement par les services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Trésor Public ont confirmé l'écart constaté entre les écritures comptables et les espèces déposées ou en dépôt. Elles ont constaté la rigueur, la qualité de gestion et la probité du régisseur, sans pour autant éclaircir les circonstances de la disparition des fonds.

Au vu de ces éléments, il est proposé de régulariser comptablement cette situation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la remise gracieuse de 200,00 € correspondant à la somme apparue manquante lors du versement des fonds perçus par la régie de recettes de la « Piscine Olympique d'Antigone », au mois de septembre 2015,
- dire que les crédits sont inscrits au chapitre 933 du budget 2016,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1131725-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

## LOGEMENT



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .**

**Pouvoir(s):**

**M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.**

**Excusé(es):**

**Mme J. GALABRUN-BOULBES**

**Absent(es):**

**Mme P. DANAN**

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 10 LOGEMENTS SOCIAUX - ALLÉE DES ACACIAS À VENDARGUES - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À LA SA D’HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la SA d’HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la construction de 10 logements locatifs sociaux, 4 allée des Acacias à Vendargues.

Le programme comprend 7 logements sociaux financés en prêt locatif à usage social (PLUS) et 3 logements très sociaux financés en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI). Conçu par le cabinet d'architecture ADA à Mauguio, le programme développe une surface habitable totale de 595 m<sup>2</sup> selon la typologie suivante : 4 T2, 4 T3 et 2 T4.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 2 000 € par logement PLUS / PLAII en zone 2 du financement du logement social pour permettre l'équilibre financier de l'opération.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

- Coût total de l'opération : 1 322 159 €
- Subvention Etat déléguée : 24 662 €
- Prêt Action Logement : 27 000 €
- Prêt CDC : 1 000 497 €
- Fonds propres : 250 000 €
- **Participation Montpellier Méditerranée Métropole : 20 000 €**

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 5 % des logements de l'opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention de 20 000 € à la SA D’HLM FDI Habitat pour la réalisation de 10 logements locatifs sociaux, allée des Acacias à Vendargues ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution de subvention fixant notamment les modalités de son versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme V. DEMON, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1131051-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s) :

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es) :

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es) :

Mme P. DANAN

**LOGEMENT – CONSTRUCTION D'UN FOYER DE JEUNES TRAVAILLEURS DE 11 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX - RÉSIDENCE "LES IRIS BLEUS" - RUE PAUL RIMBAUD À MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'OPH HÉRAULT HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

L'Office Public de l'Habitat (OPH) Hérault Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la transformation d'un immeuble d'habitation situé rue Paul Rimbaud à Montpellier, en Foyer Jeunes Travailleurs (FJT). La résidence « Les Iris Bleus » est ainsi composée de 11 logements sociaux d'insertion, financés par un prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Gérée par l'association « Habitat Jeunes », elle a vocation à accueillir des jeunes actifs de 18 à 29 ans, et notamment des familles monoparentales.

Conçu par le cabinet ACTUA architecte, le projet développe une surface habitable totale de 366 m<sup>2</sup> selon la typologie suivante : 4 T1, 3T1bis et 4 T2.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé à hauteur de 49 500 €, soit 4 500 € par logement, pour permettre l'équilibre financier de l'opération.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

- Coût de l'opération : 1 856 000 €
- Subvention Etat déléguée : 110 000 €
- Subvention Conseil Départemental : 44 000 €
- Subvention CAF : 57 000 €
- Subvention Fondation Abbé Pierre : 92 800 €
- Prêt Action Logement : 275 000 €
- Prêt CDC : 978 600 €
- Prêt CAF : 18 000 €
- Fonds propres : 231 100 €
- **Participation Montpellier Méditerranée Métropole : 49 500 €**

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 10 % des logements de l'opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à l'OPH Hérault Habitat pour la réalisation d'un Foyer de Jeunes Travailleurs (FJT) de 11 logements locatifs sociaux, résidence « Les Iris Bleus », rue Paul Rimbaud, à Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution de subvention fixant notamment les modalités de son versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 14075

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1130394-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 14 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « EAST PARK » - 2058 RUE GASTON BACHELARD À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM Le Nouveau Logis Méridional a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 14 logements locatifs sociaux, résidence « East Park », située rue Gaston Bachelard à Montpellier. L'opération, réalisée sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Kaufman and Broad, comprend 10 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 4 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet Serrado architecture domicilié à Montpellier.

Le Nouveau Logis Méridional demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 1 400 464 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 524 418 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 451 182 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 260 997 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 163 867 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisés par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	524 418 €	451 182 €	260 997 €	163 867 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Différé d'amortissement	de 3 à 24 mois maximum		de 3 à 24 mois maximum	
Périodicité des échéances	annuelle			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt			
	+ 0,60 %	+ 0,39%	- 0,20 %	+ 0,39%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts prioritaires)			
Modalité de révision	simple révisabilité			

Taux annuel de progressivité	0 à 1 % maximum
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 1 %

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Le Nouveau Logis Méridional, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par Le Nouveau Logis Méridional est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si Le Nouveau Logis Méridional opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au Nouveau Logis Méridional pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 050 348 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 1 400 464 €, sollicités par Le Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 14 logements locatifs sociaux, rue Gaston Bachelard à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Le Nouveau Logis Méridional, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1131074-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

**LOGEMENT – RÉHABILITATION D'UN BÂTIMENT DE 85 LITS - EHPAD « JEAN PÉRIDIER » - RUE JACQUES BOUNIN À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À L'ETABLISSEMENT PUBLIC DÉPARTEMENTAL « MAISON DE RETRAITE DE LA CROIX D'ARGENT - JEAN PÉRIDIER » - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

L'Etablissement Public Départemental « Maison de retraite de la Croix d'Argent - Jean Péridier » a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'il va contracter pour financer la réhabilitation d'un des deux bâtiments de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées (EHPAD) « Jean Péridier », situé 174 rue Jacques Bounin à Montpellier. Le projet consiste à regrouper les 151 lits de l'établissement, actuellement répartis sur deux bâtiments séparés par une rue, sur un même site : un nouveau bâtiment sera construit en mitoyenneté d'un des deux bâtiments conservé, lui-même devant faire l'objet d'une réhabilitation.

Le projet est conçu par l'agence d'architecture Boyer Percheron Assus à Montpellier.

La réhabilitation de ce bâtiment abritant 85 lits et des locaux communs est financée en Prêt Habitat Amélioration Restructuration Extension (PHARE).

Les prêts relatifs à la construction du bâtiment neuf ont d'ores et déjà fait l'objet d'une garantie à hauteur de 25% par délibération n°13740 du Conseil de Métropole du 14 avril 2016. En complément, l'Etablissement Public Départemental « Maison de retraite de la Croix d'Argent-Jean Péridier » demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 25 % le prêt PHARE d'un montant total de 2 145 150 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réhabilitation du bâtiment conservé.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 75 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PHARE
Montant du prêt	2 145 150 €
Durée	25 ans
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum
Périodicité des échéances	trimestrielle
Taux d'intérêt actuariel annuel	<b>taux du Livret A</b> en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + <b>0,60%</b>
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %
Profil d'amortissement	amortissement prioritaire (échéance déduite)
Modalité de révision	simple révisabilité
Taux annuel de progressivité	0 à 1 % maximum
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt PHARE, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 25 ans. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Etablissement Public Départemental « Maison de retraite de la Croix d'Argent-Jean Périquier », dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par l'EHPAD « Jean Périquier » est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si l'Etablissement Public Départemental « Maison de retraite de la Croix d'Argent-Jean Périquier » opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à l'Etablissement Public Départemental « Maison de retraite de la Croix d'Argent-Jean Périquier » pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il y a lieu de formaliser cette garantie d'emprunt à hauteur de 25 % par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 536 287,50 €, représentant 25 % du prêt d'un montant total de 2 145 150 €, sollicité par l'Etablissement Public Départemental « Maison de retraite de la Croix d'Argent-Jean Périquier » auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réhabilitation d'un bâtiment de 85 lits de l'EHPAD « Jean Périquier », situé rue Jacques Bounin à Montpellier ;

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Etablissement Public Départemental « Maison de retraite de la Croix d'Argent-Jean Périquier », et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. R. COTTE, Mme P. MIRALLES.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1131064-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s) :

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es) :

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es) :

Mme P. DANAN

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 8 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE «  
DOMAINE VERMENTINO », 439 RUE CROIX DE LAS CAZES À MONTPELLIER -  
GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM DOMICIL - CONVENTION - AUTORISATION  
DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM DOMICIL a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 8 logements locatifs sociaux, résidence « Domaine Vermentino », 439 rue Croix de las Cazes à Montpellier. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur H2 Immos, comprend 6 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS), et 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet « Carré D'archi ».

DOMICIL demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 633 968 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 314 102 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 192 361 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 79 077 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 48 428 € ;

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	314 102 €	192 361 €	79 077 €	48 428 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Périodicité des échéances	annuelle			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,44%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,44%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			



La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction, et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA d'HLM DOMICIL, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à la SA d'HLM DOMICIL pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 475 476 €, représentant 75 % de quatre prêts d'un montant total de 633 968 € sollicités par la SA d'HLM DOMICIL auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, pour financer la réalisation de 8 logements locatifs sociaux, résidence « Domaine Vermentino » 439 rue Croix de las Cazes à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1130301-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEOUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 71 LOGEMENTS SOCIAUX - « ZAC SAINT-VINCENT » LOT N° 2 À PÉROLS - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM ERILIA - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM ERILIA a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en État Futur d'Achèvement (VEFA), de 71 logements sociaux, résidence « Zac Saint-Vincent » lot n°2 à Pérols. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur PREMALIS, comprend 50 logements sociaux financés en prêt locatif à usage social (PLUS) et 21 logements très sociaux financés en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI). Il est conçu par le cabinet d'architecture Garcia Diaz.

ERILIA demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 6 791 308 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 2 719 485 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 2 109 922 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 1 104 765 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 857 136 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	2 719 485 €	2 109 922 €	1 104 765 €	857 136 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum	de 3 à 24 mois maximum	de 3 à 24 mois maximum	de 3 à 24 mois maximum
Périodicité des échéances	annuelle			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,37%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,37%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement pour les prêts PLUS construction et PLAI construction suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA d'HLM ERILIA dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par ERILIA est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si ERILIA opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à la SA d'HLM ERILIA pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 5 093 481 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 6 791 308 € sollicités par ERILIA auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, pour financer la réalisation de 71 logements locatifs sociaux situés « ZAC Saint-Vincent » Lot n° 2 à Pérols ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM ERILIA, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1130625-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 56 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « CALAHORRA », ZAC SAINT-ESTÈVE LOT M1 À PIGNAN - GARANTIE D’EMPRUNT À LA SA D’HLM ERILIA - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la SA d’HLM ERILIA a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d’obtenir la garantie des emprunts qu’elle va contracter pour financer l’acquisition, dans le cadre d’une Vente en Etat Futur d’Achèvement (VEFA), de 56 logements sociaux, résidence « Calahorra », ZAC Saint-Estève, macro lot M1 à Pignan. Le programme, réalisé sous maîtrise d’ouvrage du promoteur AMETIS, comprend 39 logements sociaux financés en prêt locatif à usage social (PLUS) et 17 logements très sociaux financés en prêt locatif aidé d’intégration (PLAI). L’opération est conçue par le cabinet d’architecture Garcia Diaz.

La SA d’HLM ERILIA demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d’un montant total de 6 007 880 € qu’il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d’un montant de 2 679 143 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d’un montant de 1 514 355 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d’Intégration (PLAI) construction d’un montant de 1 159 173 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d’Intégration (PLAI) foncier d’un montant de 655 209 €.

Le Département de l’Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants. Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d’emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d’emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d’acquisition, d’amélioration de logements réalisées par les organismes d’habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l’article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l’article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	2 679 143 €	1 514 355 €	1 159 173 €	655 209 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum	de 3 à 24 mois maximum	de 3 à 24 mois maximum	de 3 à 24 mois maximum
Périodicité des échéances	annuelle			
Taux d’intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d’effet du contrat de prêt + 0,60 %	taux du Livret A en vigueur à la date d’effet du contrat de prêt + 0,36%	taux du Livret A en vigueur à la date d’effet du contrat de prêt - 0,20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d’effet du contrat de prêt + 0,36%
Révisabilité des taux d’intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d’intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Profil d’amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement pour les prêts PLUS construction et PLAI construction suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA d'HLM ERILIA, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par ERILIA est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si ERILIA opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à la SA d'HLM ERILIA pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 4 505 910 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 6 007 880 € sollicités par ERILIA auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, pour financer la réalisation de 56 logements locatifs sociaux, résidence « Calahorra », ZAC Saint-Estève lot M1 à Pignan ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM ERILIA, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 04/10/16  
Déposé En Préfecture  
Le : 04/10/16  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20160928-lmc1130697-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN



**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 8 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LA CAPELETTE », RUE DU COURS COMPLÉMENTAIRE À CASTRIES - GARANTIE D’EMPRUNT À LA SA D’HLM UN TOIT POUR TOUS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d’HLM UN TOIT POUR TOUS a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d’obtenir la garantie des emprunts qu’elle va contracter pour financer l’acquisition, dans le cadre d’une Vente en Etat Futur d’Achèvement (VEFA), de 8 logements locatifs sociaux, résidence « La Capelette », rue du Cours Complémentaire à Castries. Le programme, réalisé sous maîtrise d’ouvrage du promoteur PEGASE IMMOBILIER, comprend 6 logements sociaux financés en prêt locatif à usage social (PLUS) et 2 logements très sociaux financés en prêt locatif aidé d’intégration (PLAI). Il est conçu par le cabinet d’architecture « Philippe Rubio Architectes ».

UN TOIT POUR TOUS demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d’un montant total de 1 017 579 € qu’il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d’un montant de 551 432 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d’un montant de 241 018 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d’Intégration (PLAI) construction d’un montant de 151 873 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d’Intégration (PLAI) foncier d’un montant de 73 256 €.

Le Département de l’Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d’emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l’article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l’article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	551 432 €	241 018 €	151 873 €	73 256 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Périodicité des échéances	annuelle			
Taux d’intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d’effet du contrat de prêt + 0,60 %	taux du Livret A en vigueur à la date d’effet du contrat de prêt +0,41 %	taux du Livret A en vigueur à la date d’effet du contrat de prêt - 0,20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d’effet du contrat de prêt +0,41 %
Révisabilité des taux d’intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d’intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Profil d’amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA d'HLM UN TOIT POUR TOUS, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à la SA d'HLM UN TOIT POUR TOUS pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 763 184,25 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 1 017 579 € sollicités par Un Toit Pour Tous auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, pour financer la réalisation de 8 logements locatifs sociaux, résidence « La Capelette », rue du Cours Complémentaire à Castries ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Un Toit Pour Tous, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1130739-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

**LOGEMENT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT DE MONTPELLIER 2012-2017 - QUARTIERS SAINT-GUILHEM / LAISSAC / SUD-COMÉDIE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE DEUX LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Par délibération n°10886 du 24 mai 2012, le Conseil a décidé la participation de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain et Copropriétés Dégradées Saint Guilhem / Laissac / Sud Comédie pour la période 2012-2017, qui participe à la mise en œuvre du projet « Montpellier Grand Cœur ».

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole apporte, en complément des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) :

- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes, une subvention de 10% du montant HT des travaux subventionnables par l'ANAH ; plafonnée de 700 € à 4 000 € selon le niveau de dégradation du logement,
- pour les propriétaires bailleurs, une aide de 100 €/m<sup>2</sup> dans la limite de 4 000 € par logement conventionné à loyer social et de 50 €/m<sup>2</sup> dans la limite de 2 000 € par logement conventionné à loyer intermédiaire, ainsi qu'une prime de 2 000 € par logement pour la réalisation de travaux permettant une amélioration significative de la performance énergétique et de 2 000 € pour la remise sur le marché de logements vacants loués à loyer conventionné après travaux

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de deux logements locatifs 9 rue En Gondeau, pour un montant total de 9 310 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires bailleurs s'engagent à pratiquer des loyers réglementés. Ils signeront une convention avec Montpellier Méditerranée Métropole, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers pratiqués.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi des subventions telles que décrites dans le tableau en annexe ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole , chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par Montpellier Méditerranée Métropole de l'aide de l'ANAH sur la base de la dépense réellement subventionnée et sur présentation par les propriétaires bailleurs de leurs engagements vis-à-vis de Montpellier Méditerranée Métropole, délégataire des aides de l'ANAH, en faveur du conventionnement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1130423-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

l'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s) :

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es) :

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es) :

Mme P. DANAN

**LOGEMENT – CONVENTION DE TRANSFERT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE DE LA CONDUITE DES OPÉRATIONS OPAH-RU ET THIRORI DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ AU PROFIT DE LA VILLE DE MONTPELLIER, DANS LE CADRE DES CONCESSIONS D'AMÉNAGEMENT « GRAND CŒUR » ET « NOUVEAU GRAND CŒUR »**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Par décret en date du 23 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est devenue Montpellier Méditerranée Métropole le 1er janvier 2015, ce qui a eu notamment pour effet le transfert à cette dernière, au titre de sa compétence « politique locale de l'habitat », des actions d'amélioration du parc immobilier bâti, de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre.

Ces actions étaient jusque-là décidées et mises en œuvre par la Ville de Montpellier, dans le cadre des concessions d'aménagement Grand Cœur (SERM) et Nouveau Grand Cœur (SAAM devenue SA3M), complémentaires à d'autres actions de renouvellement urbain, au travers des opérations programmées d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain copropriétés dégradées (OPAH-RU) et de traitement de l'habitat insalubre réaménageable et de restauration immobilière (THIRORI), outils les plus pertinents sur des territoires sensibles et prioritaires notamment en cœur de ville de Montpellier.

Compte tenu de l'intégration de ses opérations dans le projet de renouvellement urbain de Grand Cœur et de l'étroite articulation des modalités de mise en œuvre de ces dispositifs de renouvellement urbain avec les autres dispositifs engagés par la Ville dans le cadre des deux concessions, il s'avère nécessaire que la Ville puisse continuer à assurer, au travers de ses concessionnaires, leur conduite et leur maîtrise d'ouvrage opérationnelles, tout en permettant à la Métropole, délégataire de l'Agence nationale de l'habitat (Anah) pour la gestion et l'attribution des aides à la rénovation de l'habitat privé, d'exercer ses prérogatives dans le cadre d'une convention définissant les obligations de la Ville et le contrôle de l'opération par la Métropole.

La Métropole et la Ville de Montpellier conviennent par conséquent, conformément aux dispositions de l'article 2.11 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985, du transfert de la maîtrise d'ouvrage de la conduite des opérations OPAH-RU (ingénierie) « Courreau Figuerolles / Nord Ecusson » et « Saint Guilhem Laissac Sud Comédie » et de l'ensemble des actions relatives aux opérations de la THIRORI « Ilot Pellicier / Vincent » menées dans le quartier Centre.

Ces conduites d'opérations seront assurées par les aménageurs SERM et SA3M respectivement dans le cadre des concessions Grand Cœur et Nouveau Grand Cœur, rétroactivement à compter du 1er janvier 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de transfert de maîtrise d'ouvrage à la Ville de Montpellier, dans le cadre des concessions Grand Cœur et Nouveau Grand Cœur, des conduites des opérations OPAH-RU (ingénierie) « Courreau Figuerolles / Nord Ecusson » et « Saint Guilhem Laissac Sud Comédie » et de l'ensemble des actions relatives aux opérations de la THIRORI « Ilot Pellicier / Vincent »,
- autoriser M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer ladite convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 14083

Certifié Exécutoire  
Publié le : 04/10/16  
Déposé En Préfecture  
Le : 04/10/16  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20160928-lmc1131595-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s) :

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es) :

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es) :

Mme P. DANAN



**LOGEMENT – OPÉRATION "RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE" 2013-2016 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION D'UN LOGEMENT À MONTPELLIER**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a relancé l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » labellisée « Habiter Mieux » ayant pour objet la réhabilitation de 180 logements par an, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes ; son périmètre couvre l'ensemble du territoire communautaire, hors secteurs de Montpellier déjà concernés par une opération similaire.

Cette opération a pour priorité la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

La labellisation « Habiter Mieux », marque l'engagement, pour Montpellier Méditerranée Métropole de financer annuellement au moins 100 dossiers de propriétaires occupants modestes ou très modestes réalisant des travaux de rénovation permettant un gain énergétique minimal de 25%.

Montpellier Méditerranée Métropole mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 45 % à 80 % du montant hors taxes des travaux subventionnables, voire 100 % pour les propriétaires occupants disposant de ressources très modestes.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à un propriétaire occupant disposant de ressources très modestes, pour la réhabilitation de son logement de type 5 de 99 m<sup>2</sup> rue du Pont de Lavérune à Montpellier. Le projet concerne le changement de la chaudière et l'isolation des combles, permettant un gain énergétique de 32%. Le coût des travaux s'élève à 14 825 € HT, correspondant à la dépense subventionnable calculée par l'ANAH, soit 15 577 € TTC.

Le plan de financement de l'opération s'établit comme suit :

- subvention ANAH : 7 413 €
- subvention « Habiter Mieux » : 3 500 €
- subvention Montpellier Méditerranée Métropole : 25 % soit 4 206 € dont 500 € d'écopprime pour l'amélioration de la performance énergétique du logement
- reste à charge propriétaire : 458 €

En contrepartie de cette subvention, le propriétaire occupant s'engage à occuper son logement en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant de 4 206 € à Mme Corina BUCIUMAC demeurant 403 rue du Pont de Lavérune Bâtiment 2 à Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par Montpellier Méditerranée Métropole de l'aide de l'ANAH sur la base de la dépense réellement subventionnée;

Délibération n° 14084

- autoriser Monsieur Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1130439-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

**LOGEMENT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2012-2017 - QUARTIERS SAINT-GUILHEM / LAISSAC / SUD-COMÉDIE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS COMPLÉMENTAIRES POUR LA RÉHABILITATION DE DEUX LOGEMENTS ET DEUX COPROPRIÉTÉS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

La Ville de Montpellier a mis en œuvre, dans le cadre du projet de développement et de mise en valeur de son centre dénommé « Montpellier Grand Cœur », divers outils ou procédures d'aménagement parmi lesquels des Opérations programmées d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain et de copropriétés dégradées (OPAH-RU CD).

Dans ce cadre, l'OPAH-RU dénommée « Saint-Guilhem / Laissac / Sud-Comédie » a été engagée le 23 juillet 2012 pour une durée de 5 ans. Elle a pour objet de redonner de l'habitabilité aux îlots d'habitat dégradé, lutter contre les marchands de sommeil et promouvoir des réhabilitations de qualité s'inscrivant dans l'amélioration durable du cadre bâti en favorisant la mixité sociale.

La transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole le 1<sup>er</sup> janvier 2015 lui confère de nouvelles prérogatives parmi lesquelles, au titre de la compétence Politique locale de l'habitat, les actions d'amélioration du parc immobilier bâti et la réhabilitation et la résorption de l'habitat insalubre à travers des OPAH-RU.

Aussi, appartient-il à Montpellier Méditerranée Métropole d'assurer l'attribution de subventions complémentaires jusque-là accordées par la Ville de Montpellier jusqu'à l'achèvement en 2017 de l'OPAH-RU « Saint-Guilhem / Laissac / Sud-Comédie », selon les modalités suivantes :

- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes réalisant des travaux lourds de rénovation d'un logement indigne ou très dégradé, une subvention de 10 % du montant TTC des travaux, en complément des 50 % de l'Anah et des 10 % de la Métropole, plafonnée à 4 000 € par logement.
- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes réalisant des travaux permettant un gain énergétique de plus de 25%, une prime de 500 € complémentaire à l'aide de l'Etat attribuée dans le cadre du programme « Habiter Mieux » ;
- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes participant à des travaux de rénovation des parties communes de leur immeuble en copropriété, et pour lesquels l'Anah n'offre aucun financement, une subvention représentant 30 % de la quote-part individuelle, plafonnée à 3 000 € par logement.
- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes participant à des travaux de rénovation des parties communes de leur immeuble qualifié de « copropriété dégradée ou insalubre », une prime de 1 500 € directe au propriétaire ; cette aide est cumulable avec l'aide aux syndicats de copropriétés.
- pour les syndicats des copropriétaires réalisant des travaux de réhabilitation des parties communes de l'immeuble, dont ceux relevant de la « copropriété dégradée » ou « insalubre », une subvention de 30 % du montant TTC des travaux, plafonnée à 4 000€ par immeuble.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de 2 logements occupés par des propriétaires modestes et de 2 copropriétés, pour un montant total de 6 738,99 €.

Les bénéficiaires potentiels, l'adresse des logements concernés et le montant des subventions proposées font l'objet d'un tableau annexé à la présente délibération.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leur logement en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'octroi des subventions telles que décrites ci-dessus et dans le tableau en annexe ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par Montpellier Méditerranée Métropole de l'aide de l'ANAH qui lui est déléguée, sur la base de la dépense réellement subventionnée, et dans la limite des crédits annuels alloués ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1131407-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s) :

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es) :

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es) :

Mme P. DANAN

**LOGEMENT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2010-2016 - SECTEURS GAMBETTA / FIGUEROLLES / NORD ECUSSON - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS COMPLÉMENTAIRES POUR LA RÉHABILITATION DE HUIT LOGEMENTS ET NEUF COPROPRIÉTÉS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

La Ville de Montpellier a mis en œuvre, dans le cadre du projet de développement et de mise en valeur de son centre dénommé « Montpellier Grand Cœur », divers outils ou procédures d'aménagement parmi lesquels des Opérations programmées d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain et de copropriétés dégradées (OPAH-RU CD).

Dans ce cadre, l'OPAH-RU dénommée « Gambetta / Figuerolles / Nord-Ecusson » a été engagée le 31 août 2010 pour une durée de 5 ans, prolongée de 6 mois jusqu'au 29 février 2016. Elle avait pour objet de requalifier les copropriétés dégradées, résorber l'habitat insalubre et améliorer les performances énergétiques des logements tout en permettant, lorsque cela était possible, de produire du logement locatif social.

La transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole le 1er janvier 2015 lui confère de nouvelles prérogatives parmi lesquelles, au titre de la compétence Politique locale de l'habitat, les actions d'amélioration du parc immobilier bâti et la réhabilitation et la résorption de l'habitat insalubre à travers la mise en œuvre d'OPAH-RU.

Aussi, appartient-il à Montpellier Méditerranée Métropole d'assurer l'attribution de subventions complémentaires jusque-là accordées par la Ville de Montpellier dans le cadre de l'OPAH-RU Gambetta / Figuerolles / Nord-Ecusson 2010-2016 qui s'achève, selon les modalités suivantes :

- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes réalisant des travaux lourds de rénovation d'un logement indigne ou très dégradé, une subvention de 10 % du montant TTC des travaux, en complément des 50 % de l'Anah et des 10 % de la Métropole ;
- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes réalisant des travaux permettant un gain énergétique de plus de 25%, une prime de 500 € complémentaire à l'aide de l'Etat attribuée dans le cadre du programme « Habiter Mieux » ;
- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes participant à des travaux de rénovation des parties communes de leur immeuble en copropriété, et pour lesquels l'Anah n'offre aucun financement, une subvention représentant 30% de la quote-part individuelle, plafonnée à 3 000 € par logement.
- pour les syndicats des copropriétaires réalisant des travaux de réhabilitation des parties communes de l'immeuble, dont ceux relevant de la « copropriété dégradée », une subvention de 30 % du montant TTC des travaux, plafonnée à 4 000 € par immeuble.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est amenée à apporter son concours à la réhabilitation de 8 logements occupés par des propriétaires modestes, et 9 copropriétés (dont 2 copropriétés « dégradées »), pour un montant total de 45 673,80 €.

Les bénéficiaires potentiels, l'adresse des logements concernés et les montants de subventions proposées font l'objet d'un tableau annexé à la présente délibération.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leur logement en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- octroyer les subventions telles que décrites ci-dessus et dans le tableau joint en annexe de la présente délibération ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par Montpellier Méditerranée Métropole de l'aide de l'ANAH qui lui est déléguée, sur la base de la dépense réellement subventionnée, et dans la limite des crédits annuels alloués ;

Délibération n° 14086

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1131405-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION  
DES MILIEUX AQUATIQUES**



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

## PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – SCHÉMA DIRECTEUR HYDRAULIQUE DU BASSIN VERSANT DE LA LIRONDE - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La Lironde prend sa source sur la commune de Castelnau-le-Lez, traverse la commune de Montpellier et se jette dans l'étang de Méjean sur la commune de Lattes. Son bassin versant a été fortement urbanisé sur les quinze dernières années, en particulier sur la commune de Montpellier.

Pour maîtriser les risques d'inondations tout en permettant le développement urbain sur ce secteur, un schéma directeur d'assainissement pluvial datant de 1994 prévoyait la création de bassins d'écêtement dimensionnés pour gérer la future urbanisation du bassin versant avec un objectif de protection contre les crues de période de retour 30 ans. Ces bassins ont tous été réalisés sur le cours d'eau de la Lironde : bassins des Jardins de la Lironde, bassin de Parc Marianne, bassin de la transparence Lez-Lironde.

L'évolution de l'urbanisation sur les trois communes concernées mais aussi l'actualisation nécessaire du risque inondation au vu des épisodes marquants des dernières années a conduit Montpellier Méditerranée Métropole à engager une mise à jour de ce schéma avec comme objectif la définition des aménagements nécessaires pour :

- réduire le risque inondation sur les secteurs à enjeux existants où il est possible d'intervenir,
- garantir une marge de sécurité suffisante au droit des secteurs en développement urbain de Parc Marianne et de la future ZAC de la République à Montpellier,
- diminuer le risque vers l'aval, la contrainte limite étant le débit de référence adopté au droit de l'A9, soit 30 m<sup>3</sup>/s.

L'étude ainsi conduite a pris en compte les effets de l'imperméabilisation liés au développement urbain avec les projets connus à ce jour. Elle a tenu compte des risques de crue de la Lironde mais aussi des effets du ruissellement pluvial à l'échelle du bassin versant. Les aménagements ont été dimensionnés pour un objectif de protection centennale, leur fonctionnement ayant été vérifié pour toutes les occurrences y compris jusqu'à une crue exceptionnelle.

Les résultats obtenus ont permis notamment de mettre en évidence que le débit centennal de la Lironde au droit de l'autoroute A9 estimé à 30 m<sup>3</sup>/s valeur qui faisait consensus, qui a été reprise comme hypothèse de base pour le recalibrage de la Lironde en aval de l'A9 et l'élaboration du PPRi actuel de Lattes, est en réalité largement sous-estimé et atteint une valeur de 42,7 m<sup>3</sup>/s.

Ainsi, afin de répondre à l'ensemble des objectifs recherchés, l'analyse hydraulique a conclu à la nécessité d'augmenter les capacités des aménagements existants, notamment le volume des bassins qui mutualisent plusieurs fonctions, l'écêtement des crues et la compensation à l'imperméabilisation.

Le nouveau schéma directeur élaboré permet aussi de fixer un débit objectif à 9,6 m<sup>3</sup>/s pour la crue centennale à l'entrée de la ZAC Eureka 2, objectif qui devra être pris en compte par les futurs projets urbains afin de ne pas aggraver les risques en aval sur les secteurs à enjeux existants.

Au final, ce schéma directeur hydraulique prévoit les aménagements suivants :

### 1°) Secteur de Parc Marianne :

Entre l'avenue du Mondial et le bassin de Parc Marianne, des murets de 90 cm seront mis en place de part et d'autre et la passerelle piétonne sera surélevée de 65 cm afin d'éviter les débordements. Le volume du bassin de Parc Marianne sera augmenté de 6 000 m<sup>3</sup> et son déversoir sera abaissé de 18 cm et reculé vers l'intérieur du bassin afin d'aménager une zone de dissipation d'énergie suffisamment éloignée des enjeux urbains.

2°) Section entre Parc Marianne et l'avenue Nina Simone :

Le lit mineur et les talus des berges de la Lironde seront protégés contre l'érosion par des enrochements ou des matelas en gabion et des géogrilles pour tenir compte des fortes contraintes hydrauliques en matière de débit et de vitesse d'écoulement.

3°) Secteur ZAC de la République et bassin de la transparence Lez-Lironde :

Les vitesses d'écoulement élevées en aval du Pont Nina Simone nécessitent aussi de protéger le lit mineur et les berges de la Lironde avec les mêmes dispositifs que ceux prévus pour la section précédente.

Afin d'augmenter la capacité d'écoulement de la Lironde et abaisser les niveaux d'eau, une risberme sera créée sur les deux rives, sans impacter le lit mineur qui sera conservé.

Le bassin de la transparence Lez-Lironde sera optimisé par un agrandissement partiel de son emprise et une rehausse de 75 cm de son déversoir permettant d'augmenter son volume de stockage de 65 000 m<sup>3</sup> à 125 000 m<sup>3</sup> en crue centennale.

Ces aménagements permettront de sécuriser les secteurs urbains de Parc Marianne et de poursuivre les projets urbains, notamment la ZAC de la République, sans aggraver les risques vers l'aval sur la commune de Lattes. Ils sont tous cohérents avec les prescriptions du SAGE Lez Mosson récemment approuvé.

D'un coût total estimé à environ 5 M€ H.T., ces aménagements seront financés par les projets urbains et mis en œuvre par la SA3M et la SERM entre 2017 et 2019.

La révision de ce schéma directeur a été conduite en concertation avec les services de l'Etat. Ces derniers ont d'ores et déjà validé et autorisé les modifications des ouvrages hydrauliques existant préconisées par le schéma, dans le cadre d'une procédure administrative de porté à connaissance, ces modifications ayant une incidence bénéfique sur des projets urbains en cours de réalisation.

Ce schéma servira de base pour l'ensemble des documents de planification urbaine et pourra être utilisé pour l'établissement des cartes d'aléas du PPRi de Montpellier prochainement révisé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le schéma directeur hydraulique du bassin versant de la Lironde,
- dire que les crédits nécessaires sont et seront inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1131033-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

## **PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – SCHÉMA DIRECTEUR HYDRAULIQUE DE L'AIGUES VIVES À BAILLARGUES - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La commune de Baillargues a engagé, en partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole, une réflexion globale sur l'aménagement de l'entrée Ouest comprenant notamment à terme :

- la réalisation d'un plan d'eau, le parc multi-glisse Gérard Bruyère d'une superficie de 12 ha,
- la réalisation d'un pôle multimodal d'échanges (PEM) du Transport express régional,
- la suppression du passage à niveau n°33 (PN33) de la voie ferrée Paris-Perpignan,
- des opérations d'aménagement et de sécurisation des RD26 et RD26<sup>E1</sup>,
- l'aménagement d'une allée alluviale pour maîtriser le risque inondation de l'Aigues Vives.

Le PEM est situé dans le bassin versant amont de l'Aigues Vives, secteur soumis à des débordements réguliers qu'il convient de maîtriser au regard des enjeux humains et économiques liés à ce projet et au développement des infrastructures qu'il va générer.

Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole a engagé une étude hydraulique en vue de l'établissement d'un schéma directeur sur le secteur, tenant compte de l'ensemble des infrastructures envisagées mais aussi des objectifs du SCoT, permettant de définir et d'assurer la cohérence d'ensemble des différents ouvrages hydrauliques nécessaires en vue de la maîtrise du risque inondation du secteur. Les aménagements envisagés doivent ainsi garantir la protection des personnes et des biens sur le secteur du PEM, sécuriser ses accès notamment la RD 26E1, reliant via la RD26 Baillargues à Muguio et enfin protéger les lieux habités existants, notamment des habitations du lotissement du Golf de Massane.

Compte tenu de l'importance des enjeux sur ce secteur restant en grande partie à aménager, il a été décidé de prendre en compte le risque de crue de l'Aigues Vives ainsi que le ruissellement pluvial à l'échelle du bassin versant pour toutes les occurrences, notamment la pluie de période de retour exceptionnelle, soit 1,8 fois la crue centennale.

Les aménagements définis pour faire face à ce niveau de risque sont les suivants :

- la création d'une allée alluviale d'une longueur de 1,3 km et d'une largeur moyenne de 100 m, accompagnant le lit mineur du ruisseau de l'Aigues Vives, complétée par plusieurs bassins d'écroulement totalisant un volume de près de 60 000 m<sup>3</sup>,
- le recalibrage du fossé le long du lotissement du Golf de Massane et le redimensionnement de l'ouvrage hydraulique sous la RD26<sup>E1</sup>,
- les différents bassins de compensation de l'imperméabilisation et de traitement qualitatif des eaux liés aux infrastructures routières et de desserte du PEM et à la suppression du PN33.

Ces équipements seront réalisés par les quatre maîtres d'ouvrage concernés par les opérations du PEM, la suppression du PN 33 et celles attenantes de l'aménagement de la RD 26<sup>E1</sup> et de l'allée alluviale :

- SNCF Réseau pour la suppression du PN33, assurant la délégation de maîtrise d'ouvrage routière du Conseil Départemental de l'Hérault pour la partie du futur tronçon de la RD 26<sup>E1</sup> entre le giratoire Philippe Lamour et le futur giratoire desservant le PEM Sud et le Golf de Massane,
- le Conseil Départemental de l'Hérault pour l'aménagement et la sécurisation des RD26 et RD26<sup>E1</sup> au Sud du futur giratoire d'accès au lotissement du Golf de Massane,
- le Conseil Régional dans le cadre de l'aménagement de la phase 2 du PEM au Sud de la voie ferrée, opération pour laquelle SNCF Réseau a la délégation de maîtrise d'ouvrage d'une partie des procédures administratives,
- Montpellier Méditerranée Métropole pour la création de l'allée alluviale. Les aménagements prévus par le schéma directeur permettent ainsi de supprimer tous les débordements jusqu'à une crue exceptionnelle au droit :
  - des secteurs habités existants du lotissement du Golf de Massane,
  - du PEM et de ses dessertes locales,
  - des enjeux agricoles entre la RD26 et la RD26E1,
  - de la route départementale RD106E2 vers Mudaison.

Ils permettent aussi de réduire les débits pour toutes les crues en aval du canal BRL pour les enjeux situés sur la commune de Mudaison : bâtis denses en limite d'inondation, voiries communales, RD189 et les enjeux agricoles isolés.

Ils sont également cohérents et complètent ceux engagés sur ce même secteur par la commune de Baillargues au niveau du parc Gérard Bruyère et de l'ouvrage de franchissement de la RN113 par l'Aigues Vives, ce dernier étant opérationnel depuis fin 2014.

En ce qui concerne l'allée alluviale, située dans l'emprise du site stratégique identifié au SCoT, elle sera réalisée par Montpellier Méditerranée Métropole, un traitement paysager et écologique de grande qualité est prévu afin d'insérer au mieux ce projet dans les futurs espaces publics liés au PEM et d'améliorer la situation environnementale actuelle du site. L'allée alluviale permettra aussi la restauration physique du cours d'eau et l'amélioration de ses fonctionnalités écologiques. Au final, l'allée alluviale va permettre de créer sur le secteur une trame verte et bleue favorable à la biodiversité par la restauration des continuités écologiques.

Ce projet, d'un montant d'environ 7 M€ H.T., devrait être mis en œuvre entre 2017 et 2018. Il devra au préalable faire l'objet de procédures réglementaires (déclaration d'enquête publique, déclaration d'intérêt général, autorisation au titre de la loi sur l'eau) qui seront portées par la Métropole.

Ce schéma directeur hydraulique de l'Aigues Vives sur Baillargues a été construit en concertation avec les services de la DDTM et la DREAL. Il sera approuvé par l'Etat en parallèle des procédures Loi sur l'eau du PEM et de l'allée alluviale.

Enfin, le dossier Loi sur l'eau du projet d'allée alluviale a reçu l'avis favorable du Conseil syndical du Symbo, cet aménagement étant en cohérence avec les orientations définies à l'échelle du bassin versant de l'étang de l'Or.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le schéma directeur hydraulique de l'Aigues Vives à Baillargues,
- dire que les crédits nécessaires sont et seront inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1131056-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

**PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS,  
PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC**





SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

**PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC  
- TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - MANDAT POUR  
L'OPÉRATION DE RÉNOVATION / EXTENSION / EXPLOITATION DU CENTRE DE TRI  
DEMETER - AVENANT N°1 ET COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ AU  
TITRE DE 2015 - APPROBATION**

M. C. MEUNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public, rapporte :

Le centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER construit par le District de Montpellier, aujourd'hui Montpellier Méditerranée Métropole, a été mis en service en 1994 et constituait à cette date la deuxième installation de ce type réalisée en France. Depuis maintenant plus de 20 ans, il accueille les collectes sélectives des 31 communes membres. Cette installation de conception désormais ancienne et utilisant un process de tri en fin de cycle arrive en limite de capacité et nécessite des investissements conséquents afin d'améliorer son efficacité.

Par délibération n°12188 du 6 février 2014, le Conseil de Communauté a approuvé le programme de l'opération de reconstruction et d'extension du centre DEMETER de tri des déchets recyclables secs, consistant en la réutilisation du bâtiment existant et l'extension des équipements sur la parcelle de terrain adjacente propriété de la Communauté d'Agglomération en vue de la réalisation d'une ligne de tri de 32 000 à 35 000 tonnes de capacité.

Compte tenu de la complexité de l'opération (marché de travaux tous corps d'état pour l'extension bâtiment et marché de construction réalisation exploitation maintenance dit CREM pour le process), la Métropole de Montpellier a autorisé par délibération n°12712 du 18 décembre 2014, la signature d'une convention de mandat conclue avec la SAAM, devenue par la suite SA3M, pour la réalisation de l'extension et de la rénovation du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs « DEMETER » dans le cadre des dispositions des articles 2 et 3 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la Maîtrise d'Ouvrage Publique (loi M.O.P.).

Le mandataire est chargé du suivi administratif, financier et technique des études et de la réalisation du nouveau centre de tri (bâtiment, VRD et process) au nom et pour le compte de la Métropole.

L'opération d'extension et de rénovation du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER, consistent notamment à :

- Conserver et rénover le bâtiment existant ;
- Utiliser le terrain adjacent pour construire un nouveau hall de réception des déchets ;
- Installer une seule ligne de tri capable de traiter 32 000 à 35 000 tonnes de déchets par an ;
- Implanter les nouveaux équipements de tri dans la zone process et le hall de réception actuels ;
- Moderniser entièrement la cabine de tri ;
- Conserver et rénover les alvéoles de stockage des matériaux triés ;
- Conserver et moderniser le mode de conditionnement des refus de tri par compacteurs.

Par la même délibération du 18 décembre 2014, le Conseil avait également autorisé le lancement d'une consultation d'entreprises en vue de la désignation au printemps 2016, de l'équipe de maîtrise d'œuvre chargée des études de conception du projet, de la réalisation de missions complémentaires d'assistance au maître d'ouvrage et du suivi des marchés de travaux et d'exploitation.

Sur le plan financier, les recettes sont assurées, d'une part, par le règlement par Montpellier Méditerranée Métropole de la rémunération du mandat et, d'autre part, par le versement d'avances.

En 2015, 100 K€ ont été réalisés au titre du versement d'avances et 15 K€ H.T. au titre de la rémunération de la société. S'agissant de la première année d'exercice, l'arrêt des comptes au 31 décembre 2015 ne fait pas apparaître de remboursement de mandat.

Le bilan présenté pour ce premier CRAC 2015 s'élève à 17 670 K€ T.T.C., valeur janvier 2016.

Par ailleurs, compte tenu du planning de réalisation des dépenses prévisionnelles de l'opération et de leur montant liées à l'engagement des premières dépenses par le maître d'ouvrage délégué, il convient pour améliorer la gestion de la trésorerie de l'opération, de procéder au versement d'une avance complémentaire de 1 900 000 euros, portant ainsi le montant total de l'avance à 2 000 000 euros, sans incidence sur le montant de la rémunération du mandataire ni le bilan global de l'opération, et pour ce faire, de conclure un avenant n°1 à la convention de mandat conformément aux dispositions de l'article 16.2. de la convention

de mandat. Cette avance sera versée selon l'échéancier introduit au même article 16.2 de la convention par l'avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 à la convention de mandat pour l'opération de rénovation / extension / exploitation du centre de tri DEMETER tel qu'exposé ci-dessus,
- approuver le compte rendu annuel à la collectivité pour l'année 2015 de l'opération de rénovation / extension / exploitation du centre de tri DEMETER,
- approuver le bilan prévisionnel actualisé de l'opération tel que présenté ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1131294-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

**PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC  
– TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - MANDAT POUR LA  
RÉALISATION DE L'UNITÉ DE MÉTHANISATION AMETYST - COMPTE RENDU  
ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ AU TITRE DE 2015 - APPROBATION**

M. C. MEUNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public, rapporte :

Par délibération n°5729 du 26 février 2004, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole au 1er janvier 2015 a autorisé la signature de la convention de mandat avec la SERM pour l'étude et la réalisation de l'unité de méthanisation de Montpellier.

Dans ce cadre, la SERM présente à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) détaillant l'avancement de l'opération, le montant des dépenses arrêté au 31 décembre 2015 et le bilan prévisionnel actualisé de l'opération.

Sur le plan financier, l'arrêt des comptes au 31 décembre 2015 fait apparaître 111 526 K€ T.T.C. de remboursement de mandat correspondant pour la plus grosse part (88 538 K€ H.T.) aux frais d'études et de travaux du groupement titulaire du marché de travaux.

Les recettes sont assurées, d'une part, par le règlement par Montpellier Méditerranée Métropole de la rémunération du mandat et, d'autre part, par le versement d'avances.

En 2015, il n'y a pas eu de versement d'avances. Les remboursements de mandat ont porté sur un montant de 118 K€. Ce qui se traduit par une trésorerie de l'opération au 31 décembre 2015 positive de 229 K€.

Le bilan présenté intègre le Décompte Général du groupement titulaire du marché de travaux devenu définitif le 10 septembre 2013 pour un montant de 104 623 610,48 € T.T.C.

Le bilan approuvé en 2015 avait intégré la suppression d'une provision pour réalisation d'un dispositif de traitement des effluents industriels, hors marché pour un montant de 1 100 K€ HT, mais avait engagé à ce titre une mission d'assistance technique au maître d'ouvrage d'un montant de 28,26 K€ HT dont 20 K€ H.T. ont été réalisés en 2015.

En conséquence, le bilan présenté au CRAC 2015 s'élève à 112 031 K€ TTC, valeur janvier 2016, sans évolution par rapport au CRAC 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel à la collectivité pour l'année 2015 de la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST,
- approuver le bilan prévisionnel actualisé de l'opération tel que présenté ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 04/10/16  
Déposé En Préfecture  
Le : 04/10/16  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20160928-lmc1131292-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

**PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - MANDAT COMPLÉMENTAIRE POUR LA RÉALISATION DE L'UNITÉ DE MÉTHANISATION AMETYST AU TITRE DE 2015 - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION**

M. C. MEUNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public, rapporte :

Par délibération n° 5729 du 26 février 2004, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a autorisé la signature de la convention de mandat avec la SERM pour l'étude et la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST.

Complémentairement, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a autorisé par délibération n° 10431 du 29 septembre 2011, la signature d'un marché complémentaire à la convention de mandat conclue avec la SERM pour la réalisation de l'unité AMETYST, conformément à l'article 35-II-5 du Code des marchés publics, ayant notamment pour objet les travaux complémentaires de défense incendie préconisés par les experts de l'assureur dommages aux biens ainsi que la mission de maîtrise d'œuvre et la réalisation des travaux d'amélioration des conditions d'exploitation du réseau biogaz.

Dans ce cadre, la SERM présente au groupement intercommunal, devenu Montpellier Méditerranée Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015, le compte rendu annuel détaillant l'avancement de l'opération, le montant des dépenses arrêté au 31 décembre 2015 et le bilan prévisionnel actualisé de l'opération.

Le bilan 2015 du mandat complémentaire présenté intègre la réalisation des travaux confortatifs en matière de prévention incendie dans l'ensemble de l'usine, pour un montant arrêté à 1 309 860 € H.T. (montant prévisionnel initial 1 300 700 € H.T.).

Concernant la conception et la réalisation des travaux d'amélioration des conditions d'exploitation du réseau biogaz dont le montant est estimé à 1 850 000 € H.T, la phase diagnostic des études de maîtrise d'œuvre est achevée et les études d'avant-projet sont en cours. Sur ce poste de dépense, les aléas sur travaux s'élèvent à 173 K € H.T. Compte tenu des travaux importants réalisés par l'exploitant dans le cadre du programme de travaux neufs prévu par la nouvelle convention de délégation de service public pour l'exploitation de l'installation, le démarrage des travaux initialement prévu au 1<sup>er</sup> trimestre 2016 a été reporté début 2017.

Le bilan présenté au CRAC 2015 s'élève à 5 168 K€ TTC, valeur janvier 2016, en très légère diminution de 1 K€ H.T. par rapport au bilan 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel à la collectivité pour l'année 2015 de la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST dans le cadre des travaux complémentaires,
- approuver le bilan prévisionnel actualisé de l'opération tel que présenté ci-dessus,
- autoriser monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 04/10/16  
Déposé En Préfecture  
Le : 04/10/16  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20160928-lmc1131293-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

## RESSOURCES HUMAINES





SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

## **RESSOURCES HUMAINES – ADHÉSION À L'AFPOLS - ASSOCIATION POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE DES ORGANISMES DE LOGEMENT SOCIAL**

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

La formation est un levier de compétences. Dans cet esprit, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite faire bénéficier à ces agents d'actions de formation spécifiques à leur métier.

L'AFPOLS a pour objet principal la formation et le développement des compétences des personnes et structures intervenant dans le domaine du logement social. Son action s'inscrit dans le champ de l'habitat et du cadre de vie. Elle s'adresse à toute personne physique ou morale qui intervient, directement ou indirectement, dans le domaine du logement social.

Les champs d'interventions de l'AFPOLS :

- un acteur de référence dans la formation et le développement des compétences dans les métiers et les problématiques stratégiques,
- des formations et des actions d'accompagnement de changement à haute valeur ajoutée professionnelle,
- un levier d'accompagnement de l'évolution des personnels et des entreprises en relation avec les facteurs d'évolution du milieu professionnel.

La cotisation annuelle s'élève à 75 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'AFPOLS,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1130001-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

## **RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS**

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

### **I-Réajustements d'emplois suite à la commission administrative paritaire :**

Dans le cadre des nominations résultant de la Commission Administrative Paritaire relative aux avancements de grade et promotions internes, il convient de procéder à des ajustements d'emplois et de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 1** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 21 septembre 2016.

### **II- Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi :**

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des mises en conformité du cadre d'emploi d'accès au poste mentionnées en **annexe 2** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 21 septembre 2016.

### **III- Suppressions de postes au tableau des effectifs :**

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à la suppression des postes mentionnés en **annexe 3** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 21 septembre 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des mises en conformité, des transformations et des suppressions de postes ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole Budget Principal, chapitre 930, 931, 933, 935, 936, 937 et 938 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1131489-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE  
L'ASSAINISSEMENT**



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

l'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – EAU POTABLE -  
FOURNITURE D'EAU AU TERRITOIRE DU GRAND PIC SAINT LOUP - CONVENTION  
TECHNIQUE ET FINANCIÈRE DE VENTE EN GROS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Par convention approuvée le 16 avril 1980 par Monsieur le Préfet de l'Hérault, la Ville de Montpellier et le le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau (devenu le Syndicat Mixte des Eaux et de l'Assainissement) de la Région du Pic Saint Loup, dans l'optique d'une gestion active de l'aquifère du Lez que la Ville souhaitait entreprendre pour garantir la satisfaction des besoins en eau de ses habitants, se sont mis d'accord pour interconnecter leurs réseaux afin de pallier à tous problèmes pouvant survenir sur les ressources du Syndicat exploitant le même aquifère.

La convention prévoyait que la Ville de Montpellier garantisse au Syndicat de façon définitive et permanente un débit de 167,5 l/s dans la limite d'un volume journalier de 12 340 m3 et qu'en règlement de cette fourniture d'eau, le Syndicat s'acquitte d'une redevance proportionnelle aux volumes fournis et correspondant au prix de revient pour la Ville de l'eau pompée.

Le forage étant situé sur le territoire du Syndicat, la convention stipulait que ce tarif soit substantiellement abaissé pour une durée de quinze ans à compter de la mise en service des ouvrages intervenue en juillet 1983 et qu'au-delà de cette période, l'une ou l'autre des parties puisse demander à ce que le tarif de vente soit revu sans pour autant être supérieur au coût de production.

En 1998, la Ville de Montpellier a donc sollicité le Syndicat pour lui demander la révision du montant de la redevance.

Les discussions entre les deux parties n'ont pas abouti et une action contentieuse a été entreprise en 2002 se soldant le 08 décembre 2008 par un arrêt du Conseil d'État résiliant la convention.

Depuis lors, la fourniture d'eau a été assurée dans le respect des engagements initiaux et de la DUP de la source du Lez mais sans cadre contractuel, notamment financier.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2010, la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Métropole a pris la compétence "Eau potable" de plein droit en lieu et place des communes membres, en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 23 juin 2009.

Elle exerce directement cette compétence sur les communes de Grabels, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades le Lez, Saint Brès, Sussargues, Villeneuve-lès-Maguelone auxquelles il convient d'ajouter les communes de l'ex-syndicat du Salaison, Jacou, Le Crès et Vendargues depuis l'arrêté préfectoral 2013-1-1192 du 19 juin 2013 qui a mis fin à l'exercice de la compétence eau potable de ce syndicat à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2013.

Elle est substituée à ses 18 autres communes membres au sein des Syndicats du Bas Languedoc (SBL) et de Garrigues Campagne (SGC).

Par délibération en date du 28 avril 2015, le Conseil de Métropole a créé l'Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC) Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, en charge du service public de l'eau potable sur les treize communes où la Métropole exerçait en direct sa compétence.

La Métropole définit la politique de l'eau et en fixe les grands objectifs et la Régie est chargée de gérer le service public industriel et commercial de l'eau potable et celui de l'eau brute et rend compte à l'autorité organisatrice de l'accomplissement de ses missions.

A la suite de la fusion effective au 1<sup>er</sup> janvier 2010 des communautés de communes du Pic Saint Loup, de l'Orthus et de Séranne Pic Saint Loup, la Communauté de communes du Grand Pic Saint Loup (CCGPSL) assure la compétence "eau potable" pour les communes qui la composent. Pour 22 communes de son territoire, cette compétence est mise en œuvre par le Syndicat Mixte des Eaux et de l'Assainissement (SMEA) de la région du Pic Saint Loup au sein duquel la Communauté siège en représentation-substitution : Causse de la Selle, Cazevieille, Claret, Combaillaux, Ferrières les

Verreries, Lauret, Le Triadou, Les Matelles, Mas de Londres, Murles, Notre Dame de Londres, Rouet, Saint Gély du Fesc, Saint Jean de Cuculles, Saint Martin de Londres, Saint Mathieu de Trévières, Sauteyrargues, Vacquières, Valflaunès, Viols le Fort et Viols en Laval.

Pour les communes de Saint Clément de Rivière, Saint Jean de Buèges, Saint André de Buèges et Pégairolles de Buèges, la CCGPSL exerce en direct la compétence. Enfin pour toutes les autres communes, Elle adhère au syndicat Garrigues Campagne.

Créé en 1947, le SMEA exerce plusieurs compétences à la carte dont celle de l'eau potable. Il est composé de cinq membres, les communes d'Argelliers, Montarnaud, Saint Paul et Valmalle, et les Communautés de communes du Grand Pic Saint Loup et de la Vallée de l'Hérault.

La source du Lez satisfait environ 75% des besoins du SMEA et 77% de ceux de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

Elle constitue donc un enjeu important pour les parties prenantes et la satisfaction des besoins en eau des populations.

Afin de régulariser la situation contractuelle et de solder le contentieux historique, notamment financier, les collectivités se sont rapprochées en vue d'établir une nouvelle convention de vente d'eau réglant les modalités techniques et financières de cette fourniture garantie.

Au-delà du partage équitable de la ressource et de la juste rétribution des coûts afférents à la mise à disposition de l'eau potable aux parties ayant-droit, ces dernières conviennent de collaborer efficacement et de manière transparente à la préservation de cette ressource majeure.

La nouvelle convention stipule que conformément aux dispositions de l'arrêté de DUP et de la précédente convention, la Régie s'engage à restituer au Syndicat un débit maximal de 167,5 l/s dans la limite d'un volume journalier de 12 340 m<sup>3</sup>.

L'eau sera fournie à un point unique de livraison et de qualité potable suivant les normes en vigueur pour les eaux destinées à la consommation humaine.

Elle est issue essentiellement du captage de la source du Lez mais pourra également provenir de la ressource BRL que la Régie est susceptible d'utiliser comme ressource d'appoint sur l'usine d'Arago ou sur l'usine en projet de Valédeau.

L'eau livrée sera facturée au prorata des volumes enregistrés au point de livraison au prix de 0,148 € H.T par mètre cube. Ce prix est ferme pour une durée de dix (10) ans, soit pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2016 au 31 décembre 2025.

Il correspond au coût de revient de la production d'eau potable avec les ouvrages actuels et à son acheminement par le réseau d'adduction existant jusqu'au point de livraison. Il intègre également le plan prévisionnel de renouvellement de ces équipements sur la durée de la convention et les investissements nécessaires à la consolidation de la production et à sa sécurisation et notamment les aménagements suivants qui seront réalisés par la Régie ou la Métropole ; (i) Modification de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) de la source du Lez et études préalables nécessaires, (ii) Réfection du génie civil d'Arago, (iii) Renouvellement partiel des adducteurs DN 1000 et 1400 mm et (iv) Réhabilitation du réservoir de Valedeau.

Les parties conviennent expressément de se revoir en cas de débits supplémentaires :

- à appeler par la CCGPSL suite à l'identification de besoins nouveaux dans le cadre notamment de l'élaboration de son SCOT ou de son Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable ;
- à fournir par la Métropole suite à de nouvelles capacités de production offertes par la Régie,
- autorisés dans le cadre de la révision de la DUP de la source du Lez.

A cette occasion, les parties examineront l'évolution des hypothèses prises en compte pour l'établissement du coût de revient, et concernant notamment les besoins du milieu aquatique fixés par les services de l'Etat, les conditions de production autorisées par la DUP, les coûts d'exploitation



constitutifs du tarif, dont les charges de personnel, d'énergie, et de réactifs, ainsi que l'avancement des aménagements réalisés sur le système de production retenus pour l'établissement du tarif.

D'autre part, le Syndicat et la Métropole s'entendent pour apurer le règlement de la facturation des volumes livrés postérieurement à l'arrêt du Conseil d'Etat portant résiliation de la convention initiale.

Pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2009 au 31 décembre 2015, la livraison d'eau représente un volume de 16 502 705 m<sup>3</sup> arrondi à 16,5 Mm<sup>3</sup> et dont le coût de revient de production a été évalué à 0,1230 € H.T. le m<sup>3</sup>, soit un total de 2 029 500 € H.T. Sur ce volume, le Syndicat a honoré régulièrement un règlement partiel des factures présentées pour un montant total de 565 158 €, sur la totalité des volumes prélevés. De ce fait, le reliquat à verser par le Syndicat à la Métropole au titre des volumes déjà livrés entre le 1<sup>er</sup> janvier 2009 et le 31 décembre 2015 s'établit donc à 1 464 342 € H.T.

Ce montant, majoré du taux de TVA en vigueur, soit 5,5%, sera réglé pour solde de tout compte en un versement à la Métropole, dans un délai d'un mois après présentation de la facture reprenant ces éléments.

Cette nouvelle convention est soumise pour approbation et autorisation de signature :

- au conseil de communauté du Grand Pic Saint-Loup le 20 septembre 2016,
- au conseil d'administration de la Régie de l'Eau le 10 octobre 2016,
- au comité syndical du SMEA, dans les meilleurs délais, réuni spécifiquement pour cela.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de vente d'eau en gros entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup, la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat mixte d'eau et d'assainissement du Pic Saint Loup,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1131934-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – EAU POTABLE  
- GOUVERNANCE - ADHÉSION DE LA COMMUNE DE VIAS AU SYNDICAT  
INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU DES COMMUNES DU BAS LANGUEDOC -  
AVIS DE LA MÉTROPOLE**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Au 1<sup>er</sup> janvier 2010, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole en 2015, a pris la compétence « Eau potable » de plein droit en lieu et place des communes membres, en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 23 juin 2009. Elle exerce directement cette compétence sur les communes de Grabels, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Villeneuve-lès-Maguelone auxquelles il convient d'ajouter les communes de l'ex-syndicat du Salaison, Jacou, Le Crès et Vendargues depuis l'arrêté préfectoral 2013-1-1192 du 19 juin 2013 qui a mis fin à l'exercice de la compétence eau potable du syndicat à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2013.

La Métropole est substituée aux communes de Baillargues, Beaulieu, Castelnau-le-Lez, Castries, Clapiers, Montaud, Restinclières, Saint-Drézéry et Saint Geniès des Mourgues au sein du Syndicat Intercommunal de Garrigues Campagne.

Elle est substituée aux communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel-lès-Montpellier, Pignan, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas et Saussan au sein du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau des communes du Bas Languedoc (SBL).

Par délibération en date du 10 juin 2016, la commune de Vias a sollicité son adhésion au SBL en vue de transférer à ce dernier ses compétences en matière de production, adduction et distribution d'eau. Par délibération du Comité Syndical en date du 27 juin 2016, le SBL a approuvé à l'unanimité cette demande d'adhésion.

Les organes délibérants des membres du syndicat disposent dès lors d'un délai de 3 mois à compter de la réception de la délibération du Conseil syndical pour faire connaître leur avis, l'adhésion étant prononcée in fine par arrêté préfectoral.

Il appartient donc désormais au Conseil de Métropole de délibérer concernant l'adhésion de la commune de Vias au syndicat.

Cette adhésion va permettre la mise en œuvre de l'approvisionnement en eau de cette commune depuis les ressources exploitées par le SBL, notamment les pompages sur la nappe alluviale de l'Hérault sur la commune de Florensac, et soulager ainsi les prélèvements sur la nappe astienne, en déficit quantitatif. Par ailleurs, cette solution va permettre de répondre aux besoins nouveaux exprimés par la commune de Vias, en lien avec son projet de PLU. En conséquence, il est proposé de donner un avis favorable.

Toutefois, il est rappelé le souhait de la Métropole d'une gouvernance partagée, transparente et adaptée des politiques en matière de gestion des ressources en eau sur le territoire du Syndicat. En effet, les choix à opérer doivent être construits à partir d'hypothèses de développement urbain en cohérence avec les politiques publiques d'aménagement du territoire menées par les EPCI concernés, ces hypothèses peuvent être très impactantes sur la nature et le dimensionnement des équipements à construire, et donc sur le prix de l'eau payé par les usagers.

L'actualisation en cours du Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable du Syndicat devrait dans un premier temps permettre de mieux appréhender l'impact de l'adhésion de la commune de Vias sur les ressources en eau du syndicat et sur la capacité de ce dernier à assurer sur le long terme la satisfaction des besoins des territoires actuellement alimentés et notamment les communes de la Métropole.

Dans un second temps, la Métropole appelle à une réflexion inter-SAGE à mener par les 3 Commissions Locales de l'Eau concernées par les ressources exploitées et distribuées par le SBL, à savoir les CLE Hérault, Thau et Lez-Mosson. Ce travail collaboratif permettrait de partager et de débattre des ressources dans le cadre du Plan de Gestion des Ressources en Eau (PGRE) du fleuve Hérault.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de la Commune de Vias au Syndicat Intercommunal d'Eau des Communes du Bas Languedoc, pour la totalité des compétences en matière de production, adduction et distribution d'eau, et ce, à compter de la date d'entrée en vigueur de l'arrêté préfectoral prononçant l'extension du périmètre du Syndicat à la commune de Vias,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1130303-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – EAU POTABLE ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE - PROJET DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT - SITE PILOTE PROGICIEL NAEGA - CONVENTION D'APPLICATION AVEC CONSCILO CREALEAD - DEMANDES D'AIDES FINANCIÈRES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est compétente sur l'ensemble du cycle de l'eau depuis l'approvisionnement en eau potable et en eau brute jusqu'au traitement des eaux usées en passant par la lutte contre les inondations.

Cet ensemble de compétences s'est construit par étapes depuis 2002 traduisant la volonté de la Métropole de devenir l'acteur essentiel de la définition et de la mise en œuvre d'une politique globale de l'eau à l'échelle de son territoire.

Les compétences de la Métropole liées au cycle de l'eau mais aussi celles relatives à l'aménagement du territoire et au développement économique permettent de coupler les enjeux et d'assurer la cohérence des politiques locales.

Toutefois, cela nécessite une interactivité dans la définition et la déclinaison de ces politiques respectives et suppose notamment une actualisation permanente des documents de planification du service de l'eau potable tel que le Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable approuvé en mai 2014. C'est pourquoi, il est proposé le développement d'un outil de pilotage dynamique et interactif conformément à l'action IV-12 du Contrat de Métropole signé avec l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse.

Cette dernière consiste en la réalisation d'un programme de recherche et développement avec la société CONSCILO Crealead, domiciliée à Montpellier, qui développe le Progiciel NAEGA, Progiciel d'assistance au pilotage dynamique des services d'eau potable.

NAEGA se présente comme un outil web de synthèse et de valorisation des données sur l'eau, en appui au pilotage global des services d'eau potable. NAEGA assemble et articule en un seul outil l'ensemble des maillons de la gestion d'un service d'eau potable, reconstituant la chaîne de décision nécessaire à cette mission de service public (i) Connaissances du patrimoine de l'eau et de son fonctionnement (ressource en eau, consommation, réseau), (ii) Aménagement du territoire, perspectives eau et urbanisme, (iii) Budget du service d'eau et tarification et (iv) Planification et suivi des actions

Ce projet de R&D a pour objet de tester le Progiciel au sein de la Métropole en tant que tout premier site Pilote. Cette installation à grande échelle devra permettre de valider ce type d'outil en tant que réponse opérationnelle au besoin de pilotage dynamique d'un service d'eau potable.

Pour la Métropole, la révision en cours du SCoT et l'élaboration prochaine du PLUi constituent un champ d'expérimentation intéressant, le Progiciel étant doté, par exemple, d'un outil prospectif pour l'évaluation de l'impact de l'aménagement du territoire sur les ressources en eau.

La durée maximale de ce projet est de vingt-quatre (24) mois incluant une maintenance de 12 mois de l'outil. Un comité technique sera mis en place pour le pilotage du projet, composé des représentants de Conscilo Crealead ainsi que des services opérationnels et supports concernés de la Métropole et de la Régie des Eaux.

Le montant de ce programme développé par Conscilo Crealead est de 30 000 €. S'agissant d'un programme de recherche et développement pouvant bénéficier à Conscilo Crealead, ce dernier contribuera financièrement à hauteur de 50% du montant total, soit 15 000 €.

La Métropole, qui conservera pour les besoins de son service la version développée du Progiciel, apportera une contribution également à hauteur de 50% et sollicitera sur sa part une subvention

financière auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse telle que prévue au contrat de la Métropole.

Cette convention de recherche et développement est exclue de l'application des dispositions de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics (article 14 de l'ordonnance)

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention d'application du projet de recherche-développement NAEGA avec la société Conscilo,
- solliciter le concours financier de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'eau potable, chapitre 011,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1130307-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s) :

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es) :

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es) :

Mme P. DANAN



**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – CONTRATS DE DÉLÉGATION DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE - DOCUMENT D'EXÉCUTION DE LA PROCÉDURE DE FIN DE CONTRATS - SOCIÉTÉ VEOLIA - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Par délibérations du 28 avril 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé les avenants de fin de contrats de délégation du service public de l'eau potable avec VEOLIA sur les communes de Juvignac, Lattes, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez et Villeneuve-lès-Maguelone, d'une part et avec VEOLIA et Pays de l'Or Agglomération sur les communes de Jacou, le Crès, Vendargues et Saint Aunès, d'autre part.

Ces avenants ont défini les procédures de fin des contrats de délégation du service. Elles concernaient le patrimoine et l'état de remise des biens, le système d'information, le rendu des données techniques, d'exploitation et de gestion clientèle, le personnel affecté au service, les éléments comptables et financiers et les engagements contractuels éventuels des différents services. Afin de garantir les contrôles des dispositions contractuelles, plusieurs dates jalons ont été fixées à la notification de l'avenant, au 1<sup>er</sup> juin 2015 puis à la fin de chaque contrat.

Les avenants reportaient après l'échéance des contrats l'établissement des bilans financiers intégrant :

- le bilan des comptes de renouvellement ainsi que la valorisation des biens appartenant au délégataire mais indispensables à la continuité du service et qui devaient être rachetés par le service public, en fonction de la réalité des travaux de renouvellement réalisés en fin de contrat et de l'inventaire du patrimoine et du stock ;
- le montant des indemnités dues en conséquence de l'échéance anticipée de certains contrats en application de la législation et de la jurisprudence en vigueur. En effet, l'article 1<sup>er</sup> des avenants conclus en 2015 ramenait au 31 décembre 2015 la date de fin des contrats suivants :
  - contrat du service public de l'eau potable sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone, dont l'échéance contractuelle était fixée au 30 juin 2015,
  - contrat du service public de l'eau potable sur les communes de Jacou, le Crès, Vendargues et Saint Aunès, dont l'échéance contractuelle était fixée au 31 janvier 2017,
  - contrat du service public de l'eau potable sur la commune de Prades-le-Lez, dont l'échéance contractuelle était fixée au 31 décembre 2017.

Il convient aujourd'hui d'approuver le montant de ces indemnités arrêté dans des documents d'exécution des avenants de fin de contrats.

Après négociation et en exécution des articles 23.4 « indemnité d'interruption anticipée » de chaque avenant, les parties ont fixé le montant de l'indemnité correspondant aux investissements initiaux qui n'étaient pas complètement amortis du fait de la réduction légale de la durée de ce contrat.

Cette indemnité s'élève à un montant de 82 631 € au titre des communes de Jacou, Le Crès, Vendargues et 32 980,59 € au titre des communes de Villeneuve-lès-Maguelone et Prades-le-Lez. Concernant l'indemnité portant sur la commune de Saint Aunès, Pays de l'Or Agglomération a donné son accord de principe pour appliquer les mêmes méthodes de calcul que pour les autres communes relevant du même contrat et se prononcera définitivement par délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les projets de documents d'exécution des procédures de fin de contrats clôturant le bilan financier de l'exécution des contrats de délégation du service public de l'eau potable sur les communes de Jacou, Le Crès, Vendargues, Prades-le-Lez et Villeneuve-lès-Maguelone,
- dire que les crédits nécessaires au paiement des indemnités sont inscrits aux chapitres 67 et 21 du budget annexe de l'eau potable.
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1128326-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

## **SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE DE L'EAU POTABLE ET DE L'EAU BRUTE POUR L'ANNÉE 2015 - ADOPTION**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

En application de l'article L.2224-5 du Code général des collectivités territoriales, il doit être présenté au Conseil de Métropole un rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'eau potable et de l'eau brute. Ce dernier doit par ailleurs respecter les exigences fixées par la loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006 et le décret du 2 mai 2007, notamment avec la mise en œuvre d'indicateurs de performance.

Montpellier Méditerranée Métropole exerce depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010 la compétence « Eau Potable » de plein droit en lieu et place des Communes membres en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 22 juin 2009.

Montpellier Méditerranée Métropole intervient en propre sur 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone. Elle intervient selon le principe de représentation-substitution pour les 18 autres, au sein des syndicats mixtes du Bas-Languedoc ou de Garrigues-Campagne.

Par application de l'arrêté préfectoral n°2008-1-3230 du 11 décembre 2008, Montpellier Méditerranée Métropole exerce également la compétence « Développement et gestion des réseaux d'acheminement de l'eau brute du Bas Rhône et du Languedoc, dite « Eau Brute », de plein droit en lieu et place des communes membres.

Le service public de l'eau potable concerne près de 1 236 km de réseau d'adduction et de distribution, 61 104 branchements, 30 réservoirs d'une capacité totale de 113 800 m<sup>3</sup>.

La ressource principale est la source du Lez, pour un débit de prélèvement autorisé de 1700 l/s qui alimente l'usine de clarification et de traitement François Arago à Montpellier. En complément de la source du Lez, lors de la période d'étiage, l'eau du canal BRL peut être distribuée après traitement sur la même station François Arago, adaptée en conséquence.

Les communes de Montpellier et Juvignac sont exclusivement alimentées par la source du Lez. Les communes de Grabels, Jacou, Le Crès, Montferrier-sur-Lez et Vendargues sont aussi alimentées par la source du Lez pour partie. Seuls des forages locaux alimentent les communes de Saint-Brès, Sussargues et Villeneuve-lès-Maguelone. Pour les communes de Lattes et Pérols, l'alimentation est assurée par l'eau du Bas-Rhône Languedoc traitée par l'usine de potabilisation de Vauguières, dont la gestion relève de la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or.

Au global, en 2015, 32 215 858 m<sup>3</sup> d'eau ont été mis en distribution, 23 441 192 m<sup>3</sup> ont été facturés aux usagers du service public de l'eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole et 2 546 047 m<sup>3</sup> vendus en gros aux collectivités hors territoire de la Métropole.

En terme d'organisation du service, par délibération en date du 7 mai 2014, la Métropole a adopté le principe d'une gestion en régie de son service public de l'eau potable sur les treize communes et de son service de l'eau brute pour l'ensemble du territoire métropolitain et ce à compter du 1er janvier 2016.

La Régie des Eaux a été créée par délibération du 28 avril 2015 sous forme d'une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière. Son Conseil d'Administration est composé de 20 membres, 14 membres issus du Conseil de Métropole, 4 représentants d'associations de consommateurs ou de défense de l'environnement, une personnalité qualifiée et un représentant du personnel, tous à voix délibérative.

Les contrats de délégation de service public en vigueur jusque-là arrivant pour la plupart à échéance au 31 décembre 2014, il a été convenu, pour assurer la continuité du service public et permettre à la Métropole de disposer du temps nécessaire à l'organisation et la mise en place de la Régie, d'aligner l'échéance desdits contrats au 31 décembre 2015, conformément à l'article L.1411-2-a du Code général des collectivités territoriales. Des protocoles de fin de contrat ont été établis par avenant aux contrats

existants afin d'assurer la continuité de service et de gérer en transparence la passation entre les délégataires et la nouvelle Régie.

Ainsi, en 2015, l'exploitation du service fait l'objet de 6 contrats de délégation de service public pour 12 des 13 communes et est assurée en régie avec contrat de prestation de services pour la commune de Grabels.

La tarification au 1<sup>er</sup> janvier 2016 est votée par la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à la convention d'objectifs la liant la Métropole, qui fixe l'absence d'augmentation tarifaire sur les cinq années à venir.

Le tarif fixé par la Régie conduit à une baisse à hauteur de 10% et se décompose comme suit :

- une partie fixe semestrielle, fonction du diamètre du compteur, de 9 € H.T. pour un compteur de 20 mm ou moins,
- une partie proportionnelle dont le montant est fixé à 1 € HT pour la tranche inférieure ou égale à une consommation de 120 m<sup>3</sup> par an et à 1,123 € HT pour la tranche supérieure à 120 m<sup>3</sup> par an.

Le Schéma directeur d'Adduction d'Eau Potable est en phase de mise en œuvre, notamment sur le volet protection et sécurisation des ressources en eau.

Ainsi, suite à l'étude de protection de l'aire d'alimentation des captages de Garrigues Basses à Sussargues et Bérange à Saint Génès des Mourgues, le programme d'actions de reconquête de la qualité des eaux a été approuvé en mars.

Sa mise en œuvre conjointe avec le syndicat des eaux Garrigues Campagne s'est traduite par le recrutement d'une animatrice.

Le même type d'études sur les captages du Flès à Villeneuve-lès-Maguelone a été engagé en janvier 2015 avec la mise en place du comité de pilotage.

La révision de la Déclaration d'Utilité Publique des captages de Grabels et de l'autorisation de mise en service du forage des Terrasses de la Mosson nécessitent des compléments d'études et des essais de pompage qui seront réalisés en 2016.

Par ailleurs, une des premières opérations d'importance du schéma directeur a pu être concrétisée en 2015. Il s'agit de la sécurisation de l'alimentation en eau de la commune de Montferrier-sur-Lez, dont le système de distribution a été interconnecté avec la conduite principale de diamètre 1000 mm alimentant le territoire de la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup. Cette opération va permettre à terme l'abandon sur cette commune des captages du Fescou et de Pidoule présentant des problématiques de qualité d'eau et la suppression des prélèvements dans la nappe alluviale du Lez. Le budget 2015 consacré à ce projet a été de 654 000 € HT.

Enfin, au titre de ses obligations contractuelles, le délégataire du service sur la Commune de Montpellier a assuré la réalisation de travaux sur les ouvrages de production. Ces travaux ont consisté en :

- l'équipement du 4<sup>ème</sup> puits de l'usine d'exploitation la source du Lez, permettant l'augmentation du débit réservé du Lez de 160l/s à 180l/s et ainsi la protection renforcée du Chabot du Lez, espèce endémique de ce fleuve ;
- la pose d'une vanne sur la canalisation en diamètre 1400 mm d'adduction d'eau de la Source du Lez à la station de traitement Arago ;
- la réfection de la peinture de cette même canalisation au niveau des deux traversées aériennes du Lez.

Sur la thématique de la protection de la ressource, mais aussi des économies d'eau, la Métropole a continué à renouer et renforcer ses liens avec le milieu de la recherche fortement présent localement sur le domaine de compétences ainsi qu'avec ses autres partenaires institutionnels.

Le programme de recherche et développement PRD4 démarré en 2013 s'est achevé en 2015. En partenariat avec IBM, Véolia Eau et M2O city, ce programme, bâti autour du thème Eau et Télérelève, propose d'explorer l'interopérabilité de la télérelève pour différents services urbains et en ce qui

concerne le service de l'eau potable d'apporter des applications concrètes aux usagers et à l'exploitant ainsi que des tableaux de bord de pilotage à l'autorité organisatrice.

Il a donné lieu à une communication scientifique au congrès 2016 de l'ASTEE.

Très investie dans les économies d'eau, la Métropole a répondu et à l'appel à projets de l'Agence de l'eau "Economisons l'eau" a été retenue pour des travaux de sectorisation portés par la Régie (485 000 € HT) et le projet AQUAMETRO (300 000 € HT) porté par l'Agence Locale de l'Energie et du Climat. Toujours sur cette thématique, elle participe avec l'IRSTEA, Nantes Métropole, Veolia, la Ville de Metz et le syndicat des eaux Garrigues Campagne à la thèse de recherche "Connaître et prévoir la consommation en eau urbaine en France. De l'intérêt de combiner une vision nationale et la constitution d'observatoires locaux".

En termes de travaux, les investissements portés par Montpellier Méditerranée Métropole en 2015 se sont élevés à 3,1 M€ consacrés pour l'essentiel à des travaux d'extension et/ou de renforcement des réseaux, à des travaux d'accompagnement de voirie, et à des travaux sur les ouvrages de production.

Sur les performances du service, 1697 branchements plomb ont été remplacés et 545 fuites réparées. Ces réparations de fuites contribuent à la maîtrise du rendement des réseaux de distribution sur les 13 communes, le rendement moyen s'élevant pour l'année 2014 à 79,2 %. Par ailleurs, le programme de renouvellement des compteurs d'eau a été renforcé lors de la passation des avenants de fin de contrats dans l'objectif de limiter l'âge des compteurs à 15 ans sur l'ensemble du parc. Ainsi, en 2015, 9674 compteurs ont été renouvelés sur l'ensemble du service.

Concernant la qualité, l'eau distribuée sur les 13 communes pour lesquelles Montpellier Méditerranée Métropole exerce directement la compétence présente un taux de conformité supérieur à 99 % pour les paramètres microbiologiques et supérieur à 98% pour les paramètres physico-chimiques.

Le rapport annuel 2015 sur le prix et la qualité du service reprend le détail des éléments mentionnés ci-dessus, en s'appuyant le cas échéant sur les bilans annuels remis par les délégataires au titre de l'article L-1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par arrêté préfectoral n°2008-1-3230 du 11 décembre 2008, Montpellier Méditerranée Métropole a pris la compétence « Développement et gestion des réseaux d'acheminement de l'eau brute du Bas Rhône et du Languedoc » afin de permettre l'arrosage d'espaces verts publics ou privés préservant ainsi les ressources locales destinées à l'alimentation en eau potable locale.

A la suite de la dissolution du Syndicat Intercommunal de Travaux d'Irrigation de la Vallée du Salaison (SITIVS), depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013, les communes de Jacou, Clapiers et Vendargues sont gérées par le service d'eau brute de la Métropole, représentant une centaine d'abonnés supplémentaires.

Au même titre que l'eau potable ou l'assainissement collectif comme non collectif, l'eau brute est un Service Public Industriel et Commercial (SPIC) qui se finance uniquement par les recettes perçues auprès des usagers. En 2015, les recettes perçues au titre des ventes d'eau brute aux 305 abonnés du service se sont élevées à 238 24754 € H.T. pour un volume facturé de 313 000 m<sup>3</sup>.

La structure et le niveau tarifaire pour l'ensemble du service sont, comme pour ceux de l'eau potable, fixés et votés par la Régie. Ils se déclinent comme suit :

- Tarification Eau Brute à Usages Divers (EUD) :
  - o Abonnement annuel : 63,16 € H.T. par m<sup>3</sup>/h souscrit
  - o m<sup>3</sup> consommé : 0,55 € H.T. par m<sup>3</sup>
- Tarification Petits Consommateurs (limité à un abonnement maximum de 2 m<sup>3</sup>/h) :
  - o Abonnement annuel pour 2 m<sup>3</sup>/h : 63,16 € H.T.
  - o m<sup>3</sup> consommé : 0,55 € H.T. de 0 à 70 m<sup>3</sup>
  - o m<sup>3</sup> consommé : 1,42 H.T. par m<sup>3</sup> au-delà de 70 m<sup>3</sup>
- Tarification Agricole :
  - o Abonnement annuel : 63,16 € H.T. par m<sup>3</sup>/h souscrit

Délibération n° 14107

- m<sup>3</sup> consommé : 0,134 € H.T. par m<sup>3</sup>

Les six rapports annuels 2015 des délégataires comme le rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'eau potable et de l'eau brute ont été examinés par la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) réunie le 26 septembre 2016 conformément à l'article L.1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel 2015 sur le prix et la qualité du service de l'eau potable et de l'eau brute,
- autoriser sa transmission à toutes les communes de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1131233-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEOUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN



**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT POUR L'ANNÉE 2015 - ADOPTION**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

En application de l'article L.2224-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), il doit être présenté au Conseil de Métropole, un Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service de l'assainissement (RPQS). Ce dernier doit par ailleurs, respecter les exigences fixées par la loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 et le décret du 2 mai 2007, notamment avec la mise en œuvre d'indicateurs de performance.

En 2015, le service public de l'assainissement concerne 1479 km de réseaux, dont 1277 km en gravitaire, 210 postes de refoulement et 15 stations d'épuration. La capacité de traitement cumulée de ces dernières est de 581 100 Equivalents-Habitants, soit près de 34,5 millions de m<sup>3</sup> traités et près de 22,9 tonnes de DBO<sub>5</sub>/jour (Demande Biologique en Oxygène sur 5 jours). Près de 26,2 millions de m<sup>3</sup> ont été facturés à 101 405 abonnés.

S'agissant des investissements et de la modernisation des équipements, la mise en œuvre du schéma directeur d'assainissement s'est poursuivie en 2015.

En matière de collecte, en accompagnement des travaux routiers menés par le Département de l'Hérault sur la RD65, une partie amont de l'Intercepteur Est a été posée par anticipation entre le rond-point d'Agropolis et Botanic sous la nouvelle piste cyclable.

Sur la partie amont, 4,3 km de réseaux ont été posés sur 2010/2014 ce qui représente un budget d'environ 2,95 M€ H.T.

En 2015, la pose d'un tronçon en refoulement de 420 ml pour un budget de 700 000 € H.T. a également été lancée dans le quartier Navitau à Castelnau-le-Lez. Les travaux se finalisent en 2016. Toutefois la mise en service de ces ouvrages ne sera effective que dès lors que l'ensemble de l'intercepteur sera posé. Ce nouvel équipement permettra à terme de passer tout ce secteur en assainissement collectif.

Dans sa partie aval sous l'avenue de la Pompignane, 2,2 km de réseaux en diamètre 1200 mm ont été posés en technique sans tranchée. Le budget 2015 consacré à ces travaux s'est élevé à près de 8,15 M € HT sur un montant total de 10 M€ H.T. La durée de travaux est évaluée à 18 mois et s'échelonne de septembre 2014 à mars 2016.

En matière d'épuration, la nouvelle station intercommunale sur Saint Génès des Mourgues, de capacité nominale 7200 équivalents-habitants, remplace celle équipant jusque-là cette commune mais aussi celle de Sussargues, ces deux installations ayant des capacités et performances devenues insuffisantes. Cette nouvelle station permet de préserver les périmètres rapprochés des captages d'eau potable de Fontmagne et Garrigues Basses sur Sussargues et d'améliorer la qualité des eaux du Bérange et de l'étang de l'Or, milieu récepteur final. Outre la construction de la nouvelle unité de traitement, un réseau de transfert des effluents de Sussargues vers Saint Génès des Mourgues a été créé avec la pose de 4,25 km de canalisation de diamètre DN200 à DN300 mm et la construction d'un poste de refoulement au niveau du stade Jules Rimet de Sussargues. Le montant total de cette opération s'élève à 5,7 M€ H.T. La mise en service de l'ensemble des équipements a été effectuée en novembre 2015.

Enfin, le schéma directeur approuvé en 2004 prévoyait la suppression d'une dernière station d'épuration, celle située sur la commune de Castries, et le raccordement des effluents sur la station d'épuration MAERA. Pour cela, les études ont débuté en vue de la pose d'un collecteur de transfert des effluents de 2,26 km en diamètre 200 mm depuis la station de Castries jusqu'au poste de refoulement de Vendargues qui transfère d'ores et déjà vers MAERA les effluents de cette dernière commune mais aussi ceux d'une partie de Saint-Aunès. Le coût du projet est évalué à 1,9 M€ H.T. L'année 2015 a permis de finaliser les études et de lancer les consultations d'entreprises. Ces travaux seront exécutés sur 2016 et 2017.

Concernant la principale station du territoire, MAERA, suite à l'approbation du programme de travaux en vue de son extension et son optimisation pour un montant d'opération de 67 à 81 M€ H.T., les études réglementaires correspondantes ont débuté courant 2015. Un marché d'assistance à maître d'ouvrage a également été confié à un groupement de bureau d'études qui réalisera les études de conception à compter de 2016.

Globalement, les dépenses du budget annexe de l'assainissement se sont élevées en 2015 à 38 millions d'euros T.T.C., dont 13,48 millions d'euros de dépenses réelles d'investissement pour les travaux liés au schéma directeur et 4,23 millions d'euros consacrés aux travaux dans les communes hors Schéma Directeur d'Assainissement.

En terme d'organisation du service, l'exploitation est déléguée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, sur la totalité des 31 communes membres, dans le cadre de 3 nouveaux contrats de délégation de service public d'une durée de 7 ans, soit jusqu'en 2021 :

- contrat d'affermage pour le traitement des eaux usées par la station d'épuration MAERA (VEOLIA EAU) ;
- contrat d'affermage pour la collecte des eaux usées sur les communes raccordées à la station d'épuration MAERA (VEOLIA EAU) ;
- contrat d'affermage pour la collecte et le traitement des eaux usées sur les communes des secteurs est et ouest (AQUALTER).

Les nouveaux contrats reposent sur :

- la définition d'objectifs d'amélioration du service associés à des critères de performance mesurables,
- des obligations et des outils assurant la transparence de leur exécution vis-à-vis de l'autorité délégante mais aussi des abonnés.

Des pénalités viennent sanctionner le non-respect des obligations réglementaires ou contractuelles.

Ces modalités contractuelles nécessitent la mise au point d'un nouveau système de pilotage. Une convention de recherche et de développement a été conclue pour une période de 3 ans avec l'IRSTEA visant à mettre en perspective cette évolution nécessaire des outils destinés à la fois au suivi quotidien des contrats mais aussi aux instances de gouvernance et aux usagers.

Par ailleurs, ces nouveaux contrats prévoient la dotation de fonds visant à financer des actions d'amélioration des équipements ciblées et programmées sur la durée du contrat.

Sur 2015, les principales actions ont porté sur :

- la lutte contre les odeurs, avec la couverture partielle des ouvrages de la station d'épuration MAERA et la mise en place de capteurs d'odeurs sur la commune de Lattes,
- l'installation d'instruments de mesure sur les réseaux de collecte des eaux usées en vue de procéder à leur diagnostic permanent. Cette action a pour objectif d'identifier précisément et de prioriser selon des ratios coût/bénéfice la nature des actions d'amélioration possible au bénéfice des usagers et du milieu naturel,
- le renouvellement d'équipements sur près d'1/5<sup>ème</sup> des postes de refoulement.

En matière d'indicateurs techniques, la croissance du nombre d'abonnés du service est encore confirmée en 2015, avec un taux de plus 3,15%, et une évolution légèrement à la baisse des volumes facturés de -0,37% par rapport à 2014.

Le prix de l'assainissement au 1<sup>er</sup> janvier 2016, comprenant les parts distributeur et intercommunale, a été fixé à 1,29 euros H.T. par m<sup>3</sup>, en baisse de 9%. Cette baisse a pu être consentie sans diminution du niveau des investissements à réaliser dans les prochaines années, grâce aux prix globalement à la baisse proposés par les titulaires des nouveaux contrats d'affermage (parts distributeurs).

Le rapport pour l'année 2015 reprend le détail des éléments mentionnés ci-dessus, en s'appuyant le cas échéant sur les bilans annuels fournis par les délégataires au titre de l'article L.1411-3 du Code général

des collectivités territoriales (CGCT). Ces bilans attestent de la conformité des rejets de toutes les stations d'épuration, et de l'amélioration progressive de la qualité du milieu naturel grâce aux efforts consentis toutes ces dernières années. Le marché du suivi des rejets en mer et du Lez a été renouvelé pour 5 ans à compter du 1er janvier 2015.

Par ailleurs, les efforts se poursuivent en matière de contrôle des effluents collectés. En 2015, 217 nouveaux établissements ont engagé une démarche d'autorisation de déversement d'effluents non domestiques. La Cellule des Rejets Industriels et des Déchets toxiques (CRIDt) enregistre désormais un total de 451 entités susceptibles de rejeter des effluents non domestiques et qui concernent 430 entreprises. 86 établissements disposent aujourd'hui d'un arrêté d'autorisation de déversement notifié. Par ailleurs, 16 conventions tripartites entre les professionnels, Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant de la station d'épuration MAERA ont été signées en 2015, autorisant le dépotage sur la station d'épuration MAERA pour une durée de 3 ans.

Enfin, une baisse du montant de la redevance est appliquée à l'ensemble des abonnés non domestiques depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015. Il s'agit de limiter et d'encadrer la valeur du coefficient de pollution qui intervient dans son calcul, de manière à réduire les disparités, rendre plus soutenable économiquement la redevance non domestique tout en maintenant son caractère incitatif selon le principe du pollueur-payeur.

Concernant le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC), assuré en régie sur les 4252 installations dénombrées sur le territoire métropolitain, un total de 351 contrôles a été effectué en 2015, dont 23 contrôles diagnostics de l'existant, 215 vérifications du bon fonctionnement et de l'entretien, 68 vérifications de la conception des travaux et 45 vérifications de la conception et de l'exécution des travaux.

Les rapports annuels 2015 des délégataires comme le rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'assainissement ont été examinés par la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) réunie le 26 septembre 2016, conformément à l'article L.1413-1 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Rapport annuel 2015 sur le Prix et la Qualité du Service de l'assainissement,
- autoriser sa transmission à toutes les communes de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1130710-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

## SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

**SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – APPRENTISSAGE DE LA NATATION - CLUBS ET ASSOCIATIONS SPORTIVES - AFFECTATION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS D'ATTRIBUTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de ses priorités d'actions depuis plusieurs années, s'est engagée, à assurer l'apprentissage de la natation auprès des scolaires de l'enseignement primaire.

En complémentarité de cette intervention, elle a lancé depuis 2013, l'opération Prévention des Noyades, en prélude aux saisons d'été, afin de promouvoir la sécurité des bonnes pratiques de baignade auprès d'un large public.

Pour compléter ces actions, la Métropole a le projet de lancer le dispositif « J'apprends à nager », au sein de ses piscines, durant les périodes de petites vacances scolaires, en partenariat avec la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et les clubs phares locaux de natation.

L'objectif de ce dispositif, est de permettre à tous les enfants entrant en classe de 6° de savoir nager. Une priorité est donnée aux enfants issus des quartiers ciblés dans le cadre de la politique de la Ville.

Des stages gratuits d'apprentissage ou de renforcement des acquis, en vue d'obtenir le test Sauv'Nage, validé par le Conseil Interfédéral des Activités Aquatiques, seront donc organisés dans sept piscines métropolitaines, en coopération avec six clubs de natation à partir des vacances d'automne 2016 :

- au Centre Nautique Neptune avec le Montpellier Paillade Natation,
- à la piscine Spilliaert avec le Montpellier Nat Synchro,
- à la piscine Vives avec le Montpellier Sauvetage,
- à la piscine Berlioux avec le Montpellier Triathlon,
- dans les piscines Nakache et Taris avec l'ASPTT,
- à la piscine Pitot avec Aqualove Sauvetage.

Pour ce faire, une ligne d'eau sera mise à disposition gratuitement des clubs partenaires, durant les jours d'ouverture au public de 9h à 11h30, ce qui permettra d'organiser trois cours par jour, durant la totalité des 3 périodes de vacances scolaires (automne, hiver et printemps). La capacité d'accueil d'enfants sur l'ensemble des stages et des périodes est fixée à 462 places.

Pour soutenir l'intervention des clubs partenaires, il est proposé d'attribuer à chacun d'entre eux une subvention de fonctionnement de 1000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le lancement du projet « J'apprends à nager » dans le réseau des piscines,
- approuver l'attribution de ces subventions dont le versement est conditionné par la signature d'une convention d'attribution,
- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 14100

Certifié Exécutoire  
Publié le : 04/10/16  
Déposé En Préfecture  
Le : 04/10/16  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20160928-lmc1131207-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s) :

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es) :

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es) :

Mme P. DANAN



**SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – CLUBS ET ASSOCIATIONS SPORTIVES  
- AFFECTATION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS D'ATTRIBUTIONS -  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Au regard de ses compétences la Métropole est un acteur fort et reconnu dans le développement du sport au niveau local, national et international.

A ce titre, conformément à la délibération n°4846 du 26 septembre 2002, Montpellier Méditerranée Métropole accompagne les clubs et associations sportives de son territoire dans l'organisation d'actions et de manifestations qui contribuent au rayonnement de la pratique sportive.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil de Métropole d'autoriser l'attribution des subventions suivantes :

1/ Actions de formation au Brevet National de Sécurité et de Sauvetage Aquatique à destination d'un public en difficulté d'insertion professionnelle.

Pour la quatrième année, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite mettre en œuvre un dispositif d'accompagnement à l'emploi par le sport à destination d'un public en difficulté d'insertion.

A compter du 1er octobre 2016, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à développer des parcours de préparation à la qualification au B.N.S.S.A (Brevet National de Sécurité et de Sauvetage Aquatique) dédiés aux demandeurs d'emplois.

De véritables perspectives de recrutements sur des emplois saisonniers ou vacataires ont pu être constatées à l'issue des premières années de déploiement de ce dispositif (4 brevets professionnels validés en 2016).

Pour la mise en œuvre de ce projet à vocation sociale, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite s'appuyer sur des associations ou clubs aquatiques du territoire et certifiés dans le secteur de la formation aquatique et du secourisme.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil d'attribuer les subventions suivantes :

- 2000 € pour le club de « Palmes de Montpellier »,
- 2000 € pour le club « Montpellier Sauvetage,
- 2000€ Montpellier Paillade Natation,
- 1500 € pour le club « Aqualove ».

2/ Organisation d'une course camarguaise à Pérols dans le cadre de la deuxième édition du Trophée Taurin de Montpellier Méditerranée Métropole 2016.

Compte tenu des modalités pratiques d'organisation de la course, il est proposé de désaffecter la subvention de fonctionnement de 5 000 €, initialement attribuée au club taurin "Lou Razet", et d'affecter cette somme au comité de fête de Pérols qui supporte la responsabilité de la préparation, de l'organisation et du financement de la course.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution de ces subventions, dont le versement est conditionné par la signature d'une convention d'attribution ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 14101

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1130526-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

**SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – RÉSEAU DES PISCINES - RÉHABILITATION DU CENTRE NAUTIQUE NEPTUNE - LANCEMENT DE L'OPÉRATION - ÉTUDES RELATIVES À L'ACCUEIL DU HAUT NIVEAU - APPROBATION**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Le Centre Nautique Neptune, ouvert au public depuis décembre 1969 est intimement lié au quartier de la Mosson dans lequel il est implanté et accueille chaque année près de 150 000 personnes et 66 associations sportives utilisatrices.

Consolidée par l'arrivée du tramway en 2000, la fréquentation de cet équipement ne cesse de croître chaque année pour atteindre l'été jusqu'à 900 personnes dans la journée. Dans les bassins, chaque ligne d'eau est très convoitée et fait l'objet de plusieurs demandes de créneaux d'utilisation par les clubs et les scolaires.

Cet équipement a été transféré le 1<sup>er</sup> janvier 2003 par la Ville de Montpellier à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et déclaré d'intérêt communautaire par la délibération n°4848 en date du 22 octobre 2002.

Entretenu au fil du temps, le Centre Nautique Neptune s'est imposé comme un équipement collectif majeur de dimension métropolitaine, véritable outil de rayonnement et d'ouverture du quartier sur la Ville et la Métropole.

Il se compose d'un bassin intérieur couvert de 25m avec vestiaires, rangements et locaux techniques ainsi que des installations extérieures comprenant un bassin de 50 m avec gradins, une fosse à plongeon, une pataugeoire et un toboggan.

De récentes études font apparaître que cet équipement n'est plus adapté aux exigences actuelles de confort des publics et qu'il ne permet plus aux personnels d'accueil de faire face, dans des conditions optimales, aux flux d'usagers. En effet, la taille restreinte du hall d'accueil entraîne des engorgements au niveau de la caisse ; les cabines de déshabillage, les sanitaires et les douches sont aujourd'hui insuffisants. La plage extérieure entièrement minérale ne propose pas d'espace de détente végétale et ombragé aux usagers.

Malgré les diverses opérations d'aménagement réalisées depuis 2014, les espaces, l'accessibilité et la performance énergétique du bâtiment restent à optimiser. De plus, la configuration actuelle de l'équipement peut conduire les équipes à faire face à des incivilités difficiles à réguler malgré l'accompagnement apporté par les services de l'Etat, de la Métropole et de la Ville de Montpellier.

C'est pourquoi, il est aujourd'hui proposé d'aller plus loin en lançant un vaste projet de réhabilitation de l'équipement permettant au Centre Nautique Neptune de devenir un pôle d'entraînement de la natation de haut niveau tout en optimisant l'accueil du grand public et des scolaires.

Ce projet de réhabilitation du Centre Nautique Neptune s'inscrirait dans un projet urbain cohérent (ANRU) associant l'amélioration de l'attractivité et du cadre de vie du quartier tout en permettant le rayonnement de l'équipement au nord de la Métropole conformément aux objectifs définis par l'article 300-1 du Code de l'urbanisme.

Les grands axes programmatiques de ce projet de réhabilitation comprendront :

- La création de nouveaux bâtiments sportifs et techniques, le réaménagement des bâtiments existants pour accueillir les vestiaires du bassin intérieur, ainsi que les locaux du personnel et Maîtres Nageurs Sauveteurs.
- L'agrandissement et l'aménagement des espaces extérieurs.
- Les aménagements de voirie et de parking.
- L'amélioration du traitement de l'eau et de l'air ainsi que la chaufferie.
- La mise aux normes d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite.

Les études permettront d'aboutir à la réalisation d'un programme général relatif à la réhabilitation du Centre Nautique Neptune.

Sur la base de ces axes programmatiques, l'enveloppe financière prévisionnelle globale de l'opération est aujourd'hui estimée à 12 500 000 € HT (valeur septembre 2016) y compris les frais d'acquisition foncière.

En outre, afin de développer la disponibilité des créneaux clubs, scolaires et grand public, Montpellier Méditerranée Métropole lance en parallèle une étude complémentaire visant à évaluer la faisabilité technique et financière de la création d'un bassin extérieur « olympique » de 50 mètres supplémentaire. L'enveloppe financière estimative de ce nouveau bassin s'élève à 5 800 000 € HT (valeur septembre 2016).

Une fois l'intégralité des études finalisées, le Conseil de Métropole se prononcera sur le programme et les enveloppes financières prévisionnelles de la ou des opération(s), et autorisera le lancement de toutes les procédures de consultation conformes au décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe du lancement de l'opération de réhabilitation du Centre Nautique Neptune,
- approuver le principe de la création d'un pôle d'entraînement de natation de haut niveau sur la base des études de faisabilité menées,
- approuver l'inscription des crédits au budget primitif 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1131746-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL

## TRANSPORT ET MOBILITE



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

## **TRANSPORTS ET MOBILITÉ – AVENANT N°9 À LA CONVENTION DE DÉLÉGATION DU SERVICE PUBLIC DES TRANSPORTS URBAINS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°9279 du 22 décembre 2009, le Conseil a approuvé la convention d'exploitation du service des transports en commun passée avec le Groupement TaM / Transdev - Montpellier, pour une durée de 8 ans, du 1<sup>er</sup> janvier 2010 au 31 décembre 2017.

Le contrat est de type affermage avec un engagement sur les recettes et le délégataire est rémunéré sur la base d'une Subvention Forfaitaire d'Exploitation (SFE) indexée annuellement résultant de la différence entre les charges forfaitaires d'exploitation et les produits forfaitaires d'exploitation sur lesquels le délégataire s'engage pour chacune des années de la convention.

Un avenant n°1, approuvé par délibération n°9920 du Conseil en date du 15 décembre 2010, a intégré :

- des mesures d'augmentation d'offre, avec notamment la prise en compte de la ligne 4 du tramway ;
- des ajustements correspondants de la SFE, y compris notamment la prise en compte du dispositif de sécurisation du réseau ;
- des ajustements techniques sans incidence sur la SFE.

Un avenant n°2, approuvé par délibération n°10378 du Conseil en date du 28 juillet 2011, a concerné le projet de création d'un Espace Multimodal de Montpellier Agglomération (projet dénommé « EMMA »), utilisant les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication pour mettre à disposition du public un accès numérique de commercialisation et d'information d'un ensemble de services de mobilité proposés en alternative à la voiture particulière. Cet avenant n°2 n'a pas modifié les engagements du délégataire en termes d'offre kilométrique et de fréquentation, mais fait évoluer la Subvention Forfaitaire d'Exploitation.

Un avenant n°3, approuvé par délibération n°10600 du Conseil en date du 20 décembre 2011, a pris en compte :

- l'importante évolution du réseau en vue de la mise en service des lignes de tramway 3 et 4 en avril 2012 et des mesures d'amélioration de la desserte des communes prises par anticipation dès septembre 2011 ;
- des ajustements correspondants de la SFE;
- des ajustements techniques sans incidence sur la SFE.

Un avenant n°4, approuvé par délibération n°11340 du Conseil en date du 20 décembre 2012, a porté sur:

- les corrections apportées à l'offre de transport au titre des années 2012 et suivantes ;
- l'intégration dans le périmètre de la délégation des projets de ligne 5, de bouclage de la ligne 4 et d'extension de la ligne 1 de tramway vers la gare TGV compte tenu de leurs incidences sur l'ensemble du réseau de transports en commun ;
- la prise en compte de la mission d'assistance confiée au délégataire pour l'étude de l'exploitabilité de l'extension de la ligne 1 vers la nouvelle gare TGV et le nouveau quartier « Oz Montpellier Nature Urbaine ».

Un avenant n°5, approuvé par délibération n°11606 du Conseil en date du 23 mai 2013 a ajusté le contrat en fonction :

- des modifications de phasage des opérations d'urbanisation autour des lignes de tramway, impactant les objectifs de déplacement pour 2013 et 2014,
- des montants de charges annuelles de fonctionnement du projet EMMA réparties entre les partenaires du Groupement, initialement toutes chez Transdev-Montpellier des frais de personnel,
- des éléments techniques sans incidence sur la SFE.

Un avenant n°6 approuvé par délibération n°12452 du Conseil en date du 31 juillet 2014 a concerné :



## Délibération n° 14114

- des ajustements de l'offre urbaine et suburbaine portant notamment sur le Transport à la demande,
- des ajustements correspondants de la SFE et actant les retards d'urbanisation,
- des ajustements techniques sans incidence sur la SFE.

Un avenant n°7 approuvé par délibération n°12883 du Conseil en date du 31 mars 2015 a pris en compte :

- les conséquences de la nouvelle grille tarifaire adoptée par le Conseil en date du 13 juin 2014, qui introduit à partir du 1er septembre 2014 une carte 10 voyages à 10 € ainsi qu'une diminution de 20 % du prix des abonnements jeunes mensuel et annuel;
- à partir de 2015, l'impact des travaux de bouclage de la ligne 4 de tramway sur les lignes urbaines 1, 2, 3, 4, 6, 7, 11 et des lignes suburbaines 18 et 32 ;
- à partir de 2016, la prise en compte de la nouvelle offre de service du bouclage ligne 4 ;
- l'impact de la fréquentation 2014 du transport à la demande.

Enfin, un avenant n°8 approuvé par délibération n°13542 du Conseil de Métropole en date du 16 décembre 2015 a permis d'intégrer les dernières modifications d'offre souhaitées par la Métropole et mises en œuvre par TaM / Transdev Montpellier depuis septembre 2015 :

- d'une part, la création d'une nouvelle ligne mixte TAD, la ligne 42 pour la desserte de la commune de Murviel-lès-Montpellier depuis/vers Montpellier ;
- d'autre part, la transformation de la ligne TAD n°40 (Saint Georges d'Orques) en ligne régulière venant en remplacement de la desserte par la ligne départementale n°117 ;
- enfin, la pérennisation sur les années 2015 à 2017, tel que convenu dans l'avenant 7, du niveau d'offre du Transport à la Demande (TaD).

Objet de l'avenant n°9 proposé :

Cet avenant prend en compte les effets des diverses décisions et modifications suivantes :

- les décisions d'exploitation ayant généré des économies sans impact commercial sur la clientèle : optimisation de l'offre de transport d'été en heure de pointe sur la ligne 1, avancée du 15 au 1<sup>er</sup> juin 2016 et allègement de fréquence de l'offre d'été sur la ligne 2 ;
- les améliorations de services à la clientèle dans les communes de la Métropole validées par l'autorité délégante en 2016 et qui nécessitent une adaptation des objectifs de fréquentation ;
- la prise en compte du changement de grille tarifaire au 2 août 2016, en intégrant contractuellement en annexe 19 les décisions tarifaires déjà délibérées en juillet 2016 ;
- Le rattrapage partiel opéré par la Métropole du manque à gagner lié au gel des tarifs de l'été 2012 à l'été 2014, et la « non répercussion » des 3% de hausse de TVA en janvier 2014, permet de diminuer le risque d'indemnisation tarifaire exigible sous conditions par le délégataire (annexe 20bis) ;
- la prise en compte de l'impact des investissements de la Métropole sur les biens mis à disposition et générant des économies ou des charges non prévues au contrat initial, et notamment :
  - Economies sur les charges de fonctionnement générées par l'investissement de la Métropole pour le passage en priorité à vue du carrefour Corum ;
  - Economies sur les charges de fonctionnement générées par l'investissement de la Métropole pour l'automatisation du WC du pôle d'échanges Pérols ;
  - Charges non prévues au contrat initial concernant le nettoyage des ascenseurs de la nouvelle station Peyrou sur bouclage ligne 4 ;
  - Economie liée aux prestations de nettoyage des stations tramway de l'hyper-centre, jusqu'alors sous-traitées par convention via le marché nettoyage de la Ville de Montpellier, dont la compétence et la charge ont été reprises, depuis janvier 2016, par la Métropole ;
- les économies de charges liées à l'extension par l'URSAFF depuis avril 2016 du champ d'application du taux minoré de cotisations patronales d'Allocations Familiales ;

- décalage, au-delà de 2017, de certains programmes de gros entretien des rames de tramway financés par Montpellier Méditerranée Métropole concernant les biens mis à disposition.

Ces modifications impactent la Subvention Forfaitaire d'Exploitation et nécessitent la mise à jour de l'annexe 18.

En particulier, le niveau d'offre prévisionnel total (annexe 18) sera le suivant :

	2016	2017
<b>Offre kilométrique Avenant 9</b>	<b>13 471.7</b>	<b>13 495.4</b>
dont tramway	5 456.6	5 479.8

*Non compris les kilomètres des services minibus du soir et services de renfort ou substitution*

L'engagement du délégataire sur la fréquentation (annexe 18) est modifié comme suit (en milliers de déplacements validés) :

	2016	2017
<b>Objectifs de déplacements validés – Avenant 9</b>	<b>53 859.5</b>	<b>55 428.9</b>

Les montants de la Subvention Forfaitaire d'Exploitation (article IV.7 et IV.8) sont les suivants (en milliers d'euros HT – valeur juin 2009),

	2016	2017
SFE TaM Avt9	27 126.28	27 243.33
SFE Transdev Avt9	12 404.82	12 805.11
<b>Total SFE Groupement Avenant 9</b>	<b>39 531.10</b>	<b>40 048.44</b>

Non compris les indemnités tarifaires (au titre des articles IV.5.1 et IV.5.3 et articles IV.12.1 et IV.12.2) ni les compensations au tarif contractuel (sociales, scolaires et SMTCH) calculées par application de l'article IV.6 et assujetties à TVA, où les taxes refacturées au réel, conformément au chapitre IV de la Convention.

Soit une évolution en euros 2009 de – 1 193,04 K€ en 2016 et de – 675,68 K€ en 2017.

Par ailleurs, l'avenant n°9 est aussi l'occasion de mettre à jour les articles et/ou annexes suivantes :

- Annexe 3 bis concernant la répartition de la maintenance entre l'Autorité Délégante et le Délégataire, suite aux transferts de compétence entre Collectivités suite à la loi MAPTAM ;
- Annexes 5 et 6 concernant les programmes pluriannuels d'investissements ;
- Annexe 7 concernant la définition des services en vigueur ;
- Annexe 19 tarification : intégration au contrat des décisions tarifaires délibérées en juillet 2016 ;
- Annexe 20 bis : diminution des montants d'indemnisation tarifaire avant plafonnement suite aux décisions tarifaires 2016 ;
- Annexe 25 concernant le projet EMMA et qui acte le décompte final du projet.

Le projet d'avenant n°9 tel que présenté ci-dessus a fait l'objet d'un avis favorable de la Commission Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation du service des transports urbains et de la mobilité lors de sa séance du 14 septembre 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°9 à la convention de délégation de service public des transports urbains ;
- dire que la dépense correspondante est prévue au budget annexe Transports de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 65 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer cet avenant et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 14114

Certifié Exécutoire  
Publié le : 04/10/16  
Déposé En Préfecture  
Le : 04/10/16  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20160928-lmc1131898-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

**TRANSPORTS ET MOBILITÉ – EXPLOITATION DU PARKING DE L'HÔTEL DE VILLE  
- AVENANT N°4 DE PROLONGATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Dans le cadre de la construction du nouvel Hôtel de Ville, un parking souterrain a été réalisé afin de répondre aux besoins en stationnement de ce nouvel espace public.

Par délibération n°2011/333 du 20 juin 2011, le Conseil municipal a décidé de retenir EFFIA Stationnement en vue d'exploiter en son nom le parking de l'Hôtel de Ville pour une rémunération sur cinq ans de 1 689 797,50 € HT, soit 2 020 997,81 € TTC.

Depuis 2011, trois avenants successifs ont été conclus entre la Commune de Montpellier et Effia Stationnement portant le montant global de la rémunération à 1 741 559,25 € HT (soit une augmentation de 3,06% par rapport au contrat initial) :

- Avenant n°1 conclu le 3 décembre 2012 qui avait notamment pour objet d'intégrer le contrat de maintenance des deux ascenseurs duplex dans la prestation globale confiée à Effia Stationnement;
- Avenant n°2 conclu le 15 mars 2014 qui avait notamment pour objet de modifier le système de péage rendu nécessaire suite à la mise en place du chèque parking avec la CCI, du ½ tarif « moto » et du « chèque mariage »;
- Avenant n°3 conclu le 4 septembre 2015 qui avait pour objet d'intégrer la réalisation de travaux curatifs nécessaires afin de mettre en sécurité incendie les compartiments de stationnement.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, ce marché numéroté 4481DM16 est transféré à Montpellier Méditerranée Métropole.

Ce marché arrive à échéance le 12 octobre 2016. Afin de mener à bien la consultation nécessaire pour désigner le nouveau délégataire, il convient de prolonger la durée du marché de 9 mois.

Le montant de l'avenant correspondant s'élève à 261 233,89 € HT (soit 313 480,67 € TTC), ce qui porte le montant du marché à 2 002 793,14 € HT, soit une augmentation de 18,5 % du montant du marché initial.

Lors de sa séance du 13 septembre 2016, la Commission d'appel d'offres a émis un avis favorable à la conclusion de cet avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la signature de l'avenant n°4 au marché n°4481DM16 relatif à l'exploitation du parc de stationnement du nouvel hôtel de ville de Montpellier,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Parking de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant précité et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1131738-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

**TRANSPORTS ET MOBILITÉ – SOLLICITATION DE L'AIDE FINANCIÈRE DE L'ADEME CONCERNANT LA MISSION D'ÉTUDE ET D'ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE POUR LA DÉFINITION DU SCHEMA DIRECTEUR DES MOBILITÉS ACTIVES**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Les transports et la mobilité constituent l'un des sept piliers stratégiques de développement de Montpellier Méditerranée Métropole. L'accès à la mobilité, dans toutes ses composantes, est en effet à la fois une nécessité économique pour les entreprises et le développement du tourisme, mais également un facteur de liberté essentiel pour les usagers et les habitants de la Métropole.

Préoccupation majeure de Montpellier Méditerranée Métropole, la gestion et l'organisation du panel d'offres de mobilité proposé sur le territoire donne lieu à la préparation d'un Schéma Directeur des Mobilités. S'inscrivant dans la démarche initiée dès l'approbation en juillet 2012, du Plan de Déplacements Urbains 2010-2020, le Schéma Directeur des Mobilités en cours d'élaboration, est conçu pour être la « pierre angulaire » des futurs services publics de mobilités de Montpellier Méditerranée Métropole. Multimodal et résolument engagé dans la transition énergétique, il définit pour les années à venir, l'organisation optimale des différents services de mobilité, afin de répondre aux besoins de se déplacer des habitants et des usagers du bassin de vie montpellierain. Concernant le vélo, à la suite des premiers résultats de l'enquête Ménages-Déplacements, ce document constate que son usage, et plus largement, celui des modes actifs (vélo, marche), n'est que peu installé sur le territoire, malgré un climat et une topographie globalement favorables. Il ambitionne donc d'accompagner leur développement.

Afin de répondre à ces enjeux, la Métropole engage aujourd'hui l'élaboration de son Schéma Directeur des Mobilités Actives (SDMA), afin de déterminer les principales « lignes de désir » à équiper de liaisons cyclables de qualité, et les sites sur lesquels seront positionnés des points d'accrochages des vélos afin de sécuriser leur stationnement. Cette réflexion doit permettre, en cohérence avec le projet Montpellier Métropole Territoires, la révision en cours du SCoT et l'élaboration du PLUi, et en compatibilité avec les contraintes techniques, financières et fonctionnelles auxquelles les collectivités sont confrontées, d'accompagner l'émergence et le développement de la pratique du vélo dans la Métropole en visant à la fois les déplacements des cyclistes réguliers qui utilisent le vélo dans un but utilitaire (domicile-travail/étude) mais également les usagers du vélo « loisirs » et les adeptes des itinéraires touristiques. Au-delà de ces enjeux d'aménagement, cette démarche a également pour ambition de faire émerger une « culture commune » de la mobilité active, afin de faciliter la mise en œuvre opérationnelle des aménagements qui seront préconisés par ce futur schéma.

Pour ce faire, la Métropole vient d'engager, par décision en date du 7 juillet 2016, le groupement « Cerema DeTerMed – Indiggo » dans le cadre d'un marché d'étude et d'assistance à maîtrise d'ouvrage. Ce marché est prévu sur une durée de 11 mois pour un montant s'élevant à 88 185,00 € H.T.

Cette démarche s'inscrit en réponse à un appel à projets régional initié par l'ADEME depuis plusieurs années, visant à accompagner les collectivités qui souhaitent initier ou développer une politique de mobilité durable destinée à favoriser les moyens de transport les plus écologiques, comme la marche et le vélo afin de réduire l'impact environnemental des déplacements. Rappelons qu'en région Occitanie/ Pyrénées Méditerranée, le secteur des transports est responsable de plus de 40 % de l'énergie totale consommée et de près de 35 % des émissions de gaz à effet de serre.

A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole sollicite auprès de l'ADEME une subvention de 4 092,50 € HT correspondant à 50 % du coût de l'étude. Un dossier de demande de subvention sera déposé auprès de l'ADEME au titre de cet appel à projet régional.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à solliciter auprès de l'ADEME une subvention au titre de ce marché de définition du Schéma Directeur des Mobilités Actives ;
- autoriser Monsieur le Président Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à ce dossier.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1131225-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEOUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

**TRANSPORTS ET MOBILITÉ – DIFFUSION DE JOURNAUX GRATUITS - CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC AVEC LA SOCIÉTÉ 20 MINUTES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Depuis septembre 2010, le quotidien gratuit 20 minutes, édité par la société 20 minutes France SAS, est mis à disposition de la population sur le réseau de transport en commun de Montpellier Méditerranée Métropole, notamment les lignes 1, 2, 3 et 4 de tramway et les parkings d'échanges dans le cadre d'une convention d'occupation temporaire du domaine public.

Cette convention conclue avec la société 20 minutes France SAS est arrivée à terme le 31/08/2016.

Ce quotidien est gratuit, financé par les recettes publicitaires et est consacré à la fois aux informations locales, nationales et internationales, à l'actualité culturelle ainsi qu'aux loisirs sur la Métropole.

Il est proposé de renouveler avec ce groupe de presse la convention d'occupation temporaire du domaine public l'autorisant à installer des distributeurs sur des emplacements du réseau de tramway, au sein des parkings d'échanges et à proximité de certains arrêts de bus.

Les principales dispositions sont les suivantes :

- La durée : 1 an
- Le régime des redevances : 134 € HT par présentoir et par an (TVA en sus);
- Les exigences en matière de qualité de service, de propreté et d'approvisionnement,
- L'implantation des présentoirs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention d'occupation temporaire du domaine public à intervenir avec la société 20 minutes France SAS,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1130588-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

**TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY BOUCLAGE LIGNE 4 - AVENANT N°1 AU MARCHÉ 8.421 DES TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES, DÉVOIEMENT DE RÉSEAUX HUMIDES, ESPACES VERTS ET MOBILIERS URBAINS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le marché n°8.421 portant sur les travaux d'infrastructures, de dévoiement de réseaux humides, d'aménagement d'espaces verts et d'installation de mobiliers urbains pour le bouclage de la Ligne 4 (de la place Edouard Adam à la place Albert 1er) a été attribué au groupement RAZEL BEC (mandataire) / MALET suite à une procédure négociée européenne conformément à la réglementation relative aux marchés publics.

Le Conseil de Métropole a autorisé la signature du marché lors de sa séance du 31 juillet 2014.

Il s'agit d'un marché à prix unitaires conclu pour un montant de 12 694 547,32 € HT (date de valeur janvier 2014), qui a été notifié le 22 août 2014 pour une durée de 24 mois.

Un avenant n°1 doit être conclu afin de prendre en compte :

- les travaux supplémentaires et/ou modifications de programme générant une modification du montant initial du marché.

Ces travaux portent sur les adaptations des réseaux secs et humides, les mesures mises en œuvre pour la protection des arbres du boulevard Henri IV et diverses adaptations architecturales ;

- la régularisation des prix nouveaux notifiés en cours de travaux.

Ainsi, les prix nouveaux provisoires intégrés au marché, via des ordres de services de prix provisoires sont intégrés définitivement via un nouveau BPU joint en annexe à l'avenant.

- la modification des délais partiels du marché pour prendre en compte les adaptations du calendrier des travaux.

Le délai global du marché reste inchangé. Le calendrier des travaux a été adapté sur les zones du secteur du Peyrou et de la Place Albert 1<sup>er</sup> ; le jalon « Mise à disposition de voiries, réseaux divers et stations » est décalé de 5 mois, sans impact sur la durée totale du marché.

Le montant de l'avenant s'élève à + 1 612 294,25 € HT portant ainsi le nouveau montant du marché à 14 306 841,47 € HT soit une hausse de 12,7% du montant initial du marché.

Lors de sa séance du 06 septembre 2016, la Commission d'Appel d'Offres a émis un avis favorable à la conclusion de cet avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 au marché n°08.421 portant sur les travaux d'infrastructures, de dévoiement de réseaux humides, d'aménagement d'espaces verts et d'installation de mobiliers urbains pour le bouclage de la Ligne 4 (de la place Edouard Adam à la place Albert 1er) ;
- autoriser TaM, mandataire de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer l'avenant précité portant le montant du marché à 14 306 841,47 € HT avec le groupement RAZEL BEC (mandataire) / MALET ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Transport 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 23 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 14118

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1131187-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

**TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY BOUCLAGE LIGNE 4 - AVENANT N°1 AU MARCHÉ COMPLÉMENTAIRE N°8.422 DES TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES, DÉVOIEMENT DE RÉSEAUX HUMIDES, ESPACES VERTS ET MOBILIERS URBAINS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le marché complémentaire n°08.422 portant sur la réalisation des travaux d'infrastructures, dévoiement de réseaux humides, espaces verts et mobiliers urbains dans le cadre du bouclage de la Ligne 4 a été attribué au groupement RAZEL-BEC (mandataire) / MALET suite à une procédure négociée sans mise en concurrence conformément à l'article 144-II-7 du Code des marchés publics de 2006.

Le Conseil de Métropole a autorisé la signature du marché lors de sa séance du 24 février 2016. Il s'agit d'un marché à prix unitaires conclu pour un montant de 3 829 990,05 € HT (date de valeur janvier 2016) qui a été notifié le 8 mars 2016 pour une durée de 4 mois.

Le présent avenant n°1 a pour objet de prendre en compte :

- la modification du montant du marché généré par les travaux supplémentaires et/ou modifications de programme.

Ces prestations supplémentaires portent principalement les adaptations des projets de réseaux humides et secs, les adaptations architecturales suite aux demandes des ABF ou de la DRAC ainsi que des adaptations diverses du projet, notamment en matière de génie civil.

- la régularisation des prix nouveaux notifiés en cours de travaux.

Les prix nouveaux provisoires notifiés par ordre de service sont intégrés définitivement au marché.

Le montant de l'avenant s'élève à 372 072,55 € HT portant ainsi le nouveau montant du marché à 4 202 062,60 € HT soit une hausse de 9,7% du montant initial du marché. Le délai global reste inchangé.

Lors de sa séance du 06 septembre 2016, la Commission d'Appel d'Offres a émis un avis favorable à la conclusion de cet avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 au marché complémentaire n°08.422 portant sur la réalisation des travaux d'infrastructures, dévoiement de réseaux humides, espaces verts et mobiliers urbains dans le cadre du bouclage de la Ligne 4 ;
- autoriser TaM, mandataire de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer l'avenant précité portant le montant du marché à 4 202 062,60 € HT avec le groupement RAZEL-BEC (mandataire) / MALET ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Transport 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 23 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1131188-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Étaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN



**TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY BOUCLAGE LIGNE 4 - AVENANT N°1 AU MARCHÉ 8.631 DES ÉQUIPEMENTS HAUTE TENSION, BASSE TENSION, TRACTION ET DE LIGNES AÉRIENNES DE CONTACT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le marché 8.631 portant sur les travaux d'équipements de fourniture d'énergie haute tension (HT) / basse tension (BT) / traction et de lignes aériennes de contact du bouclage de la ligne 4 a été attribué au groupement INEO SCLE FERROVIAIRE (mandataire) / INEO UTS / SPIE SUD OUEST, suite à une procédure négociée européenne conformément à la réglementation relative aux marchés publics.

Le Conseil de Métropole a approuvé la signature du marché dans sa séance du 18 décembre 2014. Il s'agit d'un marché à prix unitaires, conclu pour un montant total de 2 978 119,74 € HT, valeur septembre 2014, pour une durée de 24 mois. Il a été notifié le 3 février 2015.

Un avenant n°1 doit être conclu afin de prendre en compte les modifications de programme de cette opération ainsi que les moins-values sur les quantités réellement mises en œuvre.

Les modifications par rapport au programme initial portent notamment sur :

- La mise en place d'un Profil Aérien de Contact (PAC) sous la Galerie Mistral, alors que le marché initial prévoyait une rénovation de Ligne Aérienne de Contact (LAC).

L'objectif de cette modification de programme qui entraîne une augmentation de + 149 799,13 € HT, est de résoudre les problèmes récurrents de tenue de la LAC sous la Galerie Mistral, posée avec la Ligne 1 il y a plus de 15 ans, et de lever le risque de décrochage du pantographe au niveau de l'entrée de la Galerie, en raison de la faible hauteur de captation à cet endroit.

- Diverses autres modifications, principalement la fourniture et la pose de poteaux de LAC spécifiques, pour prendre en compte la demande de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF) de ne pas mettre d'ancrages en façade sur la Maison des Chœurs Place Albert 1<sup>er</sup>, mais des poteaux au design adapté (+ 122 690,80 € HT).
- La mise en œuvre de compléments et améliorations sur le périmètre initial du marché (+ 305 608,96 € HT) avec notamment : la remise en état des poteaux prélevés sur le stock TaM, dont la peinture réalisée 15 ans auparavant était abîmée ou la mise en place de boutons d'arrêt d'urgence et d'équipements de sécurité complémentaires à la demande du contrôleur technique.

Les moins-values à prendre en compte portent sur les quantités réellement mises en œuvre dans la mesure où certains travaux de remaniement et optimisation de l'énergie au centre-ville initialement prévus n'ont pas été réalisés. Elles représentent une économie globale de 135 226,27 € HT.

Le montant de l'avenant s'élève ainsi à 442 872,62 € HT portant le nouveau montant du marché à 3 420 992,36 € HT soit une hausse de 14,8% du montant initial.

Lors de sa séance du 13 septembre 2016, la Commission d'Appel d'Offres a émis un avis favorable à la conclusion de cet avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 au marché 8.631 des équipements haute tension, basse tension, traction et de lignes aériennes de contact, avec le groupement d'entreprises INEO SCLE FERROVIAIRE / INEO UTS / SPIE Sud-Ouest, mandataire INEO SCLE FERROVIAIRE de Toulouse (31), portant le montant du marché à 3 420 992,36 € HT,
- autoriser TaM, mandataire de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer cet avenant,
- dire que les crédits nécessaires à l'exécution de ce marché dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget annexe Transport de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 14120

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1131189-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

**TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY BOUCLAGE LIGNE 4 - AVENANT N°1 AU MARCHÉ N°8.641 DE SIGNALISATION FERROVIAIRE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le marché 8.641 portant sur les travaux de signalisation ferroviaire du bouclage de la ligne 4 de tramway, les zones de manœuvre CORUM et Moularès, des améliorations sur le dépôt CEMH et le Terminus de la station Garcia Lorca a été attribué à VOSSLOH COGIFER, suite à une procédure négociée européenne conformément au Code des marchés publics.

Le Conseil de Métropole a autorisé la signature du marché par délibération n°12764 en date du 5 février 2015.

Il s'agit d'un marché à prix global et forfaitaire, conclu pour un montant de 1 542 799€ HT, valeur novembre 2014, pour une durée de 24 mois. Il a été notifié le 23 février 2015.

Un avenant n°1 doit être conclu afin de prendre en compte les travaux et demandes complémentaires non définis dans le cadre du programme initial du marché, générant une modification du montant initial du marché.

Ces prestations supplémentaires portent notamment sur :

- Les modifications dans l'optique d'une mise en cohérence des schémas électriques et de câblage des armoires de signalisation ferroviaire avec les nouveaux itinéraires réalisés dans les dépôts de Jeune Parque et CEMH au-delà du périmètre d'intervention initial ;
- La mise en place d'un automatisme de service partiel sur Albert 1<sup>er</sup> ;
- Les travaux supplémentaires liés au remaniement du planning et dégradations sur le chantier ;
- La mise en place d'une alimentation provisoire et intervention pour alimentation définitive sur le boulevard du Jeu de Paume ;
- La prise en compte des remarques des instructeurs OQA et STRMTG pour améliorer la visibilité et l'implantation des signaux ;
- La fourniture et pose des panneaux de zone de priorité à droite sur le boulevard Henri IV ;
- Une moins-value liée à la suspension des travaux initialement prévus sur Corum, en prévision du futur passage de cette zone en régime de priorité à droite, en cohérence avec le mode de fonctionnement des zones encadrantes de la Gare et de la place Albert 1<sup>er</sup>.

Le montant de l'avenant s'élève à 128 961,50 € HT portant ainsi le montant du marché à 1 671 760,50 € HT soit une hausse de 8,4 % du montant initial.

Lors de sa séance du 06 septembre 2016, la Commission d'Appel d'Offres a émis un avis favorable à la conclusion de cet avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 au marché 8.641 de signalisation ferroviaire,
- autoriser TaM, mandataire de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer l'avenant précité portant le montant maximum du marché à 1 671 760,50 € HT avec l'entreprise VOSSLOH COGIFER de Reichshoffen (67),
- dire que les crédits nécessaires au marché dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget annexe Transport de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 14121

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1131190-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

## VOIRIE, ESPACE PUBLIC



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

## **VOIRIE, ESPACE PUBLIC – PROGRAMMATION DE TRAVAUX 2016 - DÉLIBÉRATION CADRE DE DEMANDE DE SUBVENTIONS**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

En application du décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'issue des conventions en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la métropole, celle-ci assure l'entretien et l'aménagement de la voirie, des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain et leurs accessoires sur le territoire des 31 communes membres.

Dans ce cadre Montpellier Méditerranée Métropole dispose de la compétence Autorité organisatrice de la distribution de l'énergie et à ce titre assure le suivi et le contrôle des concessions des réseaux de distributions d'électricité, de gaz, de chaleur et de froid sur son territoire. Cette compétence est assumée soit directement soit déléguée pour une partie du réseau électrique à des syndicats intercommunaux. Le syndicat mixte Hérault Energie est autorisé concédante des réseaux d'électricité sur le territoire de 24 communes de la Métropole.

Dans la poursuite des projets communaux, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite enfouir les réseaux d'éclairage public dans une double dynamique d'amélioration du cadre de vie des habitants des communes concernées et de rationalisation de l'action et de la dépense publique.

Dans ce cadre, Hérault Energies réalise des études pour les travaux d'extension, de renforcement, et de dissimulation des réseaux et propose les plans de financement correspondants.

A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite conclure des conventions définissant les principaux droits et obligations des parties pour des projets liés à des travaux d'enfouissement, d'effacement, d'extension et de renforcement de l'éclairage public, en application de l'art 2.II de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage avec le Syndicat Hérault Energie dans le cadre de la programmation de travaux 2016.

La programmation métropolitaine de travaux 2016 décline les opérations suivantes :

- CASTRIES : enfouissement des réseaux rue du Cantonat  
Montant total des travaux : 118 041,18 € TTC  
Subvention du concessionnaire sur les travaux « électricité » : 13 566,83 €  
Subvention Hérault Energies sur les travaux « éclairage public » : 20 000 €  
Une partie de la TVA sur les travaux est directement récupérée par Hérault Energies  
Echéancier de travaux : automne et hiver 2016

Le solde de l'opération à la charge de la Métropole s'élève donc à : 98 193,41 €

- JUVIGNAC : enfouissement des réseaux rue du Valat de la Fossé  
Montant total des travaux : 42 526,25 € TTC  
Subvention du concessionnaire sur les travaux « électricité » : 6 243,29 €  
Subvention Hérault Energies sur les travaux « éclairage public » : 10 216,23 €  
Une partie de la TVA sur les travaux est directement récupérée par Hérault Energies  
Echéancier de travaux : automne et hiver 2016

Le solde de l'opération à la charge de la Métropole s'élève donc à : 33 388,16 €

- JUVIGNAC : enfouissement des réseaux chemin du Labournas  
Montant total des travaux : 94 441,32 € TTC  
Subvention du concessionnaire sur les travaux « électricité » : 22 133,09 €  
Subvention Hérault Energies sur les travaux « éclairage public » : 8 356,03 €  
Une partie de la TVA sur les travaux est directement récupérée par Hérault Energies  
Echéancier de travaux : automne et hiver 2016

Le solde de l'opération à la charge de la Métropole s'élève donc à : 62 061,43 €

- SAINT GENIES DES MOURGUES : enfouissement des réseaux rue du Moulin  
Montant total des travaux : 67 031,41 € TTC  
Subvention du Département de l'Hérault sur les travaux « électricité » : 21 677,44 €  
Subvention Hérault Energies sur les travaux « éclairage public » : 15 000 €



Une partie de la TVA sur les travaux est directement récupérée par Hérault Energies  
Echéancier de travaux : automne et hiver 2016

Le solde de l'opération à la charge de la Métropole s'élève donc à : 40 118,24 €

Ces travaux et les plans de financement correspondants proposés par Hérault Energies doivent être approuvés par Montpellier Méditerranée Métropole

Le syndicat Hérault Energies subventionne également les travaux de rénovation de l'éclairage public permettant la réalisation d'économies.

Dans ce domaine, la programmation métropolitaine des travaux pour 2016 prévoit les opérations suivantes :

- COURNONSEC : Chemin des Ormes et rue du Grand Champ,
- GRABELS : Terrasses de la Mosson,
- MURVIEL LES MONTPELLIER : Route de St Georges, route de Montpellier, Lotissement des oliviers et autres rues,
- SAINT GEORGES D'ORQUES : Rue et rond-point du Clos, rue de la République, rue des Cigales et autres rues,
- SAUSSAN : Rénovation des luminaires d'éclairage public,
- SUSSARGUES : Rénovation des luminaires d'éclairage public,
- VILLENEUVE LES MAGUELONE : Carrière Pélerine.

Enfin en application de l'article 173 de la Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (Grenelle 2) et de la Directive Européenne 2009/125/CE en matière d'exigences d'écoconception applicables aux produits liés à l'énergie, la ville de Lattes engage un programme de renouvellement de son parc d'éclairage public.

Dans ce domaine, la programmation métropolitaine des travaux pour 2016 prévoit l'opération suivante :

- LATTES : Port Ariane (Remplacement lanternes).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accepter les projets de travaux d'enfouissement des réseaux de la rue du Cantonat à Castries, de la rue du Valat de la Fossé et chemin du Labournas à Juvignac et de la rue du Moulin à Saint Génies des Mourgues ;
- accepter les plans de financement correspondants, annexés à la délibération ;
- solliciter Hérault Energies pour l'inscription de ces opérations à son prochain programme de travaux ;
- solliciter les subventions les plus élevées possibles liées à ces opérations dont celles de la part d'Hérault Energies ;
- solliciter les subventions les plus élevées possibles pour les travaux de rénovation de l'éclairage public sur les communes de Cournonsec, Grabels, Lattes, Murviel-lès-Montpellier, Saint Georges d'Orques, Saussan, Sussargues, Villeneuve-lès-Maguelone ;
- solliciter les subventions les plus élevées possibles dans le cadre du fonds FEDER,
- autoriser le Président à signer tous documents relatifs à cette affaire et à son exécution, dont les conventions financières avec Hérault Energies ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits aux chapitres 905 et 908 du budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 14122

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1131186-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille seize et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, .

Pouvoir(s):

M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. R. YOUSSEUS à Mme C. NAVARRE.

Excusé(es):

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Absent(es):

Mme P. DANAN

**VOIRIE, ESPACE PUBLIC – AUTORISATION DE LANCEMENT DE LA PROCÉDURE ET DE SIGNATURE DU MARCHÉ N°4635EP16, MISSION DE CONSEIL POUR LA COORDINATION ET LA MISE EN OEUVRE DE LA POLITIQUE MÉTROPOLITAINE D'ESPACE PUBLIC**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Dans le cadre de l'exercice de ses, compétences, notamment relative à la voirie et à l'espace public, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite bénéficier de conseils dans la coordination et la mise en œuvre de sa politique d'espace public.

Cette mission de conseil vise principalement à contribuer :

- à la mise en œuvre d'une stratégie globale d'espace public ;
- à l'évolution des méthodes et des organisations dans la conduite des projets d'espace public ;
- au suivi technique des principales opérations d'aménagement d'espace public ;
- à la lisibilité et l'efficacité des actions de la collectivité en matière d'espace public.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite, pour cela, prendre appui sur un professionnel en capacité de l'assister dans son rôle de maître d'ouvrage et, notamment, de développer une approche renouvelée de l'espace public, attentive à la variété des usages, aux nouveaux enjeux des mobilités actives (marche, vélo) et à la durabilité des solutions mises en œuvre, dans un contexte de forte contrainte budgétaire.

Ce contexte implique la recherche de solutions simples et économes dans la conception des espaces publics. Il peut, par exemple, conduire à expérimenter des aménagements de type transitoire, léger et réversible, avec des moyens peu coûteux, mais de nature à affirmer un changement rapide d'usage et d'image, notamment par un nouveau partage de l'espace au bénéfice de la vie locale.

Plus précisément, la mission projetée prévoit trois types d'interventions :

- des interventions correspondant aux prestations de conseil dans la conduite des opérations d'aménagement d'espaces publics aux différentes phases de leur mise au point technique ;
- des interventions correspondant aux prestations de conseil dans la conduite de démarche de coordination des actions mises en œuvre à l'échelle des quartiers de Montpellier ;
- des interventions correspondant à des participations à des réunions publiques ou à des prestations de conseil mobilisées en fonction de l'avancement des projets sur l'ensemble du territoire métropolitain, de l'importance et de la variété des besoins d'expertise auprès des services de la collectivité et de son aménageur.

Dans cette optique, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite engager une consultation afin de retenir un prestataire compétent pour l'accompagner dans la coordination et la mise en œuvre de sa politique d'espace public.

Le marché relatif à cette mission prend la forme d'un accord-cadre de service, exécuté par l'émission de bons de commandes, avec un minimum annuel de 25 000 euros H.T. et un maximum annuel de 100 000 euros H.T. en application des articles 78 et 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Il est conclu pour une durée d'un an à compter de la date de notification prévue en janvier 2017 et renouvelable trois fois.

La dévolution de cet accord-cadre fera l'objet d'une procédure d'appel d'offres ouvert conforme aux articles 25, 67 et 68 du décret n°2016-360 précité.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de la procédure d'appel d'offres ouvert relative à la mission de conseil pour la coordination et la mise en œuvre de la politique métropolitaine d'espace public menée par Montpellier Méditerranée Métropole ;

Délibération n° 14123

- autoriser Monsieur le Président, avant l'engagement de la procédure de publicité et de mise en concurrence, à souscrire et à signer le marché à intervenir avec le candidat retenu par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code général des collectivités territoriales et à signer tout document relatif à cette affaire et à l'exécution du présent marché, y compris, le cas échéant, sa résiliation ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits aux chapitres 905 et 908 du budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 04/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 04/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160928-lmc1132081-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/16

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

**PARTIE 2**  
**DECISIONS**

## PARTIE II - SOMMAIRE

Conseil du 28 septembre 2016  
 Décisions prises par le Président  
 et non présentées lors du précédent Conseil,  
 conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

N° Décisions	TITRES	PAGES
D2016-276	Décision relative à la signature d'une convention avec ORANGE concernant l'enfouissement du réseau de communication électronique sur la rue de Poulaillère - Ville du Crès	284
D2016-281	Décision relative à l'avenant de transfert du titulaire du marché 3656bisUH15 - Révision des cartes de bruit stratégiques et du Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement	286
D2016-291	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°3822DC14 (lot 2) de maintenance pour les matériels de radio identification (RFID) 3M	288
D2016-317	Décision relative à un marché n°4455EA16 de Révision du schéma directeur d'assainissement pluvial sur la commune de Grabels	290
D2016-324	Marché n°3679MG14 d'achat de petit matériel électrique, piles, batteries et lampes - Avenant n°1 au lot n° 4 "Lampes à décharge" intégrant des prix au bordereau des prix unitaires	292
D2016-325	Décision relative à un marché n°4326EP16 de fourniture de mâts spécifiques d'éclairage public type "boulevards urbains" - Avenant n°1 intégrant des prix nouveaux au bordereau des prix unitaires	294
D2016-328	Décision relative à un marché n°4089TV15 de maintenance et modifications des équipements d'éclairage public - Avenant n°1 au lot n°2 Quartier Montpellier Centre intégrant des prix nouveaux au bordereau des prix unitaires	296
D2016-331	Décision relative à un marché n°4285EP16 de travaux de signalisation horizontale - Avenant n°2 au lot n°1 Quartiers Mosson - Cévennes/Croix d'Argent/Près d'Arènes/Port Marianne intégrant des prix nouveaux au bordereau des prix unitaires	298
D2016-336	Décision relative à un marché n°4141TV15 de réfection définitive des tranchées et investigations complémentaires - Avenant n°1 intégrant des prix nouveaux au bordereau des prix unitaires	300
D2016-339	Décision relative à un marché n°4462DS16 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de téléskis nautiques dans le parc Gérard Bruyère à Baillargues	302
D2016-340	Décision relative à un don d'instruments de musique au Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature	304
D2016-347	Décision relative à la signature de la convention ORANGE/Montpellier Méditerranée Métropole pour l'enfouissement du réseau de communication électronique sur la rue du Château - Ville de Grabels	306
D2016-349	Décision relative à la signature de la convention ORANGE / Montpellier Méditerranée Métropole pour l'enfouissement du réseau de communication électronique sur la Rue Valat de la Fosse sur la commune de Juvignac	308
D2016-366	Décision relative au marché de prestation de services avec Montpellier Events concernant l'achat de places avec prestations V.I.P pour les événements organisés à l'Aréna, au Zénith Sud et au Corum de Montpellier	310
D2016-380	Décision relative à l'avenant n°2 du marché d'entretien et de maintenance des installations d'éclairage public et d'illuminations de Cournonsec	312

## PARTIE II - SOMMAIRE

N° Décisions	TITRES	PAGES
D2016-388	Décision relative à une convention pour la mise à disposition de locaux et terrains dans les installations sportives de Montpellier Méditerranée Métropole pour la saison sportive 2016-2017	314
D2016-390	Décision relative à l'avenant n° 2 au marché n°3898DS15 de "Réfection de la surface de jeu du stade de la Mosson"	316
D2016-391	Décision relative au protocole transactionnel - marché N°3841EA14 - Travaux de réaménagement de la rue Paul Rimbaud entre la rue d'Alco et la rue de l'Oasis	318
D2016-396	Musée Fabre - Décision relative au marché n° 4346DC16 de reproduction de sculptures dans le cadre de la réalisation d'un espace d'interprétation sur le thème de la sculpture au musée Fabre	320
D2016-409	Décision relative au marché n°4477RI16 de maintenance de la solution de messagerie Zimbra	322
D2016-416	Décision relative à l'avenant de co-utilisation du marché d'entretien et de maintenance des installations d'éclairage public 2016 - 2017 - 2018 par la Commune de Saint-Drézéry et Montpellier Méditerranée Métropole	324
D2016-417	Décision relative à l'avenant de co-utilisation du marché de maintenance de l'éclairage public par la Commune de Saussan et Montpellier Méditerranée Métropole	326
D2016-418	Décision relative à l'avenant de co-utilisation du marché d'Eclairage public - Lot 2 Entretien, par la Commune de Baillargues et Montpellier Méditerranée Métropole	328
D2016-420	Décision relative au marché n°4537DC16 d'aménagements scénographiques de l'exposition « À l'école des scribes : les écritures de l'Égypte ancienne » organisée au musée Henri Prades	330
D2016-423	Décision relative au marché n°4536DC16 de transport de l'exposition « À l'école des scribes : les écritures de l'Égypte ancienne » organisée au musée Henri Prades du 9 juillet 2016 au 2 janvier 2017	332
D2016-424	Décision relative au marché n°4366UH16 pour la finalisation du Plan local d'Urbanisme de la commune de Pignan	334
D2016-427	Décision relative à l'achat d'une œuvre de Mme Nella DUVERT-BUSCOT pour la médiathèque Aimé Césaire	336
D2016-428	Décision relative à une convention d'Occupation du Domaine Public- Musée Fabre- Accueil d'une compagnie en résidence	338
D2016-429	Décision modificative de la régie d'avances de la Médiathèque Emile Zola	340
D2016-430	Décision modificative des sous-régies d'avances du réseau des médiathèques de Montpellier3M	342
D2016-436	Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'un délaissé de voirie de 156 m², section AH, situé au lieu-dit La Pailletrice - Commune de Pérols	345
D2016-440	Décision relative à un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public conclu avec la société FRUITION SCIENCES pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI	347



## PARTIE II - SOMMAIRE

N° Décisions	TITRES	PAGES
D2016-441	Décision relative à une convention de participation aux équipements publics de la Z.A.C. Garosud pour la parcelle OI 210 (SCCV DE LA CARTONNERIE) - Commune de Montpellier	349
D2016-442	Décision relative à un marché n°4474DM16 de création d'un synoptique de trafic en temps réel sur le périmètre de la Métropole, à partir des données du système centralisé de gestion du trafic "PETRARQUE"	351
D2016-449	Décision relative à la signature d'une convention avec Orange concernant l'enfouissement du réseau de communication électronique sur la Rue du Grand Champ et le Chemin des Ormes - Ville de Cournonsec	353
D2016-450	Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant l'enfouissement du réseau de distribution publique d'électricité sur la Rue des Remparts - Ville de Fabrègues	355
D2016-452	Décision relative à la signature des annexes de la convention de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules conclue par Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier	357
D2016-454	Décision relative à la signature de l'avenant n°1 au lot 1 (charpente - gros œuvre) du marché n°3595bisG14 pour la mise en place d'un système de pré-traitement de l'air issu des BRS, en amont du traitement biologique existant, sur l'unité de méthanisation AMETYST à Montpellier	354
D2016-456	Décision relative à la signature de l'avenant n°1 au lot 2 du marché N°3595bisGD14 de travaux pour la mise en place d'un système de prétraitement de l'air des BRS, en amont du traitement biologique existant, sur l'usine de méthanisation AMETYST	361
D2016-457	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°3127 concernant la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé catégorie II pour la construction de la station d'épuration intercommunale de Saint Geniès-Sussargues	363
D2016-458	Décision relative à l'acquisition de parcelles de terrains, propriété de la Commune de St Jean de Védas, pour l'aménagement de la rue des Jasses à St Jean de Védas.	365
D2016-468	Décision relative à l'attribution du marché n°4349DM16 portant sur les travaux de remplacement des climatisations des armoires de quai de la ligne 1 du tramway de Montpellier	367
D2016-470	Décision relative à un contrat d'abonnement à l'application ABC CLAUSEO	369
D2016-471	Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées section A n°757 - 758 - 2673 - Lieu-dit Garrigue Basse - Commune de Sussargues	371
D2016-472	Décision relative à l'abonnement au service "Balise, Envie d'Entreprendre"	373
D2016-474	Décision relative à une demande de déclaration préalable pour les aménagements de la station d'épuration de la commune de Castries	375
D2016-475	Décision relative à la signature de l'avenant n°1 au marché 3595GD14 lot 3 ( TUYAUTERIE/ SUPPORTAGE / SERRURERIE) de mise en place d'un système de prétraitement de l'air issu des BRS (Bio-Réacteur Stabilisateur), en amont du traitement biologique existant	377

## PARTIE II - SOMMAIRE

N° Décisions	TITRES	PAGES
D2016-476	Décision relative à la signature de l'avenant n°1 au marché 3595bisGD14 lot 4 - Raccordement électrique, instrumentation et automatisme- pour la mise en place d'un système de prétraitement de l'air issu des BRS (Bio-Réacteur Stabilisateur), en amont du traitement biologique existant	379
D2016-479	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société AGV DISCOVERY au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	381
D2016-480	Décision relative à l'acquisition de la parcelle A 1229 sur la Commune de Saint-Brès appartenant à Mireille Mallet et Régine Mallet-Meyer	383
D2016-482	Décision relative à un marché n°2991 - S16.04 de prestations intellectuelles dans le cadre du mandat d'études de faisabilité, en vue de l'aménagement du secteur « Cannabe » à Cournonterral, confié à la SA3M - Étude d'impact	385
D2016-483	Décision relative à un marché n°2991 - S16.02 de prestations intellectuelles dans le cadre du mandat d'études de faisabilité, en vue de l'aménagement du secteur «Cannabe » à Cournonterral, confié à la SA3M - Études Urbaines	387
D2016-484	Décision relative à un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'études d'opportunité et de faisabilité architecturale, urbaine, économique, touristique et culturelle, relatives aux études préalables pour la réhabilitation de la cave coopérative de Murviel-lès-Montpellier	389
D2016-485	Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour l'installation d'un relais de radiotéléphonie en toiture de l'Hôtel de la Métropole par la société BOUYGUES TELECOM	391
D2016-486	Décision relative à l'acquisition d'une parcelle de 14m <sup>2</sup> avenue du Val de Montferrand à Montpellier auprès des copropriétaires de la résidence Sant'Agata	393
D2016-487	Décision relative à un marché n°2991 - S16.01 de prestations intellectuelles dans le cadre du mandat d'études de faisabilité, en vue de l'aménagement du secteur « Cannabe » à Cournonterral, confié à la SA3M - Études hydrauliques et dossier loi sur l'eau	395
D2016-488	Décision relative à un marché n°2991 - S16.03 de prestations intellectuelles dans le cadre du mandat d'études de faisabilité, en vue de l'aménagement du secteur « Cannabe » à Cournonterral, confié à la SA3M - Schéma directeur voirie et réseaux divers	397
D2016-489	Décision relative à l'attribution du marché n°4362EP16 de travaux, maintenance, entretien, modifications et petites extensions du réseau pluvial	399
D2016-491	Décision relative à la signature d'une convention d'occupation temporaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Cafés Bibal Vending	401
D2016-492	Décision relative au recours à la procédure de transfert d'office en vue d'intégrer la parcelle cadastrée DS698 dans le domaine public métropolitain - Commune de Montpellier	403
D2016-493	Décision relative à l'achat d'une création théâtrale dans le cadre du dispositif « Prévention noyades » organisé par la Métropole	405
D2016-496	Décision relative au marché n°4018DC15 de "Travaux de rénovation du Théâtre des treize vents à Grammont - Lots 1 à 9"	407

## PARTIE II - SOMMAIRE

N° Décisions	TITRES	PAGES
D2016-498	Décision relative à la signature du marché n°4502VD16 pour le contrôle de la propreté des espaces publics de la Ville de Montpellier	409
D2016-499	Décision relative à un marché n°4134UH16, hébergement temporaire d'urgence et accompagnement social des ménages	411
D2016-501	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°4064VD16 de démantèlement et de remplacement des unités de combustion du biogaz du CET du Thôt (Lattes - 34)	413
D2016-503	Décision relative au déclassement d'une emprise de 308m² issue du Chemin de la Pierre Bleue à CASTRIES	415
D2016-505	Avenant n°1 au marché n°3698 de Mission de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé pour l'Intercepteur Est du giratoire Fesquet au lotissement Navitau - lot 1 tronçon amont	417
D2016-506	Avenant n°1 au marché 3698 de mission de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé pour les travaux de l'Intercepteur Est du lotissement Navitau à la rue de Ferran à Montpellier - lot n° 2 tronçon aval	419
D2016-507	Décision relative à la vente d'un délaissé de voirie de 8 m² au profit de la société Vinci Immobilier sise à rue de la Croix Verte à Montpellier	421
D2016-508	Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°8.485 des travaux préparatoires d'équipements du Bouclage de la 4ème ligne de tramway	423
D2016-509	Décision relative à la cession d'une ensemble de biens mobiliers vétustes à réformer	425
D2016-511	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°4296RI16 d'acquisition d'un logiciel de Gestion et Maintenance assistée par Ordinateur (GMAO) pour l'éclairage public	427
D2016-512	Décision relative à l'acquisition d'une parcelle de 39m² rue Buffon à Montpellier auprès de la société Eméris Promotion	429
D2016-513	Décision relative au marché n°4240GD16 de fourniture et de montage d'équipements de lavage haute pression sur deux châssis mis à disposition par Montpellier Méditerranée Métropole	431
D2016-514	Décision relative à l'agrément de candidature de la société ERBA DIAGNOSTICS FRANCE dans les Ateliers Relais du Millénaire à Montpellier	433
D2016-515	Décision modificative de la décision n° D2016-326 relative à l'avenant n°2 du lot 1 du marché n°4089TV15 - Maintenance et modifications des équipements d'éclairage public	435
D2016-516	Décision relative au choix du prestataire pour le marché 4273UH16 : mission d'étude et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la définition du Schéma Directeur des Mobilités Actives de Montpellier Méditerranée Métropole	437
D2016-517	Décision relative à un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Tageos, portant sur un local situé au 515 rue Alfred Nobel, Parc du Millénaire à Montpellier	439

## PARTIE II - SOMMAIRE

N° Décisions	TITRES	PAGES
D2016-518	Décision relative à un marché n°4202EA16, marché de maîtrise d'œuvre relative au renforcement d'une conduite AEP de refoulement, à la réhabilitation et au dévoiement d'une conduite EU en amiante ciment sur la commune de Montferrier-sur-Lez	441
D2016-519	Décision relative à un marché n°4500RI16 d'assistance technique et prestations de développement et d'intégration autour de l'outil ALFRESCO	443
D2016-520	Décision relative à l'avenant n°2 du marché d'entretien et de maintenance des installations d'éclairage public et d'illuminations de Lavérune modifiant la structure du prix unitaire	445
D2016-521	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AE642 sur la commune de Saint-Drézéry appartenant aux consorts Ribeyrolles	447
D2016-522	Décision relative à l'avenant n°2 au marché 4325AT15 d'entretien et de maintenance des installations d'éclairage public et d'illuminations de Murviel-lès-Montpellier, modifiant la structure du prix unitaire	449
D2016-523	Décision relative à l'avenant n°2 au marché d'entretien et maintenance des installations d'éclairage public et illuminations de Pignan, modifiant la structure du prix unitaire	451
D2016-524	Décision relative à l'avenant n°2 au marché d'entretien et maintenance des installations d'éclairage public et d'illuminations de Saint Georges d'Orques, modifiant la structure du prix unitaire	453
D2016-525	Décision relative à l'acquisition d'une emprise de 96 m <sup>2</sup> allée Jacques Halévy à Montpellier auprès de la la société Kaufman & Broad	455
D2016-526	Décision relative à un avenant n°1 au contrat n°2014/14057 de service de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité FAST	457
D2016-527	Décision relative à la signature d'annexes de la convention de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules conclue par Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Castelnau-le-Lez	459
D2016-528	Décision relative à l'agrément de candidature de la société PSL MIJOULAN dans la ZAC Descartes à Lavérune	461
D2016-529	Décision relative à l'agrément de candidature de la société IMMOSUDINVEST sur la ZAC Parc 2000 extension à Montpellier	463
D2016-530	Décision relative à l'agrément de candidature de la société BSJ'IMMO sur la ZAC Descartes à Lavérune	465
D2016-531	Décision relative à un marché n°4545DS16 concernant des missions de coordination de la sécurité et protection de la santé pour l'étude et la réalisation d'une structure d'accueil et de téléskis nautiques au parc Gérard Bruyère à Baillargues	467
D2016-532	Décision relative à l'agrément de candidature de la société ERNEO dans les Ateliers Relais du Millénaire à Montpellier	469
D2016-533	Décision relative à l'achat d'une prestation d'animation théâtre auprès des publics 11-17 ans sur le mois de juillet 2016	471
D2016-534	Décision relative à un fonds d'aide à la diffusion théâtrale pour le spectacle « Soirée Impro »	473

## PARTIE II - SOMMAIRE

N° Décisions	TITRES	PAGES
D2016-535	Décision relative à la délégation du Droit de Prémption Urbain sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone	475
D2016-536	Décision relative au fonds d'aide à la diffusion théâtrale pour le spectacle « Espace Temps Matière »	477
D2016-537	Décision relative à l'achat d'une prestation d'animation théâtre auprès des publics 11-17 ans sur le mois de juillet 2016	479
D2016-538	Décision relative à l'achat d'une prestation d'animation cirque auprès des publics 11-17 ans sur le mois de juillet 2016	481
D2016-539	Décision relative à la délégation du Droit de Prémption Urbain sur le territoire de la commune de Montpellier	483
D2016-540	Décision relative à l'autorisation d'occupation temporaire des parcelles constituant le chenal de la Lironde - Commune de Lattes	485
D2016-541	Décision modificative de la régie de recettes et d'avances du Protocole de Montpellier 3M	487
D2016-542	Décision modificative de la régie d'avances du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier 3M	490
D2016-543	Décision modificative de la régie de recettes & d'avances du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier 3M	492
D2016-544	Création d'une sous-régie de recettes auprès de la régie de recettes & d'avances du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier 3M	495
D2016-546	Décision relative au marché 4250EA16 de "Travaux d'amélioration du Bassin d'Orage des Aiguerelles"	497
D2016-547	Décision relative à la cession de véhicules vétustes à réformer immatriculés 680AGW34 et 701AHP34 à l'hôtel des ventes centre 113	499
D2016-548	Décision relative à un contrat n°2016CN164 d'assistance, de maintenance et d'exploitation des progiciels Fiscalité	501
D2016-549	Décision relative à l'acquisition par Montpellier Méditerranée Métropole, auprès de la société SCI La coupole IV, d'un local à usage de bureau et de places de stationnement	503
D2016-550	Décision relative au marché n°4591DE16 - Étude de la clientèle touristique et de loisirs de 7 grands établissements et sites culturels et de loisirs du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole	505
D2016-552	Décision relative à un prêt à usage de terrain au profit de Monsieur Panafieu Jean - Parcelle cadastrée SR n°12 - Montpellier	507
D2016-553	Décision relative à un contrat de prêt à usage de terrain au profit du Cirque ZAVATTA - Parcelle cadastrée section RA n°1 - Commune de Montpellier	509
D2016-554	Décision relative à la signature d'une convention d'études et de travaux pour le dévoilement d'un réseau de fibre optique suite au projet de la création d'un pôle médical d'envergure Métropolitaine sur le site des Jasses à Saint Jean de Védas	511
D2016-555	Décision d'ester en justice "SCI Odysseum Place de France"	513

## PARTIE II - SOMMAIRE

N° Décisions	TITRES	PAGES
D2016-557	Décision relative à l'agrément de candidature du laboratoire CNRS-Délégation Languedoc Roussillon - Laboratoire de Chimie Bio-inspirée et d'Innovations Écologiques (ChimEco - Unité FRE 3673) dans l'immeuble Cap Delta à Grabels	514
D2016-558	Décision relative à l'agrément de candidature de la société SIM & CURE dans l'immeuble Cap Gamma à Grabels	516
D2016-559	Décision relative à un marché n°4446RI16 d'assistance à maîtrise d'ouvrage fonctionnelle et organisationnelle dans le cadre du projet d'acquisition d'un logiciel de marché public mutualisé	518
D2016-560	Décision d'ester en justice "SALVY Alain - requête TA n°1603141-1 TA"	520
D2016-561	Décision d'ester en justice "Claude SALVY - requête n°1603142-1 TA"	521
D2016-563	Décision relative à la signature des annexes de la convention de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules conclue par Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Castries	522
D2016-564	Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'un délaissé de voirie d'une contenance de 4 m², section BX, situé dans la ZAC Descartes - Commune de Lavérune	524
D2016-565	Décision relative au marché 4017bisDC15 de Travaux de réhabilitation de l'Agora de la Danse à Montpellier - Dernière phase - lot 10 : plomberie - génie climatique	526
D2016-567	Décision d'ester en justice "Requête n°16MA02462 SCI CHAPTAL"	528
D2016-568	Décision relative au marché 4556DE16 - Relations presse au niveau national	529
D2016-569	Décision relative au marché n°4278DM16 de Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le suivi du contrat de délégation de service public et la mise en œuvre de la future gestion de service public des mobilités de Montpellier Méditerranée Métropole	531
D2016-570	Décision relative à un marché n°4108RI16 de maintenance pour le poste de gestion de télésurveillance centralisé de la médiathèque centrale Emile Zola	533
D2016-571	Décision relative au marché n°4555DE16, lot n°1 : Rédaction, illustration d'articles et supports de communication et réalisation d'infographies (web)	535
D2016-573	Décision relative au marché n°4555DE16, lot 2 : Rédaction, illustration d'articles et supports de communication et réalisation d'infographies (papier)	537
D2016-575	Décision relative au marché n°4492bisDC16 de Remplacement du système UGIS de la médiathèque Emile Zola à Montpellier	539
D2016-576	Décision relative à un marché n°3647EA15 d'assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour l'acquisition et la mise en fonction d'un outil de gestion patrimoniale pour les réseaux d'eaux usées	541
D2016-582	Décision relative au marché 4076EP16 Travaux d'aménagement de l'avenue George FRECHE - Commune de CASTELNAU LE LEZ	543
D2016-583	Décision relative à la convention n°34 16 0016 de mise à disposition avec la SAFER Languedoc Roussillon des parcelles BE n° 34 ; 116 ; 119 ; 122 et BH n°103 - Commune de Montferrier-sur-Lez	545

## PARTIE II - SOMMAIRE

N° Décisions	TITRES	PAGES
D2016-584	Décision relative à une convention de prise de possession anticipée par le futur acquéreur des terrains section OI n°182 ; 183 et 210, rue de Cholet à Montpellier	547
D2016-586	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée section AW n°210 - Commune de Saint Jean de Védas - Décision portant abrogation de la D2016-627	549
D2016-587	Décision relative à la vente à la SERM d'une partie de la parcelle section AW n°122p - Commune de Saint Jean de Védas	551
D2016-588	Décision relative à la constitution d'une servitude de passage de véhicules et piétons pour entretien de la digue - Parcelle AI n°6 Commune de Lattes	553
D2016-591	Décision d'ester en justice "SNIDARO - Requête n°1603448-4 TA"	555
D2016-592	Décision relative au contrat de prêt à usage de terrain au profit du de la Société Montpellier Dépannage - Parcelles Section AI n°200 et 204 - Commune de Pérols	556
D2016-593	Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public de la parcelle cadastrée CT 383, accessoire de voirie, d'une contenance de 364 m², située rue des Frères Lumière dans la ZAC Blaise Pascal - Commune de Montpellier	558
D2016-596	Décision relative à l'agrément de candidature de la société KLOE dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier	560
D2016-597	Décision relative à l'agrément de candidature de la société LÉO DÉVELOPPEMENT dans le VEAS Hannibal à Cournonsec	562
D2016-599	Décision relative à la constitution d'une servitude de passage en tréfonds d'une canalisation d'eaux usées - Parcelles BN n° 18p et 19 - Commune de Grabels	564
D2016-600	Marché n°4539MM16 - Assistance à Maitrise d'Ouvrage relatif au transfert de compétences du Département de l'Hérault à Montpellier Méditerranée Métropole	566
D2016-602	Décision d'ester en justice " Tribunal des affaires de sécurité sociale-SAS BRICOT DEPOT"	568
D2016-603	Décision relative à un marché n°4442EA16 de maîtrise d'œuvre en vue des travaux de réhabilitation de la file 2 de la station d'épuration intercommunale Cournonsec-Cournonterral	569
D2016-605	Décision relative à la constitution d'une servitude de passage de véhicules et piétons pour entretien de la digue - Parcelles AK n°91, AI n°1 et 4 Commune de Lattes	571
D2016-607	Décision relative à l'attribution d'une mission d'audit énergétique dans le cadre du mandat d'études pour la rénovation thermique de copropriétés	573
D2016-609	Décision relative à une convention de mise à disposition ascendante de services de la commune de Saint-Brès au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole	609

## PARTIE II - SOMMAIRE

N° Décisions	TITRES	PAGES
D2016-610	Décision relative à un marché n°4497EA16 de réalisation de quatre Plans d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles (PAPPH) communaux sur 4 communes et un PAPPH métropolitain sur les espaces publics présents sur 6 communes et gérés par Montpellier Méditerranée Métropole	577
D2016-611	Décision relative à une convention de mise à disposition ascendante de services de la commune de Saint Geniès des Mourgues au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole	579
D2016-612	Décision relative à une convention de mise à disposition ascendante de services de la commune de Sussargues au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole	581
D2016-613	Décision relative à une convention de mise à disposition ascendante de services de la commune de Vendargues au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole	583
D2016-615	Décision relative à une convention de mise à disposition ascendante de services de la commune de Saint Georges d'Orques au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole	585
D2016-616	Décision relative à une convention de mise à disposition ascendante de services de la commune de Montaud au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole	587
D2016-620	Décision relative à l'attribution du marché n°8.281 portant sur l'équipement de levage des rames du Dépôt de Jeune Parque du Bouclage de la ligne 4 de tramway	589
D2016-621	Décision relative aux transferts de propriété, de la Ville de Montpellier dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole, de divers équipements culturels	591
D2016-623	Décision relative à la signature des annexes de la convention de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Jacou	593
D2016-624	Décision relative à un marché n°4601RI16 d'hébergement d'infrastructure technique informatique	595
D2016-625	Décision relative aux transferts de propriété, de la Ville de Montpellier dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole, de l'aire d'accueil des gens du voyage	597
D2016-626	Décision relative aux transferts de propriété, de la Ville de Montpellier dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole, des piscines Pompignane (Jean Taris) et Maurin (Jean Vives) ainsi que du Palais des sports René Bougnol,	599
D2016-631	Décision d'ester en justice "Société ORANGE - Requête n°1603852-4 TA Montpellier"	601
D2016-632	Décision d'ester en justice "n°1603853-4 Tribunal Administratif de Montpellier"	602
D2016-633	Décision d'ester en justice " Société VERCOM - Requête n°1603716-4 TA"	603



## PARTIE II - SOMMAIRE

N° Décisions	TITRES	PAGES
D2016-635	Décision relative à un marché n°4538RI16 d'acquisition d'un système informatique pour le recueil, la gestion et l'exploitation de données de trafic routier	604
D2016-636	Décision d'ester en justice "MONNIER - Requête TA n°1603943-4"	606
D2016-639	Décision relative à l'agrément de candidature de la société BECLOOD dans l'Ancien Hôtel de ville - Préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique	607
D2016-643	Décision relative à une convention de participation aux équipements publics de la Z.A.C. Ode Acte 2 pour les parcelles AH N°60 et 61 Lot FE2.2 (SCCV CAMPUS PEROLS) - Commune de Pérols	609
D2016-646	Décision relative à un différé de jouissance - Parcelles SP n°10 et 11 - Commune de Montpellier	612
D2016-650	Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Parcelles BC n° 14, 75, 76, 90 et 91 - Commune de Saint Jean de Védas	614
D2016-659	Décision d'ester en justice "Société AS24"	616



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature d'une convention avec ORANGE  
concernant l'enfouissement du réseau de communication  
électronique sur la rue de Poulaillère - Ville du Crès**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur,
- VU l'arrêté n°A2016-161 du 27 avril 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine Voirie et Espace Public,
- **CONSIDERANT** que sur la voirie de la rue de la Poulaillère au Crès, sont implantés des réseaux de distribution d'énergie concédés au Distributeur qui dispose d'un droit à occuper le domaine public routier en application de l'article 10 de la loi du 15 juin 1906 confirmé par les articles L.113-3 et L.113-4 du code de la voirie routière, Montpellier Méditerranée Métropole et le Distributeur se sont rapprochés pour étudier le déplacement et la dissimulation des réseaux électriques aériens et définir les modalités de financement des ouvrages à reconstituer. La convention s'applique sur le domaine public routier, à la mise en souterrain des équipements de communication électronique programmée par la commune.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La convention a pour objet de définir les principaux droits et obligations des parties quant à la réalisation des travaux de dissimulation et de déplacement des réseaux de communication électronique nécessités par les travaux d'aménagement de la rue de la Poulaillère.

**ARTICLE 2** : La société Orange s'engage à réaliser les travaux d'enfouissement, renforcement ou établissement de ses réseaux en coordination étroite dans le strict respect du planning élaboré lors de la réunion préparatoire au démarrage des travaux en présence de l'ensemble des parties.

**ARTICLE 3** : La Société Orange fournit à ses frais le matériel nécessaire au déplacement de ses réseaux et finance toutes les opérations de déplacement de ses réseaux. L'exécution financière de la convention est nulle entre les parties.

**ARTICLE 4 :** La convention prend effet à la signature par les représentants des parties et à la date du cachet de la Préfecture de l'Hérault accusant réception dans le cadre des règles du contrôle de légalité, jusqu'à la fin des garanties contractuelles des marchés relatifs aux travaux visés à l'article 2.1. de la convention.

**ARTICLE 5 :** Monsieur Rabii YOUSSEF, Vice- Président, est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2016-161 du 27/04/2016 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-276
Reçue en Préfecture le	02/08/16
Affichée le	02/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160802-lmc1125190-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'avenant de transfert du titulaire du marché 3656bisUH15 - Révision des cartes de bruit stratégiques et du Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver et conclure toutes les modifications aux marchés et accords cadres, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché, en application de l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, 4ème paragraphe,
- VU l'arrêté n°2016-66 du 28 janvier 2016 portant délégation de fonction et de signature à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine « du développement et de l'aménagement durable du territoire, de l'espace public et de l'habitat »,
- VU le marché n°3656bis UH15 concernant la révision des cartes de bruit stratégiques et du plan de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE)
- VU la réorganisation juridique de la société IMPEDANCE, l'activité d'ingénierie, d'expertise, de conseil et de recherche et développement, dans le domaine de l'acoustique, la mécanique et les vibrations, déployée dans les secteurs du bâtiment, de l'environnement et de l'industrie a fait l'objet de la création d'une nouvelle filiale dénommée SAS IMPEDANCE INGENIERIE, inscrite au RCS d'Evry sous le numéro 814732707.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant n°1 au marché n°3656bisUH15 doit être passé en vue du transfert à la société SAS IMPEDANCE INGENIERIE des prestations exercées jusqu'alors par la SAS IMPEDANCE.

**ARTICLE 2** : Madame Stéphanie JANNIN Vice-Présidente est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2016-66 du 28 janvier 2016 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-281
Reçue en Préfecture le	07/07/16
Affichée le	07/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160707- lmc1124243-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 07/07/2016

Mme S. JANNIN

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée au  
Développement et l'Aménagement  
Durable du Territoire

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant n°1 au marché n°3822DC14 (lot 2) de maintenance pour les matériels de radio identification (RFID) 3M**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Colles
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver et conclure toutes les modifications aux marchés et accords cadres, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché, en application de l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, 4<sup>ème</sup> paragraphe,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- VU la décision n°D2015-130 approuvant le marché n°3822DC14 (lot 2) de maintenance pour les matériels de radio identification (RFID) 3M, conclu avec la société 3M FRANCE,
- VU la cession de l'activité « Solutions pour les Bibliothèques en France » de la société 3M FRANCE à la société BIBLIOTHECA, SAS au capital de 40 000 euros 444 272 009 00028 - APE 4651Z, 5 boulevard des Bouvets, 92000 Nanterre.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant n°1 au marché n°3822DC14 (lot 2) de maintenance pour les matériels de radio identification (RFID) 3M (automates, platines et portiques de détection et de comptage du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole) est conclu pour constater la cession de l'activité de la société 3M FRANCE, boulevard de l'Oise, 95006 CERGY PONTOISE CEDEX à la société BIBLIOTHECA, 5 boulevard des Bouvets, 92000 NANTERRE.

**ARTICLE 2 :** Cet avenant ne modifie ni la durée, ni le montant du marché initial.

**ARTICLE 3 :** Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-291
Reçue en Préfecture le	13/07/16
Affichée le	13/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160713- lmc1124300-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/2016

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée au  
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°4455EA16 de Révision du schéma directeur d'assainissement pluvial sur la commune de Grabels**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-4 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Prévention des Risques Majeurs et Gestion des Milieux Aquatiques »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité d'actualiser le schéma directeur d'assainissement pluvial et de réaliser le zonage pluvial sur la commune de Grabels,

**CONSIDÉRANT** l'avis d'appel public à la concurrence lancé le 21 décembre 2015 et publié sur la plateforme de dématérialisation de Montpellier Méditerranée Métropole et de la ville de Grabels,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°4455EA16 de « Révision du schéma directeur d'assainissement pluvial sur la commune de Grabels » est passé avec la société EGIS Eau sise 889 rue de la Vieille Poste – CS 89017 – 34965 MONTPELLIER Cedex 2.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne des prestations intellectuelles consistant en la révision du schéma directeur d'assainissement pluvial sur la commune de Grabels.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 6 mois.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 25 840 € HT. Cette dépense est prévue au budget principal de la Métropole, chapitre 907.

**ARTICLE 5** : Madame Jackie GALABRUN-BOULBES Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-4 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2016-317
Reçue en Préfecture le	27/06/16
Affichée le	27/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160627- lmc1125035-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 27/06/2016

Mme J. GALABRUN-BOULBES

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée à la  
Prévention des risques majeurs et gestion  
des milieux aquatiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Marché n°3679MG14 d'achat de petit matériel électrique, piles, batteries et lampes - Avenant n°1 au lot n° 4 "Lampes à décharge" intégrant des prix au bordereau des prix unitaires**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment approuver et conclure toutes les modifications prévues à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 aux marchés et accords-cadres, qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appels d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice;
- VU l'arrêté n°A2016-122 du 21/03/2016 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine « Voirie et Espaces Publics »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un avenant n°1 au lot 4 du marché n°3679MG14,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant n°1 au lot n°4 du marché n°3679MG14 d'achat de petit matériel électrique, piles, batteries et lampes est passé avec l'entreprise, titulaire du marché, EUROKA sise BRUXELLES-BELGIQUE.

**ARTICLE 2** : Cet avenant concerne l'intégration de prix nouveaux au bordereau des prix unitaires.

**ARTICLE 3** : Les prix suivants sont ajoutés au bordereau des prix unitaires :

Numéro de prix	Descriptif	Prix unitaire € HT
	<b>Tubes Fluos</b>	
54498840	MASTER TL-D Xtra 18w/830 G13 3000K	4.63
55862640	MASTER TL-D Xtra 18w/840 G13 4000K	4.63
55871840	MASTER TL-D Xtra 36w/830 G13 3000K	4.63
55876340	MASTER TL-D Xtra 36w/840 G13 4000K	4.63
55888640	MASTER TL-D Xtra 58w/830 G13 3000K	4.97

55890940	MASTER TL-D Xtra 58w/840 G13 4000K	4.97
	<b>Lampes économiques</b>	
26358200	MASTER PL-E 8w/827 E27 2700K	5.13
26368100	MASTER PL-E 11w/827 E27 2700K	5.13
75142310	MASTER PL-E 15w/827 E27 2700K	5.40
75143010	MASTER PL-E 20w/827 E27 2700K	5.46
75144710	MASTER PL-E 23w/827 E27 2700K	5.46

**ARTICLE 4** : Le montant du marché reste inchangé.

**ARTICLE 5** : Monsieur Rabii YOUSSEUS, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2016-122 du 21/03/2016 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-324
Reçue en Préfecture le	11/07/16
Affichée le	11/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160711-lmc1125058-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11/07/2016

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Voirie, Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°4326EP16 de fourniture de mâts spécifiques d'éclairage public type "boulevards urbains" - Avenant n°1 intégrant des prix nouveaux au bordereau des prix unitaires**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment approuver et conclure toutes les modifications prévues à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 aux marchés et accords-cadres, qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appels d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice;
- VU l'arrêté n°A2016-122 du 21/03/2016 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine « Voirie et Espaces Publics»,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un avenant n°1 au marché n°4326EP16,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant n° 1 au marché n°4326EP16 de fourniture de mâts spécifiques d'éclairage public type "boulevards urbains" est passé avec la société TECHNILUM, titulaire du marché.

**ARTICLE 2** : Cet avenant concerne l'intégration de prix nouveaux au bordereau des prix unitaires.

**ARTICLE 3** : Les prix suivants sont ajoutés au bordereau des prix unitaires :

Numéro de prix	Descriptif	Unité	Prix unitaire € HT
EX080100	Tête de mât City – Twin Ugni simple GM pour 11m50	1	1572.37
EX080200	Tête de mât City – Twin Ugni double GM pour 11m50	1	1773.52
EX080300	Tête de mât City – Twin Ugni simple GM pour 8m00	1	1397.21

**ARTICLE 4** : Le montant du marché reste inchangé.

**ARTICLE 5** : Monsieur Rabii YOUSSEUS, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2016-122 du 21/03/2016 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-325
Reçue en Préfecture le	11/07/16
Affichée le	11/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160711- lmc1125064-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11/07/2016

M. R. YOUSSEF

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Voirie, Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°4089TV15 de maintenance et modifications des équipements d'éclairage public - Avenant n°1 au lot n°2 Quartier Montpellier Centre intégrant des prix nouveaux au bordereau des prix unitaires**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment approuver et conclure toutes les modifications prévues à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 aux marchés et accords-cadres, qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appels d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice;
- VU l'arrêté n°A2016-122 du 21/03/2016 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine « Voirie et Espaces Publics »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de conclure l'avenant n°1 au lot 2 du marché n°4089TV15,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant n°1 au lot 2 du marché n°4089TV15 de maintenance et modifications des équipements d'éclairage public est passé avec l'entreprise TRAVESSET, titulaire du marché, sise à Teyran.

**ARTICLE 2 :** Cet avenant concerne l'intégration de prix nouveaux au bordereau des prix unitaires.

**ARTICLE 3 :** Les prix suivants sont ajoutés au bordereau des prix unitaires :

Numéro de prix	Descriptif	Prix unitaire € HT
<b>50 040 600</b>	<b>Lanternes</b>	
50 040 601	Lanterne Onyx 250w SHP	504.00
50 040 602	Lanternes type esplanade (vasque claire + kit relamping 70w)	538.00
<b>E2 040 600</b>	<b>Lanternes</b>	
E2 040 603	Lanterne Citéa Midi 48leds 500mA NW	570.00
<b>50 040 700</b>	<b>Mâts</b>	
50 040 701	Mât Technitram 4m50 simple	675.81
50 040 702	Mât Technitram 4m50 double	763.09
50 040 703	Mât Technitram 8m simple + feu piéton 4,5m	1687.07
50 040 704	Mât Technitram 10m simple	2210.42

50 040 705	Mât Technitram 10m double	2406.21
50 040 706	Mât Technitram 12m simple	2597.28
<b>E2 040 700</b>	<b>Mâts</b>	
E2 040 707	Mâts type Esplanade simple	2208.00
E2 040 708	Mâts type Esplanade double	2444.00
E2 040 709	Mâts type ZAC d'Alco	1058.00
E2 040 603	Fourniture et pose d'un support de LAC type ligne 3 H1C0, ou équivalent, hauteur 8.50m, dima base 350mm, diam tête 168.3mm. Finition gris acier Futura Akzo Nobel, pour Q=1	6 600.00
E2 040 604	Fourniture et pose d'une réhausse de support LAC type Palino ou équivalent, hauteur 1.50m, pour support 3 projecteurs. Finition gris acier Futura Akzo Nobel, pour 1<Q<5	1 330.00
E2 040 605	Fourniture et pose d'un projecteur type Optiflood MVP 506 ou équivalent, réflecteur asymétrique A/60, 150w CDO-TT. Finition gris acier Futura Akzo Nobel, pour 5<Q<10	880.00
E2 040 606	Fourniture et pose d'un projecteur type Optiflood MVP 506 ou équivalent, réflecteur routier OR, 150w CDO-TT. Finition gris acier Futura Akzo Nobel, pour 1<Q<5	885.00
E2 040 607	Fourniture et pose d'une console façade type Technitram ou équivalent, avancée 0.50m. Finition gris acier Futura Akzo Nobel, pour 30<Q	380.00
E2 040 608	Fourniture et pose d'un projecteur à LED type Promed S1 ou équivalent, 3000°K, 350mA, y compris alimentation déportée, pour 10<Q<30	1015.00
E2 040 609	Fourniture et pose d'un projecteur type Mini Optiflood MVP 504 ou équivalent, réflecteur asymétrique A/60, 70w CDO-TT. Finition gris anthracite, pour 10<Q<30	745.00
E2 040 610	Fourniture vitre pour projecteur Meyer	45.00

**ARTICLE 4 :** Le montant du marché reste inchangé.

**ARTICLE 5 :** Monsieur Rabii YOUSOUS, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2016-122 du 21/03/2016 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-328
Reçue en Préfecture le	11/07/16
Affichée le	11/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160711-t-lmc1125073-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11/07/2016

M. R. YOUSOUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Voirie, Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°4285EP16 de travaux de signalisation horizontale -  
Avenant n°2 au lot n°1 Quartiers Mosson - Cévennes/Croix d'Argent/Près d'Arènes/  
Port Marianne intégrant des prix nouveaux au bordereau des prix unitaires**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment ses articles 20 et 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment approuver et conclure toutes les modifications prévues à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 aux marchés et accords-cadres, qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appels d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice;
- VU l'arrêté n°A2016-122 du 21/03/2016 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine « Voirie et Espaces Publics »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un avenant n°2 au lot 1 du marché n°4285EP16,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant n°2 au lot 1 du marché n°4285EP16 de travaux de signalisation horizontale est passé avec l'entreprise AXIMUM, titulaire du marché, sise à Vendargues.

**ARTICLE 2** : Cet avenant concerne l'intégration de prix nouveaux au bordereau des prix unitaires.

**ARTICLE 3** : Les prix suivants sont ajoutés au bordereau des prix unitaires :

Numéro de prix	Descriptif	Unité	Prix unitaire € HT
PN 1	Location de séparateur mobile de voie en béton	m.jc	0.20
PN 2	Dépose et évacuation de séparateur mobile de voie en béton	M	18.00
PN 3	Forfait d'intervention	Forf	850.00

**ARTICLE 4** : Le montant du marché reste inchangé.

**ARTICLE 5** : Monsieur Rabii YOUSSEUS, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2016-122 du 21/03/2016 portant délégation de fonction.



**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-331
Reçue en Préfecture le	11/07/16
Affichée le	11/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160711-lmc1125095-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11/07/2016

M. R. YOUSSEF

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Voirie, Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°4141TV15 de réfection définitive des tranchées et investigations complémentaires - Avenant n°1 intégrant des prix nouveaux au bordereau des prix unitaires**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics et notamment ses articles 20 et 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment approuver et conclure toutes les modifications prévues à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 aux marchés et accords-cadres, qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appels d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice;
- **VU** l'arrêté n°A2016-122 du 21/03/2016 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine « Voirie et Espaces Publics »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un avenant n°1 au marché n°4141TV15,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant n°1 au marché n°4141TV15 de réfection définitive des tranchées et investigations complémentaires est passé avec l'entreprise COLAS, titulaire du marché sise à Saint Jean de Védas.

**ARTICLE 2** : Cet avenant concerne l'intégration de prix nouveaux au bordereau des prix unitaires.

**ARTICLE 3** : Les prix suivants sont ajoutés au bordereau des prix unitaires.

Numéro de prix	Descriptif	Unité	Prix unitaire € HT
VE060200	Sciage et démolition de béton maigre sous trottoir sur une épaisseur max de 15cm y compris évacuation des déblais et préparation du support pour mise en œuvre d'un béton désactivé	m <sup>2</sup>	15.44
VE020500	Fourniture et mise en œuvre d'un EB6 (BBSG 0/6) selon modalités identiques au prix VE020100	m <sup>2</sup>	69.50
VE020600	Colmatage et scellement de joints par pontage à l'émulsion sablée	ml	15.75

VE100401	Analyse amiante et HAP en laboratoire agréé avec rapport de synthèse. (1 analyse, toutes les 100 Tonnes, prélevée sur stock des produits rabottés avant mise en décharge)	U	325.00
----------	---	---	--------

**ARTICLE 4 :** Le montant du marché reste inchangé.

**ARTICLE 5 :** Monsieur Rabii YOUSSEUS, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2016-122 du 21/03/2016 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-336
Reçue en Préfecture le	11/07/16
Affichée le	11/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160711-lmc1125120-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11/07/2016

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Voirie, Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°4462DS16 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de téléskis nautiques dans le parc Gérard Bruyère à Baillargues**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération n°13642 du 24 février 2016 actant les modalités de transfert du Parc Gérard Bruyère à Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté n°A2015-13 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions Sportives »,

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de passer un marché de maîtrise d'œuvre en procédure pour la réalisation de téléskis nautiques dans le parc Gérard Bruyère à Baillargues,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché n°4462DS16 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de téléskis nautiques dans le parc Gérard Bruyère à Baillargues est passé avec la société SSC (Skatepark Service Conseil) sise à Montpellier (34090), 19 rue des Gélinites.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne une mission de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de téléskis nautiques dans le parc Gérard Bruyère à Baillargues.

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet à compter de la date de sa notification. Sa durée est de 30 mois.

**ARTICLE 4 :** Le montant forfaitaire provisoire du marché s'élève à 38 500 € HT. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 903.

**ARTICLE 5 :** Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-13 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-339
Reçue en Préfecture le	01/07/16
Affichée le	01/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160701- lmc1125178-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 01/07/2016

M. J.-L. MEISSONNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué aux  
Sports et Traditions sportives

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un don d'instruments de musique au  
Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier  
Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celles d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- **VU** l'arrêté n°n°A-2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** que l'acceptation du don des instruments de musique, proposé par l'association des « musiciens de l'Euzière », permettra aux élèves du département des musiques anciennes du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole d'avoir accès à un panel d'instruments plus large,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Les instruments, dont la liste est jointe, donnés par l'association des « musiciens de l'Euzière », sise, chez madame Hélène MATTRAS – immeuble Impérator- Bât A5- 480 rue Centrayrargues- 34070 –MONTPELLIER- reviendront, en l'état, au Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, pour abonder le parc instrumental des musiques anciennes.

**ARTICLE 2** : Cette cession d'instruments se fera à titre gratuit.

**ARTICLE 5** : Monsieur, Bernard TRAVIER , Vice-Président délégué, est autorisé à signer la liste certifiée de donation visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-340
Reçue en Préfecture le	20/07/16
Affichée le	20/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160720-lmc1125185-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/07/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature de la convention ORANGE/  
Montpellier Méditerranée Métropole pour l'enfouissement du réseau de  
communication électronique sur la rue du Château - Ville de Grabels**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEF en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté n°A2016-161 du 27 avril 2016 portant délégation de fonction accordée à M. Rabii YOUSSEF dans le domaine de la Voirie et de l'Espace Public,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et /ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et / ou à l'extension et / ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés publics de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur,
- **CONSIDERANT** que sur la voirie de la Rue du Château sur la Commune de Grabels sont implantés des réseaux aériens de communication électronique, propriété de Orange, qui dispose d'un droit à occuper le domaine public routier en application de l'article 10 de la loi du 15 juin 1906 confirmé par les articles L.113-3 et L.113-4 du Code de la voirie routière, Montpellier Méditerranée Métropole et le distributeur se sont rapprochés pour étudier le déplacement et la dissimulation des réseaux électroniques aériens et définir les modalités de financement des ouvrages à reconstituer. La convention s'applique sur le domaine public routier, aux fins de mise en souterrain des équipements de communication électronique dans le cadre d'une programmation de travaux d'aménagement initiés par la Commune de Grabels.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** la convention a pour objet de définir les principaux droits et obligations des parties quant à la réalisation des travaux de dissimulation et de déplacement des réseaux de communication nécessités par les travaux d'aménagement de la Rue du Château à Grabels.

**ARTICLE 2 :** la Société Orange s'engage à réaliser les travaux d'enfouissement, renforcement ou établissement de ses réseaux en coordination étroite dans le strict respect du planning élaboré lors de la réunion préparatoire au démarrage des travaux en présence de l'ensemble des parties.

**ARTICLE 3 :** les travaux et prestations seront assurés et pris en charge par la Société Orange et facturés à Montpellier Méditerranée Métropole pour un montant estimé à 13 203 € HT.



**ARTICLE 4** : la convention prend effet à la signature par les représentants des parties et à la date du cachet de la Préfecture de l'Hérault accusant réception dans le cadre des règles du contrôle de légalité, jusqu'à la fin des garanties contractuelles des marchés relatifs aux travaux visés à l'article 2.1. de la convention.

**ARTICLE 5** : Monsieur Rabii YOUSSEF, Vice-Président, est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2016-161 du 27/04/2016 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-347
Reçue en Préfecture le	28/07/16
Affichée le	28/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160728- lmc1125395-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature de la convention ORANGE / Montpellier Méditerranée Métropole pour l'enfouissement du réseau de communication électronique sur la Rue Valat de la Fosse sur la commune de Juvignac**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et / ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et / ou à l'extension et /ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur aux seuils des marchés publics de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur,
- VU l'arrêté n°A2016-161 du 27 avril 2016, portant délégation de fonction accordée à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans les domaines de la Voirie et de l'Espace Public,
- **CONSIDERANT** que sur la voirie de la rue Valat de la Fosse sur la commune de Juvignac, sont implantés des réseaux de distribution d'énergie concédés au distributeur qui dispose d'un droit à occuper le domaine public routier en application de l'article 10 de la loi du 15 juin 1906, confirmé par les articles L.113-3 et L.113-4 du Code de la voirie routière. Montpellier Méditerranée Métropole et le distributeur se sont rapprochés pour étudier le déplacement et la dissimulation des réseaux de communication électronique aériens et définir les modalités de financement des ouvrages à reconstituer. La convention s'applique sur le domaine public routier, à la mise en souterrain des équipements de communication électronique programmée par la Commune de Juvignac.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** la convention a pour objet de définir les principaux droits et obligations des parties quant à la réalisation des travaux de dissimulation et de déplacement des réseaux de communication électronique nécessités par les travaux d'aménagement de la Rue Valat de la Fosse Juvignac, rue Valat de la Fosse.

**ARTICLE 2 :** la Société Orange s'engage à réaliser les travaux d'enfouissement, renforcement ou établissement des réseaux en coordination étroite avec Montpellier Méditerranée Métropole, dans le strict respect du planning élaboré lors de la réunion préparatoire au démarrage des travaux en présence de l'ensemble des parties.

**ARTICLE 3** : les travaux et prestations seront assurés et pris en charge par la Société Orange et facturés à Montpellier Méditerranée Métropole pour un montant estimé de 3 489 € HT.

**ARTICLE 4** : la convention prend effet à la signature par les représentants des parties et à la date du cachet de la Préfecture de l'Hérault accusant réception dans le cadre des règles du contrôle de légalité, jusqu'à la fin des garanties contractuelles des marchés relatifs aux travaux visés à l'article 2.1 de la convention.

**ARTICLE 5** : Monsieur Rabii YOUSSEF est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2016-161 du 27/04/2016 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-349
Reçue en Préfecture le	02/08/16
Affichée le	02/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160802- lmc1125414-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché de prestation de services avec Montpellier  
Events concernant l'achat de places avec prestations V.I.P pour les  
événements organisés à l'Aréna, au Zénith Sud et au Corum de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-13 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions Sportives »,
- **CONSIDÉRANT** qu'afin, d'une part, de renforcer son image auprès des principaux acteurs du développement économique et de l'aménagement du territoire tant au niveau local qu'au niveau national et international, et d'autre part, de remercier des personnes ayant joué un rôle actif dans la mise en œuvre de ses compétences, voire des gagnants de jeux concours aux tirages au sort organisés lors des actions de commercialisation à l'attention du grand public, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite disposer de places à choisir dans la programmation de Montpellier Events lors des manifestations sportives organisées au sein de l'Arena, du Zénith Sud et du Corum de Montpellier,
- **CONSIDÉRANT** que Montpellier Events, société exploitante de l'Arena, du Zénith Sud et du Corum de Montpellier est la seule à pouvoir répondre à cette demande,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°4566DS16 de prestation de services est passé avec la société Montpellier Events, domiciliée Esplanade Charles de Gaulles – BP 2200 – 34027 Montpellier, conformément à l'article 30-I-3c du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne l'achat d'un package de 12 places valables pour 10 événements, soit 120 places au total à choisir dans la programmation du club de Montpellier Events.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification jusqu'au 30 juin 2017.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 30 000 € HT. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 5** : Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président délégué aux Sports et aux Traditions Sportives est autorisé à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-13 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-366
Reçue en Préfecture le	27/06/16
Affichée le	27/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160627-lmc1125843-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 27/06/2016

M. J.-L. MEISSONNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué aux  
Sports et Traditions sportives

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'avenant n°2 du marché d'entretien et de maintenance des installations d'éclairage public et d'illuminations de Cournonsec**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment ses articles 20 et 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment d'approuver et conclure toutes les modifications prévues à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 aux marchés et accords-cadres qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un avenant n°2 modifiant la structure du prix unitaire des prestations d'entretien et de maintenance de l'éclairage public de Cournonsec, et permettant ainsi au prestataire d'établir des facturations conforme au partage des prestations prévues par l'avenant n°1 de co-utilisation, compte tenu de la conservation à la charge de la Commune des prestations de « pose, dépose et maintenance des illuminations »,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant n°2 au marché n°4095TV15 d'entretien et de maintenance des installations d'éclairage public et d'illuminations de la commune de Cournonsec est passé avec l'entreprise BOUYGUES Energies et Services à Saint-Gely-du-Fesc.

**ARTICLE 2** : Cet avenant concerne la modification de la structure du prix unitaire au point lumineux, initialement fixé à 21,50 € HT, en ôtant les prestations de « pose, dépose et maintenance des illuminations » estimées à 1920, 00 € HT par an.

En ramenant l'estimation des « illuminations » au nombre total de points lumineux égal à 732 (643 transférés à la Métropole et 89 conservés par la Commune), on obtient un prix annuel au point lumineux s'élevant à 2,623 € HT pour les prestations de « pose, dépose et maintenance des illuminations ».

Ainsi, pour les prestations réalisées pour le compte de la Métropole, c'est-à-dire pour les 643 points lumineux transférés, ôté de la part « illuminations », le prix annuel au point lumineux restructuré s'élève à 18, 877 € HT.

**ARTICLE 3** : Le présent avenant ne modifie pas le montant global du marché. En revanche, les montants appliqués à la Métropole sont modifiés comme suit :

Au lieu de lire :

Il convient de lire :

*Prix annuel au point lumineux*

Montant HT 21, 50 €

TVA 20 % 4, 21 €

Montant TTC 25, 71 €

*Montant estimatif annuel pour 643 points lumineux 3M*

Montant HT 13 824, 50 €

TVA 20 % 2 764, 90 €

Montant TTC 16 589, 40 €

*Prix annuel au point lumineux*

Montant HT 18, 877 €

TVA 20 % 3, 775 €

Montant TTC 22, 65 €

*Montant estimatif annuel pour 643 points lumineux 3M*

Montant HT 12 137, 91 €

TVA 20 % 2 427, 58 €

Montant TTC 14 565, 49 €

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-380
Reçue en Préfecture le	19/08/16
Affichée le	19/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101-lmc1126020-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 19/08/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention pour la mise à disposition de locaux et terrains dans les installations sportives de Montpellier Méditerranée Métropole pour la saison sportive 2016-2017**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ou payant, si le tarif a été fixé préalablement par délibération,
- VU l'arrêté n°A2015-13 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc-MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions Sportives»,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre de ses compétences, Montpellier Méditerranée Métropole gère l'ensemble des installations sportives sur son territoire,
- **CONSIDERANT** que les associations ayant sollicité Montpellier Méditerranée Métropole ont besoin de disposer régulièrement ou ponctuellement de locaux et/ou de terrains dans ces établissements sportifs pour le développement de leurs activités et/ou leur promotion dans le cadre d'organisation de manifestations sportives,
- **CONSIDERANT** qu'au regard de l'intérêt général et de l'intérêt métropolitain que représentent pour Montpellier Méditerranée Métropole, l'accueil des associations pour l'organisation de manifestations ou d'activités sportives, ces mises à disposition sont accordées à titre gratuit,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de passer des conventions, respectivement avec chacune de ces associations pour la mise à disposition permanente ou ponctuelle de locaux et/ou terrains en vue de l'organisation de manifestations sportives dans les équipements sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole pour la saison 2016-2017,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Une convention d'occupation, précaire et révocable, détaillant les modalités d'utilisation des installations sportives sises sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, est conclue nominativement avec chacune des associations.

**ARTICLE 2 :** Ces conventions concernent l'ensemble des installations sportives de Montpellier Méditerranée Métropole, hors réseau des piscines (Complexe sportif Yves-du-Manoir à Montpellier, Stade de la Mosson à Montpellier, Stade Jules Rimet à Sussargues, le Palais des Sports René Bougnol à Montpellier, la base Nautique La Valette, le gymnase Pitot).



**ARTICLE 3 :** La durée de ces conventions couvrira la saison sportive 2016-2017, soit de la date de signature des conventions au 31 août 2017.

**ARTICLE 4 :** Les associations n'ont pas de redevance à acquitter, les conventions étant conclues à titre gratuit, compte tenu de l'intérêt général que représente la présence de ces associations dans les activités sportives et l'organisation de manifestations.

**ARTICLE 5 :** Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président délégué aux Sports et aux Traditions Sportives est autorisé à signer les conventions visées à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-13 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-388
Reçue en Préfecture le	30/06/16
Affichée le	30/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160630-lmc1126318-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 30/06/2016

M. J.-L. MEISSONNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué aux  
Sports et Traditions sportives

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'avenant n° 2 au marché n°3898DS15  
de "Réfection de la surface de jeu du stade de la Mosson"**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics de 2006, notamment ses articles 20 et 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment d'approuver et conclure toutes les modifications prévues à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 aux marchés publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-13 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions sportives »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un avenant n° 2 au marché de « Réfection de la surface de jeu du stade de la Mosson »,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant n°2 au marché n°3898DS15 de travaux est passé avec la société LAQUET SAS, PA La Garrigue, 643 route de Beaurepaire, 26 210 Lapeyrouse Mornay.

**ARTICLE 2** : Cet avenant concerne la modification des clauses de l'article 5 du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) en ces termes :

Le délai de garantie est fixé à 2 ans à compter de la date de réception. Dans le cadre de la garantie due sur l'ouvrage pendant une durée de 2 ans (après la date du jour de réception de tous les travaux et de levée des réserves éventuelles) le titulaire sera tenu à la réalisation de l'ensemble des opérations nécessaires au parfait achèvement.

En l'espèce, celui-ci fera son affaire de l'ensemble des sujétions techniques, matérielles et humaines nécessaires au strict respect des conditions d'exigences techniques du CCTP et ce, avant la reprise de la saison 2017/2018.

**ARTICLE 3** : Le présent avenant n'a pas d'incidence financière.

**ARTICLE 4** : Monsieur MEISSONNIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-13 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-390
Reçue en Préfecture le	29/06/16
Affichée le	29/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160629- lmc1126248-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 29/06/2016

M. J.-L. MEISSONNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué aux  
Sports et Traditions sportives

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au protocole transactionnel - marché N°3841EA14 - Travaux de réaménagement de la rue Paul Rimbaud entre la rue d'Alco et la rue de l'Oasis**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics de 2006 et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des protocoles transactionnels qui peuvent être passés dans le cadre des marchés à procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en tant que pouvoir adjudicateur ou entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté n°A2016-161 du 27/04/2016 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine « voirie et espace public »,
- VU le marché 3841EA14 relatif aux travaux de réaménagement de la rue Paul Rimbaud entre la rue d'Alco et la rue de l'Oasis à Montpellier, conclu avec le Groupement EIFFAGE TP (mandataire) / SOLATRAG / SOTEM et UPEE7 en sous-traitance,
- VU la décision N°D2016-120 du 4 mars 2016, autorisant la signature d'un avenant N°1 au marché 3841EA14 relatif aux travaux de réaménagement de la rue Paul Rimbaud entre la rue d'Alco et la rue de l'Oasis à Montpellier, conclu avec le Groupement EIFFAGE TP (mandataire) / SOLATRAG / SOTEM et UPEE7 en sous-traitance, portant sur l'indemnisation pour arrêt de chantier et sujétions techniques imprévues, portant le prix du marché à 1 533 344,69 € HT,
- VU les demandes d'indemnités transmises par le groupement, d'un montant global de 544 595.23€ HT aux fins de prise en compte de la perte de rendement liée à des événements extérieurs à l'objet du marché et aux révisions de prix adaptées aux interruptions et reprises de chantier,
- **CONSIDERANT** la prise en compte nécessaire du déroulement de chantier sur fonds de climat social tendu et la volonté des parties de régler définitivement ce différend dans le cadre d'un protocole transactionnel,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : A l'issue des discussions intervenues, les parties conviennent de passer un protocole transactionnel relatif au marché N°3841EA14 conclu avec le groupement EIFFAGE TP (mandataire) / SOLATRAG / SOTEM et UPEE7 en sous-traitance,

**ARTICLE 2** : Ce protocole concerne l'indemnisation globale définitive et forfaitaire pour solde de tout compte au titre du préjudice subi pour l'ensemble des événements ayant perturbé l'exécution du marché.

**ARTICLE 3** : Le montant du protocole transactionnel s'élève à 321 782,80 €.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Vice-Président est autorisé à signer le protocole transactionnel visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2016-161 du 27/04/2016, portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-391
Reçue en Préfecture le	03/08/16
Affichée le	03/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160803- lmc1126433-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/08/2016

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Voirie, Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Musée Fabre - Décision relative au marché n° 4346DC16 de reproduction de sculptures dans le cadre de la réalisation d'un espace d'interprétation sur le thème de la sculpture au musée Fabre**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, notamment son article 27,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER, dans le domaine « Culture »,

**CONSIDERANT** la nécessité de passer un marché de reproduction de sculptures dans le cadre de la réalisation d'un espace d'interprétation sur le thème de la sculpture au musée Fabre,

**CONSIDERANT** la procédure de mise en concurrence à la suite de la parution d'un avis d'appel public à la concurrence en date du 23 février 2016,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché n°4346DC16 de reproduction de sculptures est passé avec la Société TACTILE STUDIO - 58 rue d'Hauteville - 75010 PARIS

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne la reproduction de sculptures dans le cadre de la réalisation d'un espace d'interprétation sur le thème de la sculpture au musée Fabre,

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 6 mois.

**ARTICLE 4 :** Le montant du marché s'élève à 77 200 € HT (tranche ferme : 51 800€ HT, tranche conditionnelle 1 : 23 400€ HT tranche conditionnelle 2 : 2 000€ HT). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 903.

**ARTICLE 5 :** Monsieur TRAVIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-396
Reçue en Préfecture le	29/06/16
Affichée le	29/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160629- lmc1126313-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 29/06/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4477RI16 de  
maintenance de la solution de messagerie Zimbra**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- VU l'extension du réseau informatique de Montpellier Méditerranée Métropole à l'ensemble de ses sites,
- **CONSIDERANT** la nécessité pour la Direction des Ressources Informatiques, de pouvoir répondre rapidement à un très large panel de demandes concernant les besoins en réseau informatique,
- **CONSIDERANT** les résultats de la procédure adaptée lancée le 16 mars 2016,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°4477RI16 de maintenance de la solution de messagerie Zimbra est conclu avec la société STARXPERT, 100 rue des fougères, 69009 Lyon.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne la maintenance de la solution de messagerie Zimbra, utilisée et hébergée sur les infrastructures de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : Ce marché est conclu pour une durée de 1 an à compter de sa notification. Il sera renouvelable par reconduction tacite par période de 1 an sans pouvoir excéder deux renouvellements.

**ARTICLE 4** : Le montant total du marché est sans minimum et avec un maximum de soixante-quinze mille euros HT (75 000 € HT). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 930.



**ARTICLE 5** : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, est autorisée à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-409
Reçue en Préfecture le	07/07/16
Affichée le	07/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160707- lmc1126993-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 07/07/2016

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée au  
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'avenant de co-utilisation du marché d'entretien et de maintenance des installations d'éclairage public 2016 - 2017 - 2018 par la Commune de Saint-Drézéry et Montpellier Méditerranée Métropole**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la fin de la convention en vue de l'exercice transitoire des nouvelles compétences de la Métropole conclue avec la Commune de Saint-Drézéry en date du 31 décembre 2015
- VU la délégation permanente accordée au Président par le Conseil de prendre toute décision concernant la signature des avenants de co-utilisation portant sur des marchés initialement passés par les communes membres de la Métropole, et dont l'objet couvre pour partie des compétences transférées à la Métropole et pour partie des compétences demeurant communales. Ces marchés seront en effet conjointement utilisés par la commune concernée et Montpellier Méditerranée Métropole, chacune sur la base de leurs besoins et compétences respectifs,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer des avenants de co-utilisation afin de permettre l'exercice des compétences transférées,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** L'avenant de co-utilisation ci-après est passé entre la Commune de Saint-Drézéry, Montpellier Méditerranée Métropole et les entreprises suivantes :

Marché n°4524AT16 relatif à « l'entretien – maintenance des installations d'éclairage public 2016 – 2017 – 2018 », à prix unitaires, d'un montant annuel estimé à 9 828, 00 € HT, conclu jusqu'au 31/12/2016 et reconductible deux fois, soit jusqu'au 31/12/2018, avec le groupement TRAVESSET CITEOS à Teyran (mandataire) / ALLEZ & Cie.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-416
Reçue en Préfecture le	28/07/16
Affichée le	28/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160728- lmc1126527-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'avenant de co-utilisation du marché de maintenance de l'éclairage public par la Commune de Saussan et Montpellier Méditerranée Métropole**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la fin de la convention en vue de l'exercice transitoire des nouvelles compétences de la Métropole conclue avec la commune de Saussan en date du 31 décembre 2015,
- **VU** la délégation permanente accordée au Président par le Conseil de prendre toute décision concernant la signature des avenants de co-utilisation portant sur des marchés initialement passés par les communes membres de la Métropole, et dont l'objet couvre pour partie des compétences transférées à la Métropole et pour partie des compétences demeurant communales. Ces marchés seront en effet conjointement utilisés par la commune concernée et Montpellier Méditerranée Métropole, chacune sur la base de leurs besoins et compétences respectifs,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer des avenants de co-utilisation afin de permettre l'exercice des compétences transférées,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : L'avenant de co-utilisation ci-après est passé entre la Commune de Saussan, Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise suivante :

Marché n°4559AT16 relatif à la « Maintenance de l'éclairage public », d'un montant de 7 900, 00 € HT et conclu pour une durée d'un an, soit jusqu'au 31/10/2016, avec l'entreprise SPIE Sud-Ouest à Saint Jean de Védas.

**ARTICLE 2** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-417
Reçue en Préfecture le	11/08/16
Affichée le	11/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160811- lmc1126529-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 11/08/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'avenant de co-utilisation du marché d'Eclairage public - Lot 2 Entretien, par la Commune de Baillargues et Montpellier Méditerranée Métropole**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la fin de la convention en vue de l'exercice transitoire des nouvelles compétences de la Métropole conclue avec la commune de Baillargues en date du 31 décembre 2015,
- VU la délégation permanente accordée au Président par le Conseil de prendre toute décision concernant la signature des avenants de co-utilisation portant sur des marchés initialement passés par les communes membres de la Métropole, et dont l'objet couvre pour partie des compétences transférées à la Métropole et pour partie des compétences demeurant communales. Ces marchés seront en effet conjointement utilisés par la commune concernée et Montpellier Méditerranée Métropole, chacune sur la base de leurs besoins et compétences respectifs,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer des avenants de co-utilisation afin de permettre l'exercice des compétences transférées,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : L'avenant de co-utilisation ci-après est passé entre la Commune de Baillargues, Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise suivante :

Marché n°4150TV15 relatif à « l'Eclairage public – Lot 2 Entretien », d'un montant s'élevant à 37 244, 00 € HT par an et conclu pour une durée d'un an renouvelable trois fois, soit jusqu'au 11/02/2017 avec l'entreprise BONDON à Lattes.

**ARTICLE 2** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-418
Reçue en Préfecture le	11/08/16
Affichée le	11/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160811-lmc1126531-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 11/08/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4537DC16 d'aménagements scénographiques de l'exposition « À l'école des scribes : les écritures de l'Égypte ancienne » organisée au musée Henri Prades**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président délégué à la Culture,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu, dans le cadre de l'organisation de l'exposition «À l'école des scribes : les écritures de l'Égypte ancienne» au musée Henri Prades de confier les travaux scénographiques à une entreprise spécialisée.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché d'aménagements scénographiques de l'exposition temporaire est passé avec la société ISF Méditerranée Solution Exposition 113, rue Georges ONSLOW, ZA Garosud – CS 68114, 34075 Montpellier cedex 3.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne la réalisation des aménagements scénographiques dans la salle d'exposition ainsi que la réalisation de la signalétique de l'exposition « À l'école des scribes : les écritures de l'Égypte ancienne » au musée Henri Prades, du 9 juillet 2016 au 2 janvier 2017.

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet à compter de sa notification jusqu'au 10 juillet 2016.

**ARTICLE 4 :** Le montant du marché s'élève à 35 084 € HT., soit 42 100,80 € TTC., ceci correspondant au montant de la réalisation d'un lot unique. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 5 :** Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-président déléguée à la Culture, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2016-420
Reçue en Préfecture le	29/06/16
Affichée le	29/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160629-lmc1126535-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 29/06/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4536DC16 de transport de l'exposition  
« À l'école des scribes : les écritures de l'Égypte ancienne »  
organisée au musée Henri Prades du 9 juillet 2016 au 2 janvier 2017**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le règlement des marchés publics et accords cadres et notamment l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président délégué à la Culture,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 27 et 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu, dans le cadre de l'organisation de l'exposition « *À l'école des scribes : les écritures de l'Égypte ancienne* » au musée Henri Prades de confier le transport des objets archéologiques prêtés à une entreprise spécialisée.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché de prestation de service pour le transport de l'exposition temporaire est passé avec la société LP ART – 274, rue de Rosny – 93 100 Montreuil.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne le transport aller et retour, l'emballage et le déballage ainsi que la gestion des convoyeurs pour les objets archéologiques prêtés dans le cadre de l'exposition « *À l'école des scribes : les écritures de l'Égypte ancienne* » au musée Henri Prades, du 9 juillet 2016 au 2 janvier 2017.

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet à compter de sa notification jusqu'au 3 mars 2017.

**ARTICLE 4 :** Le montant du marché s'élève à 39 695 € HT, soit 46 856 € TTC, ceci correspondant au montant de la réalisation d'un lot unique. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 5 :** Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-président déléguée à la Culture, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-423
Reçue en Préfecture le	05/07/16
Affichée le	05/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160704- lmc1126782-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 04/07/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4366UH16 pour la finalisation  
du Plan local d'Urbanisme de la commune de Pignan**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.
- **VU** l'arrêté n°2016-66 du 27 Janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine « du Développement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Espace Public et de l'Habitat »,

**CONSIDÉRANT** l'avis d'appel public à la concurrence publié le 09 Février 2016 concernant le marché 4366UH16 et l'analyse de l'offre reçue,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°4366UH16 de prestations intellectuelles est passé avec le groupement DLM Associés (mandataire), Urban Project (co-traitant), Empreinte (co-traitant) et Biotope (co-traitant).

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne une mission pour la finalisation du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Pignan.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations. Sa durée est de 2 ans.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 35 965 € HT. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 5** : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2016-66 du 27 Janvier 2016 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-424
Reçue en Préfecture le	11/07/16
Affichée le	11/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160711- lmc1126572-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11/07/2016

Mme S. JANNIN

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée au  
Développement et l'Aménagement  
Durable du Territoire

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'achat d'une œuvre de Mme Nella  
DUVERT-BUSCOT pour la médiathèque Aimé Césaire**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président, notamment celle d'autoriser l'acquisition d'œuvres d'art à titre onéreux qui ne font pas l'objet d'une demande de subvention, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- **VU** l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la « Culture »,
- **CONSIDERANT** d'une part que la médiathèque Aimé Césaire sera en construction d'ici la fin de l'année 2016, et d'autre part qu'une œuvre de l'artiste DUVERT-BUSCOT intitulé "Hommage à Aimé Césaire" représente Aimé Césaire en tant que symbole de la libération du peuple noir,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole achète à Mme DUVERT-BUSCOT son œuvre "Hommage à Aimé Césaire".

**ARTICLE 2** : L'œuvre sera implantée en rez-de-chaussée de la médiathèque Aimé Césaire à Castelnau-le-Lez, à proximité de l'accueil général, dès que l'avancement des futurs travaux rendra possible sa mise en place.

**ARTICLE 3** : Cette acquisition sera réalisée moyennant le règlement à Mme DUVERT-BUSCOT de 25000 € HT soit 26 375 € TTC avec une TVA à 5%. Les frais de transport et d'installation de l'œuvre sont à la charge de Mme DUVERT-BUSCOT. Les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé tout document découlant de la présente acquisition, conformément à l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-427
Reçue en Préfecture le	30/06/16
Affichée le	30/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160630- lmc1126614-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 30/06/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention d'Occupation du Domaine  
Public- Musée Fabre- Accueil d'une compagnie en résidence**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision autorisant l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
- **VU** l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de signature à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

**CONSIDÉRANT** les orientations culturelles de Montpellier Méditerranée Métropole au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole autorise la résidence de la compagnie La Vaste Entreprise au Musée Fabre, sis 39 Bd Bonne Nouvelle, à Montpellier, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole, à titre ponctuel et non exclusif pour adapter sa création en cours « Visite de groupe à un espace muséal ».

**ARTICLE 2 :** L'occupation est autorisée à titre gratuit pour la période du Lundi 30 mai au dimanche 5 juin inclus.

**ARTICLE 3 :** Une convention fixe les modalités de cette occupation.

**ARTICLE 4 :** Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 3 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de signature.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2016-428
Reçue en Préfecture le	29/06/16
Affichée le	29/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160629- lmc1126647-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 29/06/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision modificative de la régie d'avances de la Médiathèque Emile Zola**

- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- **VU** le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- **VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,
- **VU** la délibération n°2007-22, du Conseil de Communauté en date du 15 janvier 2007 portant création d'une régie d'avances auprès de la Médiathèque Emile Zola de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.
- **VU** l'avis conforme du 25 mai 2016 du comptable assignataire,

**CONSIDERANT**, l'impossibilité d'établir des marchés au niveau de la scène locale, l'utilisation de la régie d'avances reste le seul moyen d'acquisition de CD & DVD.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La délibération n°2007-22, du 15 janvier 2007 a instauré une régie d'avances auprès de la Médiathèque Emile Zola de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 2** : Cette régie est installée 218 boulevard de l'Aéroport International à Montpellier.

**ARTICLE 3** : La régie prend en charge les dépenses suivantes :

- dépenses de matériel et de fonctionnement (achat de petites fournitures et petits outillages, frais de réception, frais intervenants, **achat de publications périodiques**).
- **achat de Cd et Dvd n'entrant pas dans le cadre d'un marché public.**

**ARTICLE 4** : Les dépenses sont payées selon les modes de paiement suivants :

- en numéraire.

**ARTICLE 5 :** Le montant maximum de l'avance consentie au régisseur est fixé à MILLE EUROS (1 000,00 €)

**ARTICLE 6 :** Le régisseur verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des justificatifs des opérations de dépenses tous les mois et obligatoirement :

- au 31 décembre de l'année,
- en cas de changement du régisseur,
- au terme de la régie.

**ARTICLE 7 :** Le régisseur n'est pas assujéti à un cautionnement.

**ARTICLE 8 :** Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 9 :** Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 10 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-429
Reçue en Préfecture le	04/07/16
Affichée le	04/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160704-lmc1126673-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 04/07/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision modificative des sous-régies d'avances  
du réseau des médiathèques de Montpellier3M**

- **VU** le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- **VU** le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- **VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,
- **VU** la décision n°2007-22, du Président en date du 15 janvier 2007 portant création d'une régie d'avances auprès de la Médiathèque Emile Zola de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.
- **VU** la décision n°2011-653 du 28 novembre 2011, portant création d'une sous-régie d'avances auprès de la Médiathèque Centrale Emile Zola, installée à la Médiathèque Albert Camus, située avenue Charles de Gaulle à Clapiers.
- **VU** la décision n°2011-654 du 28 novembre 2011, portant création d'une sous-régie d'avances auprès de la Médiathèque Centrale Emile Zola, installée à la Médiathèque Jean de la Fontaine, située Château des Evêques à Lavérune.
- **VU** la décision n°2011-660 du 28 novembre 2011, portant création d'une sous-régie d'avances auprès de la Médiathèque Centrale Emile Zola, installée à la Médiathèque Federico Fellini, située 1 place Paul Bec à Montpellier.
- **VU** la décision n°2011-654bis du 28 novembre 2011, portant création d'une sous-régie d'avances auprès de la Médiathèque Centrale Emile Zola, installée à la Médiathèque Federico Garcia Lorca, située 162 avenue de Palavas à Montpellier.
- **VU** la décision n°2011-656 du 28 novembre 2011, portant création d'une sous-régie d'avances auprès de la Médiathèque Centrale Emile Zola, installée à la Médiathèque Jean Giono, située 26-28 rue Gaston Bazille à Pérols

- **VU** la décision n°2011-650 du 28 novembre 2011, portant création d'une sous-régie d'avances auprès de la Médiathèque Centrale Emile Zola, installée à la Médiathèque Françoise Giroud, située 15 avenue de la Coopérative à Castries,
- **VU** la décision n°2011-657 du 28 novembre 2011, portant création d'une sous-régie d'avances auprès de la Médiathèque Centrale Emile Zola, installée à la Médiathèque La Gare, située avenue du Grand Jeu à Pignan
- **VU** la décision n°2011-659 du 28 novembre 2011, portant création d'une sous-régie d'avances auprès de la Médiathèque Centrale Emile Zola, installée à la Médiathèque Victor Hugo, située 207 rue Guillaume Janvier à Montpellier,
- **VU** la décision n°2011-651 du 28 novembre 2011, portant création d'une sous-régie d'avances auprès de la Médiathèque Centrale Emile Zola, installée à la Médiathèque Jean-Jacques Rousseau, située 230 avenue du Biterrois à Montpellier,
- **VU** la décision n°2011-652 du 28 novembre 2011, portant création d'une sous-régie d'avances auprès de la Médiathèque Centrale Emile Zola, installée à la Médiathèque George Sand, située 235 boulevard des Moures à Villeneuve-lès-Maguelone,
- **VU** la décision n°2011-658 du 28 novembre 2011, portant création d'une sous-régie d'avances auprès de la Médiathèque Centrale Emile Zola, installée à la Médiathèque William Shakespeare, située 150 avenue Paul Bringuier à Montpellier,
- **VU** l'avis conforme du 25 mai 2016, du comptable assignataire,
- **CONSIDERANT**, la nécessité de répondre aux demandes du public, il devient nécessaire de modifier la liste des dépenses.

## **D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Les sous-régies d'avances sus-visées ont été créées auprès de la régie d'avances de la Médiathèque Centrale Emile Zola.

**ARTICLE 2** : Les sous-régies sus-visées prennent en charge les dépenses suivantes :

- dépenses de matériel et de fonctionnement (achat de petites fournitures et petits outillages, frais de réception, frais intervenants, **achat de publications périodiques**).

**ARTICLE 3** : Le paiement des dépenses en sous-régies d'avances peut s'effectuer :

- en numéraire.

**ARTICLE 4** : Les mandataires sous-régisseurs versent auprès du régisseur la totalité des justificatifs des opérations de dépenses tous les mois et obligatoirement :

- au 31 décembre de l'année,
- en cas de changement du mandataire sous-régisseur,
- au terme de la sous-régie.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-430
Reçue en Préfecture le	04/07/16
Affichée le	04/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160704- lmc1126685-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 04/07/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'un délaissé de voirie de 156 m<sup>2</sup>, section AH, situé au lieu-dit La Pailletrice - Commune de Pérols**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le code de la voirie routière, notamment les articles L. 141-3 et L. 141-12,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du « Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public »,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celles d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de la commune de Pérols n°2015-12-17/6 en date du 17 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain,
- **VU** la décision du Président n°D2015-842 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Pérols dans le domaine public métropolitain,
- **VU** la demande d'acquisition de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), d'un délaissé de voirie situé au lieu-dit de La Pailletrice,
- **CONSIDERANT** la nécessité de déclasser cette emprise du domaine public avant de pouvoir la céder,
- **CONSIDERANT** que cette emprise n'est affectée à aucun usage public, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole constate que le délaissé de voirie d'une contenance de 156 m<sup>2</sup> jouxtant la parcelle cadastrée AH 67, situé au lieu-dit de La Pailletrice, n'est pas affecté à l'usage du public.

**ARTICLE 2** : Conformément aux dispositions de l'article L. 141-3 du Code de la voirie routière, ce délaissé est déclassé du domaine public.

**ARTICLE 3** : Les services du cadastre sont sollicités pour procéder au numérotage cadastral de l'emprise, qui est intégrée au domaine privé de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-436
Reçue en Préfecture le	04/07/16
Affichée le	04/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160704-lmc1126982-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 04/07/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant prorogeant la convention  
d'occupation du domaine public conclu avec la société FRUITION  
SCIENCES pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI**

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice - Présidente,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°13462 du 16 décembre 2015 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2016 au sein du bâtiment MIBI,
- VU la délibération du Conseil de Métropole relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU l'arrêté n°2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, artisanat »,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 1<sup>er</sup> juillet 2013 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, et la société FRUITION SCIENCES pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI pour une durée de 3 ans,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance le 30 juin 2016 et que la société FRUITION SCIENCES a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire de 3 ans,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1:** Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société FRUITION SCIENCES pour une période de trois ans à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2016, soit jusqu'au 30 juin 2019.

**ARTICLE 2:** A compter du 1<sup>er</sup> juillet 2016, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface qu'elle occupe dans le bâtiment MIBI s'élève à 13,52 euros H.T le m²/mois conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°13462 du Conseil de Métropole en date du 16 décembre 2015.

**ARTICLE 3:** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

**ARTICLE 4:** Madame Chantal MARION, Vice - Présidente déléguée est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5:** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-440
Reçue en Préfecture le	29/06/16
Affichée le	29/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160629- lmc1127050-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 29/06/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention de participation aux équipements publics de la Z.A.C. Garosud pour la parcelle OI 210 (SCCV DE LA CARTONNERIE) - Commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la passation, dans les périmètres des Z.A.C. d'intérêt métropolitain, de conventions de participation prévues à l'article L 311-4 du Code de l'urbanisme,
- VU l'arrêté n°2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine du « Développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat »,
- **CONSIDERANT** l'article L. 311-4 du Code de l'urbanisme qui prévoit que lorsqu'une construction est édifée sur un terrain n'ayant pas fait l'objet d'une cession, location ou concession d'usage consentie par l'aménageur de la zone, une convention conclue entre la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale et le constructeur précise les conditions dans lesquelles celui-ci participe au coût d'équipement de la zone.
- **CONSIDERANT** la demande de permis de construire déposée par la SCCV DE LA CARTONNERIE, représentée par Monsieur Thierry CHAIX, pour la réalisation d'un programme de bureaux et d'activités,
- **CONSIDERANT** que ce projet est situé pour partie dans le périmètre de la Z.A.C. Garosud à Montpellier (parcelle OI 210 d'une superficie de 2710 m<sup>2</sup>, anciennement cadastrée OI 181p),
- **CONSIDERANT** que la surface de plancher prévisionnelle, située dans le périmètre de la Z.A.C. Garosud, est de 2362 m<sup>2</sup>,
- **CONSIDERANT** que sur la base du programme de la Z.A.C., le montant de la participation au programme des équipements publics est de 80 €/m<sup>2</sup> de surface de plancher pour les bureaux,
- **CONSIDERANT** la nécessité de signer une convention de participation avec le constructeur (la SCCV DE LA CARTONNERIE) et l'aménageur de la Z.A.C. (la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine), préalablement à la délivrance du permis de construire.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Une convention de participation au coût des équipements publics de la Z.A.C. Garosud est conclue avec le constructeur (la SCCV DE LA CARTONNERIE) et la SERM en application de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme.

**ARTICLE 2 :** Le montant de cette participation est fixé à 80 €/m<sup>2</sup> de surface de plancher ; soit au regard des surfaces de plancher prévisionnelles, un montant total de 188 960 €.

**ARTICLE 3 :** Le montant définitif de la participation du constructeur aux équipements publics sera calculé sur la base du nombre des mètres carrés de surface de plancher dont la construction sera autorisée par le permis de construire, une fois celui-ci délivré.

**ARTICLE 4 :** Madame Chantal MARION, Vice-présidente déléguée, est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-441
Reçue en Préfecture le	27/06/16
Affichée le	27/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160627- lmc1127025-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 27/06/2016

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée au  
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°4474DM16 de création d'un synoptique de trafic en temps réel sur le périmètre de la Métropole, à partir des données du système centralisé de gestion du trafic "PETRARQUE"**

- VU l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GIANIEL en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-5 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GIANIEL dans le domaine « transports et mobilité »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de développer un outil de visualisation du trafic en temps réel sur le périmètre de la Métropole, à partir des données du système centralisé de gestion du trafic « PETRARQUE » et de passer à cet effet un marché à procédure adaptée avec une entreprise spécialisée, en application de l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 susvisé,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°4474DM16 de création d'un synoptique de trafic en temps réel est passé avec la société GERTRUDE SAEM, 9 rue de Ségur – 33000 Bordeaux.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne le développement d'un outil de visualisation du trafic en temps réel sur le périmètre de la Métropole.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de la notification de l'ordre de service de la phase 1 de l'opération, pour une durée de sept mois, suivie d'une durée de deux ans pour la phase 2 de maintenance des équipements.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 81 670,00 € HT. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 908.

**ARTICLE 5** : Madame Isabelle GIANIEL, Vice-Présidente, est autorisée à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-5 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-442
Reçue en Préfecture le	01/07/16
Affichée le	01/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160630-lmc1127057-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 30/06/2016

Mme I. GIANIEL

SIGNE

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature d'une convention avec Orange concernant l'enfouissement du réseau de communication électronique sur la Rue du Grand Champ et le Chemin des Ormes - Ville de Cournonsec**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEF en qualité de Vice -Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur,
- VU l'arrêté N°A2016-161 du 27/04/2016 portant délégation de fonction accordée à Monsieur Rabii YOUSSEF dans les domaines de la Voirie et de l'Espace Public,
- **CONSIDERANT**, que sur la rue du Grand Champ et le Chemin des Ormes à Cournonsec, sont implantés des réseaux aériens de communication électronique, propriété de la société Orange, qui dispose d'un droit à occuper le domaine public routier en application de l'article 10 de la loi du 15 juin 1906 confirmé par les articles L.113-3 et L.113-4 du code de la voirie routière, Montpellier Méditerranée Métropole et le distributeur se sont rapprochés pour étudier le déplacement et la dissimulation des réseaux de communication électronique aériens et définir les modalités de financement des ouvrages. La convention s'applique sur le domaine public routier, aux fins de mise en souterrain des équipements de communication électronique dans le cadre d'un programme de travaux initié par la Commune de Cournonsec.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : la convention a pour objet de définir les principaux droits et obligations des parties quant à la réalisation des travaux de dissimulation et de déplacement des réseaux de communication électronique nécessités par les travaux d'aménagement de la rue du Grand Champ et du Chemin des Ormes à Cournonsec.

**ARTICLE 2** : La société Orange s'engage à réaliser les travaux d'enfouissement, renforcement ou établissement de ses réseaux en coordination étroite avec Montpellier Méditerranée Métropole, dans le strict respect du planning élaboré lors de la réunion préparatoire au démarrage des travaux en présence de l'ensemble des parties.

**ARTICLE 3** : La Société Orange fournit à ses frais le matériel nécessaire au déplacement de ses réseaux et finance toutes les opérations de déplacement de ses réseaux. Montpellier Méditerranée Métropole prend à sa charge la réalisation des tranchées et la pose des équipements de génie civil fournis par Orange nécessaires au déplacement des équipements de communication électronique. L'exécution financière de la présente convention est nulle entre les parties.

**ARTICLE 4** : La convention prend effet à la signature par les représentants des parties et à la date du cachet de la Préfecture de l'Hérault accusant réception dans le cadre des règles du contrôle de légalité, jusqu'à la fin des garanties contractuelles des marchés relatifs aux travaux visés à l'article 2.1. de la convention.

**ARTICLE 5** : Monsieur Rabii YOUSSEF, Vice-Président, est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2016-161 du 27/04/2016 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-449
Reçue en Préfecture le	28/07/16
Affichée le	28/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160728-lmc1127209-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS  
concernant l'enfouissement du réseau de distribution publique  
d'électricité sur la Rue des Remparts - Ville de Fabrègues**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEF en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur,
- VU l'arrêté N°2016-161 du 27 avril 2016 portant délégation de fonction accordée à Monsieur Rabii YOUSSEF dans le domaine « Voirie et Espace Public »,
- **CONSIDERANT** que sur la rue des Remparts à Fabrègues, sont implantés des réseaux de distribution publique d'électricité concédés au Distributeur qui dispose d'un droit à occuper le domaine public routier en application de l'article 10 de la loi du 15 juin 1906 confirmé par les articles L.113-3 et L.113-4 du code de la voirie routière, Montpellier Méditerranée Métropole et le distributeur se sont rapprochés pour étudier le déplacement et la dissimulation des réseaux de distribution publique d'électricité et définir les modalités de financement des ouvrages. La convention s'applique sur le domaine public routier, aux fins de mise en souterrain des équipements de distribution publique d'électricité dans le cadre d'un programme de travaux initié par la commune de Fabrègues.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La convention a pour objet de définir les principaux droits et obligations des parties quant à la réalisation des travaux de dissimulation et de déplacement des réseaux de distribution publique d'électricité nécessités par les travaux d'aménagement de la rue des Remparts à Fabrègues.

**ARTICLE 2** : La société ENEDIS s'engage à réaliser les travaux d'enfouissement, renforcement ou établissement de ses réseaux en coordination étroite avec Montpellier Méditerranée Métropole, dans le strict respect du planning élaboré lors de la réunion préparatoire au démarrage des travaux en présence de l'ensemble des parties.

**ARTICLE 3** : Les travaux et prestations seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 60% et conformément à l'article 8 du cahier des charges de concession de distribution d'électricité, ENEDIS s'engage, après réception de l'état de somme récapitulatif des travaux, à payer 40 % du montant total hors taxes, suivant son accord.

**ARTICLE 4** : La convention prend effet à la signature par les représentants des parties et à la date du cachet de la Préfecture de l'Hérault accusant réception dans le cadre des règles du contrôle de légalité, jusqu'à la fin des garanties contractuelles des marchés relatifs aux travaux visés à l'article 2.1 de la convention.

**ARTICLE 5** : Monsieur Rabii YOUSSEF, Vice-Président, est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2016-161 du 27/04/2016 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-450
Reçue en Préfecture le	11/08/16
Affichée le	11/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160811-lmc1127228-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11/08/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature des annexes de la convention de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules conclue par Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser la signature des annexes aux conventions de mise à disposition de locaux, matériels et de véhicules adoptées par délibération du Conseil de Métropole ainsi que les avenants à ces conventions,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°13517 du 16 décembre 2015 relative aux conventions de mise à dispositions et de gestion de services,
- VU la délibération n°2015/584 du 17 décembre 2015 du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier autorisant la signature d'une convention de mise à disposition de locaux, matériels et véhicules avec Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont signé une convention de mise à disposition de locaux, matériels et véhicules le 30 décembre 2015,
- **CONSIDERANT** qu'il convient que Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier établissent et signent les listes des locaux, matériels et véhicules concernés par la mise à disposition, ces listes étant annexées à la convention,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier établissent et signent les listes des locaux, matériels et véhicules faisant l'objet de la convention de mise à disposition signée le 30 décembre 2015.

**ARTICLE 2 :** Les listes des locaux, matériels et véhicules concernés par la convention de mise à disposition sont annexées à la convention.

**ARTICLE 3 :** La mise à disposition de l'ensemble des biens est à titre gracieux. Les frais de fonctionnement seront remboursés par les bénéficiaires de la mise à disposition

**ARTICLE 4** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents visés à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 03 décembre 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-452
Reçue en Préfecture le	04/07/16
Affichée le	04/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160704- lmcl127550-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 04/07/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature de l'avenant n°1 au lot 1 (charpente - gros œuvre) du marché n°3595bisG14 pour la mise en place d'un système de pré-traitement de l'air issu des BRS, en amont du traitement biologique existant, sur l'unité de méthanisation AMETYST à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil d'approuver et conclure toutes les modifications prévues à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 aux marchés et accords-cadres, qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'offres, quand les crédits sont inscrits au budget que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A-2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine « Prévention et Valorisation des Déchets et Propreté de l'espace public»,

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire d'introduire des prix nouveaux au marché en cours pour prendre en compte les sujétions techniques imprévues intervenues en cours d'exécution des travaux,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant n°1 au lot 1 du marché n°3595bisGd14 de Travaux est conclu avec la société TMIS sise ZA Frontignan La Peyrade, 34110 Frontignan .

**ARTICLE 2** : Cet avenant concerne l'introduction de prix nouveaux au marché en cours pour prendre en compte les sujétions techniques imprévues intervenues en cours d'exécution des travaux.

**ARTICLE 3** : Le présent avenant s'élève à 5 680,00 € HT.

**ARTICLE 4** : Le nouveau montant du marché s'élève à 223 502,00 € HT. Cette dépense est prévue au budget de Métropole, chapitre 907.

**ARTICLE 5** : Monsieur Cyril MEUNIER, en qualité de Vice-Président, est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A-2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-454
Reçue en Préfecture le	10/08/16
Affichée le	10/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101-lmc1127379-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 10/08/16

M. C. MEUNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Prévention et valorisation des déchets et  
propreté de l'Espace public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature de l'avenant n°1 au lot 2 du marché N°3595bisGD14 de travaux pour la mise en place d'un système de prétraitement de l'air des BRS, en amont du traitement biologique existant, sur l'usine de méthanisation AMETYST**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment ses articles 20 et 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment approuver et conclure toutes les modifications prévues à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 aux marchés et accords-cadres, qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appels d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice
- VU l'arrêté n°A-2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine « Prévention et Valorisation des Déchets et Propreté de l'espace public»,

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire d'introduire des prix nouveaux au marché en cours pour prendre en compte les sujétions techniques imprévues intervenues en cours d'exécution des travaux,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant n°1 au lot 2 au marché n°3595bisGD14 de Travaux est passé avec la société TC PLASTIC, rue Benjamin Franklin, ZI de l'Abbaye 44160 PONTCHATEAU.

**ARTICLE 2** : Cet avenant concerne l'introduction de prix nouveaux au marché en cours pour prendre en compte les sujétions techniques imprévues intervenues en cours d'exécution des travaux.

**ARTICLE 3** : Le présent avenant s'élève à 20 650,00 € HT.

**ARTICLE 4** : Le nouveau montant du marché s'élève à 368 064,00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de Métropole, chapitre 907.

**ARTICLE 5** : Monsieur Cyril MEUNIER, en qualité de Vice-Président, est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté A2016-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-456
Reçue en Préfecture le	10/08/16
Affichée le	10/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101-lmc1127388-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 10/08/16

M. C. MEUNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Prévention et valorisation des déchets et  
propreté de l'Espace public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant n°1 au marché n°3127 concernant la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé catégorie II pour la construction de la station d'épuration intercommunale de Saint Geniès-Sussargues**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président délégué,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil d'approuver et conclure toutes les modifications prévues à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 aux marchés et accords cadres, qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice
- VU l'arrêté n°A2015-15 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un avenant au marché n°3127 avec la société AASCO pour la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé catégorie II pour la construction de la station d'épuration intercommunale de Saint Geniès-Sussargues,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant n°1 au marché n°3127EA12 de coordination sécurité et protection de la santé pour la construction de la station d'épuration intercommunale de Saint Geniès-Sussargues est passé avec AASCO.

**ARTICLE 2** : Cette modification concerne des participations à des réunions de chantier et des visites inopinées supplémentaires demandées au titulaire suite à une prolongation de la durée des travaux de 4 mois .

**ARTICLE 3** : La présente modification s'élève à 1 664,00€ HT.

**ARTICLE 4** : Le nouveau montant du marché s'élève à 12 416,00 € HT. Cette dépense est prévue au budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

**ARTICLE 5** : Monsieur René REVOL, Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-15 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-457
Reçue en Préfecture le	17/08/16
Affichée le	17/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160804-lmc1127390-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 04/08/2016

Mme C. DARDE

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée à la  
Cohésion sociale

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de parcelles de terrains, propriété de la Commune de St Jean de Védas, pour l'aménagement de la rue des Jasses à St Jean de Védas.**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de la Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole
- **VU** l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- **VU** la délibération du conseil municipal de la Commune de Saint Jean de Védas n°2016 – 32 en date du 21 avril 2016,
- **VU** l'estimation des services fiscaux en date du 05 avril 2016 annexée à la délibération du conseil municipal de la Commune de Saint Jean de Védas,
- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir auprès de la commune de Saint Jean de Védas les terrains nécessaires au dévoiement de la rue des Jasses, qui permettra de faciliter l'accès au futur service des urgences de la Clinique Saint Jean,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert le terrain nécessaire au dévoiement de la rue des Jasses auprès de la Commune de Saint Jean de Védas, à savoir, une partie de la parcelle AS 32, une partie de la parcelle AS 30 une partie de la parcelle AS 29, soit une superficie totale de 908 m<sup>2</sup> au prix de 10 €/m<sup>2</sup>, soit un montant total de 9 080 €, conformément à l'avis de France Domaine.

**ARTICLE 2** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle AS 99 de 187 m<sup>2</sup> auprès de la Commune de Saint Jean de Védas au prix de 1 €, conformément à l'avis de France Domaine.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

**ARTICLE 4** : Madame Stéphanie JANNIN Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-458
Reçue en Préfecture le	29/06/16
Affichée le	29/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160629-lmc1127409-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 29/06/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'attribution du marché n°4349DM16  
portant sur les travaux de remplacement des climatisations  
des armoires de quai de la ligne 1 du tramway de Montpellier**

- VU l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GIANIEL en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-5 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle Gianiel dans les domaines des Transports et de la Mobilité,

**CONSIDÉRANT** les résultats de la consultation lancée par Montpellier Méditerranée Métropole, le 11 mars 2016, selon une procédure adaptée ouverte, en application de l'article 146 du code des marchés publics de 2006, pour le marché n°4349DM16 portant sur les travaux de remplacement des climatisations des armoires de quai de la ligne 1 du tramway de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Le marché n°4349DM16 est attribué à l'entreprise Brunet-Ertia de Servian (34).

**ARTICLE 2 :** Ce marché porte sur des travaux de remplacement des climatisations des armoires de quai de la ligne 1 du tramway de Montpellier et comprend en particulier la dépose des climatisations des armoires de quai et la pose de nouvelles climatisations des armoires de quai de la ligne 1 de tramway.

**ARTICLE 3 :** Le marché est passé pour une durée prévisionnelle de 3 mois à compter de sa notification.

**ARTICLE 4 :** Le montant du marché s'élève à 65 708 € HT. Cette dépense est prévue au budget annexe Transport de la Métropole, chapitre 23.

**ARTICLE 5 :** Madame Isabelle Gianiel, Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-468
Reçue en Préfecture le	08/07/16
Affichée le	08/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160708-lmc1127469-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 08/07/2016

Mme I. GIANIEL

SIGNE

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un contrat d'abonnement à l'application ABC CLAUSEO**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transmission de la communauté d'agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines « Développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'Artisanat »,
- **CONSIDERANT** la nécessité de souscrire à un abonnement à l'application ABC CLAUSEO afin de gérer les clauses sociales dans les marchés publics de Montpellier Méditerranée Métropole.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un contrat d'abonnement est passé avec la Société ABC Engineering, 1140 rue Ampère, 13290 Aix en Provence.

**ARTICLE 2** : Ce contrat concerne l'abonnement à l'application ABC CLAUSEO, l'hébergement des données, l'assistance à l'utilisation de l'application, la maintenance corrective de l'application et la maintenance évolutive de l'application.

**ARTICLE 3** : Le contrat prend effet à la date de notification de la présente décision et court jusqu'au 31 décembre 2016. Il est renouvelable par tacite reconduction par période de un an, sans pouvoir excéder 3 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2019.

**ARTICLE 4** : Le présent contrat s'élève à montant annuel de 851,17 € HT, soit 1021,40 € TTC. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 936.

**ARTICLE 5** : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A-2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-470
Reçue en Préfecture le	10/08/16
Affichée le	10/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101-lmc1127670-BF-1-1

Fait à Montpellier, le 10/08/16

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée au  
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées section A n°757 - 758 - 2673 - Lieu-dit Garrigue Basse - Commune de Sussargues**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté n°2015-13 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans les domaines des Sports et des Traditions Sportives.
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celles d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU le projet de compromis concernant la cession par, Madame CHAZE - née REBOUL Marie demeurant 21 Grand Rue Louis Bouis 34160 Sussargues, à Montpellier Méditerranée Métropole, d'un ensemble de parcelles situées sur la commune de Sussargues, lieu-dit « Garrigue Basse », cadastrées section A n°757, 758 et 2673 d'une contenance totale de 7 506 m<sup>2</sup>,
- **CONSIDERANT** que les parcelles précitées constituent des réserves foncières nécessaires à la réalisation de l'extension du complexe Jules RIMET,
- **CONSIDERANT** que la décision n°D2016-106 du 5 avril 2016 comporte une erreur matérielle dans l'énoncé des parcelles à acquérir en identifiant la section cadastrale AW à la place de la section cadastrale A,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La décision n°D2016-106 du 5 avril 2016 est abrogée.

**ARTICLE 2** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable auprès de Madame CHAZE les parcelles situées sur la commune de Sussargues, lieu-dit « Garrigue Basse », cadastrées section A n°757, 758 et 2673 d'une contenance totale de 7 506 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 3** : La présente acquisition est consentie et acceptée pour un montant de vingt et un mille euros (21 000 €) toutes indemnités confondues, les frais d'acte étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

**ARTICLE 5 :** Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président, est autorisé à signer la promesse de vente et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-13 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-471
Reçue en Préfecture le	20/07/16
Affichée le	20/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160720-lmc1127673-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/07/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'abonnement au service "Balise, Envie d'Entreprendre"**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine Dardé en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-1 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Catherine Dardé dans le domaine de la « Cohésion Sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aire d'accueil des gens du voyage »,
- CONSIDERANT l'utilité d'apporter un outil de sensibilisation à la création d'activité aux usagers des établissements de Montpellier Méditerranée Métropole accueillant des demandeurs d'emplois et porteurs de projet d'entreprises, notamment la Cyber-base

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un contrat d'abonnement au service « Balise, Envie d'Entreprendre » est passé avec l'association BGE Montpellier dont le siège social est situé 3 rue Pagézy, 34000 Montpellier).

**ARTICLE 2 :** Ce contrat concerne la mise en place du dispositif « Balise, envie d'entreprendre » à la Cyber-base de Montpellier Méditerranée Métropole, et selon les besoins identifiés, dans d'autres établissements de la collectivité, afin d'apporter des outils permettant, dans le cadre d'un accompagnement, de stimuler la créativité et donner des idées de création d'activité.

**ARTICLE 3 :** Le contrat prend effet à compter de sa notification et sa durée est de 12 mois.

**ARTICLE 4 :** Le montant de ce contrat s'élève à 2 500 € (TVA non applicable, article 293 B du CGI). Cette dépense est prévue au budget primitif 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

**ARTICLE 5 :** Madame Catherine Dardé, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A-2015-1 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-472
Reçue en Préfecture le	10/08/16
Affichée le	10/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101-lmc1127702-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/16

Mme C. DARDE

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée à la  
Cohésion sociale

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une demande de déclaration préalable pour les aménagements de la station d'épuration de la commune de Castries**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable,
- VU l'arrêté n°A2015-15 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans les domaines du service public de l'eau et d l'assainissement,
- **CONSIDERANT** la nécessité de déposer une déclaration préalable dans le cadre du marché de travaux n°3910EA16 – Lot n°2 – relatif au raccordement des effluents de la commune de Castries à la station d'épuration MAERA ,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : une demande de déclaration préalable sera déposée en vue de la construction du poste de refoulement des eaux usées et de la clôture rigide dans le cadre des travaux du lot n°2.

**ARTICLE 2** : les travaux du lot n°2 sont réalisés sur le site de la station d'épuration de la commune de Castries.

**ARTICLE 3** : Monsieur René REVOL, Vice-Président délégué, est autorisé à signer la demande de déclaration préalable visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-474
Reçue en Préfecture le	01/08/16
Affichée le	01/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160713-lmc1127730-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/2016

M. R. REVOL

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué  
au service public de l'eau et de  
l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature de l'avenant n°1 au marché 3595GD14  
lot 3 ( TUYAUTERIE/ SUPPORTAGE / SERRURERIE) de mise  
en place d'un système de prétraitement de l'air issu des BRS (Bio-  
Réacteur Stabilisateur), en amont du traitement biologique existant**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment approuver et conclure toutes les modifications prévues à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 aux marchés et accords-cadres, qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appels d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice
- VU l'arrêté n°A2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine « Prévention et Valorisation des Déchets et Propreté de l'espace public »,

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de créer des prix nouveaux au marché en cours pour prendre en compte les sujétions techniques imprévues intervenues en cours d'exécution des travaux,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant n°1 au marché n°3595bisGd14 lot 3 de travaux est conclu avec la société SARL TMIS, sise ZA Frontignan-la Peyrade à 34110 Frontignan .

**ARTICLE 2** : Cet avenant concerne l'introduction de prix nouveaux au marché en cours pour prendre en compte les sujétions techniques imprévues intervenues en cours d'exécution des travaux.

**ARTICLE 3** : Le présent avenant s'élève à 24 100,00 € HT.

**ARTICLE 4** : Le nouveau montant du marché s'élève à 284 910,00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de Métropole, chapitre 907.

**ARTICLE 5** : Monsieur Cyril MEUNIER, en qualité de Vice-Président, est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-475
Reçue en Préfecture le	10/08/16
Affichée le	10/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101-lmc1127731-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 10/08/16

M. C. MEUNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Prévention et valorisation des déchets et  
propreté de l'Espace public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature de l'avenant n°1 au marché 3595bisGD14 lot 4 - Raccordement électrique, instrumentation et automatisme- pour la mise en place d'un système de prétraitement de l'air issu des BRS (Bio-Réacteur Stabilisateur), en amont du traitement biologique existant**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment ses articles 20 et 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle d'approuver et conclure toutes les modifications prévues à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 aux marchés et accords-cadres, qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine « Prévention et Valorisation des Déchets et Propreté de l'espace public »,

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire d'introduire des prix nouveaux au marché en cours pour prendre en compte les sujétions techniques imprévues intervenues en cours d'exécution des travaux ,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant n°1 au marché n°3595bisGD14 lot 4 de travaux est conclu avec la société COFELY INEO AGENCE INDUSTRIE, 10 impasse André Marestan 31047 Toulouse Cedex 01,

**ARTICLE 2** : Cet avenant concerne l'introduction de prix nouveaux au marché en cours pour prendre en compte les sujétions techniques imprévues intervenues en cours d'exécution des travaux. ,

**ARTICLE 3** : Le présent avenant s'élève à 11 980,00 € HT.

**ARTICLE 4** : Le nouveau montant du marché s'élève à 206 380,00 € HT. Cette dépense est prévue au budget de Métropole de Montpellier Méditerranée, chapitre 907.

**ARTICLE 5** : Monsieur Cyril MEUNIER, Vice-Président, est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-476
Reçue en Préfecture le	10/08/16
Affichée le	10/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101-lmc1127744-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 10/08/16

M. C. MEUNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Prévention et valorisation des déchets et  
propreté de l'Espace public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société AGV DISCOVERY au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha**

- VU l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°13462 du 16 décembre 2015 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2016 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat »,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 1er juillet 2013 passée entre « la Communauté d'Agglomération de Montpellier » et la société AGV pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance le 30 juin 2016 et que la société AGV n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1:** Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société AGV pour une période d'un an à compter de sa date de notification et jusqu'au 31 mai 2017.

**ARTICLE 2:** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société AGV pour la surface de 94,70 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 451,71 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°13462 du 16 décembre 2015.

**ARTICLE 3:** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

**ARTICLE 4** : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-479
Reçue en Préfecture le	04/07/16
Affichée le	04/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160704- lmc1127978-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 04/07/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle A 1229 sur la Commune de Saint-Brès appartenant à Mireille Mallet et Régine Mallet-Meyer**

- VU l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté n° 2016-66, du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du « Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'espace public »,
- VU le courrier de Mesdames Mireille Mallet et Régine Mallet-Meyer en date du 26 mars 2015 demandant à la Commune de Saint-Brès l'intégration au Domaine Public de la parcelle A1229 d'une superficie de 155 m<sup>2</sup>, située Impasse Viscan Pas à Saint-Brès, et dont la cession gratuite avait été prévue au permis de construire,
- **CONSIDERANT** que ce terrain est en nature de voirie, dédié à la circulation publique,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable la parcelle cadastrée A 1229 d'une contenance de 155 m<sup>2</sup> située à Saint-Brès, auprès de Mesdames Mireille Mallet et Régine Mallet-Meyer.

**ARTICLE 2** : Le prix d'acquisition est de 1 € symbolique pour tout prix, avec dispense de paiement compte tenu du bien vendu, les frais d'acte étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 4** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

**ARTICLE 5** : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016, portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-480
Reçue en Préfecture le	29/06/16
Affichée le	29/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160629-lmc1127770-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 29/06/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°2991 - S16.04 de prestations intellectuelles dans le cadre du mandat d'études de faisabilité, en vue de l'aménagement du secteur « Cannabe » à Cournonterral, confié à la SA3M - Étude d'impact**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité Adjudicatrice,
- VU la décision n°D2013-297, en date du 13 mai 2013, relative à l'attribution d'un mandat d'études de faisabilité en vue de l'aménagement du secteur « Cannabe » à Cournonterral, à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M),
- VU la décision n°D2015-470, en date du 21 octobre 2015, relative à l'avenant n°1 au mandat d'études de faisabilité en vue de l'aménagement du secteur « Cannabe » à Cournonterral, conclu avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M),
- VU l'arrêté n°2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines « Développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'Artisanat »,
- VU la convention de mandat d'études de faisabilité, en vue de l'aménagement du secteur « Cannabe » à Cournonterral, en date du 24 mai 2013 et son avenant en date du 19 novembre 2015 autorisant, en qualité de représentant du mandataire la SA3M, Monsieur Christophe PEREZ à signer les marchés faisant l'objet de ce mandat,
- CONSIDERANT** la nécessité de faire réaliser une étude d'impact du projet d'aménagement d'ensemble, dans le cadre du mandat précité,
- CONSIDERANT** qu'au terme d'une procédure adaptée, l'offre économiquement la plus avantageuse est proposée par la société : « EOOD Ingénieurs Conseils »,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°2991-S16.04 est passé avec la société « EOOD Ingénieurs Conseils ».

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne la production d'une étude d'impact.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée prévisionnelle est de 24 mois.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 15 500,00 € HT. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 906.

**ARTICLE 5** : Monsieur Christophe PEREZ, représentant du mandataire, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-482
Reçue en Préfecture le	01/07/16
Affichée le	01/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160701-lmc1127813-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 01/07/2016

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée au  
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°2991 - S16.02 de prestations intellectuelles dans le cadre du mandat d'études de faisabilité, en vue de l'aménagement du secteur «Cannabe » à Cournonterral, confié à la SA3M - Études Urbaines**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité Adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines « Développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'Artisanat »,
- VU la décision n° D 2013-297, en date du 13 mai 2013, relative à l'attribution d'un mandat d'études de faisabilité en vue de l'aménagement du secteur « Cannabe » à Cournonterral, à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M),
- VU la décision n° D 2015-470, en date du 21 octobre 2015, relative à l'avenant n°1 au mandat d'études de faisabilité en vue de l'aménagement du secteur « Cannabe » à Cournonterral, conclu avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M),
- VU la convention de mandat en date du 24 mai 2013 et son avenant en date du 19 novembre 2015 autorisant, en qualité de représentant du mandataire la SA3M, Monsieur Christophe PEREZ à signer les marchés liés à l'exécution du mandat,
- CONSIDERANT** la nécessité de faire réaliser des études urbaines et paysagères dans le cadre du mandat précité,
- CONSIDERANT** qu'au terme d'une procédure adaptée, l'offre économiquement la plus avantageuse est proposée par le groupement des sociétés « Urban Project » et « Agir en Ville »,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n° 2991-S16.02 est passé avec le groupement des sociétés « Urban Project » et « Agir en Ville », cotraitants solidaires.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne la réalisation des études urbaines et paysagères en 2 tranches :  
-Une tranche ferme « Réalisation d'un état de lieux permettant de définir les enjeux et contraintes et d'un plan de composition architectural et urbain ».

-Une tranche conditionnelle : « Concertation, création et dossier de réalisation de la Zone d'aménagement Concerté (ZAC) ».

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification et sa durée prévisionnelle est fixée à 24 mois, celle-ci étant fixée à 12 mois pour la tranche ferme et à 12 mois la tranche conditionnelle.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 29 950,00 € HT. Il se décompose comme suit :  
-24 500,00 € H.T en ce qui concerne l'exécution de la tranche ferme.  
-5 450,00 € H.T en ce qui concerne l'exécution de la tranche conditionnelle.

**ARTICLE 5** : Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 906.

**ARTICLE 6** : Monsieur Christophe PEREZ, représentant du mandataire, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-483
Reçue en Préfecture le	01/07/16
Affichée le	01/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160701- lmc1127818-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 01/07/2016

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée au  
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'études d'opportunité et de faisabilité architecturale, urbaine, économique, touristique et culturelle, relatives aux études préalables pour la réhabilitation de la cave coopérative de Murviel-lès-Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU la délégation permanente de l'assemblée au Président lui permettant de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur, Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- VU la décision n°2015-392 du 21 juillet 2015 autorisant la signature d'un mandat d'études préalables pour la réhabilitation de la cave coopérative de Murviel-lès-Montpellier conclu avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier, devenue SA3M, société publique locale d'aménagement (SPLA) dont le Siège Social est en l'Hôtel de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus - CS 39556 - 34961 Montpellier Cedex 2,

**CONSIDÉRANT** que dans le cadre de la réalisation de ces études, il est nécessaire de réaliser des études préalables d'opportunité et de faisabilité architecturale, urbaine, économique, touristique et culturelle,

**CONSIDÉRANT** l'avis d'appel public à la concurrence transmis pour publication le 1<sup>er</sup> mars 2016, et la procédure menée par la SA3M,

**CONSIDÉRANT** le rapport d'analyse des offres établi par la SA3M le 18 avril 2016,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage est confié au groupement ARTELIA (Choisy le Roi) – BERTHIER - Mandataire (Marseille) - A5 PROGRAMMATION (Marseille).

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne la réalisation d'études d'opportunité et de faisabilité architecturale, urbaine, économique, touristique et culturelle pour la réhabilitation de la cave coopérative de Murviel-lès-Montpellier.

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Sa durée prévisionnelle est de 3 mois à compter de la date de l'ordre de service prescrivant le démarrage des prestations.

**ARTICLE 4 :** Le marché est conclu pour un montant global et forfaitaire de 20 725 € HT. Ces dépenses sont prévues au budget de la Métropole, chapitre 903.

**ARTICLE 5 :** Monsieur Christophe PEREZ, Directeur Général de la SA3M, titulaire du mandat d'études préalables la réhabilitation de la cave coopérative de Murviel-lès-Montpellier est autorisé à signer le marché visé à l'article 1.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-484
Reçue en Préfecture le	05/07/16
Affichée le	05/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160704-lmc1127887-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 04/07/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire  
pour l'installation d'un relais de radiotéléphonie en toiture de  
l'Hôtel de la Métropole par la société BOUYGUES TELECOM**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil n°13509 du 16 décembre 2015 « occupation du domaine public par antennes relais de télécommunication - Implantation sur bâtiment - Redevances -Nouvelles conventions types-avenant n°1 aux conventions en vigueur »
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU l'arrêté n°A2015-242 du 3 décembre 2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration générale, Contentieux, Affaires juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que la société BOUYGUES TELECOM souhaite implanter un équipement destiné de radiotéléphonie en toiture de l'Hôtel de la Métropole afin d'améliorer sa couverture réseau et que la Métropole y a un intérêt,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention d'occupation temporaire du domaine public est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Bouygues Télécom.

**ARTICLE 2** : La Métropole met à disposition de la société Bouygues Télécom une surface d'environ 10 m<sup>2</sup> en toiture de l'Hôtel de la Métropole, sur le pavillon Junon, afin d'installer ses équipements.

**ARTICLE 3** : La présente convention est conclue pour une durée initiale de six ans. Elle est renouvelable de manière expresse et de plein droit, par courrier du représentant de la Métropole par période de trois ans.

**ARTICLE 4** : Le montant annuel de la redevance est fixé à 15 540 € (valeur du 3ème trimestre 2014 de l'indice du coût de la construction : 1627) et sera actualisé chaque année conformément aux dispositions de la délibération n°13509 précitée..

**ARTICLE 5** : Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 3 décembre 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-485
Reçue en Préfecture le	22/07/16
Affichée le	22/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160722-lmc1127897-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 22/07/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition d'une parcelle de 14m<sup>2</sup> avenue du Val de Montferrand à Montpellier auprès des copropriétaires de la résidence Sant'Agata**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU le procès-verbal de l'assemblée générale de copropriété en date du 05 avril 2016 acceptant la cession d'une emprise de 14 m<sup>2</sup> nouvellement cadastrée AY 257 au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** qu'il convient d'élargir le trottoir au droit de la résidence Sant'Agata pour renforcer la sécurité piétonne,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle AY 257 de 14 m<sup>2</sup> avenue Val de Montferrand à Montpellier auprès des copropriétaires de la résidence Sant'Agata, représentés par leur syndic,

**ARTICLE 2** : L'acquisition est consentie et acceptée à l'euro symbolique pour tout prix avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu, à savoir une partie du trottoir, qui sera intégré au domaine public,

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

**ARTICLE 4** : Madame Stéphanie JANNIN Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-486
Reçue en Préfecture le	29/06/16
Affichée le	29/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160629-lmc1127911-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 29/06/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°2991 - S16.01 de prestations intellectuelles dans le cadre du mandat d'études de faisabilité, en vue de l'aménagement du secteur « Cannabe » à Cournonterral, confié à la SA3M - Études hydrauliques et dossier loi sur l'eau**

**VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**-VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,

**-VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole,

**-VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité Adjudicatrice,

**-VU** l'arrêté n°2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines « Développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'Artisanat »,

**-VU** la décision n°D2013-297, en date du 13 mai 2013, relative à l'attribution d'un mandat d'études de faisabilité en vue de l'aménagement du secteur « Cannabe » à Cournonterral, à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) ;

**-VU** la décision n°D2015-470, en date du 21 octobre 2015, relative à l'avenant n°1 au mandat d'études de faisabilité en vue de l'aménagement du secteur « Cannabe » à Cournonterral, conclu avec la SA3M,

**-VU** la convention de mandat en date du 24 mai 2013 et son avenant en date du 19 novembre 2015 autorisant, en qualité de représentant du mandataire, Monsieur Christophe PEREZ à signer les marchés liés à l'exécution du mandat,

**-CONSIDERANT** la nécessité de faire réaliser des études hydrauliques et de constituer le dossier « loi sur l'eau »,

**-CONSIDERANT** qu'au terme d'une procédure adaptée, l'offre économiquement la plus avantageuse est proposée par la société Egis Eau,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°2991-S16.01 est passé avec la société Egis Eau, sise à Montpellier,

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne la réalisation des études hydrauliques et la constitution du dossier « loi sur l'eau » en 2 tranches :

- une tranche ferme : « Etat des lieux et constitution d'un schéma directeur hydraulique »,
- une tranche conditionnelle : « Constitution du dossier loi sur l'eau ».

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification et sa durée prévisionnelle est fixée à 24 mois, celle-ci étant fixée à 12 mois pour la tranche ferme et à 12 mois la tranche conditionnelle.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 9 600,00 € HT. Il se décompose comme suit :

- 4 450,00 € H.T en ce qui concerne l'exécution de la tranche ferme.
- 5 150,00 € H.T en ce qui concerne l'exécution de la tranche conditionnelle.

**ARTICLE 5** : Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 906.

**ARTICLE 6** : Monsieur Christophe PEREZ, représentant du mandataire, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-487
Reçue en Préfecture le	01/07/16
Affichée le	01/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160701-lmc1127922-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 01/07/2016

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée au  
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°2991 - S16.03 de prestations intellectuelles dans le cadre du mandat d'études de faisabilité, en vue de l'aménagement du secteur « Cannabe » à Cournonterral, confié à la SA3M - Schéma directeur voirie et réseaux divers**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés public de 2006, notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité Adjudicatrice,
- VU la décision n°D2013-297, en date du 13 mai 2013, relative à l'attribution d'un mandat d'études de faisabilité en vue de l'aménagement du secteur « Cannabe » à Cournonterral, à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M),
- VU la décision n°D2015-470, en date du 21 octobre 2015, relative à l'avenant n°1 au mandat d'études de faisabilité en vue de l'aménagement du secteur « Cannabe » à Cournonterral, conclu avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M),
- VU l'arrêté n°2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines « Développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'Artisanat »,
- VU la convention de mandat en date du 24 mai 2013 et son avenant en date du 19 novembre 2015 autorisant, en qualité de représentant du mandataire, Monsieur Christophe PEREZ à signer les marchés liés à l'exécution du mandat,
- CONSIDERANT** la nécessité de faire réaliser un schéma directeur « voirie et réseaux divers »,
- CONSIDERANT** qu'au terme d'une procédure adaptée, l'offre économiquement la plus avantageuse est proposée par la société « Sitetudes SAS »,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°2991 – S16.03 est passé avec la société « Sitetudes SAS » sise à Montpellier.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne la réalisation d'un schéma directeur « voirie et réseaux divers ».

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification et sa durée prévisionnelle est fixée à 24 mois.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 8 155,00 € HT. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 906.

**ARTICLE 5** : Monsieur Christophe PEREZ, représentant du mandataire, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-488
Reçue en Préfecture le	01/07/16
Affichée le	01/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160701- lmc1127926-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 01/07/2016

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée au  
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'attribution du marché n°4362EP16 de travaux, maintenance, entretien, modifications et petites extensions du réseau pluvial**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2016-161 du 27/04/2016 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine « Voirie et Espaces Publics »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de conclure le marché n°4362EP16,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché n°4362EP16 de Travaux, maintenance, entretien, modifications et petites extensions du réseau pluvial est passé avec l'entreprise SCAM TP sise 825 avenue de la Cresse St Martin - 34660 Cournonsec.

**ARTICLE 2 :** Le marché sera exécuté sur le territoire de Montpellier.

**ARTICLE 3 :** Le marché prendra effet à compter de sa notification. Sa durée est de un an renouvelable trois fois.

**ARTICLE 4 :** Le montant annuel du marché est compris entre un minimum de 200 000 € HT et un maximum de 800 000 € HT. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, Chapitre 908.

**ARTICLE 5 :** Monsieur Rabii YOUSSEUS, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2016-161 du 27/04/2016 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-489
Reçue en Préfecture le	22/07/16
Affichée le	22/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160722-lmc1127944-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 22/07/2016

M. R. YOUSSEF

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Voirie, Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature d'une convention d'occupation temporaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Cafés Bibal Vending**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention
- **VU** l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite faire installer des distributeurs de boissons et de denrées alimentaires sur divers sites de la Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole signe une convention d'occupation temporaire pour l'implantation de distributeurs de boissons et de denrées alimentaires avec la société Cafés Bibal Vending, dont le siège social est situé 236 rue de la Sarriette Ecoparc, 34130 Saint-Aunès.

**ARTICLE 2** : Les lieux d'implantation sont les suivants : Siège social de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus 34961 Montpellier cedex 2 ; Pépinières d'Entreprises : Cap Alpha Avenue de l'Europe 34940 Clapiers ; Cap Oméga rond-point Benjamin Franklin 34960 Montpellier ; Conservatoire National de Candole, 19 rue Lallemand 34000 Montpellier ; Conservatoire Sainte Anne, 14 rue Eugène Lisbonne 34000 Montpellier ; Ecole Supérieure des Beaux-Arts, 130 rue Yehudi Menuhin 34000 Montpellier ; Base de régie de collecte de Pignan Route de Courdonteral « les Molières » 34570 Pignan ; Base de régie de collecte de Jacou, 8 chemin de la Cartairade 34830 Jacou ; Piscine Poséidon, avenue de la gare, 34660 Courdonteral ; Piscine Alex Jany, 24 rue Pierre de Coubertin, 34830 Jacou ; Musée Lattara Henri Prades 390 avenue de Perols 34872 Lattes ; Piscine Les Néréides, chemin des Courrèges, 34970 Lattes ; Médiathèque Fellini, Place Paul Bec, 34000 Montpellier ; MIBI, rond-point Benjamin Franklin, 34960 Montpellier ; Musée Fabre, 2, rue du Montpelliéret, 34000 Montpellier ; Planétarium Galilée, Allée d'Ulysse, 34000 Montpellier.

**ARTICLE 3** : La convention prendra effet à compter de sa signature et arrivera à terme le 31 décembre 2016.

**ARTICLE 4** : La redevance, payable à trimestre échu, sera de 20% du chiffre d'affaires HT réalisé par les distributeurs sur les ventes agents et de 33% du chiffre d'affaires HT réalisé par les distributeurs sur les ventes au public. La convention fixe une redevance minimum mensuelle de 1 600 euros HT quel que soit le chiffre d'affaires réalisé.

**ARTICLE 5** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-242 du 03 décembre 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-491
Reçue en Préfecture le	01/07/16
Affichée le	01/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160701- lmc1127947-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 01/07/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au recours à la procédure de transfert d'office en vue d'intégrer la parcelle cadastrée DS698 dans le domaine public métropolitain - Commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU les articles L.318-3 et R.318-10 du Code de l'Urbanisme,
- VU les articles R.141-4, R.141-5 et R.141-7 à R.141-9 du Code de la Voirie Routière,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Montpellier n°2015-514 en date du 17 décembre 2015 portant transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n°D2015-843 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacements et leurs accessoires de la commune de Montpellier dans le domaine public métropolitain,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du « Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public »,
- **CONSIDERANT** la nécessité de conférer à la parcelle DS 698, voie privée ouverte à la circulation publique, un statut juridique conforme à son usage afin de permettre et de conforter l'assise juridique des interventions de l'ensemble des services publics qu'ils soient communaux ou métropolitains,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** d'approuver le principe du recours à la procédure de transfert d'office dans le domaine public métropolitain de la parcelle cadastrée DS 698, assiette de la voie privée ouverte à la circulation publique, ceci conformément aux dispositions de l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme.

**ARTICLE 2** : d'autoriser l'ouverture d'une enquête publique dont les modalités seront précisées par un arrêté métropolitain.

**ARTICLE 3** : d'autoriser Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-492
Reçue en Préfecture le	13/07/16
Affichée le	13/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160713- lmc1127965-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'achat d'une création théâtrale dans le cadre  
du dispositif « Prévention noyades » organisé par la Métropole**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

**CONSIDÉRANT** les orientations culturelles de Montpellier Méditerranée Métropole en matière de diffusion du spectacle vivant.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole achète le spectacle « *SOS premiers secours* » à la Compagnie Minibus pour 4 représentations organisées pour la fin de l'année scolaire 2016.

**ARTICLE 2 :** Le montant du contrat de cession s'élève à 3 600 € TTC. Association non assujettie à la TVA. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 5 :** Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président(e) est autorisé(e) à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-493
Reçue en Préfecture le	05/07/16
Affichée le	05/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160704-lmc1127969-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 04/07/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4018DC15 de "Travaux de rénovation du Théâtre des treize vents à Grammont - Lots 1 à 9"**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015- 17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur TRAVIER dans le domaine « Culture »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché de travaux pour « La rénovation du Théâtre des treize vents à Grammont »,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché n° 4018DC15 de travaux est passé :

- pour le lot n° 1 « Démolitions - Gros œuvre », avec la société CBTP SUD ATLAS, 228 avenue de Lodève, 34080 Montpellier,
- pour le lot n° 2 « Menuiserie acier – métallerie », avec la société TECHNICFER, 150 rue du Mas de Bringaud, BP 95 595, 34 071 Montpellier cedex 3,
- pour le lot n°3 «Menuiseries bois », avec la société A.C.B., 110 Pré des Arènes, 30 670 Aigues-Vives,
- pour le lot n°4 « Doublage - faux plafond », avec la société Concept Habitat, 93 rue de la Mairie, 34 130 Valergues,
- pour le lot n°5 « Peinture », avec la société CORNIL, 40 avenue du Progrès, 34 820 Teyran,
- pour le lot n°6 « Zinguerie », avec la société SOP 34, 11 rue des Carrières, 34 680 Saint Georges d'Orques,
- pour le lot n°7 « Ascenseur », avec la société Orona Méditerranée, 415 rue Claude Nicolas Ledoux, Bât D, Eiffel Park, 13 591 Aix en Provence cedex 3.
- pour le lot n°8 « Electricité », avec la société Spie Sud Ouest, 170 rue Henri Farman, P.A. Marcel Dassault, 34 435 Saint Jean de Védas,
- pour le lot n°9 « Plomberie », avec la société Chiche Plomberie, 9 rue Patrice Lumumba, 34 000 Montpellier,

**ARTICLE 2 :** Chaque marché prend effet à compter de la date fixée par ordre de service. Le délai d'exécution des travaux de l'ensemble des lots est de 32 semaines.

**ARTICLE 3 :** Le montant du marché, pour le lot n°1, s'élève à 57 429,11 € HT soit 68 914,93 € TTC.

Le montant du marché, pour le lot n°2, s'élève à 79 881,26 € HT soit 95 857, 51 € TTC.

Le montant du marché, pour le lot n°3, s'élève à 34 673,30 € HT soit 41 607, 96 € TTC.  
 Le montant du marché, pour le lot n°4, s'élève à 3 599,70 € HT soit 4 319, 64 € TTC.  
 Le montant du marché, pour le lot n°5, s'élève à 3 985,62 € HT soit 4 782,74 € TTC.  
 Le montant du marché, pour le lot n°6, s'élève à 25 080,00 € H.T. soit 30 096 € TTC.  
 Le montant du marché, pour le lot n°7, s'élève à 21 860,00 € HT soit 26 232 € TTC.  
 Le montant du marché, pour le lot n°8, s'élève à 7 261,66 € HT soit 8 713, 99 € TTC.  
 Le montant du marché, pour le lot n°9, s'élève à 2 353,00 € H.T. soit 2 823, 60 € TTC.  
 Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 928.

**ARTICLE 4 :** Monsieur TRAVIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015- 17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-496
Reçue en Préfecture le	01/08/16
Affichée le	01/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160801- lmc1128022-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 01/08/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature du marché n°4502VD16 pour le contrôle de la propreté des espaces publics de la Ville de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine « Prévention et Valorisation des Déchets et Propreté de l'espace public »,

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de lancer une mission de contrôle de la propreté des espaces publics de la Ville de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°4205VD16 de services est conclu avec la société PCR Prop Conseil sise 11 passage Saillenfait, 94000 Créteil.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne une mission de contrôle de la propreté des espaces publics de la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 44 276,00 €HT € HT. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 937.

**ARTICLE 5** : Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-498
Reçue en Préfecture le	12/07/16
Affichée le	12/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160712-lmc1128011-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 12/07/2016

M. C. MEUNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Prévention et valorisation des déchets et  
propreté de l'Espace public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°4134UH16, hébergement temporaire d'urgence et accompagnement social des ménages**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame S. JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27/01/2016 portant délégation de fonction à Madame S. JANNIN dans le domaine «Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public»,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché pour l'hébergement temporaire d'urgence et accompagnement social des ménages,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché de fournitures courantes et services est passé avec l'association AVITARELLE sis à Montpellier.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne l'hébergement temporaire d'urgence et accompagnement social des ménages.

**ARTICLE 3 :** Le marché est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la notification. Le marché pourra être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de 3 reconductions.

**ARTICLE 4 :** Le montant annuel maximum du marché s'élève à 50 000 € HT.

**ARTICLE 5 :** Madame S. JANNIN Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27/01/2016 portant délégation de fonction

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-499
Reçue en Préfecture le	06/07/16
Affichée le	06/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160706- lmc1128024-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 06/07/2016

Mme S. JANNIN

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée au  
Développement et l'Aménagement  
Durable du Territoire

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant n°1 au marché n°4064VD16 de démantèlement et de remplacement des unités de combustion du biogaz du CET du Thôt (Lattes - 34)**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil d'approuver et conclure toutes les modifications aux marchés et accords-cadres, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché, en application de l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, 4ème paragraphe.
- VU l'arrêté n°A2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine « Prévention et Valorisation des Déchets et Propreté de l'espace public »,

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire d'introduire un prix nouveau référencé C4 en remplacement du prix référencé C3 au sein de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire pour prendre en compte les prestations effectivement réalisées et permettre de réaliser une moins-value,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant n°1 au marché n°4064VD16 de travaux est conclu avec la société RAZEL BEC sise 1111 avenue Justin BEC 34680 Saint GEORGES d'ORQUES.

**ARTICLE 2** : Cet avenant concerne l'introduction d'un prix nouveau référencé C4 en remplacement du prix référencé C3 à la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire pour prendre en compte les prestations effectivement réalisées et permettre de réaliser une moins-value.

**ARTICLE 3** : Le présent avenant s'élève à moins 2 649,00 € H.T.

**ARTICLE 4** : Le nouveau montant du marché s'élève à 67 101,00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 907.

**ARTICLE 5** : Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-501
Reçue en Préfecture le	01/08/16
Affichée le	01/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160801- lmc1128023-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 01/08/2016

M. C. MEUNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Prévention et valorisation des déchets et  
propreté de l'Espace public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au déclassement d'une emprise de  
308m<sup>2</sup> issue du Chemin de la Pierre Bleue à CASTRIES**

- **VU** l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code de la voirie routière, notamment les articles L 141-3 et L141-12,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Castries n°2015/17-12/009 en date du 17 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain
- **VU** la décision du Président n°D2015-814 en date du 13 janvier 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Castries dans le domaine public métropolitain
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine.
- **VU** la demande d'un propriétaire riverain d'acquérir une emprise de 308 m<sup>2</sup> à extraire du chemin de la Pierre Bleue,
- **CONSIDERANT** la nécessité de constater la désaffectation du domaine public et de prononcer le déclassement de cette emprise avant de pouvoir la céder,
- **CONSIDERANT** que ce terrain est intégré de fait dans l'unité foncière du propriétaire riverain depuis plusieurs années, et que par conséquent il n'est affecté à aucun usage public.
- **CONSIDERANT** que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise de 308 m<sup>2</sup> chemin de la Pierre Bleue.

**ARTICLE 2 :** Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise de 308 m<sup>2</sup> à détacher du chemin de la Pierre Bleue, et intègre ce terrain dans son domaine privé.

**ARTICLE 3 :** Les services du cadastre seront sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale de l'emprise désaffectée et déclassée.

**ARTICLE 4 :** Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-503
Reçue en Préfecture le	01/07/16
Affichée le	01/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160701- lmc1128090-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 01/07/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Avenant n°1 au marché n°3698 de Mission de Coordination en  
matière de Sécurité et de Protection de la Santé pour l'Intercepteur  
Est du giratoire Fesquet au lotissement Navitau - lot 1 tronçon amont**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle d'approuver et conclure toutes les modifications prévues à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 aux marchés et accords cadres, qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté n°A2015-15 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- **VU** le marché n°3698 relatif à la mission de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé pour la construction de l'intercepteur Est du giratoire Fesquet au lotissement Navitau lot n°1 : tronçon amont,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de prolonger les délais d'exécution de la phase réalisation,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant n°1 au marché n°3698 de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé pour la construction de l'Intercepteur Est du giratoire Fesquet au lotissement Navitau lot n°1 : tronçon amont est passé avec l'entreprise ELYFEC sise 29 rue Condorcet Porte 7021 38090 VAULX MILIEU

**ARTICLE 2** : Cet avenant concerne la prolongation du délai d'exécution de la phase réalisation de la mission CSPS pour le chantier n°1 canalisations en raison du report des travaux de ce chantier à octobre 2016.

**ARTICLE 3** : Le présent avenant n'a pas d'incidence financière.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché reste inchangé.

**ARTICLE 5** : Monsieur René REVOL Vice-Président délégué est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-15 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-505
Reçue en Préfecture le	17/08/16
Affichée le	17/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160804-lmc1128191-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 04/08/2016

Mme C. DARDE

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée à la  
Cohésion sociale

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Avenant n°1 au marché 3698 de mission de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé pour les travaux de l'Intercepteur Est du lotissement Navitau à la rue de Ferran à Montpellier - lot n° 2 tronçon aval**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics de 2006 et notamment ses articles 20 et 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de approuver et conclure toutes les modifications prévues à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 aux marchés et accords cadres, qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice
- VU l'arrêté n°A2015-15 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- VU le marché n°3698 relatif à la mission de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé pour la construction de l'intercepteur Est du lotissement Navitau à la rue de Ferran à Montpellier lot n° 2 : tronçon aval,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de prolonger les délais d'exécution de la phase réalisation,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant n°1 au marché n°3698 de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé pour la construction de l'Intercepteur Est du lotissement Navitau à la rue de Ferran à Montpellier lot n° 2 : tronçon aval est passé avec l'entreprise AASCO sise 3 rue du couvent - 84350 Courthézon.

**ARTICLE 2** : Cet avenant concerne la prolongation du délai d'exécution de la phase réalisation de la mission CSPS pour le chantier n°2 traversée du Lez en souille en raison du report des travaux de ce chantier prévus au maximum au printemps-été 2018.

**ARTICLE 3** : Le présent avenant n'a pas d'incidence financière.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché reste inchangé.

**ARTICLE 5** : Monsieur René REVOL Vice-Président délégué est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-15 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-506
Reçue en Préfecture le	18/08/16
Affichée le	18/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160808-lmc1128194-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 08/08/2016

M. R. REVOL

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué  
au service public de l'eau et de  
l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la vente d'un délaissé de voirie de 8 m<sup>2</sup> au profit de la société Vinci Immobilier sise à rue de la Croix Verte à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code de la voirie routière notamment les articles L 112-8, L 141-3 et L 141- 12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du « Développement, de l'Aménagement Durable du territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public »,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celles d'autoriser le classement ou le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine, et d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 €,
- VU la demande d'un propriétaire riverain d'acquérir un délaissé d'une superficie de 8 m<sup>2</sup>,
- VU l'estimation de France Domaine en date du 17 juin 2016, dossier n°2016.172V 1052,
- **CONSIDERANT** la nécessité de constater la désaffectation de fait du domaine public de cette emprise de 8 m<sup>2</sup> et de prononcer son déclassement avant de pouvoir la céder,
- **CONSIDERANT** que ce terrain de 8 m<sup>2</sup> n'est pas affecté à l'usage public et que sa cession ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise de 8 m<sup>2</sup> rue de la Croix Verte à Montpellier.

**ARTICLE 2** : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise de 8 m<sup>2</sup> rue de la Croix Verte à Montpellier et intègre ce terrain dans son domaine privé.

**ARTICLE 3** : Après désaffectation et déclassement, il est proposé de vendre ce terrain de 8 m<sup>2</sup> cadastré TC172 à la société VINCI IMMOBILIER au prix fixé par le service des Domaines, à savoir 100 € /m<sup>2</sup>, ce qui représente une recette de 800 € pour 8 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 4** : La recette relative à cette affaire sera versée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole,

**ARTICLE 5** : Madame Stéphanie JANNIN Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-507
Reçue en Préfecture le	01/07/16
Affichée le	
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160701- lmc1128450-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 01/07/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°8.485 des travaux préparatoires d'équipements du Bouclage de la 4<sup>ème</sup> ligne de tramway**

- VU l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics de 2006,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat pour la réalisation du bouclage de la 4<sup>ème</sup> ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GIANIEL en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle de approuver et conclure toutes les modifications prévues à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 aux marchés et accords-cadres, qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-5 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GIANIEL dans les domaines des Transports et de la Mobilité,
- **CONSIDERANT** que TaM a été autorisé à signer le marché n°8.485 des travaux préparatoires d'équipements avec l'entreprise SPIE Sud Ouest de Saint Jean de Vedas (34) pour un montant minimum de 400 000 € HT et un maximum de 950 000 € HT par décision n°D2016-90 du 15 février 2016, après avoir fait l'objet d'une information préalable des membres de la Commission d'Appel d'Offres en date du 2 février 2016.
- **CONSIDERANT** que le projet d'avenant n°1 au marché n°8.485 a fait l'objet d'une information préalable de la Commission d'Appel d'Offres réunie le 14 juin 2016, laquelle a émis un avis favorable.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant n°1 au marché n°8.485 des travaux préparatoires d'équipements est passé avec l'entreprise SPIE Sud Ouest de Saint Jean de Vedas (34).

**ARTICLE 2 :** Cet avenant a pour objet de prendre en compte des travaux et demandes d'aménagements complémentaires, non prévues initialement, concernant notamment les opérations connexes suivantes :

- Illuminations des bâtiments historiques,
- Mise en zone piétonne de nouvelles zones.

**ARTICLE 3** : Le présent avenant s'élève à 142 500 € HT représentant une hausse de 15% du montant maximum initial et portant le nouveau montant maximum du marché à 1 092 500 € HT. Cette dépense est prévue au budget Transport de la Métropole, chapitre 23.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-508
Reçue en Préfecture le	16/08/16
Affichée le	16/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160816-lmc1128206-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 16/08/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la cession d'un ensemble de biens mobiliers vétustes à réformer**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 euros,
- **VU** l'arrêté n°2015-242 du 03/12/2016 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques et Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a aucun intérêt à conserver des mobiliers vétustes à réformer,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole cède un ensemble de mobiliers vétustes de bureau à réformer à l'Hôtel des Ventes Montpellier-Languedoc, 194 Chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

**ARTICLE 2** : La liste des mobiliers concernés est annexée à la présente décision.

**ARTICLE 3** : Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

**ARTICLE 4** : Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer les documents de la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°D2015-242 du 03 décembre 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-509
Reçue en Préfecture le	20/07/16
Affichée le	20/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160720-lmc1128240-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/07/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant n°1 au marché n°4296RI16 d'acquisition d'un logiciel de Gestion et Maintenance assistée par Ordinateur (GMAO) pour l'éclairage public**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver et conclure toutes les modifications prévues à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 aux marchés et accords-cadres, qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- VU la décision n°2013/0155 de la Ville de Montpellier approuvant le marché n°4296RI16 d'acquisition d'un logiciel de Gestion et Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO) pour l'éclairage public, conclu avec la société GISMARTWARE,
- VU le transfert de la compétence voirie de la Ville de Montpellier vers la Métropole, l'application étant toujours hébergée sur les serveurs de la Ville,
- **CONSIDERANT** la nécessité d'assurer le transfert de l'application sur les serveurs de la Métropole, sa migration en version supérieure plus adaptée aux besoins du service éclairage public et son paramétrage pour une utilisation multi-communale,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant n°1 au marché n°4296RI16 d'acquisition d'un logiciel de Gestion et Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO) pour l'éclairage public est conclu avec la société GISMARTWARE, Le Soleil Levant, Bâtiment Le Kyoto, 11 chemin des Anciennes Vignes, 69410 Champagne au Mont d'or.

**ARTICLE 2** : Cet avenant concerne le transfert de l'application sur les serveurs de la Métropole, sa migration en version supérieure plus adaptée aux besoins du service éclairage public et son paramétrage pour une utilisation multi-communale.

**ARTICLE 3** : Cet avenant prend effet à sa date de notification et court jusqu'au 21 juillet 2018, date de fin du marché initial.

**ARTICLE 4** : Le montant du présent avenant s'élève à dix-huit mille cinq cent cinquante-deux euros TTC (18 552 € TTC).

**ARTICLE 5** : Le nouveau montant du marché initial s'élève donc à cent quatre-vingt-deux mille quatre cent quatre-vingt-deux euros et soixante-deux cents TTC (182 482,62 € TTC.). Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 900 et 930.

**ARTICLE 6** : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-511
Reçue en Préfecture le	13/07/16
Affichée le	13/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160713-lmc1128291-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/2016

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée au  
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition d'une parcelle de 39m<sup>2</sup> rue Buffon à Montpellier auprès de la société Eméris Promotion**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du « Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public »,
- VU l'accord de la société Eméris Promotion en date du 07 juin 2016 sur la proposition faite par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir la parcelle KP311 de 39 m<sup>2</sup> pour réaliser une partie du trottoir rue Buffon,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle KP311 de 39 m<sup>2</sup> rue Buffon à Montpellier auprès de la société Eméris Promotion.

**ARTICLE 2** : L'acquisition est consentie et acceptée au prix de 60 €/m<sup>2</sup>, soit un montant total de 2 340 € pour 39 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 3** : Montpellier Méditerranée Métropole consent une prise de jouissance différée qui interviendra à la date de livraison du premier appartement.

**ARTICLE 4** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

**ARTICLE 5** : Madame Stéphanie JANNIN Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-512
Reçue en Préfecture le	20/07/16
Affichée le	20/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160720-lmc1128293-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/07/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4240GD16 de fourniture et de montage d'équipements de lavage haute pression sur deux châssis mis à disposition par Montpellier Méditerranée Métropole**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délégation permanente de l'assemblée au Président l'autorisant à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté n°A2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine « Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public »,
- **CONSIDERANT** que la société BRO MERIDIONALE DE VOIRIE a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour le marché n°4240GD16 relatif à la fourniture et au montage d'équipements de lavage haute pression sur deux châssis mis à disposition par Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Le marché n°4240GD16 de fourniture et le montage d'équipements de lavage haute pression sur deux châssis mis à disposition par Montpellier Méditerranée Métropole, est conclu avec la société BRO MERIDIONALE DE VOIRIE – 1, Avenue de l'Etang – 84000 Avignon.

**ARTICLE 2** : Le candidat prendra en charge les véhicules et les restituera, équipés du matériel à l'adresse suivante : Montpellier Poids Lourds - 4, Rue St Exupéry – Parc de la Lauze - 34430 ST JEAN DE VEDAS.

**ARTICLE 3** : Le marché prendra effet à sa notification, pour une durée d' un an.

**ARTICLE 4** : Le montant estimatif du marché s'élève à 63 800 € HT. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

**ARTICLE 5** : Monsieur Cyril MEUNIER, Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-513
Reçue en Préfecture le	06/07/16
Affichée le	06/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160706-lmc1128398-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 06/07/2016

M. C. MEUNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société ERBA  
DIAGNOSTICS FRANCE dans les Ateliers Relais du Millénaire à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2015 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans Les Ateliers Relais du Millénaire à Montpellier : la société ERBA DIAGNOSTICS FRANCE, représentée par Monsieur Kamil SPLICHAL a pour activité la fabrication d'instrumentation scientifique et technique. Actuellement locataire du lot MA représentant 637 m², elle est candidate au renouvellement de son bail pour une durée de 36 mois. ERBA DIAGNOSTICS FRANCE emploie actuellement 14 personnes et projette d'atteindre 19 personnes à 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société ERBA DIAGNOSTICS FRANCE représentée par Monsieur Kamil SPLICHAL, ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-514
Reçue en Préfecture le	01/07/16
Affichée le	01/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160701- lmc1128361-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 01/07/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision modificative de la décision n° D2016-326 relative à l'avenant n°2 du lot 1 du marché n°4089TV15 - Maintenance et modifications des équipements d'éclairage public**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par la transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celles d'approuver et de conclure toutes les modifications prévues à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 aux marchés et accords-cadres, qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la décision n°D2016-326,
- VU l'arrêté n°A2016-122 du 21/03/2016 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine « Voirie et Espaces Publics »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de tenir compte de corriger une erreur matérielle,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La présente décision modifie la décision n°D2016-326 qui comportait une erreur sur le nom du titulaire du marché.

**ARTICLE 2** : Le titulaire du lot 1 du marché n°4089TV15 est l'entreprise TRAVESSET.

**ARTICLE 3** : Monsieur Rabii YOUSSEUS, Vice-Président, est autorisé à signer tout document relatif à ce marché conformément à l'arrêté n°A2016-122 du 21/03/2016 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-515
Reçue en Préfecture le	11/07/16
Affichée le	11/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160711-lmc1128676-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11/07/2016

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Voirie, Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au choix du prestataire pour le marché 4273UH16 : mission d'étude et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la définition du Schéma Directeur des Mobilités Actives de Montpellier Méditerranée Métropole**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GIANIEL en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-5 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GIANIEL dans le domaine des Transports et de la Mobilité,
- **CONSIDÉRANT** le transfert de compétence sur la gestion de la voirie des communes à Montpellier Méditerranée Métropole et la volonté de redonner une véritable place aux modes actifs et particulièrement au vélo dans l'espace public,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°4273UH16 d'étude et de d'assistance à maîtrise d'ouvrage est passé avec Cerema DeTerMed.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne la définition du Schéma Directeur des Mobilités Actives (SDMA) de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de la date de notification. Sa durée est de 11 mois.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 88 185,00 € HT. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 5** : Madame Isabelle GIANIEL Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-5 du 26/01/2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-516
Reçue en Préfecture le	07/07/16
Affichée le	07/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160707- lmc1128426-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 07/07/2016

Mme I. GIANIEL

SIGNE

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Tageos, portant sur un local situé au 515 rue Alfred Nobel, Parc du Millénaire à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- VU l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole»,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre de ses missions de développement économique, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner les entreprises en développement,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole dispose d'un espace pouvant accueillir une activité de fabrication de composants électroniques,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un contrat de location est conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Tageos, dont le siège social est situé 515 rue Alfred Nobel à Montpellier.

**ARTICLE 2** : Le contrat porte sur des locaux d'une superficie totale de 561,25 m<sup>2</sup> environ, situés au 515 rue Alfred Nobel. Parc du Millénaire, sur la parcelle RX0032 à Montpellier. (34070)

**ARTICLE 3** : Le contrat de location est conclu pour une durée de 2 ans à compter de sa signature.

**ARTICLE 4** : La location est consentie et acceptée moyennant un loyer annuel de 45 537.79 euros HT (T.V.A. au taux de 20% en vigueur en sus), soit un total de 54 645.34 Euros T.T.C et hors charges par an.

**ARTICLE 5** : Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 3 décembre 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-517
Reçue en Préfecture le	25/07/16
Affichée le	25/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160725- lmc1128427-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 25/07/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°4202EA16, marché de maîtrise d'œuvre relative au renforcement d'une conduite AEP de refoulement, à la réhabilitation et au dévoiement d'une conduite EU en amiante ciment sur la commune de Montferrier-sur-Lez**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-15 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur R. REVOL dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché de maîtrise d'œuvre relative au renforcement d'une conduite AEP de refoulement, à la réhabilitation et au dévoiement d'une conduite EU en amiante ciment sur la commune de Montferrier-sur-Lez,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché de maîtrise d'œuvre est passé avec la société INFRAMED sise à Baillargues.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne le renforcement d'une conduite AEP de refoulement, à la réhabilitation et au dévoiement d'une conduite EU en amiante ciment sur la commune de Montferrier-sur-Lez.

**ARTICLE 3** : La durée globale prévisionnelle d'exécution du marché est de 20 mois à compter de l'accusé de réception de l'ordre de service.

**ARTICLE 4** : Le montant forfaitaire du marché s'élève à 94 800 € HT, pour la mission témoin de maîtrise d'œuvre, et à 4 950 € HT pour les missions complémentaires, soit un montant forfaitaire total de 99 750 € HT.

**ARTICLE 5** : Monsieur René REVOL, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-15 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-518
Reçue en Préfecture le	13/07/16
Affichée le	13/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160713- lmc1128436-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/2016

M. R. REVOL

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué  
au service public de l'eau et de  
l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°4500RI16 d'assistance technique et prestations de développement et d'intégration autour de l'outil ALFRESCO**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- VU le Système d'Information de Montpellier Méditerranée Métropole en perpétuelle évolution notamment l'extension du socle de Gestion Electronique des Documents (GED) basé sur l'outil ALFRESCO,
- VU les résultats de la procédure adaptée lancée le 22 mars 2016,
- **CONSIDERANT** la nécessité de passer un marché d'assistance technique et prestations de développement et d'intégration autour de l'outil ALFRESCO,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°4500RI16 d'assistance technique et prestations de développement et d'intégration autour de l'outil ALFRESCO est conclu avec la société ATOL CONSEILS ET DEVELOPPEMENTS, Z.A.E. Les Terres d'Or, route de Saint-Philibert, 21220 Gevrey-Chambertin.

**ARTICLE 2** : Le présent marché concerne des prestations de développement et d'intégration autour de l'outil ALFRESCO qui constitue le socle technique du projet de Gestion Electronique des Documents (GED) de l'entité. Les objectifs relatifs à l'exécution des missions souhaitées dans le cadre du présent marché sont :

- définir techniquement, réaliser et intégrer dans le socle GED ALFRESCO de nouveaux modules permettant de répondre à de nouveaux besoins métiers, en accord avec les recommandations et les éléments d'analyse fonctionnelle fournis par la Métropole et/ou ses éventuelles Assistances à Maîtrise d'Ouvrage,

- mettre en place une collaboration durable et coordonnée sur la base des outils de travail (plateforme d'intégration continue) et de méthodologie mis à disposition et définis par Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : Ce marché est conclu pour une durée de 24 mois à compter de sa notification.

**ARTICLE 4** : Le montant global du marché à bons de commande est compris entre un minimum de quinze mille euros HT (15 000 € HT) et un maximum de quatre-vingt-neuf mille euros HT (89 000 HT). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 900.

**ARTICLE 5** : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-519
Reçue en Préfecture le	02/08/16
Affichée le	02/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160802-lmc1128503-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/2016

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée au  
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'avenant n°2 du marché d'entretien et de maintenance des installations d'éclairage public et d'illuminations de Lavérune modifiant la structure du prix unitaire**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics de 2006 et notamment ses articles 20 et 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de M Rabii YOUSSEF en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver et conclure toutes les modifications prévues à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 aux marchés et accords-cadres qui n'ont pas été soumis à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté de délégation de fonction et de signature n°2016-161 du 3 mai 2016 attribué à Monsieur Rabii YOUSSEF dans le domaine de la Voirie et de l'Espace public,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un avenant n°2 modifiant la structure du prix unitaire des prestations d'entretien et de maintenance de l'éclairage public de Lavérune, permettant ainsi au prestataire d'établir des facturations conforme au partage des prestations prévues par l'avenant n°1 de co-utilisation, compte-tenu de la conservation à la charge de la Commune des prestations de « pose, dépose et maintenance des illuminations »,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant n°2 au marché n°4325AT16 d'entretien et de maintenance des installations d'éclairage public et d'illuminations de la commune de Lavérune est passé avec l'entreprise BOUYGUES Energies et Services à Saint-Gely-du-Fesc.

**ARTICLE 2** : Cet avenant concerne la modification de la structure du prix unitaire au point lumineux, initialement fixé à 21,50 € HT, en ôtant les prestations de « pose, dépose et maintenance des 46 illuminations » estimées à 5 143, 61 € HT par an.

En ramenant l'estimation des « illuminations » au nombre total de points lumineux égal à 748 (672 transférés à la Métropole et 76 conservés par la Commune), on obtient un prix annuel au point lumineux s'élevant à 6, 876 € HT pour les prestations de « pose, dépose et maintenance des illuminations ».

Ainsi, pour les prestations réalisées pour le compte de la Métropole, c'est-à-dire pour les 672 points lumineux transférés, ôté de la part « illumination », le prix annuel au point lumineux restructuré s'élève à 14, 624 € HT.

**ARTICLE 3** : Le présent avenant ne modifie pas le montant global du marché. En revanche, les montants appliqués à la Métropole sont modifiés comme suit :

Au lieu de lire :		Il convient de lire :	
<i>Prix annuel au point lumineux</i>		<i>Prix annuel au point lumineux</i>	
<i>Montant HT</i>	21, 50 €	Montant HT	<b>14, 624 €</b>
<i>TVA 20 %</i>	4, 21 €	TVA 20 %	<b>2.925 €</b>
<i>Montant TTC</i>	25, 71 €	Montant TTC	<b>17,549 €</b>
<i>Montant estimatif annuel pour 672 points lumineux 3M</i>		<i>Montant estimatif annuel pour 672 points lumineux 3M</i>	
<i>Montant HT</i>	14 448, 00 €	Montant HT	<b>9 827, 33 €</b>
<i>TVA 20 %</i>	2 889, 60 €	TVA 20 %	<b>1 965, 46 €</b>
<i>Montant TTC</i>	17 337, 60 €	Montant TTC	<b>11 792, 79 €</b>

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerrané Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-520
Reçue en Préfecture le	17/08/16
Affichée le	17/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160817- lmc1128534-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/08/2016

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Voirie, Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle AE642 sur la commune de Saint-Drézéry appartenant aux consorts Ribeyrolles**

- VU l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'arrêté n°2016-66, du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'espace public,
- VU l'accord des propriétaires concernant la cession de la parcelle AE 642 à Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** que la parcelle AE 642 est impactée par un emplacement réservé destiné à l'élargissement du chemin des Grives,
- **CONSIDERANT** que l'aménagement de la future ZAC des Mazes nécessite un élargissement du chemin,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès des consorts Ribeyrolles qui ont accepté, la parcelle AE 642 sise commune de Saint Drézery, d'une contenance de 404 m². L'emprise de la voirie sera intégrée au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 2** : La présente vente est consentie et acceptée moyennant un montant de 1€ symbolique pour tout prix avec dispense de paiement, compte tenu de la nature du bien vendu.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

**ARTICLE 4** : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2016-66 du 27 janvier 2016, portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-521
Reçue en Préfecture le	20/07/16
Affichée le	20/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160720-lmc1128528-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/07/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'avenant n°2 au marché 4325AT15 d'entretien et de maintenance des installations d'éclairage public et d'illuminations de Murviel-lès-Montpellier, modifiant la structure du prix unitaire**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics de 2006 et notamment ses articles 20 et 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de M Rabii YOUSSEF en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver et conclure toutes les modifications prévues à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 aux marchés et accords-cadres qui n'ont pas été soumis à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté de délégation de fonction et de signature n°2016-161 du 27 avril 2016 attribué à Monsieur Rabii YOUSSEF dans le domaine de la Voirie et de l'Espace public,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un avenant n°2 modifiant la structure du prix unitaire des prestations d'entretien et de maintenance de l'éclairage public de Murviel-lès-Montpellier, permettant ainsi au prestataire d'établir des facturations conformes au partage des prestations prévues par l'avenant n°1 de co-utilisation, compte-tenu de la conservation à la charge de la Commune des prestations de « pose, dépose et maintenance des illuminations »,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant n°2 au marché n°4325AT16 d'entretien et de maintenance des installations d'éclairage public et d'illuminations de la commune de Murviel-lès-Montpellier est passé avec l'entreprise BOUYGUES Energies et Services à Saint-Gely-du-Fesc.

- **ARTICLE 2** : Cet avenant concerne la modification de la structure du prix unitaire au point lumineux, initialement fixé à 21,50 € HT, en ôtant les prestations de « pose, dépose et maintenance des 30 illuminations » estimées à 1 870, 00 € HT par an.

En ramenant l'estimation des « illuminations » au nombre total de points lumineux égal à 452 (435 transférés à la Métropole et 17 conservés par la Commune), on obtient un prix annuel au point lumineux s'élevant à 4,137 € HT pour les prestations de « pose, dépose et maintenance des illuminations ».

Ainsi, pour les prestations réalisées pour le compte de la Métropole, c'est-à-dire pour les 435 points lumineux transférés, sans la part « illumination », le prix annuel au point lumineux restructuré s'élève à 17, 363 € HT.

**ARTICLE 3** : Le présent avenant ne modifie pas le montant global du marché. En revanche, les prix appliqués à la Métropole sont modifiés comme suit :

Au lieu de lire :		Il convient de lire :	
<i>Prix annuel au point lumineux</i>		<i>Prix annuel au point lumineux</i>	
Montant HT	21, 50 €	Montant HT	17, 363 €
TVA 20 %	4, 21 €	TVA 20 %	3, 473 €
Montant TTC	25, 71 €	Montant TTC	20, 836 €
<i>Montant estimatif annuel pour 435 points lumineux 3M</i>		<i>Montant estimatif annuel pour 435 points lumineux 3M</i>	
Montant HT	9 352, 50 €	Montant HT	7 552, 91 €
TVA 20 %	1 870, 50 €	TVA 20 %	1 510, 58 €
Montant TTC	11 223, 00 €	Montant TTC	9 063, 49 €

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-522
Reçue en Préfecture le	17/08/16
Affichée le	17/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160817-lmc1128542-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 17/08/2016

M. R. YOUSSEF

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Voirie, Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'avenant n°2 au marché d'entretien et maintenance des installations d'éclairage public et illuminations de Pignan, modifiant la structure du prix unitaire**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics de 2006 et notamment ses articles 20 et 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de M Rabii YOUSSEF en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver et conclure toutes les modifications prévues à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 aux marchés et accords-cadres qui n'ont pas été soumis à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté de délégation de fonction et de signature n°2016-161 du 3 mai 2016 attribué à Monsieur Rabii YOUSSEF dans le domaine de la Voirie et de l'Espace public,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un avenant n°2 modifiant la structure du prix unitaire des prestations d'entretien et de maintenance de l'éclairage public de Pignan, permettant ainsi au prestataire d'établir des facturations conforme au partage des prestations prévues par l'avenant n°1 de co-utilisation, compte-tenu de la conservation à la charge de la Commune des prestations de « pose, dépose et maintenance des illuminations »,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant n°2 au marché n°4325AT16 d'entretien et de maintenance des installations d'éclairage public et d'illuminations de la commune de Pignan est passé avec l'entreprise BOUYGUES Energies et Services à Saint-Gely-du-Fesc.

**ARTICLE 2 :** Cet avenant concerne la modification de la structure du prix unitaire au point lumineux, initialement fixé à 21,50 € HT, en ôtant les prestations de « pose, dépose et maintenance des 90 illuminations » estimées à 13 780, 12 € HT par an.

En ramenant l'estimation des « illuminations » au nombre total de points lumineux égal à 1339 (1271 transférés à la Métropole et 68 conservés par la Commune), on obtient un prix annuel au point lumineux s'élevant à 10, 29 € HT pour les prestations de « pose, dépose et maintenance des illuminations ».

Ainsi, pour les prestations réalisées pour le compte de la Métropole, c'est-à-dire pour les 1271 points lumineux transférés, ôté de la part « illumination », le prix annuel au point lumineux restructuré s'élève à 11, 21 € HT.

**ARTICLE 3 :** Le présent avenant ne modifie pas le montant global du marché. En revanche, les montants appliqués à la Métropole sont modifiés comme suit :

Au lieu de lire :		Il convient de lire :	
<i>Prix annuel au point lumineux</i>		<i>Prix annuel au point lumineux</i>	
<i>Montant HT</i>	<i>21, 50 €</i>	<i>Montant HT</i>	<b>11, 21 €</b>
<i>TVA 20 %</i>	<i>4, 21 €</i>	<i>TVA 20 %</i>	<b>2, 242 €</b>
<i>Montant TTC</i>	<i>25, 71 €</i>	<i>Montant TTC</i>	<b>13, 45 €</b>
<i>Montant estimatif annuel pour 1271 points lumineux 3M</i>		<i>Montant estimatif annuel pour 1271 points lumineux 3M</i>	
<i>Montant HT</i>	<i>27 326, 50 €</i>	<i>Montant HT</i>	<b>14 247, 91 €</b>
<i>TVA 20 %</i>	<i>5 465, 30 €</i>	<i>TVA 20 %</i>	<b>2 849, 58 €</b>
<i>Montant TTC</i>	<i>32 791, 80 €</i>	<i>Montant TTC</i>	<b>17 097, 49 €</b>

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerrané Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-523
Reçue en Préfecture le	17/08/16
Affichée le	17/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160817-lmc1128554-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 17/08/2016

M. R. YOUSSEF

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Voirie, Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'avenant n°2 au marché d'entretien et maintenance des installations d'éclairage public et d'illuminations de Saint Georges d'Orques, modifiant la structure du prix unitaire**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics de 2006 et notamment ses articles 20 et 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de M Rabii YOUSSEF en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver et conclure toutes les modifications prévues à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 aux marchés et accords-cadres qui n'ont pas été soumis à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté de délégation de fonction et de signature n°2016-161 du 3 mai 2016 attribué à Monsieur Rabii YOUSSEF dans le domaine de la Voirie et de l'Espace public,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un avenant n°2 modifiant la structure du prix unitaire des prestations d'entretien et de maintenance de l'éclairage public de Saint Georges d'Orques, permettant ainsi au prestataire d'établir des facturations conforme au partage des prestations prévues par l'avenant n°1 de co-utilisation, compte-tenu de la conservation à la charge de la Commune des prestations de « pose, dépose et maintenance des illuminations »,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant n°2 au marché n°4325AT16 d'entretien et de maintenance des installations d'éclairage public et d'illuminations de la commune de Saint Georges d'Orques est passé avec l'entreprise BOUYGUES Energies et Services à Saint-Gely-du-Fesc.

**ARTICLE 2** : Cet avenant concerne la modification de la structure du prix unitaire au point lumineux, initialement fixé à 21,50 € HT, en ôtant les prestations de « pose, dépose et maintenance des 68 illuminations » estimées à 5 342, 12 € HT par an.

En ramenant l'estimation des « illuminations » au nombre total de points lumineux égal à 1154 (1062 transférés à la Métropole et 92 conservés par la Commune), on obtient un prix annuel au point lumineux s'élevant à 4, 63 € HT pour les prestations de « pose, dépose et maintenance des illuminations ».

Ainsi, pour les prestations réalisées pour le compte de la Métropole, c'est-à-dire pour les 1062 points lumineux transférés, ôté de la part « illumination », le prix annuel au point lumineux restructuré s'élève à 16, 87 € HT.

**ARTICLE 3** : Le présent avenant ne modifie pas le montant global du marché. En revanche, les montants appliqués à la Métropole sont modifiés comme suit :

Au lieu de lire :		Il convient de lire :	
<i>Prix annuel au point lumineux</i>		<i>Prix annuel au point lumineux</i>	
<i>Montant HT</i>	<i>21, 50 €</i>	<i>Montant HT</i>	<b>16, 87 €</b>
<i>TVA 20 %</i>	<i>4, 21 €</i>	<i>TVA 20 %</i>	<b>3, 374 €</b>
<i>Montant TTC</i>	<i>25, 71 €</i>	<i>Montant TTC</i>	<b>20, 24 €</b>
<i>Montant estimatif annuel pour 1062 points lumineux 3M</i>		<i>Montant estimatif annuel pour 1062 points lumineux 3M</i>	
<i>Montant HT</i>	<i>22 833, 00 €</i>	<i>Montant HT</i>	<b>17 915, 94 €</b>
<i>TVA 20 %</i>	<i>4 566, 60 €</i>	<i>TVA 20 %</i>	<b>3 583, 188 €</b>
<i>Montant TTC</i>	<i>27 399, 60 €</i>	<i>Montant TTC</i>	<b>21 499, 13 €</b>

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-524
Reçue en Préfecture le	17/08/16
Affichée le	17/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160817- lmc1128560-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 17/08/2016

M. R. YOUSSEF

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Voirie, Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition d'une emprise de 96 m<sup>2</sup> allée Jacques Halévy à Montpellier auprès de la la société Kaufman & Broad**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- **VU** l'accord de la société Kaufman & Broad en date du 15 juin 2016 sur la proposition faite par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir les parcelles cadastrées OE 215 et OE 216 allée Jacques Halévy à Montpellier pour aménager le trottoir et un cheminement piéton,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert les deux parcelles cadastrées OE 215 et OE 216 Allée Jacques Halévy pour une superficie totale de 96 m<sup>2</sup> auprès de la société Kaufman & Broad,

**ARTICLE 2** : L'acquisition est consentie à l'euro symbolique pour tout prix avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu,

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

**ARTICLE 5** : Madame Stéphanie JANNIN Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-525
Reçue en Préfecture le	20/07/16
Affichée le	20/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160720-lmc1128580-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/07/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant n°1 au contrat n°2014/14057 de service de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité FAST**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics de 2006,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver et conclure toutes les modifications aux marchés et accords-cadres, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché, en application de l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, 4ème paragraphe.
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- VU la décision n°D2014-473 approuvant le contrat n°2014/14057 de service de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité FAST (délibérations et actes individuels relatifs à la fonction publique) conclu avec la société CDC FAST,
- VU la modification de la dénomination sociale CDC FAST en nouvelle dénomination sociale DOCAPOST-FAST,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant n°1 au contrat n°2014/14057 de service de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité FAST est conclu et a pour objet de substituer le titulaire du marché : CDC FAST, SA à directoire et conseil de surveillance au capital de 17 729 730 Euros, dont le siège social est situé 56 rue de Lille, 75007 PARIS, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 488 478 702, par le nouveau titulaire du marché : DOCAPOST-FAST, Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 2 263 783,50 Euros, dont le siège social est situé 120-122 rue de Réaumur, 75002 PARIS, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 488 478 702.

**ARTICLE 2 :** Cet avenant ne modifie pas la durée et le montant du marché initial.

**ARTICLE 3 :** Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-526
Reçue en Préfecture le	13/07/16
Affichée le	13/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160713-lmc1128619-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/2016

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée au  
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature d'annexes de la convention de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules conclue par Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Castelnau-le-Lez**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de d'autoriser la signature des annexes aux conventions de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules adoptées par délibération du Conseil de Métropole ainsi que les avenants à ces conventions,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13517 du 16 décembre 2015 relative aux conventions de mise à disposition et de gestion de services,
- Vu la décision n°2016/03-437DGS du 10 mars 2016 de la commune de Castelnau-le-Lez,
- VU l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Castelnau-le-Lez ont signé une convention de mise à disposition de locaux, matériels et véhicules le 11 mars 2016,
- **CONSIDERANT** qu'il convient que Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Castelnau-le-Lez établissent et signent les listes des locaux, matériels et véhicules concernés par la mise à disposition, ces listes étant annexées à la convention,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Castelnau-le-Lez établissent et signent les listes des locaux, matériels et véhicules faisant l'objet de la convention de mise à disposition signée le 11 mars 2016.

**ARTICLE 2** : Les listes des locaux, matériels et véhicules concernés par la convention de mise à disposition sont annexées à la convention.

**ARTICLE 3** : La mise à disposition de l'ensemble des biens est à titre gracieux. Les frais de fonctionnement seront remboursés par les bénéficiaires de la mise à disposition.

**ARTICLE 4** : Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer les documents visés à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 3 décembre 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-527
Reçue en Préfecture le	22/07/16
Affichée le	22/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160722-lmc1128614-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 22/07/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société  
PSL MIJOU LAN dans la ZAC Descartes à Lavérune**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2015 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC DESCARTES à Lavérune : la société PSL MIJOU LAN, représentée par Monsieur Sébastien PELISSIER, est une SCI. Elle est candidate à l'acquisition du lot 12 de 1 627 m<sup>2</sup> pour la réalisation d'un bâtiment d'activités de 563 m<sup>2</sup> de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 800 m<sup>2</sup>. La société prévoit un effectif de 10 personnes à 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la SCI PSL MIJOU LAN ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

**ARTICLE 3** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-528
Reçue en Préfecture le	01/07/16
Affichée le	01/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160701- lmc1128610-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 01/07/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société  
IMMOSUDINVEST sur la ZAC Parc 2000 extension à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2015 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Parc 2000 extension à Montpellier : la société IMMOSUDINVEST, représentée par Monsieur Henri SANZ, est une SCCV. Elle est candidate à l'acquisition du lot F2 de 3 429 m<sup>2</sup> pour la réalisation d'un programme immobilier de 3 382 m<sup>2</sup> de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 3 450 m<sup>2</sup>. Les utilisateurs finaux seront l'agence Pôle Emploi, un commerce en rez-de-chaussée et 3 plateaux de bureaux en promotion. Les sociétés utilisatrices prévoient un effectif de 130 à 150 personnes à 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la SCCV IMMOSUDINVEST ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

**ARTICLE 3** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-529
Reçue en Préfecture le	01/07/16
Affichée le	01/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160701- lmc1128615-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 01/07/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la  
société BSJ'IMMO sur la ZAC Descartes à Lavérune**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2015 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole SA3M), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC DESCARTES à Lavérune : la société BSJ'IMMO, représentée par Messieurs BROUSSE et SAINT-JEAN, est une SCI. Elle est candidate à l'acquisition du lot 11 de 1 888 m<sup>2</sup> pour la réalisation d'un bâtiment d'activités de 936 m<sup>2</sup> de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 950 m<sup>2</sup>. L'utilisateur final sera la société DELICES DES BOIS pour une activité d'importation, transformation et négoce de produits alimentaires. La société prévoit un effectif de 10 personnes à 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la SCI BSJ'IMMO ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

**ARTICLE 3** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-530
Reçue en Préfecture le	01/07/16
Affichée le	01/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160701- lmc1128618-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 01/07/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°4545DS16 concernant des missions de coordination de la sécurité et protection de la santé pour l'étude et la réalisation d'une structure d'accueil et de téléskis nautiques au parc Gérard Bruyère à Baillargues**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret du 25 mars 2016, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-13 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions Sportives »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de recourir à une société spécialisée pour effectuer des missions de Coordination de la Sécurité et de la Protection de la Santé pour l'étude et la réalisation d'une structure d'accueil et de téléskis nautiques au parc Gérard Bruyère sur le territoire de la commune de Baillargues,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°4545DS16 de prestations de services est passé avec la société QUALICONSULT sise à Montpellier-Parc Club du Millénaire – Bât.18-1025 Rue Henri Becquerel.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne des missions de Coordination de la Sécurité et de la Protection de la Santé pour l'étude et la réalisation d'une structure d'accueil et de téléskis nautiques au parc Gérard Bruyère sur le territoire de la commune de Baillargues.

**ARTICLE 3** : Le marché, reconductible par tacite reconduction, prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 30 mois.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 2 940 € HT. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 903.

**ARTICLE 5** : Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président délégué aux Sports et aux Traditions Sportives, est autorisé à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-13 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-531
Reçue en Préfecture le	09/08/16
Affichée le	09/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160804- lmc1128648-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 04/08/2016

M. J.-L. MEISSONNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué aux  
Sports et Traditions sportives

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société  
ERNEO dans les Ateliers Relais du Millénaire à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine, en vue de la location les Ateliers Relais du Millénaire à Montpellier : la société ERNEO, représentée par Monsieur Nicolas ZIEGLER est une SAS dont l'activité est la conception, la fabrication et la commercialisation de moteurs et de génératrices électriques.  
Elle est candidate à la location du lot M1 de 236 m<sup>2</sup> pour une période de 36 mois.  
L'entreprise projette un effectif de 10 personnes dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société ERNEO ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-532
Reçue en Préfecture le	01/07/16
Affichée le	01/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160701- lmc1128665-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 01/07/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'achat d'une prestation d'animation  
théâtre auprès des publics 11-17 ans sur le mois de juillet 2016**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **VU** la délibération du Conseil n°13448 du 16 décembre 2015 relative à la mise en œuvre d'un schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 communes,

**CONSIDÉRANT** les orientations culturelles de Montpellier Méditerranée Métropole en matière du développement de l'accès aux pratiques culturelles des publics jeunes, notamment déclinée sous l'action N°15 du schéma de mutualisation « offre culturelle pour les 11-17 ans »,

**CONSIDERANT** la nécessité de continuité des projets culturels engagés par les publics déjà inscrits dans les cycles concernés,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole achète la prestation d'animation théâtre à la Compagnie Maritime pour le mois de juillet 2016.

**ARTICLE 2 :** Le montant de la prestation s'élève à 378 € TTC. Association non assujettie à la TVA. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 5 :** Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président(e) est autorisé(e) à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-533
Reçue en Préfecture le	05/07/16
Affichée le	05/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160704-lmc1128674-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 04/07/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un fonds d'aide à la diffusion  
théâtrale pour le spectacle « Soirée Impro »**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres relevant des articles 17, 18, 19 et 20 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 lorsque leur montant est strictement inférieur aux seuils visés à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

**CONSIDÉRANT** les orientations culturelles de Montpellier Méditerranée Métropole au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle « Soirée Impro » diffusé le 23 juillet 2016 à Saussan.

**ARTICLE 2** : Ce marché est conclu avec la Compagnie du Capitaine et la ville de Saussan, diffuseur.

**ARTICLE 3** : Le montant du marché s'élève à 1 846 € TTC. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 4** : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-534
Reçue en Préfecture le	22/07/16
Affichée le	22/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160722-lmc1128678-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 22/07/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du Droit de Prémption Urbain  
sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et entraînant le transfert du Droit de Prémption Urbain à la Métropole,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°13130 du 22 juillet 2015 approuvant le bilan d'étape et les orientations proposées en matière de gouvernance métropolitaine et d'organisation de la proximité,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 29 mars 2013,
- VU la délibération du Conseil n°13824 en date du 26 mai 2016 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Villeneuve-lès-Maguelone correspondant au périmètre de la ZAD de l'Estagnol devenu caduque,

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole délègue le droit de préemption urbain à la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone sur les zones U et AU, correspondant au périmètre de la ZAD de l'Estagnol devenu caduque, tel que indiqué au plan annexé.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-535
Reçue en Préfecture le	04/07/16
Affichée le	04/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160704- lmc1128691-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 04/07/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le ~~Président~~ certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au fonds d'aide à la diffusion  
théâtrale pour le spectacle « Espace Temps Matière »**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres relevant des articles 17, 18, 19 et 20 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 lorsque leur montant est strictement inférieur aux seuils visés à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

**CONSIDÉRANT** les orientations culturelles de Montpellier Méditerranée Métropole au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle « Espace Temps Matière » diffusé le 23 juillet 2016 à Saussan.

**ARTICLE 2** : Ce marché est conclu avec la Compagnie Usine à rêves et la ville de Saussan, diffuseur.

**ARTICLE 3** : Le montant du marché s'élève à 1 125 € TTC. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 4** : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-536
Reçue en Préfecture le	22/07/16
Affichée le	22/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160722- lmc1128696-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 22/07/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'achat d'une prestation d'animation  
théâtre auprès des publics 11-17 ans sur le mois de juillet 2016**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- VU la délibération du Conseil n°13448 du 16 décembre 2015 relative à la mise en œuvre d'un schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 communes,

**CONSIDÉRANT** les orientations culturelles de Montpellier Méditerranée Métropole en matière du développement de l'accès aux pratiques culturelles des publics jeunes, notamment déclinée sous l'action N°15 du schéma de mutualisation « offre culturelle pour les 11-17 ans »,

**CONSIDERANT** la nécessité de continuité des projets culturels engagés par les publics déjà inscrits dans les cycles concernés,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole achète la prestation d'animation théâtre à la Compagnie Minibus pour le mois de juillet 2016.

**ARTICLE 2 :** Le montant de la prestation s'élève à 2 214 € TTC. Association non assujettie à la TVA. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 5 :** Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-537
Reçue en Préfecture le	05/07/16
Affichée le	05/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160704- lmc1128718-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 04/07/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'achat d'une prestation d'animation  
cirque auprès des publics 11-17 ans sur le mois de juillet 2016**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **VU** la délibération du Conseil n°13448 du 16 décembre 2015 relative à la mise en œuvre d'un schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 communes,

**CONSIDÉRANT** les orientations culturelles de Montpellier Méditerranée Métropole en matière du développement de l'accès aux pratiques culturelles des publics jeunes, notamment déclinée sous l'action N°15 du schéma de mutualisation « offre culturelle pour les 11-17 ans »,

**CONSIDERANT** la nécessité de continuité des projets culturels engagés par les publics déjà inscrits dans les cycles concernés,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole achète la prestation d'animation théâtre au Centre des arts du cirque pour le mois de juillet 2016.

**ARTICLE 2** : Le montant de la prestation s'élève à 3 602 € TTC. Association non assujettie à la TVA. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 5** : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-538
Reçue en Préfecture le	05/07/16
Affichée le	05/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160704- lmcl128721-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 04/07/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du Droit de Prémption  
Urbain sur le territoire de la commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et entraînant le transfert du Droit de Prémption Urbain à la Métropole,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°13130 du Conseil du 22 juillet 2015 approuvant le bilan d'étape et les orientations proposées en matière de gouvernance métropolitaine et d'organisation de la proximité,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Montpellier approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 2 mars 2016,
- VU la délibération du Conseil n°13824 en date du 26 mai 2016 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier correspondant aux périmètres des ZAD « Pont Trinquat Méjanelle, Les Bouisses, Avenue de la Mer, Vallée du Rieucoulon, Professeur Blayac et Vincent Auriol » devenues caduques,

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole délègue le droit de préemption urbain à la commune de Montpellier sur les zones U et AU correspondant aux périmètres des ZAD devenues caduques et tels que indiqués aux plans annexés.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-539
Reçue en Préfecture le	13/07/16
Affichée le	13/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160713- lmc1128793-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'autorisation d'occupation temporaire des parcelles constituant le chenal de la Lironde - Commune de Lattes**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté n°2015-4, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans les domaines de la prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques,
- VU le projet d'autorisation d'occupation temporaire (AOT) par lequel Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à mettre à disposition de Monsieur Jean Louis ARGUEL, demeurant à Lattes (34970) Centre équestre Saint Pierre, Route de Palavas, les parcelles situées sur la commune de Lattes pour une contenance cadastrale totale de 565 760m<sup>2</sup>, pour une durée de 3 campagnes,
- **CONSIDERANT** que les parcelles en cause constituent le chenal de la Lironde qui sert d'exécutoire aux crues du Lez et qui nécessite d'être entretenu notamment par fauchage et ramassage régulier de l'herbe,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole consent à Monsieur Jean Louis ARGUEL une autorisation d'occupation temporaire pour l'occupation des parcelles situées sur la commune de Lattes, constituant le chenal de la Lironde, dont le détail figure en annexe 1 à l'AOT.

**ARTICLE 2** : L'autorisation d'occupation temporaire est consentie pour une durée de 3 campagnes, jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 2019.

**ARTICLE 3** : L'autorisation d'occupation temporaire est consentie à titre gratuit eu égard aux contraintes d'exploitation.

**ARTICLE 4** : Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-4 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-540
Reçue en Préfecture le	20/07/16
Affichée le	20/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160720- lmc1128811-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/07/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision modificative de la régie de recettes et d'avances du Protocole de Montpellier 3M**

- **VU** le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- **VU** le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée.
- **VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,
- **VU** la décision n° 2006-456 modifiée, en date du 10 août 2006, portant création d'une régie de recettes et d'avances auprès du Service Protocole, située 50 place Zeus à Montpellier,
- **VU** l'avis conforme du 27 juin 2016, du comptable assignataire,
- **CONSIDERANT**, le nécessaire réajustement de l'encaisse, du fonds de caisse et de l'avance.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La décision n° 2006-456 modifiée, est abrogée.

**ARTICLE 2** : Cette régie est installée à l'Hôtel de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus à Montpellier.

**ARTICLE 3** : La régie encaisse les produits suivants :

- Location du Domaine de la Providence (415, avenue du mondial de Rugby 2007 à Montpellier) :
  - Location salle de réception et dépendance avec une cuisine,
  - Location de terrasse et équipements extérieurs,
  - Location de la salle de réception du rez-de-chaussée avec cuisine et sanitaires,
  - Location de l'ancienne chapelle – salle de réunion,
  - Location de la totalité du Domaine de la Providence (hors bureaux de Montpellier Méditerranée Métropole, situés au 1<sup>er</sup> étage).
- Location de la Salle Pelloutier (50 place Zeus à Montpellier).

□ Dans le cadre de la « Fête des Vignes » qui se déroule une fois l'an, sur une période inférieure à cinq jours, la régie encaisse également des produits pour compte de tiers, un ticket donnant droit à un verre et à des dégustations. Les fonds collectés sont destinés à être reversés à une association à visée humanitaire (caritative, médicale...). Les modalités de fonctionnement de la régie et de reversement des sommes seront fixées par convention passée avec l'organisme bénéficiaire, lorsqu'il aura été désigné.

□ Les cautions.

**ARTICLE 4 :** Le versement d'un chèque de caution d'un montant de 1 800,00 € est demandé pour la location du Domaine de la Providence et de 1 500,00 € pour la location de la Salle Pelloutier. Le chèque de caution est encaissé au-delà d'un mois.

**ARTICLE 5 :** Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- en numéraire,
- au moyen de chèques bancaires ou assimilés.

**ARTICLE 6 :** La régie est autorisée à restituer la caution, par chèque tiré sur le compte de dépôt de fonds du régisseur.

Cette restitution aura lieu dans un délai maximum de trois mois, excepté en cas de litige (article 3 des règlements intérieurs du Domaine de la Providence par délibération n° 7043 modifiée du 19 juin 2006 et de la Salle Pelloutier par délibération n° 11763 du 26 juillet 2013).

**ARTICLE 7 :** Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès de la Trésorerie Générale.

**ARTICLE 8 :** L'intervention d'un (de) mandataire(s) a lieu dans les conditions fixées par son (leur) acte de nomination.

**ARTICLE 9 :** Un fonds de caisse d'un montant de DEUX CENTS EUROS (200,00 €) est mis à la disposition du régisseur.

**ARTICLE 10 :** Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à CINQ MILLE EUROS (5 000,00 €).

**ARTICLE 11 :** Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à CINQ MILLE EUROS (5 000,00 €).

**ARTICLE 12 :** Conformément aux articles 5 des règlements intérieurs du Domaine de la Providence et de la Salle Pelloutier, l'utilisateur des lieux est tenu de s'assurer et de rembourser tous dégâts, détériorations ou dégradations survenus pendant la location et constatés par le régisseur lors de l'état des lieux de sortie. La caution sera alors, pour partie ou entièrement, retenue au vu de devis présentés par les professionnels sollicités pour effectuer les réparations.

Un contrat de location est signé par les deux parties ; le locataire s'engage à respecter les prescriptions et obligations contenues dans les règlements intérieurs propres au Domaine de la Providence et de la Salle Pelloutier.

**ARTICLE 13 :** Le régisseur est tenu de verser au trésorier le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 10 et au minimum une fois par mois, c'est-à-dire la totalité des recettes encaissées pour la location du Domaine de la Providence et de la Salle Pelloutier, ainsi que les cautions lorsqu'elles doivent être encaissées. Le régisseur reverse aux tiers désignés par convention, la totalité des recettes encaissées dans le cadre de la « Fête des Vignes », au plus tard le 30 du mois N + 1 suivant la manifestation.

**ARTICLE 14 :** Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des justificatifs des opérations de recettes tous les mois et obligatoirement :

- au 31 décembre de chaque année,
- en cas de changement du régisseur,
- au terme de la régie.

**ARTICLE 15** : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 16** : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 17** : Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 18** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-541
Reçue en Préfecture le	19/08/16
Affichée le	19/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101- lmc1128822-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19/08/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision modificative de la régie d'avances du  
Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier 3M**

- **VU** le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- **VU** le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- **VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,
- **VU** la décision n°2001-4532 modifiée, du Président du Conseil de Communauté en date du 28 décembre 2001, portant création d'une régie d'avances auprès du Conservatoire à Rayonnement Régional située 14 rue Eugène Lisbonne à Montpellier,
- **VU** l'avis conforme du 27 juin 2016, du comptable assignataire,
- **CONSIDERANT**, le déménagement d'une partie du Conservatoire à Rayonnement Régional dans de nouveaux locaux, à compter du 1<sup>er</sup> août 2016.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La délibération n°2001-4532 modifiée, du 28 décembre 2001 a instauré une régie d'avances auprès du Conservatoire à Rayonnement Régional.

**ARTICLE 2** : La régie d'avances est installée 22 rue Lallemand à Montpellier.

**ARTICLE 3** : La régie paie les dépenses suivantes :

- frais postaux,
- petites fournitures,
- denrées alimentaires.

**ARTICLE 4** : Les dépenses désignées à l'article 3 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- en numéraire,



- au moyen de chèques bancaires ou assimilés.

**ARTICLE 5 :** Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès de la Trésorerie Générale.

**ARTICLE 6 :** L'intervention de mandataire(s) a lieu dans les conditions fixées par son (leur) acte de nomination.

**ARTICLE 7 :** Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à DEUX CENT CINQUANTE EUROS (250,00 €).

**ARTICLE 8 :** Le régisseur verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des justificatifs des opérations de recettes et de dépenses tous les mois et obligatoirement :

- au 31 décembre de l'année,
- en cas de changement du régisseur,
- au terme de la régie.

**ARTICLE 9 :** Le régisseur n'est pas assujéti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 10 :** Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 11 :** Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 12 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-542
Reçue en Préfecture le	19/08/16
Affichée le	19/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101-lmc1128825-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19/08/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision modificative de la régie de recettes & d'avances du  
Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier 3M**

- **VU** le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- **VU** le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- **VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,
- **VU** la décision n° 2009-675 modifiée, du Président du Conseil de Communauté en date du 9 octobre 2009 portant transformation de la régie de recettes en régie de recettes et d'avances du Conservatoire à Rayonnement Régional située 14 rue Eugène Lisbonne à Montpellier,
- **VU** l'avis conforme du 27 juin 2016, du comptable assignataire,
- **CONSIDERANT**, le déménagement d'une partie du Conservatoire à Rayonnement Régional dans de nouveaux locaux, à compter du 1<sup>er</sup> août 2016.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La délibération n° 2009-675 modifiée, du 9 octobre 2009 a instauré une régie de recette et d'avances auprès du Conservatoire à Rayonnement Régional.

**ARTICLE 2** : La régie de recettes et d'avances est installée 22 rue Lallemand à Montpellier.

**ARTICLE 3** : La régie encaisse les produits suivants :

- droits d'inscription,
- frais de dossiers,
- location d'instruments.

La régie encaisse également les cotisations de sécurité sociale des étudiants, pour reversement à l'URSSAF (article L 381-3 et suivants du Code de la sécurité sociale).

**ARTICLE 4 :** Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- en numéraire,
- au moyen de chèques bancaires ou assimilés,
- par carte bancaire.

Elles sont perçues contre remise à l'usager de ticket ou formule assimilée, facture, quittance.

**ARTICLE 5 :** La date limite d'encaissement par le régisseur est fixée à trois mois.

**ARTICLE 6 :** La régie paie les dépenses suivantes :

- remboursement des inscriptions (après validation de la Direction du CRR).

**ARTICLE 7 :** Les dépenses désignées à l'article 6 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- par chèque bancaire, tiré sur le compte de la régie,
- par virement.

**ARTICLE 8 :** Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès de la Trésorerie Générale.

**ARTICLE 9 :** Il est créé une sous-régie de recettes dont les modalités de fonctionnement sont précisées dans l'acte constitutif de la sous-régie.

**ARTICLE 10 :** L'intervention de mandataire(s) a lieu dans les conditions fixées par son (leur) acte de nomination.

**ARTICLE 11 :** Un fonds de caisse d'un montant de CENT EUROS (100,00 €) est mis à la disposition du régisseur.

**ARTICLE 12 :** Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à TRENTE MILLE EUROS (30 000,00 €).

**ARTICLE 13 :** Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à QUATRE MILLE EUROS (4 000,00 €).

**ARTICLE 14 :** Le régisseur est tenu de verser au Trésorier Municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 12, et au minimum une fois par mois.

**ARTICLE 15 :** Le régisseur verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des justificatifs des opérations de recettes et de dépenses tous les mois et obligatoirement :

- au 31 décembre de l'année,
- en cas de changement du régisseur,
- au terme de la régie.

**ARTICLE 16 :** Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 17 :** Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 18 :** Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 19 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-543
Reçue en Préfecture le	19/08/16
Affichée le	19/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101- lmc1128830-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19/08/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Création d'une sous-régie de recettes auprès de la régie de recettes & d'avances du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier 3M**

- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,
- VU la décision n°2009-675 modifiée, du Président du Conseil de Communauté en date du 9 octobre 2009 portant transformation de la régie de recettes en régie de recettes et d'avances du Conservatoire à Rayonnement Régional, installée 22 rue Lallemand à Montpellier.
- VU l'avis conforme du 27 juin 2016, du comptable assignataire,
- **CONSIDERANT**, qu'à la suite du déménagement du Conservatoire, une antenne demeure au 14 rue Eugène Lisbonne chargée de l'encaissement des locations d'instruments.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La délibération n° 2009-675 modifiée, du 9 octobre 2009 a instauré une régie de recette et d'avances auprès du Conservatoire à Rayonnement Régional.

**ARTICLE 2** : Il est institué une sous-régie de recettes auprès de la régie de recettes & d'avances du Conservatoire à Rayonnement Régional.

**ARTICLE 3** : Cette sous-régie est installée au 14 rue Eugène Lisbonne à Montpellier.

**ARTICLE 4** : La sous-régie encaisse les produits suivants :

- location d'instruments.

**ARTICLE 5** : Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- en numéraire,
- au moyen de chèques bancaires ou assimilés,
- par carte bancaire.

Elles sont perçues contre remise à l'usager de ticket ou formule assimilée, facture, quittance.

**ARTICLE 6 :** La date limite d'encaissement par le mandataire des recettes désignées à l'article 4 est fixée à trois mois.

**ARTICLE 7 :** Le montant maximum de l'encaisse que le mandataire est autorisé à conserver est fixé à DEUX MILLE EUROS (2 000,00 €).

**ARTICLE 8 :** Le mandataire sous-régisseur est tenu de verser le montant de l'encaisse au régisseur ou sur le compte de dépôt de fonds de la régie dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 7.

**ARTICLE 9 :** Le mandataire sous-régisseur verse auprès du régisseur la totalité des justificatifs des opérations de recettes au minimum une fois par mois.

**ARTICLE 10 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-544
Reçue en Préfecture le	19/08/16
Affichée le	19/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101-lmc1128832-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19/08/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché 4250EA16 de "Travaux  
d'amélioration du Bassin d'Orage des Aiguerelles"**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur REVOL en qualité de Vice-Président.
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice
- VU l'arrêté n°2015-15 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur REVOL dans le domaine « Service public de l'eau et de l'assainissement »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché pour les « travaux d'amélioration du bassin d'Orage des Aiguerelles »,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n° 4250EA16 de travaux est passé avec la société SPIE SUD-OUEST, 34435 Saint Jean de Vedas.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne le renouvellement de matériel électrique, électromécanique et hydraulique du bassin d'Orage des Aiguerelles.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Le délai d'exécution des travaux est de 3 mois dont 1 mois pour la période de préparation.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 170 989,30 € HT soit 205 187,16€ TTC. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 928.

**ARTICLE 5** : Monsieur REVOL, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-15 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-546
Reçue en Préfecture le	22/07/16
Affichée le	22/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160722- lmc1128866-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 22/07/2016

M. R. REVOL

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué  
au service public de l'eau et de  
l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la cession de véhicules vétustes à réformer  
immatriculés 680AGW34 et 701AHP34 à l'hôtel des ventes centre 113**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 euros,
- VU l'arrêté n°2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver des véhicules vétustes à réformer,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Le véhicule Citroën C2 immatriculé 680AGW34 et le véhicule Citroën Berlingot aménagé frigo immatriculé 701AHP34, du fait de leur vétusté, sont cédés pour être vendus aux enchères à l'hôtel des ventes Centre 113 situé 390, rue Les Portes Domitiennes à Vendargues (34740).

**ARTICLE 2** : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

**ARTICLE 3** : Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer les documents de la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 03 décembre 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-547
Reçue en Préfecture le	20/07/16
Affichée le	20/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160720-lmc1128891-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/07/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un contrat n°2016CN164 d'assistance,  
de maintenance et d'exploitation des progiciels Fiscalité**

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- **VU** la décision n°D2012-90 approuvant le marché n°2864DF11 d'acquisition du progiciel d'analyse des données fiscales OFEA auprès de la société GFI PROGICIELS,
- **CONSIDERANT** la nécessité d'assurer l'assistance, la maintenance et l'exploitation des rôles et des fichiers fiscaux,
- **CONSIDERANT** la nécessité de confier ces prestations à la société GFI PROGICIELS au regard des brevets qu'elle détient concernant ce progiciel,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un contrat n°2016cn164 d'assistance, de maintenance et d'exploitation des progiciels Fiscalité est conclu avec la société GFI PROGICIELS, 145 boulevard Victor Hugo, 93400 Saint Ouen.

**ARTICLE 2** : Ce contrat concerne le progiciel Observatoire Fiscal d'Expertise et d'Analyse OFEA installé à la Direction des Finances.

**ARTICLE 3** : Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2016.

**ARTICLE 4** : Le montant de ce contrat s'élève à sept mille cinq cent quatre-vingt-quinze euros et vingt-quatre cents TTC (7 595,24 € TTC.). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 930.

**ARTICLE 5** : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-548
Reçue en Préfecture le	02/08/16
Affichée le	02/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160802- lmc1128899-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/2016

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée au  
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition par Montpellier Méditerranée Métropole, auprès de la société SCI La coupole IV, d'un local à usage de bureau et de places de stationnement**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre de ses missions d'intérêt général et du développement de ses services, Montpellier Méditerranée Métropole a besoin de nouveaux locaux à usage de bureaux et de places de parking,
- CONSIDERANT** que la société SCI La Coupole IV, dont le siège social est situé 329 rue Léon Blum à Montpellier, vend un local à usage de bureau ainsi que des places de stationnement en sous-sol,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur auprès de la société SCI La Coupole IV d'un local à usage de bureau et de deux places de stationnement.

**ARTICLE 2** : Les biens concernés par l'acquisition sont les suivants : dans un ensemble immobilier complexe situé au 295 rue Léon Blum à Montpellier, dans le volume 20 un local à usage de bureau, lot n°209, situé au R+7 d'une superficie de 35,30m<sup>2</sup>. Dans le lot Volume 51, deux places de stationnement situées au R-4, lot n°5165 et n°5166.

**ARTICLE 3** : Le montant de l'acquisition est de 126 000 euros, conformément à l'évaluation de France-Domaine du 29 mars 2016.

**ARTICLE 4** : Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer les documents relatifs à l'acquisition visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-549
Reçue en Préfecture le	28/07/16
Affichée le	28/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160728-lmc1128951-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4591DE16 - Étude de la clientèle touristique et de loisirs de 7 grands établissements et sites culturels et de loisirs du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Président(e)
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame MARION dans les domaines « Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat »,

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de passer un marché, relevant des dispositions susvisées, afin d'améliorer la connaissance de la clientèle des équipements touristique et de loisirs du territoire dans le but d'évaluer la satisfaction des visiteurs et la qualité des services développés ainsi que d'adapter les stratégies de promotion et de commercialisation.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n° de 4591DE16 est passé avec la société BGE SUD-OUEST (nom commercial : CRP Consulting) dont le siège social est sis 8, chemin de la Cépière, Bâtiment C, à Toulouse (31000).

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne l'étude de la clientèle touristique et de loisirs de 7 grands établissements et sites culturels et de loisirs du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, à savoir le Musée Fabre, musée des beaux-arts et son département des arts décoratifs, le Musée Sabatier d'Espeyran, le musée Henri Prades / site archéologique Lattara, le Planétarium Galilée, l'Aquarium Mare Nostrum, le Parc zoologique de Montpellier et sa Serre amazonienne.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 7 mois.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à quarante-huit mille cent quarante euros hors taxe (48 140 € H.T.), soit cinquante-sept mille sept cent soixante-huit euros toutes taxes comprises (57 768 € T.T.C). Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 936.

**ARTICLE 5** : Madame Chantal MARION Vice-Président(e) est autorisé(e) à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-550
Reçue en Préfecture le	02/08/16
Affichée le	02/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160802- lmc1128967-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/2016

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée au  
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un prêt à usage de terrain au profit de  
Monsieur Panafieu Jean - Parcelle cadastrée SR n°12 - Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté n°2016-66 en date du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine du développement, de l'aménagement durable du territoire de l'habitat et de l'espace public,
- VU la délibération n°13720 en date du 14 avril 2016 autorisant l'acquisition de la parcelle cadastrée SR n°12 située lieudit Le Tilleul à Montpellier,
- VU le projet de prêt à usage de la parcelle cadastrée SR n°12 située lieudit Le Tilleul à Montpellier consenti à titre gratuit au profit de Monsieur Jean Panafieu domicilié 3 Impasse des Canepetières à Lattes,
- **CONSIDERANT** que cette parcelle récemment acquise par Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du projet de réserve foncière secteur Gare TGV – Mogère sur le territoire de la commune de Montpellier ne doit pas rester en friche et nécessite un entretien régulier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole consent un prêt à usage à titre gratuit de la parcelle cadastrée SR n° 12 située lieudit Le Tilleul à Montpellier, d'une superficie totale de 7021 m² au profit de Monsieur Jean PANAFIEU domicilié 3 Impasse des Canepetières à Lattes.

**ARTICLE 2 :** Le prêt à usage est consenti à titre gratuit pour une durée de 3 ans. Le détenteur s'acquittera du paiement des charges liées aux frais courants pour l'usage qu'il fait de la parcelle.

**ARTICLE 3 :** Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2016-66 du 27 janvier 2016, portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-552
Reçue en Préfecture le	20/07/16
Affichée le	20/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160720- lmc1129020-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/07/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un contrat de prêt à usage de terrain au profit du Cirque ZAVATTA - Parcelle cadastrée section RA n°1 - Commune de Montpellier**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n°2016-66, du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU le projet de contrat de convention d'occupation précaire par lequel Montpellier Méditerranée Métropole autorise le Cirque ZAVATTA à occuper temporairement une partie de la parcelle cadastrée section RA n°1 lieu-dit « Rastouble » située sur la commune de Montpellier, pour une contenance de 4 000m<sup>2</sup>, sous condition de remise en état,
- **CONSIDERANT** que le cirque ZAVATTA souhaite utiliser ce terrain pour installer le cirque et le parking visiteurs du 20 novembre 2016 au 31 janvier 2017,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole consent au profit du cirque ZAVATTA, représenté par son Directeur Monsieur DANGLADE Jean, un prêt à usage d'une partie de la parcelle cadastrée section RA n° 1 pour 4 000m<sup>2</sup>, lieu-dit « Rastouble » située sur la commune de Montpellier

**ARTICLE 2** : Le contrat est consenti moyennant une indemnité journalière de 30 €, soit 2 190 € au total pour la période concernée.

**ARTICLE 3** : Le contrat est conclu pour une durée de 73 jours, du 20 novembre 2016 au 31 janvier 2017.

**ARTICLE 4** : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2016-66, du 27 janvier 2016, portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-553
Reçue en Préfecture le	22/07/16
Affichée le	22/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160722-lmc1129001-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 22/07/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature d'une convention d'études et de travaux pour le dévoiement d'un réseau de fibre optique suite au projet de la création d'un pôle médical d'envergure Métropolitaine sur le site des Jasses à Saint Jean de Védas**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Président(e),
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur
- VU l'arrêté n°2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'Artisanat»,
- **CONSIDERANT** que le projet de création du pôle médical sur le site des Jasses à Saint de Vedas fait l'objet d'une procédure de DUP avec mise en compatibilité du PLU, engagée par délibération le 24 février 2016, et que parmi les travaux publics nécessaires à l'opération, le dévoiement du réseau de fibre optique existant sur le site doit être réalisé dès le mois d'octobre.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention d'études et de travaux est signée avec Hérault Télécom, propriétaire du réseau de fibre optique, dont le siège est sis à 266, rue de la Gariguette - ZAC Saint Antoine à Saint Aunes (34130).

**ARTICLE 2** : Les travaux seront réalisés sur le site des Jasses à Saint Jean de Vedas.

**ARTICLE 3** : La convention restera en vigueur jusqu'à l'accomplissement complet des études et travaux de dévoiement.

**ARTICLE 4** : Le montant est de 33 661,80 euros TTC.

**ARTICLE 5** : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer la convention visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-554
Reçue en Préfecture le	19/08/16
Affichée le	19/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160819-lmc1129097-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19/08/2016

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice "SCI Odysseum Place de France"**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts consécutivement à l'assignation devant le Tribunal de Grande Instance de Montpellier reçue le 21 juin 2016 à la requête de la SCI Odysseum Place de France tendant à l'annulation de l'avis des sommes à payer en date du 25 janvier 2016 émis par Montpellier Méditerranée Métropole à l'encontre de la SCI au titre de la Redevance spéciale de la collecte des déchets économiques assimilables aux déchets ménagers pour l'année 2015.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « PARME Avocats ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-555
Reçue en Préfecture le	13/07/16
Affichée le	13/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160713-lmc1129176-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature du laboratoire CNRS-Délégation Languedoc Roussillon - Laboratoire de Chimie Bio-inspirée et d'Innovations Écologiques (ChimEco - Unité FRE 3673) dans l'immeuble Cap Delta à Grabels**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
  - VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
  - VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
  - VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
  - VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
  - VU l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
  - **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature du laboratoire ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le bâtiment CAP DELTA : le laboratoire CNRS-Délégation Languedoc Roussillon - Laboratoire de Chimie Bio-inspirée et d'Innovations Écologiques (ChimEco - Unité FRE 3673), représenté par Madame Ghislaine GIBELLO a pour activité la recherche scientifique (spécialisé en chimie verte et innovation écologique).
- Il est candidat au renouvellement de la location du lot 3.04 de 182.09 m<sup>2</sup> pour une période de 31 mois.
- Le laboratoire prévoit un effectif de 15 personnes à 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature du laboratoire CNRS-Délégation Languedoc Roussillon - Laboratoire de Chimie Bio-inspirée et d'Innovations Écologiques (ChimEco - Unité FRE 3673) ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2016-557
Reçue en Préfecture le	20/07/16
Affichée le	20/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160720- lmc1129170-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/07/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société  
SIM & CURE dans l'immeuble Cap Gamma à Grabels**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine, en vue de la location dans l'immeuble CAP GAMMA à Grabels : la société SIM & CURE, représentée par Monsieur Mathieu SANCHEZ est une SA dont l'activité est l'édition de logiciel pour sécuriser la pose de dispositifs médicaux implantables.  
Elle est candidate à la location du lot C.G.0.4 de 73.85 m<sup>2</sup> pour une période de 36 mois.  
L'entreprise projette un effectif de 16 personnes dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société SIM & CURE ci-dessus mentionnée est agréée

**ARTICLE 2** : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-558
Reçue en Préfecture le	20/07/16
Affichée le	20/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160720- lmc1129174-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/07/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°4446RI16 d'assistance à maîtrise d'ouvrage fonctionnelle et organisationnelle dans le cadre du projet d'acquisition d'un logiciel de marché public mutualisé**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, notamment son article 27,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- VU la plateforme de dématérialisation des marchés publics mutualisée de Montpellier Méditerranée Métropole mise à disposition des communes,
- VU les résultats de la procédure adaptée conforme à l'article 27 du décret 2016-360 lancée le 13 mai 2016,
- **CONSIDERANT** la nécessité de passer un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'acquisition, la mise en œuvre et le suivi d'une solution logicielle « marchés publics »,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°4446RI16 d'assistance à maîtrise d'ouvrage fonctionnelle et organisationnelle dans le cadre du projet d'acquisition d'un logiciel de marché public mutualisé, est conclu avec la société COMOE, 16 rue Félix Lavit, 31500 TOULOUSE.

**ARTICLE 2** : Les prestations du présent marché sont réparties en 6 phases, décrites ci-dessous :  
- Phase 1 : analyse de l'existant (Montpellier Méditerranée Métropole, Ville de Montpellier, Communes la Métropole, CCAS de Montpellier, autres établissements publics le cas échéant) fonctionnel et technique,

- Phase 2 : composition des groupes de travail et rédaction du programme fonctionnel dans le cadre de la procédure de dialogue compétitif qu'elle souhaite lancer,
- Phase 3 : expression des besoins fonctionnels (rédaction du Cahier des Clauses Techniques Particulières et des pièces financières : analyse fonctionnelle et technique) et définition du périmètre,
- Phase 4 : aide à l'analyse des candidatures et des offres et audition des candidats dans le cadre du dialogue compétitif, rédaction du cahier des charges définitif,
- Phase 5 : mise au point de l'offre définitive,
- Phase 6 : assistance à la mise en œuvre de la solution logicielle mutualisée.

**ARTICLE 3** : Ce marché est conclu pour une durée de 24 mois à compter de sa notification.

**ARTICLE 4** : Le montant global du marché à bons de commande est compris entre un minimum de quinze mille euros H.T. (15 000 € H.T.) et un maximum de quatre-vingt-neuf mille euros H.T. (89 000 € H.T.). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 900.

**ARTICLE 5** : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-559
Reçue en Préfecture le	01/08/16
Affichée le	01/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160801- lmc1129199-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 01/08/2016

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée au  
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice "SALVY Alain - requête TA n°1603141-1 TA"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1603141-1 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 14 juin 2016 par Monsieur Alain SALVY contre la délibération du Conseil de Métropole n°13718 en date du 14 avril 2016 approuvant la modification n°5 du PLU de Pérols.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-560
Reçue en Préfecture le	13/07/16
Affichée le	13/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160713- lmc1129189-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice "Claude SALVY - requête n°1603142-1 TA"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1603142-1 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 14 juin 2016 par Monsieur Claude SALVY contre la délibération du Conseil de Métropole n°13718 en date du 14 avril 2016 approuvant la modification n°5 du PLU de Pérols.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauger et Associés ».

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-561
Reçue en Préfecture le	13/07/16
Affichée le	13/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160713- lmc1129200-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature des annexes de la convention de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules conclue par Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Castries**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la signature des annexes aux conventions de mise à disposition de locaux, matériels et véhicules adoptées par délibération du Conseil de Métropole ainsi que les avenants à ces conventions,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°13517 du 16 décembre 2015 relative aux conventions de mise à disposition et de gestion de services,
- VU la délibération n°2015/17-12/010 du 17 décembre 2015 du Conseil Municipal de la commune de Castries autorisant la signature d'une convention de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules avec Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Castries ont signé une convention de mise à disposition de locaux, matériels et véhicules le 8 janvier 2016,
- **CONSIDERANT** qu'il convient que Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Castries établissent et signent les listes des locaux, matériels et véhicules concernés par la mise à disposition, ces listes étant annexées à la convention,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Castries établissent et signent les listes des locaux, matériels et véhicules faisant l'objet de la convention de mise à disposition signée le 8 janvier 2016.

**ARTICLE 2** : Les listes des locaux, matériels et véhicules concernés par la convention de mise à disposition sont annexées à la convention.

**ARTICLE 3** : La mise à disposition de l'ensemble des biens est à titre gracieux. Les frais de fonctionnement seront remboursés par les bénéficiaires de la mise à disposition.



**ARTICLE 4** : Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer les documents visés à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 03 décembre 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-563
Reçue en Préfecture le	22/07/16
Affichée le	22/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160722- lmc1129236-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 22/07/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'un délaissé de voirie d'une contenance de 4 m<sup>2</sup>, section BX, situé dans la ZAC Descartes - Commune de Lavérune**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L. 141-3 et L. 141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Lavérune n°2016-11 en date du 2 mars 2016 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n°D2016-229 en date du 5 avril 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Lavérune dans le domaine public métropolitain,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- VU la demande d'acquisition adressée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) à Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** la nécessité de déclasser cette emprise avant de pouvoir les céder,
- **CONSIDERANT** que cette emprise n'est affectée à aucun usage public, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : le délaissé de voirie d'une contenance de 4 m<sup>2</sup>, section BX, situé dans la ZAC Descartes à Lavérune, est désaffecté.

**ARTICLE 2** : conformément aux dispositions de l'article L. 141-3 du Code de la voirie routière, ce délaissé est déclassé du domaine public.

**ARTICLE 3** : ledit délaissé est intégré au domaine privé de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : les services du cadastre seront sollicités pour procéder au numérotage cadastral de cette emprise.

**ARTICLE 5** : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-564
Reçue en Préfecture le	28/07/16
Affichée le	28/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160728- lmc1129352-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché 4017bisDC15 de Travaux de réhabilitation de l'Agora de la Danse à Montpellier - Dernière phase - lot 10 : plomberie - génie climatique**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret 2016-360 du 25 Mars 2016 et notamment son article 27,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°2015-17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché de « Travaux de réhabilitation de l'Agora de la Danse –Dernière phase – lot 10 : plomberie – génie climatique »,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché n°4017bisDC15 de travaux, pour le lot n°10, est passé avec la société Chiche Plomberie, 9 rue Patrice Lumumba, 34070 Montpellier.

**ARTICLE 2 :** Le début d'exécution du marché prend effet à compter de la date fixée par ordre de service. Le délai d'exécution des travaux de l'ensemble des lots est de 11 mois, période de préparation de 30 jours comprise.

**ARTICLE 3 :** Le montant du lot n°10 s'élève à 29 344, 87 € HT soit 35 213, 84 € TTC, montant correspondant à la solution de base. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 928.

**ARTICLE 4 :** Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-565
Reçue en Préfecture le	01/08/16
Affichée le	01/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160801- lmc1129273-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 01/08/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice "Requête n°16MA02462 SCI CHAPTAL"**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête près la Cour Administrative d'Appel de Marseille par la SCI CHAPTAL sollicitant l'annulation du jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1400772 du 4 mai 2016 rejetant sa demande d'annulation de la décision n°D2014-41 du 6 février 2014 du Président de la Métropole par laquelle la Métropole, alors Communauté d'Agglomération, s'est portée acquéreur par voie de Prémption de la parcelle cadastrée AX n°59 sise à Saint Jean de Védas.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-567
Reçue en Préfecture le	20/07/16
Affichée le	20/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160720-lmc1129321-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/07/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché 4556DE16 - Relations presse au niveau national**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés Publics,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 Janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat »,

**CONSIDÉRANT** : l'avis d'appel à la concurrence publié le 6 Juin 2016 concernant le marché n°4556DE16 et le rapport d'analyse,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°4556-DE-16 de prestations intellectuelles est passé avec PROFILE PR sis à 72 rue Longchamps 75116 Paris.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne les relations presse au niveau national.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 12 mois non renouvelable. La date prévisible de démarrage des prestations est prévue en Août 2016.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 49 950 € HT soit 59 940 € TTC. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 936.

**ARTICLE 5** : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-568
Reçue en Préfecture le	26/07/16
Affichée le	26/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160726- lmc1129373-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 26/07/2016

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée au  
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4278DM16 de Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le suivi du contrat de délégation de service public et la mise en œuvre de la future gestion de service public des mobilités de Montpellier Méditerranée Métropole**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame GIANIEL en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-5 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame GIANIEL dans les domaines des Transports et de la Mobilité.
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché de prestations intellectuelles pour la « Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le suivi du contrat de délégation de service public et la mise en œuvre de la future gestion de service public des mobilités de Montpellier Méditerranée Métropole »,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché n°4278DM16 de prestations intellectuelles est passé avec le groupement d'entreprises ADE Transport, 22 avenue du Maréchal Foch, 78800 Houilles - la SCP Vinsonneau-Palies Noy Gauer et associés, 34000 Montpellier et Partenaires finances locales, 75003 Paris.

**ARTICLE 2 :** Le marché prend effet à compter de la notification. La durée de l'ensemble des missions ne devra pas excéder 30 mois à compter de la notification du marché.

**ARTICLE 3 :** Les montants forfaitaires du marché s'élèvent à :

- pour la tranche ferme : 62 850 € HT, soit 75 420 € TTC,
- pour la tranche conditionnelle n°1 : 54 700 € HT, soit 65 640 € TTC,
- pour la tranche conditionnelle n°2 : 40 750 € HT, soit 48 900 € TTC,
- pour la tranche conditionnelle n°3 : 8 300 € HT, soit 9 960 € TTC,

Les tranches conditionnelles 1 et 2 sont alternatives, en fonction du choix du mode gestion issu du résultat de la tranche ferme.

Les montants unitaires du marché s'élèvent à :

- pour la tranche ferme, pour les prestations de la mission 1 et les réunions supplémentaires faisant l'objet de bons de commande : un montant maximum de 20 000 € HT soit 24 000 € TTC
- Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 928.

**ARTICLE 4:** Madame GIANIEL, Vice-Présidente, est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-5 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5:** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-569
Reçue en Préfecture le	22/07/16
Affichée le	22/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160722-lmc1129425-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 22/07/2016

Mme I. GIANIEL

SIGNE

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°4108RI16 de maintenance pour le poste de gestion de télésurveillance centralisé de la médiathèque centrale Emile Zola**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- VU le poste de gestion de télésurveillance centralisé de la médiathèque centrale Emile Zola (PC sécurité),
- **CONSIDERANT** la nécessité d'assurer la maintenance de cet équipement, le suivi technique et l'évolution du PC sécurité de la médiathèque centrale Emile Zola,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché n°4108RI16 de maintenance pour le poste de gestion de télésurveillance centralisée de la médiathèque centrale Emile Zola est conclu avec la société IPERION, ZA La Peyrière, place de la Méditerranée, 34430 Saint Jean de Vedas.

**ARTICLE 2 :** Le présent marché concerne la maintenance et les mises à jour de l'application logicielle de télésurveillance Msésame installée sur le serveur et le micro-ordinateur sécurité dédiés, la baie de réception télésurveillance et son application logicielle de gestion ainsi que le convertisseur permettant le dialogue entre le serveur Msésame et les unités de contrôle d'accès de la médiathèque centrale Emile Zola. Est également inclus dans le marché un service d'astreinte téléphonique 24 heures sur 24, avec déclenchement d'intervention si nécessaire.

**ARTICLE 3 :** Ce marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 1 an. Il sera renouvelable par reconduction tacite par période de 1 an, sans pouvoir excéder 2 renouvellements.

**ARTICLE 4 :** Le montant global du marché s'élève à quarante-cinq mille euros HT (45 000 € HT), décomposé comme suit :

- la partie forfaitaire s'élève à cinq mille cinq cent soixante-seize euros H.T. (5 576 € HT)

- la partie à bons de commande est limitée par un seuil maximum de trente-neuf mille quatre cent vingt-quatre euros HT (39 424 € HT).

**ARTICLE 5** : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-570
Reçue en Préfecture le	02/08/16
Affichée le	02/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160802-lmc1129491-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/2016

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée au  
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4555DE16, lot n°1 : Rédaction, illustration d'articles et supports de communication et réalisation d'infographies (web)**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 Janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat »,

**CONSIDÉRANT** : L'avis d'appel à la concurrence publié le 6 Juin 2016 concernant le marché n°4555DE16 Lot n°1 et le rapport d'analyse,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°4555DE16 - Lot n°1 de prestations intellectuelles est passé avec JAM sis à 16 rue des Etuves 34000 Montpellier.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne la rédaction, l'illustration d'articles et supports de communication et réalisation d'infographies.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 12 mois non renouvelable. La date prévisible de démarrage des prestations est prévue en Août 2016.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 27 307,50 € HT soit 32 769 TTC. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 936.

**ARTICLE 5** : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-571
Reçue en Préfecture le	02/08/16
Affichée le	02/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160802-lmc1129494-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/2016

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée au  
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4555DE16, lot 2 : Rédaction, illustration d'articles et supports de communication et réalisation d'infographies (papier)**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat »,

**CONSIDÉRANT** l'avis d'appel public à la concurrence publié le 6 juin 2016 concernant le marché n°4555DE16, lot 2 et le rapport d'analyse afférent,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°4555DE16, lot 2 de prestations intellectuelles est passé avec JAM 16 rue des Etuves 34000 Montpellier.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne la rédaction, l'illustration d'articles et supports de communication et la réalisation d'infographies.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 12 mois non renouvelable. La date prévisible de démarrage des prestations est prévue en août 2016.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 28 400 € HT soit 32 769 TTC. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 936.

**ARTICLE 5** : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-573
Reçue en Préfecture le	02/08/16
Affichée le	02/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160802- lmc1129512-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/2016

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée au  
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification,





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4492bisDC16 de Remplacement  
du système UGIS de la médiathèque Emile Zola à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché de travaux pour le « Remplacement du système UGIS de la médiathèque Emile Zola à Montpellier »,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°4492bisDC16 de travaux est passé avec la société SERVICE MAINTENANCES ENERGIES, Veas Hanibal, 165 rue de la Billière, 34 660 Cournonsec.

**ARTICLE 2** : Le délai d'exécution des travaux est de 2 mois, hors période de préparation de 1 mois. Il part de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

**ARTICLE 3** : Le montant du marché s'élève à 118 930, 55 € HT soit 142 716, 66 € TTC. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 928.

**ARTICLE 4** : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-575
Reçue en Préfecture le	18/08/16
Affichée le	18/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160818-lmc1129525-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 18/08/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°3647EA15 d'assistance à  
Maîtrise d'Ouvrage pour l'acquisition et la mise en fonction  
d'un outil de gestion patrimoniale pour les réseaux d'eaux usées**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « service public de l'eau et de l'assainissement »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité d'une Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour l'accompagnement de Montpellier Méditerranée Métropole relative à l'acquisition et la mise en fonction d'un outil de gestion patrimoniale pour les réseaux d'eaux usées,

**CONSIDÉRANT** l'avis d'appel public à la concurrence publié le 18 septembre 2015,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché n°3647EA15 d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour l'acquisition et la mise en fonction d'un outil de gestion patrimoniale pour les réseaux d'eaux usées, est passé avec le groupement SEGIC INGENIERIE (mandataire) 7 rue des petits ruisseaux – 91370 Verrières le buisson et ENTECH (cotraitant) BP 118 – 34140 Mèze.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne une mission d'Assistance à Maîtrise d'ouvrage d'ordre technique, administratif et financier.

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 3 ans.

**ARTICLE 4 :** Le montant du marché s'élève à 60 515,00 € HT. Cette dépense est prévue au budget annexe de l'assainissement de la Métropole, chapitre 011.

**ARTICLE 5 :** Monsieur René REVOL, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-576
Reçue en Préfecture le	17/08/16
Affichée le	17/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160804- lmc1129530-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 04/08/2016

Mme C. DARDE

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée à la  
Cohésion sociale

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché 4076EP16 Travaux d'aménagement de  
l'avenue George FRECHE - Commune de CASTELNAU LE LEZ**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°2016-161 du 03/05/2016 portant délégation de fonction à Monsieur, YOUSSEUS dans les domaines « de la Voirie et de l'Espace public »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché de « travaux d'aménagement de l'avenue Georges FRECHE – Commune de CASTELNAU LE LEZ »,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°4076EP16 de travaux est passé, avec la société RAZEL-BEC 34433 ST JEAN DE VEDAS.

**ARTICLE 2** : Le marché prend effet à compter de la date fixée par ordre de service. Le délai d'exécution des travaux est de 4 mois, période de préparation non comprise.

**ARTICLE 3** : Le montant du détail estimatif du marché s'élève à 563 965 € H.T. soit 676 758 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 928.

**ARTICLE 4** Monsieur YOUSSEUS Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2016-161 du 03/05/2016 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-582
Reçue en Préfecture le	19/07/16
Affichée le	19/07/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160719-lmc1129771-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19/07/2016

M. R. YOUSSEF

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Voirie, Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la convention n°34 16 0016 de mise à disposition  
avec la SAFER Languedoc Roussillon des parcelles BE n° 34 ;  
116 ; 119 ; 122 et BH n°103 - Commune de Montferrier-sur-Lez**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté n°2015-24, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD dans les domaines de l'Agro-écologie et de l'alimentation,
- VU le projet de convention, en application de l'article L 142-6 du Code rural, par lequel Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à mettre à disposition de la SAFER Languedoc Roussillon, dont le siège est au Domaine de Maurin, CS 41013, 34973 Lattes Cedex, inscrite au RCS sous le n°462 800 574, les parcelles situées sur la Commune de Montferrier-sur-Lez cadastrées section BE n°34 ; 116 ; 119 ; 122 et BH n°103, pour une contenance cadastrale totale de 10 ha 60 a 87 ca, pour une durée de 3 ans, moyennant une redevance annuelle de 1 060 €,
- **CONSIDERANT** que les parcelles en cause, acquises dans le cadre des réserves foncières de la Métropole constituent des terres agricoles qui peuvent conforter l'outil de production des agriculteurs du secteur,
- **CONSIDERANT** que la Métropole pourra résilier annuellement l'occupation de ces parcelles sous réserve de justifier de pouvoir les vendre ou les aménager,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole, en application de l'article L 142-6 du Code Rural, met à disposition de la SAFER Languedoc Roussillon, dont le siège est au Domaine de Maurin, CS 41013, 34973 Lattes Cedex, inscrite au RCS sous le n°462 800 574, les parcelles situées sur la commune de Montferrier-sur-Lez cadastrées section BE n°34 ; 116 ; 119 ; 122 et BH n°103, pour une contenance cadastrale totale de 10 ha 60 a 87 ca.

**ARTICLE 2** : La convention de mise à disposition est consentie pour une durée de 3 campagnes, jusqu'au 30 octobre 2018.

**ARTICLE 3** : La convention de mise à disposition est consentie et acceptée moyennant le versement d'une redevance annuelle de mille soixante euros (1 060€).

**ARTICLE 4 :** Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-24 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-583
Reçue en Préfecture le	28/07/16
Affichée le	28/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160728-lmc1129777-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention de prise de possession anticipée par le futur acquéreur des terrains section OI n°182 ; 183 et 210, rue de Cholet à Montpellier**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n°2015-23, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU le projet de convention de prise de possession anticipée consentie par Montpellier Méditerranée Métropole au profit de la Société dénommée SCCV DU PARC DE LA CARTONNERIE, dont le siège social est situé à Montpellier, 167 rue Medh Ben Barka, zone Garosud, représentée par Monsieur Thierry CHAIX, gérant statutaire,
- **CONSIDERANT** que par délibération n°13457 du 16 décembre 2015 le Conseil de Métropole a autorisé la cession, au groupe DCO Group – Totem Promotion ou toute personne morale qui pourrait lui être substitué, des parcelles situées sur la commune de Montpellier, cadastrées section OI n° 182 ; 183 et 210 pour une contenance totale de 8 714m<sup>2</sup>,
- **CONSIDERANT** qu'un compromis de vente doit être signé entre la Société SCCV DU PARC DE LA CARTONNERIE et Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** que le permis de construire relatif au projet du futur acquéreur a été délivré le 30 juin 2016 et, qu'afin de permettre la mise en œuvre des travaux préparatoires nécessaires au chantier de construction l'acquéreur souhaite pouvoir prendre possession des parcelles objet de la vente préalablement à la réitération de la vente par acte authentique,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Une convention de prise de possession anticipée est signée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société SCCV DU PARC DE LA CARTONNERIE représentée par son Monsieur Thierry CHAIX, gérant statutaire, permettant la prise de possession anticipée des parcelles situées sur la commune de Montpellier, cadastrées section OI n°182 ; 183 et 210 pour une contenance totale de 8 714m<sup>2</sup>,

**ARTICLE 2 :** Cette convention est consentie et acceptée à titre gratuit.

**ARTICLE 3 :** Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention d'occupation temporaire pour travaux et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2015-23, du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Décision n°	D2016-584
Reçue en Préfecture le	28/07/16
Affichée le	28/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160728- lmc1129786-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée section AW n°210 -  
Commune de Saint Jean de Védas - Décision portant abrogation de la D2016-627**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté n°2015-13, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Jean Luc-MEISSONNIER dans les domaines des Sports et des Traditions sportives,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la décision du Président de la Métropole n°2015-627 du 30 novembre 2015 portant acquisition de la parcelle AW n°119p, devenue depuis AW n° 210, pour 505m<sup>2</sup> au prix de 20 654,50€,
- **CONSIDERANT** que par courriel en date du 29 février 2016, la SERM fait connaître son refus de céder le terrain au prix convenu au motif qu'elle avait omis d'inclure dans le prix de cession les indemnités de emploi qu'elle a dû régler lors de l'acquisition,
- VU le nouvel avis de France Domaine en date du 17 juin 2016,
- **CONSIDERANT** que cette partie de parcelle est nécessaire à l'extension de la plage de la piscine Amphitrite,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La décision n°2015-627 du 30 novembre 2015 est abrogée.

**ARTICLE 2** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à la SERM une partie de la parcelle située sur la commune de Saint Jean de Védas, cadastrée section AW n°210, pour une contenance totale de 505m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 3** : Le prix d'acquisition est de 22 720 € TTC, régime de la TVA sur marge applicable. Les frais d'acte sont à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

**ARTICLE 5** : Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président, est autorisé à signer l'acte de vente et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-13 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

Décision n°	D2016-586
Reçue en Préfecture le	11/08/16
Affichée le	11/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160811-lmc1129804-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11/08/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la vente à la SERM d'une partie de la  
parcelle section AW n°122p - Commune de Saint Jean de Védas**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2015 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n° 2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000€ et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000€,
- VU l'avis de France Domaine en date du 17 juin 2016,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire de la parcelle située sur la commune de Saint Jean de Védas, à l'intérieur du périmètre de la ZAC de Roquefrais, cadastrée section AW n° 122, dont une partie, 78m<sup>2</sup>, doit être cédée à la SERM afin de permettre l'adaptation de la forme d'un îlot aux contraintes urbanistiques,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole cède à la SERM, représentée par son Président en qualité, domicilié à Montpellier Cedex 2, (34960), Etoile Richter 45 Place Ernest Granier – CS 29502, une partie de la parcelle située sur la commune de Saint Jean de Védas, cadastrée section AW n° 122 pour une contenance de 78m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 2 :** Le prix de vente est de trois mille deux cent soixante seize euros TTC (3 276TTC), toutes indemnités confondues et régime de la TVA sur marge en vigueur. Les frais d'acte sont à la charge de l'acquéreur.

**ARTICLE 3 :** Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer l'acte de vente et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2016-66 du 27 janvier 2016, portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-587
Reçue en Préfecture le	28/07/16
Affichée le	28/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160728- lmc1129809-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la constitution d'une servitude de passage de véhicules et piétons pour entretien de la digue - Parcelle AI n°6 Commune de Lattes**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Président(e),
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté n°2015-4 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques»,
- VU le projet de convention de servitude réelle et perpétuelle de passage de véhicules et piétons consentie par les consorts MOLIERES-MORENO, propriétaires du terrain ci-après décrit, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole sur la parcelle cadastrée AI n°6, sise commune de Lattes, en nature de digue d'une contenance totale de 10 521 m<sup>2</sup>, afin que la Métropole puisse en assurer l'entretien et la gestion,
- **CONSIDERANT** que la servitude devant grever l'entièreté de la parcelle cadastrée AI n°6, sise commune de Lattes, est indispensable pour permettre à la Métropole d'assurer la gestion et l'entretien de la digue rendu nécessaire dans le cadre de l'opération dénommée « Aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson sur le territoire des communes de Lattes et Villeneuve-lès-Maguelonne»

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention de servitude réelle et perpétuelle de passage de véhicules et piétons pour entretenir la digue est consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par les consorts MOLIERES-MORENO, propriétaires de la parcelle cadastrée section AI n°6, sise commune de Lattes, d'une contenance totale de 10 521 m<sup>2</sup> et d'une emprise de servitude de 10 521 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 2** : La présente convention est consentie à titre gratuit, frais d'actes en sus à la charge de la Métropole.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Métropole au chapitre 907.

**ARTICLE 4** : Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer la convention, de servitude visée à l'article 1 et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°2015-4 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-588
Reçue en Préfecture le	02/08/16
Affichée le	02/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160802- lmc1129814-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice "SNIDARO - Requête n°1603448-4 TA"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1603448-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 3 juillet 2016 par la société SNIDARO contre le lot n°6 "carrelage-faïence" du contrat de travaux de construction de la piscine "Héraclès" à Saint-Brès signé entre la société Carrillo et Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer » et Associés.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-591
Reçue en Préfecture le	28/07/16
Affichée le	28/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160728- lmc1129833-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au contrat de prêt à usage de terrain au profit de la Société Montpellier Dépannage - Parcelles Section AI n°200 et 204 - Commune de Pérols**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n°2016-66, du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU le projet de contrat de prêt à usage de terrain par lequel Montpellier Méditerranée Métropole autorise la Société Montpellier Dépannage à occuper temporairement les parcelles situées sur la commune de Pérols, lieu dit « les Galines », cadastrées section AI n°200 et 204, pour une contenance de 2 083m<sup>2</sup>, dans l'attente de la concrétisation d'un bail emphytéotique en cours d'établissement,
- **CONSIDERANT** que la Société Montpellier Dépannage souhaite utiliser ces terrains, pendant 5 mois à compter de la signature du contrat, pour y développer son activité professionnelle dans l'attente de la mise en œuvre du bail emphytéotique précité,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole consent au profit de la Société Montpellier Dépannage, représentée par son Gérant Monsieur Norbert di Lorenzo, un prêt à usage de terrain d'une durée de 5 mois, pour les parcelles situées sur la commune de Pérols lieu dit « les Galines », cadastrées section AI n°200 et 204, pour une contenance de 2 083m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 2 :** Le contrat de prêt à usage de terrain est consenti et accepté à titre gratuit, pour ne pas obérer le développement professionnel de la Société eu égard au délai administratif nécessaire à l'aboutissement du bail emphytéotique en cours d'établissement.

**ARTICLE 3:** Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer le contrat de prêt de terrain et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016, portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-592
Reçue en Préfecture le	02/08/16
Affichée le	02/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160802- lmc1129835-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public de la parcelle cadastrée CT 383, accessoire de voirie, d'une contenance de 364 m², située rue des Frères Lumière dans la ZAC Blaise Pascal - Commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L. 141-3 et L. 141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Montpellier n°2015-514 en date du 17 décembre 2015 portant transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n°D2015-843 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires de la commune de Montpellier dans le domaine public métropolitain,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- VU la demande d'acquisition adressée par l'Union Départementale des Associations Familiales de l'Hérault (UDAF34) à Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** la nécessité de déclasser la parcelle cadastrée CT 383, accessoire de voirie, avant de pouvoir la céder,
- **CONSIDERANT** que cette parcelle, accessoire de voirie, n'est affectée à aucun usage public, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La parcelle cadastrée CT 383, considérée comme un accessoire de voirie, d'une contenance de 364 m², située rue des Frères Lumière dans la ZAC Blaise Pascal, est désaffectée.

**ARTICLE 2** : Conformément aux dispositions de l'article L. 141-3 du Code de la voirie routière, cette parcelle est déclassée du domaine public.

**ARTICLE 3** : Ladite parcelle est intégrée au domaine privé de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-593
Reçue en Préfecture le	02/08/16
Affichée le	02/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160802- lmc1129840-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société  
KLOE dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2015 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire : la société KLOE, représentée par Monsieur Paul COUDRAY a pour activité la conception et la fabrication de composants pour circuits optiques intégrés destinés aux réseaux de télécommunications. Actuellement locataire des lots B02A, B01 et B02B représentant 420.50 m<sup>2</sup>, elle est candidate au renouvellement de son bail jusqu'à démolition de l'immeuble qui n'interviendra pas avant le 31 décembre 2017. KLOE emploie actuellement 16 personnes et projette d'atteindre 18 personnes à 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société KLOE représentée par Monsieur Paul COUDRAY, ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-596
Reçue en Préfecture le	19/08/16
Affichée le	19/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101- lmc1129874-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19/08/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société LÉO  
DÉVELOPPEMENT dans le VEAS Hannibal à Cournonsec**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2015 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS Hannibal à Cournonsec : la société LEO DÉVELOPPEMENT, représentée par Messieurs Alexandre TEBOUL et Olivier PORTE a pour activité la collecte de déchets non dangereux. Actuellement locataire des lots A08 et A09 représentant 246 m², elle est candidate au renouvellement de son bail pour une durée de 36 mois. LEO DÉVELOPPEMENT emploie actuellement 7 personnes et projette d'atteindre 10 personnes à 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société LEO DÉVELOPPEMENT, représentée par Messieurs Alexandre TEBOUL et Olivier PORTE, ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2016-597
Reçue en Préfecture le	19/08/16
Affichée le	19/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101- lmc1129878-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19/08/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la constitution d'une servitude de passage en tréfonds d'une canalisation d'eaux usées - Parcelles BN n° 18p et 19 - Commune de Grabels**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté n°2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine du Service Public de l'Eau et de l'Assainissement,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU le projet de servitude de passage perpétuel en tréfonds de toutes canalisation d'évacuation des eaux usées consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par Monsieur Djibril DIAW et Madame Cécile SQUARZONI, propriétaires de la parcelle située commune de Grabels, et cadastrée section BN n° 19 et futurs propriétaires de la parcelle cadastrée section BN n° 18p,
- **CONSIDERANT** que les parcelles BN n°18p et 19 supportent une canalisation d'eaux usées et qu'il convient de régulariser cette situation par l'instauration d'une servitude de passage en tréfonds des parcelles de la canalisation d'eaux usées, au bénéfice de la Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une servitude de passage perpétuel en tréfonds de toutes canalisations d'eaux usées est consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par Monsieur Djibril DIAW et Madame Cécile SQUARZONI, propriétaires de la parcelle située commune de Grabels, et cadastrée section BN n°19 et futurs propriétaires de la parcelle cadastrée section BN n°18p, d'une contenance totale de 826m<sup>2</sup> et d'une emprise de servitude d'environ 80m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 2** : S'agissant d'une régularisation de servitude due notamment à la cession, par la Commune de Grabels, de la parcelle BN n°18p, la servitude est consentie sans indemnité, les frais d'actes et les frais de géomètre restant à la charge de la Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Monsieur René REVOL, Vice-Président, est autorisé à signer la convention de servitude et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-15 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-599
Reçue en Préfecture le	02/08/16
Affichée le	02/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160802- lmc1129889-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Marché n°4539MM16 - Assistance à Maîtrise d'Ouvrage relatif au transfert de compétences du Département de l'Hérault à Montpellier Méditerranée Métropole**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et notamment son article 27 relatif aux marchés passés en procédure adaptée,
- VU le décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché de prestations intellectuelles d'« Assistance à Maîtrise d'Ouvrage sur le volet financier relatif au transfert de compétence du Département de l'Hérault à Montpellier Méditerranée Métropole »,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°4539MM16 de prestations intellectuelles est passé avec la société RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES sise 35 000 RENNES.

**ARTICLE 2** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 15 mois. Les prestations s'achèveront à la signature des conventions de gestion ou de la fin de la procédure définie à l'article L 5217-2 du CGCT (date prévisionnelle : décembre 2016 ou 1<sup>er</sup> semestre 2017).

**ARTICLE 3** : Les prestations d'études concernant la tranche ferme et les huit tranches optionnelles définies au C.C.T.P seront rémunérées par application d'un prix global et forfaitaire. Des prestations complémentaires de réunions et de jour de travail/homme seront rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix du bordereau des prix unitaires. Le montant du marché s'élève à 129 957,50 € HT pour la partie forfaitaire. Le montant maximum des commandes sur bordereau des prix unitaires s'élève à 50 000 € HT pour la partie à prix unitaires. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 928.

**ARTICLE 4** : Monsieur Philippe SAUREL Président de Montpellier Méditerranée Métropole est autorisé à signer le contrat.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-600
Reçue en Préfecture le	02/08/16
Affichée le	02/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160802- lmc1129928-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice " Tribunal des affaires  
de sécurité sociale-SAS BRICOT DEPOT"**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°20141804 près le Tribunal des affaires de sécurité sociale de Lille par la SAS BRICO DEPOT contre l'URSSAF du Nord Pas de Calais et ce, dans le cadre du versement transport payé par la SAS entre le 1er octobre 2008 et le 31 octobre 2001.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « PARME Avocats ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-602
Reçue en Préfecture le	02/08/16
Affichée le	
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160802- lmc1129969-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°4442EA16 de maîtrise d'œuvre  
en vue des travaux de réhabilitation de la file 2 de la station  
d'épuration intercommunale Cournonsec-Cournonterral**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU le décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée Montpellier Méditerranées Métropole,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de désigner un maître d'œuvre pour les travaux de réhabilitation de la file 2 de la station intercommunale de Cournonsec - Cournonterral,

**CONSIDÉRANT** la procédure de mise en concurrence accomplie suite à la publication d'un avis d'appel à concurrence en date du 1<sup>er</sup> juin 2016

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°4442EA16 de maîtrise d'œuvre en vue des travaux de réhabilitation de la file 2 de la station intercommunale de Cournonsec – Cournonterral, est passé avec l'entreprise ENTECH INGENIEURS CONSEILS sise Parc Scientifique et environnemental BP118 – 34140 Meze.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne la maîtrise d'œuvre dont les missions sont AVP, PRO, ACT, VISA, DET, AOR.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant l'exécution du premier document d'étude. Sa durée est de 5 mois.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 15 498,75 € HT. Cette dépense est prévue au budget annexe de l'assainissement de la Métropole, chapitre 23.

**ARTICLE 5** : Monsieur René REVOL, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-603
Reçue en Préfecture le	17/08/16
Affichée le	17/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160804-lmc1129972-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 04/08/2016

Mme C. DARDE

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée à la  
Cohésion sociale

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la constitution d'une servitude de passage de véhicules et piétons pour entretien de la digue - Parcelles AK n°91, AI n°1 et 4 Commune de Lattes**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Président(e),
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté n°2015-4 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques»,
- VU le projet de convention de servitude réelle et perpétuelle de passage de véhicules et piétons consentie par Mme Hélène GALONNIER, propriétaire des terrains ci-après décrits, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole sur les parcelles cadastrées AK n°91 et AI n°1 et 4, sises commune de Lattes, en nature de digue d'une contenance totale de 12 693 m<sup>2</sup>, afin que la Métropole puisse en assurer l'entretien et la gestion,
- **CONSIDERANT** que la servitude devant grever l'entièreté des parcelles cadastrées AK n°91, AI n°1 et 4, sises commune de Lattes, est indispensable pour permettre à la Métropole d'assurer la gestion et l'entretien de la digue rendu nécessaire dans le cadre de l'opération dénommée « Aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson sur le territoire des communes de Lattes et Villeneuve-lès-Maguelonne»,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention de servitude réelle et perpétuelle de passage de véhicules et piétons pour entretenir la digue est consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par Madame Hélène GALONNIER, propriétaire des parcelles cadastrées section AK n°91 et AI n°1 et 4, sises commune de Lattes, d'une contenance respective de 4 409 m<sup>2</sup>, 1 832 m<sup>2</sup> et 6452 m<sup>2</sup>. L'emprise de servitude recouvre l'ensemble de la surface des parcelles grevées soit une superficie totale de 12 693 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 2** : La présente convention est consentie à titre gratuit, frais d'actes en sus à la charge de la Métropole.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Métropole au chapitre 907.

**ARTICLE 4** : Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer la convention de servitude visée à l'article 1 et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°2015-4 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-605
Reçue en Préfecture le	02/08/16
Affichée le	02/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160802- lmc1129993-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'attribution d'une mission d'audit énergétique dans le cadre du mandat d'études pour la rénovation thermique de copropriétés**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, notamment son article 27,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27/01/2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public.

**CONSIDÉRANT** que la Métropole a obtenu des subventions d'ingénierie à hauteur de 50% dans le cadre du Programme Investissement d'Avenir – Ecocité initié par l'Etat, pour la rénovation thermique de 5 copropriétés et qu'un mandat d'études a été confié à la SA3M,

**CONSIDÉRANT** la consultation réalisée suite à l'avis d'appel public à la concurrence publié le 4 juillet 2016 pour la réalisation de l'audit thermique de la copropriété Las Rebes,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°2902 S16.01 de services est passé avec AD3E CONSEIL sis 2 bis Boulevard de la Paix 13640 LA ROQUE D'ANTHERON.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne la réalisation de l'audit énergétique de la copropriété Las Rebes.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 12 semaines.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 9 035 € HT. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 5** : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27/01/2016 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-607
Reçue en Préfecture le	19/08/16
Affichée le	19/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160819- lmc1130026-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19/08/2016

Mme S. JANNIN

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée au  
Développement et l'Aménagement  
Durable du Territoire

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention de mise à disposition ascendante de services de la commune de Saint-Brès au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Pierre BONNAL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'adopter les conventions de gestion et de mise à disposition ascendantes et descendantes, sur la base de la convention type adoptée par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°13517 du 16 décembre 2015 approuvant plusieurs modèles de conventions de mise à disposition et de gestion de services,
- VU l'arrêté n°A2015-10 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à M Pierre BONNAL dans le domaine des Ressources Humaines,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de mettre à disposition des services de la commune de Saint-Brès au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Il est mis en œuvre une convention de mise à disposition ascendante de services de la commune de Saint-Brès au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole, conformément aux dispositions du II de l'article L.5211-4-1 du Code général des collectivités territoriales.

**ARTICLE 2** : Les services concernés sont mis à disposition pour l'exercice des missions détaillées en annexe de la convention et relevant :

- de l'accueil physique et téléphonique des publics au sein du guichet unique ;
- de la réalisation de tâches administratives de 1<sup>er</sup> niveau au sein du guichet unique.

**ARTICLE 3** : Cette convention est prévue pour une durée de trois ans.

**ARTICLE 4** : Montpellier Méditerranée Métropole rembourse la commune des frais de fonctionnement engendrés par la mise à disposition sur la base de la convention.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Vice-Président délégué aux Ressources humaines est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-10 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-609
Reçue en Préfecture le	28/07/16
Affichée le	28/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160728-lmc1130031-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°4497EA16 de réalisation de quatre Plans d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles (PAPPH) communaux sur 4 communes et un PAPPH métropolitain sur les espaces publics présents sur 6 communes et gérés par Montpellier Méditerranée Métropole**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-4 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Prévention des Risques Majeurs et Gestion des Milieux Aquatiques »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de réaliser quatre plans d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles (PAPPH) communaux sur les espaces publics gérés par les communes de Saint-Drézéry, Sussargues, Saint Geniès des Mourgues, Montaud et un PAPPH métropolitain sur les espaces publics présents sur les communes de Saint-Drézéry, Sussargues, Saint Geniès des Mourgues, Montaud, Beaulieu, Restinclières et gérés par Montpellier Méditerranée Métropole,

**CONSIDERANT** la procédure de mise en concurrence accomplie suite à la publication d'un avis d'appel à concurrence en date du 15 avril 2016

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché n° 4497EA16 de réalisation de quatre plans d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles (PAPPH) communaux sur les espaces publics gérés par les communes de Saint-Drézéry, Sussargues, Saint Geniès des Mourgues, Montaud et un plan d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles métropolitain sur les espaces publics présents sur les communes de Saint-Drézéry, Sussargues, Saint Geniès des Mourgues, Montaud, Beaulieu, Restinclières et gérés par Montpellier Méditerranée Métropole est passé avec le groupement ENFORA (mandataire) / FD-CIVAM30 / L. DECRUCQ sise 13 impasse des grives 30210 Cabrieres.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne la réalisation de cinq Plans d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles en accompagnant les communes associées à l'étude et la Métropole dans l'atteinte ou la pérennisation de l'objectif zéro phyto sur les espaces publics.

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Sa durée est de 24 mois.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 47 850 € HT. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 011.

**ARTICLE 5** : Madame Jackie GALABRUN BOULBES, Vice-Présidente, est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-4 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-610
Reçue en Préfecture le	17/08/16
Affichée le	17/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160804- lmc1130030-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 04/08/2016

Mme C. DARDE

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée à la  
Cohésion sociale

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention de mise à disposition  
ascendante de services de la commune de Saint Geniès des  
Mourgues au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Pierre BONNAL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'adopter les conventions de gestion et de mise à disposition ascendantes et descendantes, sur la base de la convention type adoptée par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°13517 du 16 décembre 2015 approuvant plusieurs modèles de conventions de mise à disposition et de gestion de services,
- VU l'arrêté n°A2015-10 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à M Pierre BONNAL dans le domaine des Ressources Humaines,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de mettre à disposition des services de la commune de Saint Geniès des Mourgues au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Il est mis en œuvre une convention de mise à disposition ascendante de services de la commune de Saint Geniès des Mourgues au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole, conformément aux dispositions du II de l'article L.5211-4-1 du Code général des collectivités territoriales.

**ARTICLE 2** : Les services concernés sont mis à disposition pour l'exercice des missions détaillées en annexe de la convention et relevant :

- de l'accueil physique et téléphonique des publics au sein du guichet unique ;
- de la réalisation de tâches administratives de 1<sup>er</sup> niveau au sein du guichet unique.

**ARTICLE 3** : Cette convention est prévue pour une durée de trois ans.

**ARTICLE 4** : Montpellier Méditerranée Métropole rembourse la commune des frais de fonctionnement engendrés par la mise à disposition sur la base de la convention.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Vice-Président délégué aux Ressources humaines est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-10 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-611
Reçue en Préfecture le	28/07/16
Affichée le	28/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160728-lmc1130033-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention de mise à disposition ascendante de services de la commune de Sussargues au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Pierre BONNAL en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'adopter les conventions de gestion et de mise à disposition ascendantes et descendantes, sur la base de la convention type adoptée par délibération,
- **VU** la délibération du Conseil n°13517 du 16 décembre 2015 approuvant plusieurs modèles de conventions de mise à disposition et de gestion de services,
- **VU** l'arrêté n°A2015-10 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à M Pierre BONNAL dans le domaine des Ressources Humaines,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de mettre à disposition des services de la commune de Sussargues au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Il est mis en œuvre une convention de mise à disposition ascendante de services de la commune de Sussargues au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole, conformément aux dispositions du II de l'article L.5211-4-1 du Code général des collectivités territoriales.

**ARTICLE 2** : Les services concernés sont mis à disposition pour l'exercice des missions détaillées en annexe de la convention et relevant :

- de l'accueil physique et téléphonique des publics au sein du guichet unique ;
- de la réalisation de tâches administratives de 1<sup>er</sup> niveau au sein du guichet unique.

**ARTICLE 3** : Cette convention est prévue pour une durée de trois ans.

**ARTICLE 4** : Montpellier Méditerranée Métropole rembourse la commune des frais de fonctionnement engendrés par la mise à disposition sur la base de la convention.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Vice-Président délégué aux Ressources humaines est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-10 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-612
Reçue en Préfecture le	28/07/16
Affichée le	28/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160728-lmc1130035-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention de mise à disposition ascendante de services de la commune de Vendargues au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Pierre BONNAL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'adopter les conventions de gestion et de mise à disposition ascendantes et descendantes, sur la base de la convention type adoptée par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°13517 du 16 décembre 2015 approuvant plusieurs modèles de conventions de mise à disposition et de gestion de services,
- VU l'arrêté n°A2015-10 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à M Pierre BONNAL dans le domaine des Ressources Humaines,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de mettre à disposition des services de la commune de Saint Vendargues au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Il est mis en œuvre une convention de mise à disposition ascendante de services de la commune de Vendargues au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole, conformément aux dispositions du II de l'article L.5211-4-1 du Code général des collectivités territoriales.

**ARTICLE 2** : Les services concernés sont mis à disposition pour l'exercice des missions détaillées en annexe de la convention et relevant :

- de l'accueil physique et téléphonique des publics au sein du guichet unique ;
- de la réalisation de tâches administratives de 1<sup>er</sup> niveau au sein du guichet unique.

**ARTICLE 3** : Cette convention est prévue pour une durée de trois ans.

**ARTICLE 4** : Montpellier Méditerranée Métropole rembourse la commune des frais de fonctionnement engendrés par la mise à disposition sur la base de la convention.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Vice-Président délégué aux Ressources humaines est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-10 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-613
Reçue en Préfecture le	28/07/16
Affichée le	
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160728-lmc1130039-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention de mise à disposition ascendante de services de la commune de Saint Georges d'Orques au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Pierre BONNAL en qualité de Vice-Président,
- **VU** la les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'adopter les conventions de gestion et de mise à disposition ascendantes et descendantes, sur la base de la convention type adoptée par délibération,
- **VU** la délibération du Conseil n°13517 du 16 décembre 2015 approuvant plusieurs modèles de conventions de mise à disposition et de gestion de services,
- **VU** l'arrêté n°A2015-10 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à M Pierre BONNAL dans le domaine des Ressources Humaines,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de mettre à disposition des services de la commune de Saint Georges d'Orques au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Il est mis en œuvre une convention de mise à disposition ascendante de services de la commune de Saint Georges d'Orques au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole, conformément aux dispositions du II de l'article L.5211-4-1 du Code général des collectivités territoriales.

**ARTICLE 2** : Les services concernés sont mis à disposition pour l'exercice des missions détaillées en annexe de la convention et relevant :

- de l'accueil physique et téléphonique des publics au sein du guichet unique ;
- de la réalisation de tâches administratives de 1<sup>er</sup> niveau au sein du guichet unique.

**ARTICLE 3** : Cette convention est prévue pour une durée de trois ans.

**ARTICLE 4** : Montpellier Méditerranée Métropole rembourse la commune des frais de fonctionnement engendrés par la mise à disposition sur la base de la convention.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Vice-Président délégué aux Ressources humaines est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-10 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-615
Reçue en Préfecture le	28/07/16
Affichée le	28/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160728-lmc1130042-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention de mise à disposition ascendante de services de la commune de Montaud au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Pierre BONNAL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'adopter les conventions de gestion et de mise à disposition ascendantes et descendantes, sur la base de la convention type adoptée par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°13517 du 16 décembre 2015 approuvant plusieurs modèles de conventions de mise à disposition et de gestion de services,
- VU l'arrêté n°A2015-10 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à M Pierre BONNAL dans le domaine des Ressources Humaines,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de mettre à disposition des services de la commune de Montaud au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Il est mis en œuvre une convention de mise à disposition ascendante de services de la commune de Montaud au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole, conformément aux dispositions du II de l'article L.5211-4-1 du Code général des collectivités territoriales.

**ARTICLE 2** : Les services concernés sont mis à disposition pour l'exercice des missions détaillées en annexe de la convention et relevant :

- de l'accueil physique et téléphonique des publics au sein du guichet unique ;
- de la réalisation de tâches administratives de 1<sup>er</sup> niveau au sein du guichet unique ;
- de la voirie ;
- et des espaces verts attenants à la voirie.

**ARTICLE 3** : Cette convention est prévue pour une durée de trois ans.

**ARTICLE 4** : Montpellier Méditerranée Métropole rembourse la commune des frais de fonctionnement engendrés par la mise à disposition sur la base de la convention.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Vice-Président délégué aux Ressources humaines est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-10 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-616
Reçue en Préfecture le	28/07/16
Affichée le	28/07/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160728-lmc1130044-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'attribution du marché n°8.281 portant sur l'équipement de levage des rames du Dépôt de Jeune Parque du Bouclage de la ligne 4 de tramway**

- VU l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat pour la réalisation du bouclage de la 4<sup>ème</sup> ligne désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GIANIEL en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie par l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-5 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GIANIEL dans les domaines des Transports et de la Mobilité,

**CONSIDÉRANT** les résultats de la consultation lancée par TaM le 31 mars 2016 selon une procédure adaptée ouverte en application de l'article 146 du Code des marchés publics de 2006 pour le marché n°8.281 portant sur les équipements de levage des rames de tramway du dépôt Jeune Parque dans le cadre du bouclage de la 4<sup>ème</sup> ligne de tramway,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Le marché n°8.281 relatif à l'équipement de levage des rames du Dépôt de Jeune Parque du Bouclage de la ligne 4 de tramway est attribué à l'entreprise BERTOLOTTI de Nice (06).

**ARTICLE 2 :** Ce marché porte sur l'acquisition de nouveaux équipements de levage pour les rames de tramway du dépôt Jeune Parque à Montpellier dans le cadre du projet de bouclage de la 4<sup>ème</sup> ligne de tramway.

**ARTICLE 3 :** Le marché est passé pour une durée d'exécution de 4 mois à compter de sa notification.

**ARTICLE 4 :** Le marché n°8.281 est un marché à prix global et forfaitaire d'un montant de 151 400 € H.T. Cette dépense est prévue au budget Transport de la Métropole, chapitre 23.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-620
Reçue en Préfecture le	16/08/16
Affichée le	16/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160816-lmc1130072-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 16/08/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative aux transferts de propriété, de la Ville de Montpellier dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole, de divers équipements culturels**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques ou de l'article L 5217-5 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier n°2016/277 du 20 juillet 2016,
- VU l'arrêté n°2015-17, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la culture,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du Code général des collectivités territoriales il convient de mettre en œuvre les modalités de transfert, dans le patrimoine de la Métropole, des biens et droits à caractère mobilier ou immobilier de la Ville de Montpellier utilisés pour l'exercice des compétences transférées en application des dispositions de l'article L 5217-2 du même code.
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions des articles L 1311-13 et L 2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales le transfert de propriété s'effectuera par acte administratif,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole accepte le transfert dans son patrimoine, par la Ville de Montpellier, des biens énumérés ci-dessous :

Commune de Montpellier

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance En m²	N° inventaire Ville de Montpellier	Valeur vénale portée à l'inventaire
Les Ursulines	HP n°127	7 182	BAT 2002	15 557 244,72€
Opéra Comédie	HT n°122	2 980	BAT 2003	21 062 681,84€
Bibliothèque centrale Emile Zola	HI n°407 lot 50	15 700 SDP	BAT41268	41 262 841,75€
Médiathèque Garcia Lorca	DP 139 DP 140	6 428 47	BAT42140	3 818 910,00€
Médiathèque Jean Jacques Rousseau	LZ n°54 LZ n°198	6 358 1 599	BAT616	3 264 943,37€

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance En m²	N° inventaire Ville de Montpellier	Valeur vénale portée à l'inventaire
Musée Fabre	HO n°118 HO n°119 HN n°13	4 542 2 833 385	BAT42125	9 683 837,06€
Planétarium Galilée	SK n° 128	1 005	BAT42137	6 088 856,91€
Domaine Bonnier de la Mosson	LN n°11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 20, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 30, 32, 33, 38, 39, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 121, 123	176 199	BAT537	4 403 738,13€

Les contenances cadastrales sont données à titre indicatif.

**ARTICLE 2** : Le transfert de propriété s'effectuera à titre gratuit.

**ARTICLE 3** : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer les actes de transfert de propriété et tout document relatif à ces affaires, conformément à l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-621
Reçue en Préfecture le	16/08/16
Affichée le	16/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160816- lmc1130077-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 16/08/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature des annexes de la convention de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Jacou**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la signature des annexes aux conventions de mise à disposition de locaux, matériels et véhicules avec Montpellier Méditerranée Métropole ainsi que les avenants à ces conventions,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°13517 du 16 décembre 2015 relative aux conventions de mise à disposition et de gestion de services,
- VU la délibération de la commune de Jacou, n°DEL 03 du 17 décembre 2015,
- VU l'arrêté n°2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques et Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Jacou ont signé une convention de mise à disposition de locaux, matériels et véhicules le 30 décembre 2015,
- **CONSIDERANT** qu'il convient que Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Jacou établissent les listes des locaux, matériels et véhicules concernés par la mise à disposition,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée et la commune de Jacou établissent et signent les listes des locaux, matériels et véhicules faisant l'objet de la convention de mise à disposition signée le 30 décembre 2015.

**ARTICLE 2** : Les listes des locaux, matériels et véhicules concernés par la convention de mise à disposition sont annexées à la convention.

**ARTICLE 3** : La mise à disposition de l'ensemble des biens est à titre gracieux. Les frais de fonctionnement seront remboursés par les bénéficiaires de la mise à disposition.

**ARTICLE 4** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents visés à l'article 1, conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 3 décembre 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-623
Reçue en Préfecture le	16/08/16
Affichée le	16/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160816-lmc1130113-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 16/08/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°4601RI16  
d'hébergement d'infrastructure technique informatique**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, notamment son article 27,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- **VU** les résultats de la procédure adaptée conforme à l'article 27 du décret 2016-360 lancée le 16 juin 2016,
- **CONSIDERANT** la nécessité de disposer d'un local technique sécurisé afin d'héberger les données informatiques de la collectivité,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°4601RI16 d'hébergement d'infrastructure technique informatique est conclu avec la société ZAYO France, 19-21 rue Poissonnière, 75002 Paris.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne l'hébergement de l'infrastructure technique informatique de Montpellier Méditerranée Métropole via un accès sécurisé avec une possibilité d'ajout d'une baie supplémentaire avec une rocade fibre optique entre les baies.

**ARTICLE 3** : Ce marché est conclu pour une durée de 1 an à compter de sa notification. Il sera renouvelable par reconduction tacite par période de 1 an sans pouvoir excéder un renouvellement.

**ARTICLE 4** : Le montant maximum total du marché est de quatre-vingt mille euros HT. (80 000 € HT.). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 930.

**ARTICLE 5** : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-624
Reçue en Préfecture le	11/08/16
Affichée le	11/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160811-lmc1130169-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11/08/2016

M. A. EL KANDOUSSI

SIGNE

Conseiller Métropolitain, délégué à la  
Communication

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative aux transferts de propriété, de la Ville de Montpellier dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole, de l'aire d'accueil des gens du voyage**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDE en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ou de l'article L 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier n°2016/277 du 20 juillet 2016,
- VU l'arrêté n°2015-1, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Catherine DARDE dans les domaines de la cohésion sociale, de la politique de la ville, de la lutte contre les discriminations, de l'insertion par l'emploi et des aires d'accueil des gens du voyage,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales il convient de mettre en œuvre les modalités de transfert, dans le patrimoine de la Métropole, des biens et droits à caractère mobilier ou immobilier de la Ville de Montpellier utilisés pour l'exercice des compétences transférées en application des dispositions de l'article L 5217-2 du même code.
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions des articles L 1311-13 et L2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales le transfert de propriété s'effectuera par acte administratif,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le transfert dans son patrimoine, par la Ville de Montpellier, des biens énumérés ci-dessous :

Commune de Montpellier

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance En m²	N° inventaire Ville de Montpellier	Valeur vénale portée à l'inventaire
Aire d'accueil des gens du voyage	PM n°40	11 926	TER 802 ; 806 ; 808 ; 809 et 810	1 991 700.01€
	PM n°42	6 895		
	PM n°48	4 416		
	PN n°112	15 597		

Les contenances cadastrales sont données à titre indicatif.

**ARTICLE 2** : Le transfert de propriété s'effectuera à titre gratuit.

**ARTICLE 3** : Madame Catherine DARDE, Vice-Présidente, est autorisée à signer les actes de transfert de propriété et tout document relatif à ces affaires, conformément à l'arrêté n°2015-1 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-625
Reçue en Préfecture le	16/08/16
Affichée le	16/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160816-lmc1130274-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 16/08/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative aux transferts de propriété, de la Ville de Montpellier dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole, des piscines Pompignane (Jean Taris) et Maurin (Jean Vives) ainsi que du Palais des sports René Bougnol,**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ou de l'article L 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier n°2016/277 du 20 juillet 2016,
- **VU** l'arrêté n°2015-13, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Jean Luc MEISSONNIER dans les domaines des Sports et des Traditions sportives,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales il convient de mettre en œuvre les modalités de transfert, dans le patrimoine de la Métropole, des biens et droits à caractère mobilier ou immobilier de la Ville de Montpellier utilisés pour l'exercice des compétences transférées en application des dispositions de l'article L 5217-2 du même code.
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions des articles L 1311-13 et L 2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales le transfert de propriété s'effectuera par acte administratif,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le transfert dans son patrimoine, par la Ville de Montpellier, des biens énumérés ci-dessous :

Commune de Montpellier

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance En m²	N° inventaire Ville de Montpellier	Valeur vénale portée à l'inventaire
Piscine de la Pompignane (Jean Taris) - 67 rue Louise Michel	CS n°203	2 835	BAT1391	1 170 693,82€
Piscine Maurin (Jean Vives) Avenue de Maurin	ER n°451 ER n°452	5 443 65	BAT1390	986 986,73€
Palais des sports René Bougnol - Avenue du Val de Montferrand	AZ n°32p AZ n°31p	25 208 11 897	BAT1385	6 355 181,75€

Les contenances cadastrales sont données à titre indicatif. Certaines parcelles devant être divisées, les contenances seront précisées lors de l'établissement des documents d'arpentage.

**ARTICLE 2** : Le transfert de propriété s'effectuera à titre gratuit.

**ARTICLE 3** : Monsieur Jean Luc MEISSONNIER, Vice-Président, est autorisé à signer les actes de transfert de propriété et tout document relatif à ces affaires, conformément à l'arrêté n° 2015-13 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-626
Reçue en Préfecture le	16/08/16
Affichée le	16/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160816-lmc1130277-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 16/08/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice "Société ORANGE - Requête n°1603852-4 TA Montpellier"**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1603852-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 22 juillet 2016 par la Société Orange contre les titres exécutoires n°509, 510, 547, 548, 549, 550, 551, 559, 560, 561 datés du 16 mars 2016, les titres exécutoires n°1156, 1157, 1158, 1159, 1160, 1161, 1163, 1164, 1165, 1166, 1167, 1168, 1169 du 23 mai 2016 et les titres exécutoires n°1323, 1325 et 1326 du 1er juin 2016, tous émis par Montpellier Méditerranée Métropole et ce, dans le cadre de la redevance d'usage du domaine public routier communal (RUDPR).

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « PARME Avocats ».

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-631
Reçue en Préfecture le	16/08/16
Affichée le	16/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160816-lmc1130419-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 16/08/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice "n°1603853-4 Tribunal Administratif de Montpellier"**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1603853-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 22 juillet 2016 par la Société ORANGE contre les titres exécutoires n°6130 du 12 décembre 2014, n°8123 et n°8126 datés du 11 décembre 2015, tous émis par la Ville de Montpellier et ce, dans le cadre de la redevance d'usage du domaine public routier communal (RUDPR).

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « PARME Avocats ».

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-632
Reçue en Préfecture le	16/08/16
Affichée le	16/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160816-lmc1130422-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 16/08/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice " Société VERCOM - Requête n°1603716-4 TA "**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1603716-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 18 juillet 2016 par la société VERCOM contre la décision de rejet implicite de Montpellier Méditerranée Métropole née le 28 juin 2016 refusant le paiement de la somme de 60 000 euros au titre de l'exécution du marché public d'acquisition d'un broyeur mobile pour le traitement des déchets verts et reprise du broyeur actuellement en service.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-633
Reçue en Préfecture le	16/08/16
Affichée le	16/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160816-lmc1130426-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 16/08/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°4538RI16 d'acquisition d'un système informatique pour le recueil, la gestion et l'exploitation de données de trafic routier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, notamment son article 27,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- VU le souhait de Montpellier Méditerranée Métropole de mettre en place un observatoire du trafic routier,
- VU les résultats de la procédure adaptée conforme à l'article 27 du décret 2016-360 lancée le 18 avril 2016,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°4538RI16 d'acquisition d'un système informatique pour le recueil, la gestion et l'exploitation de données de trafic routier est conclu avec la société LABOCOM INFORMATIQUE, 1828 chemin de Font de Tuile, 34530 Trets.

**ARTICLE 2** : Le présent marché est un marché à prix mixte (forfaitaire et accord-cadre à bons de commande) et concerne les prestations suivantes pour le Service Gestion Multimodale des Déplacements de Montpellier Méditerranée Métropole :

- La partie forfaitaire comprend :
  - .la fourniture du logiciel,
  - .les licences d'utilisation pour plusieurs utilisateurs (5 postes ou 3 utilisateurs simultanés),
  - .les prestations de livraison, d'installation et de mise en œuvre du logiciel sur l'architecture de Montpellier Méditerranée Métropole,
  - .la reprise des données des jours de prestations de suivi de projet et de conseils nécessaires,
  - .l'assistance au démarrage et au paramétrage sur site,
  - .la formation des agents sur site,
  - .l'assistance utilisateur (téléphone, mail, plateforme de centralisation des incidents).

- La partie à bons de commandes comprend :
  - .la maintenance du logiciel pour les 3 ans,
  - .la mise à jour du produit,
  - .les demandes d'évolution et ou d'adaptation pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole,
  - .les compléments et modifications de paramétrages,
  - .l'assistance technique sur site,
  - .l'acquisition de modules complémentaires,
  - .l'acquisition de licences supplémentaires ou d'une licence site.

**ARTICLE 3** : Ce marché est conclu pour une durée de 4 ans à compter de sa notification.

**ARTICLE 4** : Le montant global du marché est estimé à soixante-sept mille sept cent quarante-deux euros H.T. (67 742 € H.T.), décomposé comme suit :

- la partie forfaitaire s'élève à dix-neuf mille sept cent quarante-deux euros HT (19 742 € HT)
- la partie à bons de commande est limitée par un seuil maximum de quarante-cinq mille euros HT (45 000 € HT.)

Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

**ARTICLE 5** : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-635
Reçue en Préfecture le	11/08/16
Affichée le	11/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160811- lmc1130438-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11/08/2016

M. A. EL KANDOUSSI

SIGNE

Conseiller Métropolitain, délégué à la  
Communication

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice "MONNIER - Requête TA n°1603943-4"**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1603943-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 26 juillet 2016 par Madame MONNIER Manon tendant à obtenir réparation consécutivement à un accident de circulation subi dans le cadre du chantier de la ligne n°4 du tramway.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-636
Reçue en Préfecture le	16/08/16
Affichée le	16/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160816-lmc1130436-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 16/08/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société BECLOOD dans l'Ancien Hôtel de ville - Préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de la location dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique : la société BECLOOD, représentée par Monsieur Laurent ESPOSITO est une SARL dont l'activité de conseil en système et logiciel informatique.

Elle est candidate à la location du lot 2.2 de 73.92 m<sup>2</sup> pour une période de 5 ans et 5 mois.  
L'entreprise projette un effectif de 10 personnes dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société BECLOOD ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-639
Reçue en Préfecture le	19/08/16
Affichée le	19/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101-lmc1130477-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19/08/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention de participation aux équipements publics de la Z.A.C. Ode Acte 2 pour les parcelles AH N°60 et 61 Lot FE2.2 (SCCV CAMPUS PEROLS) - Commune de Pérols**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la passation, dans les périmètres des Z.A.C. d'intérêt métropolitain, de conventions de participation prévues à l'article L 311-4 du Code de l'urbanisme,
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine « Développement, Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public et de l'Habitat »,
- VU la délibération n°10387 du conseil, en date du 29 septembre 2011, par laquelle la Communauté d'Agglomération, désormais Métropole, a confirmé les objectifs pour l'opération d'aménagement « Route de la Mer – EcoCité », identifié comme site stratégique par le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) sur les communes de Lattes et Pérols, puis arrêté les modalités de concertation exposées au vu de l'avis des communes de Lattes et Pérols,
- VU la délibération n°10479 du 29 novembre 2011 par laquelle la Communauté d'Agglomération de Montpellier, désormais Métropole, a
  - arrêté, au vu des études préalables et du bilan de la concertation, le périmètre de l'opération,
  - arrêté le programme prévisionnel global des constructions,
  - arrêté la réalisation du projet urbain dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble telle que définie à l'article L 300-1 du Code de l'urbanisme et dénommée l'opération « Route de la mer », et renommée depuis ODE à la Mer,
- VU la délibération n°10480 du 29 novembre 2011 par laquelle la Communauté d'Agglomération de Montpellier, désormais Métropole, a confié à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), la réalisation de l'opération d'aménagement d'ensemble Ode à la Mer dans le cadre d'une concession d'aménagement, et a approuvé le bilan prévisionnel de cette opération.
- VU la délibération du conseil n°11982 du 27 novembre 2013 portant création de la ZAC Ode Acte 2.
- VU la délibération n°11729 du 25 juillet 2013 par laquelle le conseil a approuvé la signature d'un avenant à la concession d'aménagement d'ensemble renommée ODE A LA MER, précisant le périmètre d'intervention de la SAAM en qualité d'aménageur de la ZAC ODE ACTE 1,

- **VU** la délibération n°12470 du 31 juillet 2014, par laquelle le conseil a approuvé la signature d'un avenant n°2 à la concession d'aménagement d'ensemble ODE A LA MER, afin de recalculer et actualiser le bilan financier et l'échéancier prévisionnels de l'opération d'aménagement,

- **CONSIDERANT** l'article L. 311-4 du Code de l'urbanisme qui prévoit que lorsqu'une construction est édifiée sur un terrain n'ayant pas fait l'objet d'une cession, location ou concession d'usage consentie par l'aménageur de la zone, une convention conclue entre la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale et le constructeur précise les conditions dans lesquelles celui-ci participe au coût d'équipement de la zone,

- **CONSIDERANT** la demande de permis de construire sous le numéro PC n°03419816M0014 déposée par la SCCV CAMPUS Pérols, représentée par Monsieur Laurent ROMANELLI, le 30 mars 2016, auquel ont été ajoutés des pièces complémentaires déposées les 29 avril 2016 et 21 juillet 2016 pour la réalisation d'un programme de 336 logements sociaux et de commerce pour une surface de plancher de 9 428 m<sup>2</sup> de surface de plancher (SDP) (9 183 m<sup>2</sup> SDP logements sociaux, 245 m<sup>2</sup> SDP commerce),

- **CONSIDERANT** que ce projet est situé dans le périmètre de la Z.A.C. Ode Acte 2 à Pérols (parcelles AH 60 et AH 61 d'une superficie de 7 859 m<sup>2</sup>),

- **CONSIDERANT** que sur la base du programme de la Z.A.C., le montant de la participation au programme des équipements publics est fixé à :

- 50 € par mètre carré de SDP de logement financé en prêt locatif social autorisé par le permis de construire, à savoir 9 183 m<sup>2</sup> SDP, soit une somme de :  $50 \times 9\,183 = 459\,150$  euros

- 180 € par mètre carré de SDP d'activité autorisé par le permis de construire sur la base du projet de demande de permis de construire déposé le 30 Mars 2016 et complété en dates du 29 avril 2016 et 21 juillet 2016, à savoir 245 m<sup>2</sup> SDP, soit une somme de :  $180 \times 245 = 44\,100$  euros

Le montant de la participation du CONSTRUCTEUR pour le programme visé ci-dessus s'établit prévisionnellement à la somme de :  $459\,150 + 44\,100 = 503\,250$  euros,

- **CONSIDERANT** la nécessité de signer une convention de participation avec le constructeur (la SCCV CAMPUS Pérols) et l'aménageur de la Z.A.C. (la SA3M Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole), préalablement à la délivrance du permis de construire,

## D E C I D E

**ARTICLE 1** : Une convention de participation au coût des équipements publics de la Z.A.C. Ode Acte 2 est conclue avec le constructeur (la SCCV CAMPUS Pérols) et la SA3M en application de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme.

**ARTICLE 2** : Le montant de cette participation est fixé à 503 250 euros au regard des surfaces de plancher prévisionnelles.

**ARTICLE 3** : Le montant définitif de la participation du constructeur aux équipements publics sera calculé sur la base du nombre des mètres carrés de surface de plancher dont la construction sera autorisée par le permis de construire, une fois celui-ci délivré.

**ARTICLE 4** : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-présidente déléguée, est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente convention.



Décision n°	D2016-643
Reçue en Préfecture le	12/08/16
Affichée le	12/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160812- lmc1130505-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 12/08/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un différé de jouissance -  
Parcelles SP n°10 et 11 - Commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit louée soit prise ou donnée à bail ;
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de signature fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine « Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat »,
- VU l'acte d'acquisition en date du 25 mars 2014 des parcelles cadastrées SP n°10 et 11 situées Rue Fontaine de la Banquière à Montpellier et appartenant aux Consorts ALFANO, comportant un différé de jouissance au 25 mars 2019 ;
- VU le bon pour accord en date du 5 avril 2016 des Consorts ALFANO acquiesçant au différé de jouissance des parcelles SP n°10 et 11 situées Rue Fontaine de la Banquière à Montpellier au 30 avril 2021 et à la prise en charge des frais d'acte complémentaire ;
- **CONSIDERANT** que ces parcelles acquises dans le cadre d'opération quartier Gare TGV-Mogère ne seront pas aménagées à moyen terme, Montpellier Méditerranée Métropole consent un différé de jouissance

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole consent un différé de jouissance aux Consorts ALFANO pour les parcelles cadastrées SP n°10 et 11 situées Rue Fontaine de la Banquière à Montpellier.

**ARTICLE 2** : Le différé de jouissance est consenti jusqu'au 30 avril 2021 dans les mêmes conditions stipulées dans l'acte d'acquisition signé le 25 mars 2014.

**ARTICLE 3** : Les frais d'acte complémentaires sont à la charge des Consorts ALFANO.

**ARTICLE 4** : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer l'avenant au contrat et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction..

Décision n° D2016-646

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-646
Reçue en Préfecture le	19/08/16
Affichée le	19/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101- lmc1130573-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19/08/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain -  
Parcelles BC n° 14, 75, 76, 90 et 91 - Commune de Saint Jean de Védas**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme ou la délégation du droit de priorité selon les dispositions prévues à l'article L 240-1 du Code de l'urbanisme,
- **VU** la délibération du Conseil de Métropole n°13824 en date du 26 mai 2016 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Saint Jean de Védas correspondant au périmètre de la ZAD de Roquefraise devenu caduque,
- **VU** la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) en date du 27 juillet 2016, envoyée par Maître Christophe CLARET, Notaire à Villeneuve-lès-Maguelone (Hérault), reçue en Mairie de Saint Jean de Védas le 28 juillet 2016, concernant les parcelles cadastrées BC n°14, 75, 76, 90 et 91, situées sur la Commune de Saint-Jean-de-Védas, lieudit La Fricasse au prix de 252 888 euros,
- **VU** la Convention d'Anticipation foncière N°2013 H 106 signée le 11 mars 2013 entre l'Etablissement Public Foncier Languedoc Roussillon (EPF-LR) et Montpellier Méditerranée Métropole concernant le site stratégique du secteur Roquefraise à Saint Jean de Védas,
- **CONSIDERANT** qu'à l'occasion du dépôt de cette DIA il y a lieu de déléguer le droit de préemption urbain à l'EPF-LR afin de lui permettre de se porter acquéreur par préemption conformément aux dispositions de l'article L 300-1 du Code de l'Urbanisme,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Le droit de préemption urbain est délégué à l'EPF-LR pour l'acquisition des biens suivants : parcelles cadastrées BC n°14, 75, 76, 90 et 91, situées lieudit La Fricasse à Saint Jean de Védas,

**ARTICLE 2** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-650
Reçue en Préfecture le	19/08/16
Affichée le	19/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101- lmc1130632-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19/08/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice "Société AS24"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête en référé suspension n°1603548-4 le 4 août 2016 par la Société AS24 contre la décision implicite intervenue le 6 juin 2016 du Maire de Baillargues de refus d'une autorisation de voirie.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Parme Avocats ».

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-659
Reçue en Préfecture le	19/08/16
Affichée le	19/08/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101-lmc1130879-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19/08/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## **PARTIE 3**

## **ARRETES**

PARTIE III - SOMMAIRE  
ARRETES SEPTEMBRE 2016

N° ARRETES	TITRES	PAGES
A2016-175	Programme d'actions local 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole en faveur de la réhabilitation du parc privé	620
A2016-202	Arrêté d'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Lattes	622
A2016-251	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement BRL USINE DE TRAITEMENT EAU POTABLE dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2016 à 2021	626
A2016-260	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement URBASER ENVIRONNEMENT Site des Compagnons dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2016 à 2021	632
A2016-263	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement LES COURRIERS DU MIDI (MONTPELLIER) dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2016 à 2021	638
A2016-268	Grabels - Désaffectation des chemins ruraux dits "de la Tuilerie au Mas Martin" "et "Chemin du Salinier" - Arrêté prescrivant l'enquête publique avant aliénation	645
A2016-274	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Castelnau le Lez "Changement de Véhicule" - Autorisation N°2	647
A2016-293	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Saint Geniès des Mourgues "Changement de véhicule". Autorisation de stationner n°2	649
A2016-298	Autorisation de stationner le taxi n°4 sur le territoire de la commune de Prades le Lez - Présentation d'un successeur à titre onéreux	651
A2016-303	Arrêté portant délégation de signature pour les bons de commandes émanant du Département Administration Générale et Finances dont le montant hors taxe est inférieur ou égal à 50 000 €	653
A2016-305	Délégation de signature relative aux ordres de services du Département Administration Générale et Finances	655
A2016-306	Délégation de signature relative aux formalités de publicité des marchés publics, accords-cadres, systèmes d'acquisition dynamique et concours d'un montant supérieur à 90 000€ HT	657
A2016-307	Délégation de signature relative aux bons de commandes de moins de 50 000 € HT relevant du Conseil de développement et du Service guichet unique de Proximité	659
A2016-308	Délégation de signature relative aux ordres de services relevant du Conseil de développement et du Service guichet unique de Proximité	661
A2016-309	Délégation de signature relative aux attestations de services faits relevant du Conseil de développement et du Service guichet unique de Proximité	663
A2016-310	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier Autorisation de stationner n°38	665



PARTIE III - SOMMAIRE  
ARRETES SEPTEMBRE 2016

N° ARRETES	TITRES	PAGES
A2016-311	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°41	667
A2016-312	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°63	669
A2016-313	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°70	671
A2016-314	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°83	673
A2016-315	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°98	675
A2016-316	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°107	677
A2016-318	Délégation de signature relative aux attestations de services faits de la direction de la Culture	679
A2016-319	Arrêté à caractère imminent portant sur les équipements communs de l'immeuble à usage principal d'habitation sis au 10 bis rue Jules Ferry - Interdiction d'habiter pour l'ensemble des logements	680
A2016-321	Arrêté relatif à la C.D.A.C du 22 septembre 2016	683
A2016-324	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Lattes "Changement de véhicule". Autorisation de stationner n°5	684
A2016-325	Arrêté prescrivant l'engagement de la modification n°11 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier	686
A2016-326	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule". Autorisation de stationner n°53	688
A2016-329	Arrêté portant retrait d'une délégation	690



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

### Programme d'actions local 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole en faveur de la réhabilitation du parc privé

- **Vu** le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment l'article R.321-10-1,
- **Vu** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **Vu** la délibération n°12196 du Conseil du 15 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en tant que Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **Vu** la délibération n°13711 du Conseil du 14 avril 2016 autorisant le Président à conclure avec l'Etat la convention de délégation de compétence d'attribution des aides à la pierre, et avec l'Anah la convention de gestion des aides à l'habitat privé,
- **Vu** la convention de délégation de compétence des aides à la pierre conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Etat en application de l'article L.301-5-1 du code de la construction et de l'habitation (CCH) le 30 mai 2016,
- **Vu** la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Agence Nationale de l'Habitat le 30 mai 2016,
- **Vu** l'avis favorable de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole du 20 juin 2016,

### ARRETE

**ARTICLE 1** : Le Programme d'Actions Local 2016 en faveur de la réhabilitation du parc privé de Montpellier Méditerranée Métropole, annexé au présent arrêté, est approuvé.

**ARTICLE 2** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2016-175
<b>Transmis en Préfecture le</b>	04 AOUT 2016
<b>Affiché le</b>	04 AOUT 2016
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	Imc1125977 AR

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL 04 AOUT 2016

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

### Arrêté d'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Lattes

- VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-36 à L.153-44 ;
- VU le Code de l'environnement et notamment les articles R. 123-1 à R. 123-27 ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente ;
- VU la délibération motivée N°2014-282 du Conseil Municipal de Lattes en date du 16 décembre 2014 justifiant l'ouverture à l'urbanisation d'une partie de la zone à urbaniser AU0 délimitée sur les secteurs Pôle Autonomie / Mas de Couran et Soriech, au regard des objectifs fixés par le Programme Local de l'Habitat 2013-2018 et de l'absence de capacités équivalentes au sein des zones déjà urbanisées pour répondre aux besoins de production de logements ;
- VU l'arrêté municipal N°20141786 en date du 19 décembre 2014 engageant la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) en vue d'ouvrir à l'urbanisation une partie de la zone à urbaniser bloquée AU0 (10 ha) sur les secteurs Pôle Autonomie / Mas de Couran et Soriech, permettant ainsi d'accueillir 500 logements, le pôle « Autonomie Santé », des équipements publics, des bureaux, des commerces ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création, à compter du 1er janvier 2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté n° A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat, en qualité de Vice-Présidente déléguée ;
- VU la demande de désignation d'un commissaire enquêteur formulée par Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 29 avril 2016 auprès du Tribunal Administratif de Montpellier en vue de mener l'enquête publique relative à la modification n°3 du PLU de la Commune de Lattes ;
- VU la décision n°E16000078/34 en date du 17 mai 2016 du Président du Tribunal Administratif de Montpellier désignant Monsieur Eric DURAND en qualité de Commissaire Enquêteur ;
- VU la délibération N°2016-0070 du Conseil Municipal de Lattes en date du 19 mai 2016 autorisant Montpellier Méditerranée Métropole à poursuivre la procédure de modification n°3 du PLU ;
- VU la délibération N°2016-0071 du Conseil Municipal de Lattes en date du 19 mai 2016 émettant un avis favorable au projet de modification n°3 du PLU ;
- VU la notification du projet de modification n°3 du PLU aux personnes publiques associées en date du 18 juillet 2016 ;
- VU les pièces du dossier soumis à l'enquête publique ;

## ARRÊTE

**ARTICLE 1 :** Il est procédé à une enquête publique portant sur le projet de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Lattes, pour une durée de 33 jours consécutifs, du jeudi 1<sup>er</sup> septembre 2016 au lundi 03 octobre 2016 inclus, en vue d'ouvrir à l'urbanisation une partie de la zone à urbaniser bloquée AU0 (10 ha) sur les secteurs Pôle Autonomie / Mas de Couran et Soriech afin d'accueillir 500 logements, le pôle « Autonomie Santé », des équipements publics, des bureaux, des commerces.

**ARTICLE 2 :** Par décision n°E16000078/34 en date du 17 mai 2016, Monsieur Eric DURAND, Consultant en énergie et environnement, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par le Président du Tribunal Administratif de Montpellier.

**ARTICLE 3 :** Les pièces du dossier, ainsi qu'un registre d'enquête, à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le Commissaire Enquêteur seront déposés à la Mairie de Lattes et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole. Durant toute la durée de l'enquête, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique et présenter ses observations sur les registres ouverts à cet effet :

- à la mairie de Lattes, au service urbanisme, aux heures habituelles d'ouverture, à savoir du lundi au vendredi de 8h à 12h et de 13h à 17h ;
- au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, aux heures habituelles d'ouverture, à savoir du lundi au vendredi de 8h à 18h.

Par ailleurs, le public pourra adresser ses observations écrites à Monsieur le commissaire enquêteur au siège de l'enquête publique, à savoir au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse indiquée ci-dessous : « *Monsieur le commissaire enquêteur – projet de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Lattes* », Montpellier Méditerranée Métropole 50, place Zeus - CS 39556- 34961 Montpellier cedex 2. Le public ne pourra pas communiquer ses observations, propositions et contre-propositions par voie électronique.

**ARTICLE 4 :** Le commissaire-enquêteur désigné se tiendra à la disposition du public en mairie de Lattes et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole les :

- Jeudi 1<sup>er</sup> septembre 2016 de 8 h à 12 h au service urbanisme de la Mairie de Lattes,
- Jeudi 08 septembre 2016 de 14 h à 18 h au siège de Montpellier Méditerranée Métropole,
- Mercredi 14 septembre 2016 de 13 h à 17 h au service urbanisme de la Mairie de Lattes,
- Lundi 03 octobre 2016 de 13 h à 17 h au service urbanisme de la Mairie de Lattes.

**ARTICLE 5 :** Au vu des articles L.104-2, R.104-1 à R.104-2 et R.104-8 à R.104-14 du Code de l'urbanisme et de la nature des évolutions projetées, le projet de modification n°3 du PLU de Lattes n'est pas soumis à évaluation environnementale. Le rapport de présentation comporte cependant une analyse de l'état initial du site et des incidences du projet sur l'environnement.

**ARTICLE 6 :** La personne responsable du projet auprès de laquelle des informations peuvent être demandées est Montpellier Méditerranée Métropole. Le public pourra également recueillir toutes informations utiles sur le projet de modification du PLU auprès de la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat (DUH) aux heures d'ouverture des bureaux de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi inclus sauf jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles de Montpellier Méditerranée Métropole à l'adresse suivante :

Montpellier Méditerranée Métropole  
Direction de l'urbanisme et de l'Habitat  
50 place Zeus CS 39556  
34961 MONTPELLIER CEDEX 2 / 04:67.13.60.00

**ARTICLE 7 :** A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête seront clos par le commissaire enquêteur et mis à sa disposition. Ce dernier communiquera, au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse, en l'invitant à produire, dans un délai de quinze jours, son mémoire en réponse.

Dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur adressera, au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le dossier d'enquête, les registres ainsi que son rapport et ses conclusions motivées.

Le rapport et les conclusions motivées seront tenus à la disposition du public, au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à la Préfecture de l'Hérault ainsi qu'en mairie de Lattes aux heures habituelles d'ouverture des bureaux au public. Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront également consultables sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (à l'adresse <http://www.montpellier3m.fr>). L'ensemble de ces documents seront consultables pendant une durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

**ARTICLE 8 :** Un avis au public sera publié par les soins de Montpellier Méditerranée Métropole, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département de l'Hérault.

L'avis au public fera également l'objet d'une publication par voie d'affiches afin de lui assurer la plus large diffusion. Il sera affiché, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci, en commune de Lattes, sur les secteurs géographiques suivants :

- A la mairie de Lattes,
- A l'angle de la route de Mauguio et de la route des Mas,
- A l'angle de la route des Mas et de la RD189,
- Route des Mas, entre le Mas de Soriech et le Mas de Couran.

Il sera, en outre, mis en ligne sur les sites internet de Montpellier Méditerranée Métropole (à l'adresse <http://www.montpellier3m.fr>) et de la ville de Lattes (à l'adresse : <http://www.ville-lattes.fr>) quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

**ARTICLE 9 :** Le présent arrêté sera affiché sur les panneaux extérieurs d'affichage officiel de Montpellier Méditerranée Métropole et de la mairie de Lattes, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

**ARTICLE 10 :** Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication de tout ou partie du dossier d'enquête publique auprès des responsables du projet dès la parution de l'arrêté d'ouverture d'enquête.

**ARTICLE 11 :** A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification n°3 du PLU de Lattes sera soumis au Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour approbation.

**ARTICLE 12 :** Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le Maire de Lattes, le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-202
Transmis en Préfecture le	03 AOUT 2016
Affiché le	03 AOUT 2016
Notifié le	
Identifiant	Emc 1126526 AR

Fait à Montpellier, le  
Mme C. DARDE

03 AOUT 2016

Première Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Méropole  
Cohésion sociale



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de  
l'Établissement BRL USINE DE TRAITEMENT EAU POTABLE  
dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole  
aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2016 à 2021**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;
- **Vu** l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** la demande de l'établissement BAS RHONE LANGUEDOC (BRL) USINE DE TRAITEMENT EAU POTABLE reçue le 07/10/2009 ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;



- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## **ARRETE**

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Etablissement BAS RHONE LANGUEDOC (BRL) USINE DE TRAITEMENT EAU POTABLE,

- dont le siège social est situé à 1105 Avenue de Pierre Mendès France BP 94001 à Nîmes 30 005 Cedex 5,

- représenté par Monsieur Jean François BLANCHET en qualité de Président du directoire BRL,

L'Etablissement est situé Impasse du Faisan à Le Crés 34920,

et implanté sur la parcelle dont la référence cadastrales est : BW 40,

ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Production et traitement d'eau potable, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement, à créer, situé Impasse du Faisan à Le Crés 34920.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Traitement et production d'eau potable
- Analyses d'eau

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 550 200 661
- N° SIRET : 550 200 661 00019
- Code NAF : 7010Z

L'Etablissement est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement ou est soumis à d'autres contraintes réglementaires :

Rubrique	Activité	Autorisation/ Déclaration
1138	Stockage de chlore	Déclaration

Autres contraintes réglementaires
Code l'Environnement
Code de la Santé publique
Décrets, arrêtés et circulaire afférents au traitement de l'eau pour la consommation humaine

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice-Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)

de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

## **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2. A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous-produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement BRL - USINE DE TRAITEMENT EAU POTABLE doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

### **2. B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

## **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement BRL - USINE DE TRAITEMENT EAU POTABLE, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

## **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement BRL - USINE DE TRAITEMENT EAU POTABLE' désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

#### **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement BRL - USINE DE TRAITEMENT EAU POTABLE devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement BRL - USINE DE TRAITEMENT EAU POTABLE et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement BRL - USINE DE TRAITEMENT EAU POTABLE s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

#### **Article 6 : INCIDENTS**

##### **6. A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement BRL - USINE DE TRAITEMENT EAU POTABLE, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Etablissement BRL - USINE DE TRAITEMENT EAU POTABLE de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux

des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filiale eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement BRL - USINE DE TRAITEMENT EAU POTABLE sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

#### **6. B. CONSEQUENCES TECHNIQUES**

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### **6. C. CONSEQUENCES FINANCIERES**

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

### **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

#### **7. A. SANCTION**

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L1331 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

#### **7. B. CONTESTATION**

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

#### 7. C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2016-251
Transmis en Préfecture le	04 AOUT 2016
Affiché le	04 AOUT 2016
Notifié le	
Identifiant	Imc1127027AR

Fait à Montpellier, le  
M. R. REVOL

04 AOUT 2016

Pour le Président  
C. DARDÉ

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement URBASER ENVIRONNEMENT Site des Compagnons dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2016 à 2023**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;
- **Vu** l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** la demande de l'établissement URBASER ENVIRONNEMENT reçue le 19 Novembre 2015 ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## **ARRETE**

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

Raison sociale de l'Etablissement société URBASER ENVIRONNEMENT, société par actions simplifiée, au capital de 5 040 800 euros,

- dont le siège social est situé à 1140 Avenue Albert Einstein, 34935 Montpellier,
- représenté par Monsieur Claude SAINT-JOLY, en qualité de Président – Directeur Général,

L'Etablissement est situé à 460 Avenue des Compagnons à 34170 Castelnau-le-Lez, et implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est : CT 13, et représenté par Monsieur Michael RIME, en qualité de Responsable d'exploitation, ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Collecte des déchets ménagers et assimilés, pour une période de 7 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 460 Avenue des Compagnons à 34170 Castelnau-le-Lez.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Lavage des véhicules de collecte des ordures ménagères et assimilés

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 484 595 574
- N° SIRET : 484 595 574 00167
- Code NAF : 3811 Z

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice-Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

### **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

#### **2. A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,



- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement URBASER ENVIRONNEMENT doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

## **2. B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

### **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement URBASER ENVIRONNEMENT, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

### **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 7 (sept) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement URBASER ENVIRONNEMENT désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

### **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement URBASER ENVIRONNEMENT devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.



Toute modification apportée par l'Etablissement URBASER ENVIRONNEMENT et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement URBASER ENVIRONNEMENT s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

## **Article 6 : INCIDENTS**

### **6. A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement URBASER ENVIRONNEMENT, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Etablissement URBASER ENVIRONNEMENT de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduaires par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filrière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement URBASER ENVIRONNEMENT sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

### **6. B. CONSEQUENCES TECHNIQUES**

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### **6. C. CONSEQUENCES FINANCIERES**

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

### **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

#### **7. A. SANCTION**

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

#### **7. B. CONTESTATION**

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

#### **7. C. RESPONSABILITE**

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

<b>Arrêté n°</b>	A2016-260
<b>Transmis en Préfecture le</b>	04 AOUT 2016
<b>Affiché le</b>	04 AOUT 2016
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	Inc 1127901 AR

Fait à Montpellier, le 04 AOUT 2016  
M. R. REVOL

Pour le Président  
Par délégation

Vice-Président du Syndicat  
Méditerranée Montpellier délégué  
au service public de l'eau et de  
l'assainissement



*[Signature]*

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement LES COURRIERS DU MIDI (MONTPELLIER) dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2016 à 2021**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1331-10 et L 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n° 2000-237 du 13 mars 2000 pris pour l'application des articles L 2224-7 à L 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement;
- **Vu** l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil Communautaire du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil Communautaire en date du 18/12/14;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Considérant que** l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## **ARRETE**

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Etablissement LES COURRIERS DU MIDI (MONTPELLIER),  
dont le siège social est situé à 9 rue de l'Abrivado CS 90188 34075 MONTPELLIER Cedex 3,  
- représenté par Philippe MASSON en qualité de Directeur,  
- situé à 9 rue de l'Abrivado CS 90188 34075 MONTPELLIER Cedex 3,  
- implanté sur la(es) parcelle(s) dont la(es) référence(s) cadastrales est (sont) : ON 85,  
ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Transport de voyageurs, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 9 rue de l'Abrivado à MONTPELLIER.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Atelier de réparation de véhicules industriels
- Station de lavage de véhicules industriels
- Parking de véhicules industriels

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 572 047 215
- N° SIRET : 572 047 215 00122
- Code NAF : 4939A.

L'Etablissement est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement :

Rubrique	Activité	Autorisation/Déclaration
1435-3	Distribution de carburants	Déclaration

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice-Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

## **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2. A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous-produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement LES COURRIERS DU MIDI (MONTPELLIER) doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

### **2. B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

## **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement LES COURRIERS DU MIDI (MONTPELLIER), dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

## **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement LES COURRIERS DU MIDI (MONTPELLIER) désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique,

« l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

## **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement LES COURRIERS DU MIDI (MONTPELLIER) devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement LES COURRIERS DU MIDI (MONTPELLIER) et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement LES COURRIERS DU MIDI (MONTPELLIER) s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

## **Article 6 : INCIDENTS**

### **6. A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,



- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,

- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement LES COURRIERS DU MIDI (MONTPELLIER), Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Etablissement LES COURRIERS DU MIDI (MONTPELLIER) de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement LES COURRIERS DU MIDI (MONTPELLIER) sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

#### **6. B. CONSEQUENCES TECHNIQUES**

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,

- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,

- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### **6. C. CONSEQUENCES FINANCIERES**

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.



Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

## **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

### **7. A. SANCTION**

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l' article L.1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

### **7. B. CONTESTATION**

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

### **7. C. RESPONSABILITE**

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2016-263
Transmis en Préfecture le	04 AOUT 2016
Affiché le	04 AOUT 2016
Notifié le	
Identifiant	Lme1127955-AR

Fait à Montpellier, le  
M. R. REVOL

04 AOUT 2016  
~~Fait le Président~~

Par délégation

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué  
au service public de l'eau et de  
l'assainissement



*[Handwritten signature]*

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

### **Grabels - Désaffectation des chemins ruraux dits "de la Tuilerie au Mas Martin" "et "Chemin du Salinier" - Arrêté prescrivant l'enquête publique avant aliénation**

- VU l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L 161.10 et L 161.10.1, et R 161-25 à R 161-27,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Grabels n°008/15-02-16 en date du 15 février 2016 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain
- VU la décision du Président n°D2016-202 en date du 5 Avril 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Grabels dans le domaine public métropolitain
- VU la décision n°D2016-341 en date du 9 juin 2016 approuvant le principe du déclassement du domaine public métropolitain des chemins ruraux dits "De la Tuilerie au Mas Martin" et "du Salinier" situés sur la Commune de Grabels, définis dans les plans ci annexés, décidant de soumettre ce déclassement à enquête publique et autorisant Madame Stéphanie JANNIN à signer toutes les pièces nécessaires à cette procédure;
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public
- Vu les pièces composant le dossier soumis à enquête publique ;

### **ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de désaffectation du domaine public métropolitain de deux chemins ruraux dits "De la Tuilerie au Mas Martin" et "du Salinier" sis sur la commune de Grabels tel que définis dans les plans ci annexés et dans le dossier soumis à enquête publique. Cette enquête se déroulera pendant une durée de quinze jours, du 26 septembre au 10 octobre 2016 inclus.

**ARTICLE 2** : Monsieur Jean Pierre BRACONNIER, Directeur de secteur Languedoc carrières et sablières retraité, demeurant à Montpellier (34000), est désigné en qualité de Commissaire-Enquêteur.

**ARTICLE 3** : Un exemplaire du dossier, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, côté et paraphé par Monsieur le Commissaire- Enquêteur sera déposé en Mairie de Grabels, et au siège de la Métropole, du 26 septembre 2016 au 10 octobre 2016 inclus.

Le public pourra prendre connaissance du dossier et formuler ses observations sur le registre d'enquête ouvert à cet effet aux jours et heures habituels d'ouverture de la Mairie de Grabels et du siège de la Métropole, du 26 septembre au 10 octobre 2016 inclus.

Par ailleurs, le public pourra adresser ses observations écrites à Monsieur le Commissaire-Enquêteur à l'adresse suivante :

Montpellier Méditerranée Métropole  
Monsieur le Commissaire Enquêteur  
Désaffectation des Chemins ruraux – GRABELS  
DFAO – Domanialité Publique  
CS 39556 – 50 Place Zeus  
34961 MONTPELLIER Cedex 2

**ARTICLE 4** : Monsieur Jean Pierre BRACONNIER, Commissaire-Enquêteur, se tiendra à la disposition du public à la Mairie de Grabels,  
- mercredi 28 septembre 2016, troisième jour de l'enquête, de 09h00 à 12h00,  
- et lundi 10 octobre 2016, dernier jour de l'enquête, de 14h00 à 17h00.

Monsieur le Commissaire Enquêteur recevra également sur rendez-vous, pris auprès de Montpellier Méditerranée Métropole service Domanialité Publique, durant toute la durée de l'enquête.

**ARTICLE 5** : A l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 3, le registre d'enquête sera clos et signé par le Commissaire-Enquêteur, qui disposera d'un délai d'un mois à compter de la date de clôture de l'enquête, pour transmettre à Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le dossier et le registre accompagnés de ses conclusions motivées.

**ARTICLE 6** : Les conclusions du Commissaire-Enquêteur seront communiquées sur demande, aux personnes intéressées.

**ARTICLE 7** : Une copie du présent arrêté sera adressée à M. le Préfet du Département de L'Hérault, M. le Maire de la commune de Grabels, Monsieur Jean Pierre BRACONNIER, Commissaire-Enquêteur.

**ARTICLE 8** : Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, Monsieur le Maire de Grabels et Monsieur le Commissaire-Enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-268
Transmis en Préfecture le	1 6 AOUT 2016
Affiché le	1 6 AOUT 2016
Notifié le	
Identifiant	Lmc 1128445-AR

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

1 6 AOUT 2016

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

### Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Castelnau le Lez "Changement de Véhicule" - Autorisation N°2

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014/10-1561 du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal de Castelnau le Lez du 22 mai 2013, n°2013/05-39 ;

- **CONSIDERANT** que **L'EURL PUYAL**, représentée par **M. Daniel PUYAL**, titulaire d'une autorisation de taxi à **Castelnau le Lez**, a procédé au changement de son véhicule ;

## **A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : L'arrêté municipal du **22 mai 2013**, n°2013/05-39.

**ARTICLE 2** :, né le **18 juin 1960** à **Béziers** et domicilié au **5, rue Ramon Lull à Montpellier (34 090)**, est autorisé à stationner avec le véhicule **Volkswagen** type **Touran** immatriculé **EC-521-XP**, sur le territoire de la commune de **Castelnau le Lez** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **2**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 4** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Castelnau le Lez** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-274
Transmis en Préfecture le	02 AOUT 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Imc1128894-AR

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

02 AOUT 2016

Président de  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Saint Geniès des Mourgues "Changement de véhicule". Autorisation de stationner n°2**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 53/14 du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la Commune de Saint Geniès des Mourgues du 03 juillet 2014, n°34/14 relatif à un changement de véhicule ;

- **CONSIDERANT** que **M. Florian VIDAL** titulaire d'une autorisation de taxi à **Saint Geniès des Mourgues**, a procédé au changement de son véhicule ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : L'arrêté du **03 juillet 2014, n°34/14** susvisé, est abrogé.

**ARTICLE 2** : **M. Florian VIDAL**, né le **18 avril 1972** à **Montpellier**, domicilié au **149, rue de la Tramontane à Carnon (34)**, est autorisé à stationner avec le véhicule **KIA type Ceed** immatriculé **EA-127-SW**, sur le territoire de la commune de **Saint Geniès des Mourgues** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **2**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 4** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Saint Geniès des Mourgues** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-293
Transmis en Préfecture le	02 AOUT 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Lmc1129430 AR

Fait à Montpellier, le **02 AOUT 2016**  
M. Philippe SAUREL

Président de  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

### Autorisation de stationner le taxi n°4 sur le territoire de la commune de Prades le Lez - Présentation d'un successeur à titre onéreux

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 237/2014 du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la Métropole du 17 juin 2016, n°2016-120 est abrogé ;

- VU la faculté donnée à **M. Philippe DEVEZE** de présenter un successeur à titre onéreux pour l'autorisation précitée ;
- VU la demande présentée par **M. Stéphane MALLIA**, agissant pour le compte de la SARL Ambulances du Millénaire (605 avenue Blaise Pascal à Castelnau-le-Lez), pour la succession de cette autorisation ;
- **CONSIDERANT** que **M. Philippe DEVEZE** est titulaire d'une autorisation de taxi à Prades-le-Lez ;
- **CONSIDERANT** que les déclarants précités ont fait connaître la transaction intervenue sous seing privé le 18 mai 2016 au terme duquel M. Philippe DEVEZE consent la présentation à titre onéreux de M. Stéphane MALLIA, représentant la SARL Ambulances du Millénaire, en qualité de successeur à l'exploitation de l'autorisation de mise en circulation et de stationnement d'un taxi délivrée sous le n°4.

## **A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : L'arrêté n°2016-120 susvisé est abrogé,

**ARTICLE 2** : La SARL Ambulances du Millénaire, représentée par M. Stéphane MALLIA, né(e) le 11 octobre 1979 à Montpellier, domiciliée au 605 avenue Blaise Pascal à Castelnau-le-Lez, est autorisée à stationner avec le véhicule CITROEN type C5 immatriculé BX-145-GD, sur le territoire de la commune de Prades-le-Lez dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 2** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 4, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 3** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de Prades le Lez sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-298
Transmis en Préfecture le	02 AOUT 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Dmc 1129614-MR

Fait à Montpellier, le 02 AOUT 2016  
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

### **Arrêté portant délégation de signature pour les bons de commandes émanant du Département Administration Générale et Finances dont le montant hors taxe est inférieur ou égal à 50 000 €**

- **VU** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- **VU** la délibération du Conseil n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'arrêté n°A2016-212 du 31 mai 2016 portant délégation de signature pour les bons de commande du Département Administration Générale et Finances dont le montant hors taxe est inférieur ou égal à 50 000 €,
- **VU** la note de service n°2016-04-513 du 24 mai 2016 portant affectation de Madame Juliette BEREGI sur l'emploi de Directrice du Département Administration Générale et Finances,
- **VU** la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- **VU** la note de service n°2016-04-515 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services

### **ARRETE**

**ARTICLE 1** : L'arrêté n° A2016-212 du 31 mai 2016 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Délégation est accordée à Madame Juliette BEREGI à l'effet de signer les bons de commandes émanant du Département Administration Générale et Finances dont le montant hors taxe est inférieur ou égal à 50 000 €.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Juliette BEREGI, délégation de signature est donnée à Madame Nathalie GANDREAU, Madame Isabelle LE VANNIER, Monsieur Benjamin DI GRAZIA pour les bons de commandes d'un même montant émanant respectivement de la Direction des finances, de la Direction des moyens généraux et des bâtiments, de la Direction des affaires juridiques et de la commande publique.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Juliette BEREGI, et de Madame Nathalie GANDREAU, ou de Madame Isabelle LE VANNIER, ou de Monsieur Benjamin DI GRAZIA chacun dans son domaine de compétence, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT Directeur Général adjoint des Services.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Juliette BEREGI, de Madame Nathalie GANDREAU, ou de Madame Isabelle LE VANNIER, ou de Monsieur Benjamin DI GRAZIA chacun dans son domaine de compétence, et de Monsieur Yves NURIT, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Claude HEMAIN Directeur Général Adjoint des Services.

**ARTICLE 6** : Cet arrêté entre en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> août 2016.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2016-303
<b>Transmis en Préfecture le</b>	0 4 AOUT 2016
<b>Affiché le</b>	0 4 AOUT 2016
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	Enc 1130385-AR

Fait à Montpellier, le 0 4 AOUT 2016  
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

### Délégation de signature relative aux ordres de services du Département Administration Générale et Finances

- **VU** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- **VU** la délibération du Conseil n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président
- **VU** l'arrêté n°A2016-218 du 31 mai 2016 portant délégation de signature pour les ordres de services faits du Département Administration Générale et Finances,
- **VU** la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n°2016-04-513 du 24 mai 2016 portant affectation de Madame Juliette BEREGI sur l'emploi de Directrice du Département Administration Générale et Finances,
- **VU** la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- **VU** la note de service n°2016-04-515 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,

### ARRETE

**ARTICLE 1** : L'arrêté n° A2016-218 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Délégation est accordée à Madame Juliette BEREGI à l'effet de signer les ordres de services relatifs aux marchés émanant du Département Administration Générale et Finances.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Juliette BEREGI, délégation de signature est donnée à Madame Nathalie GANDREAU, Madame Isabelle LE VANNIER, Monsieur Benjamin DI GRAZIA pour les ordres de services relatifs aux marchés émanant respectivement de la Direction des finances, de la Direction des moyens généraux et des bâtiments, de la Direction des affaires juridiques et de la commande publique.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Juliette BEREGI, et de Madame Nathalie GANDREAU, ou de Madame Isabelle LE VANNIER, ou de Monsieur Benjamin DI GRAZIA chacun dans son domaine de compétence, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général adjoint des Services.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Juliette BEREGI, de Madame Nathalie GANDREAU, ou de Madame Isabelle LE VANNIER, ou de Monsieur Benjamin DI GRAZIA chacun dans son domaine de compétence, et de Monsieur Yves NURIT la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur Général adjoint des Services.

**ARTICLE 6** : Cet arrêté entre en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> août 2016.

**ARTICLE 7 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2016-305
<b>Transmis en Préfecture le</b>	04 AOUT 2016
<b>Affiché le</b>	04 AOUT 2016
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	Imc M30389-AR

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

04 AOUT 2016

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

### **Délégation de signature relative aux formalités de publicité des marchés publics, accords-cadres, systèmes d'acquisition dynamique et concours d'un montant supérieur à 90 000€ HT**

- **VU** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016,
- **VU** la délibération du Conseil n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'arrêté n°A2016-246 du 31 mai 2016 portant délégation de signature à Madame Juliette BEREGI,
- **VU** la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- **VU** la note de service n°2016-04-513 du 24 mai 2016 portant affectation de Madame Juliette BEREGI sur l'emploi de Directrice du Département Administration Générale et Finances,

### **ARRETE**

**ARTICLE 1** : L'arrêté n° A2016-246 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Délégation est accordée à Madame Juliette BEREGI à l'effet de signer tout document relatif aux formalités de publicité des marchés publics, accords-cadres, systèmes d'acquisition dynamique et concours d'un montant supérieur à 90 000€ HT.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Juliette BEREGI, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Benjamin DI GRAZIA, Directeur des Affaires Juridiques et de la Commande Publique.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Madame Juliette BEREGI et de Monsieur Benjamin DI GRAZIA la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Fabrice MOURET, Directeur Adjoint de la Commande Publique.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Madame Juliette BEREGI, de Monsieur Benjamin DI GRAZIA et de Monsieur Fabrice MOURET, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général adjoint des Services.

**ARTICLE 6** : Cet arrêté entre en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> août 2016.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-306
Transmis en Préfecture le	04 AOUT 2016
Affiché le	04 AOUT 2016
Notifié le	
Identifiant	Inc 113 0392 AR

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

04 AOUT 2016

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ**

### **Délégation de signature relative aux bons de commandes de moins de 50 000 € HT relevant du Conseil de développement et du Service guichet unique de Proximité**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la note de service n°2016-04-518 du 24 mai 2016 portant affectation de Madame Florence TISSEYRE sur l'emploi de Responsable Coordination interne et Vie de l'intercommunalité,
- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- VU la note de service n°2016-04-515 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,

### **ARRETE**

#### **ARTICLE 1 :**

Délégation est accordée à Madame Florence TISSEYRE à l'effet de signer les bons de commandes émanant du Conseil de développement et du Service unique de Proximité dont le montant hors taxe est inférieur ou égal à 50 000 €.

#### **ARTICLE 2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence TISSEYRE, délégation de signature est donnée, dans les mêmes conditions, à Monsieur Christian FINA.

#### **ARTICLE 3 :**

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Florence TISSEYRE et de Monsieur Christian FINA, la délégation visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT Directeur Général adjoint des Services.

#### **ARTICLE 4 :**

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Florence TISSEYRE, de Monsieur Christian FINA et de Monsieur Yves NURIT, la délégation visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Claude HEMAIN Directeur Général Adjoint des Services.

#### **ARTICLE 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-307
Transmis en Préfecture le	1 2 AOUT 2016
Affiché le	1 2 AOUT 2016
Notifié le	
Identifiant	Ime 1130518-AR

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

1 2 AOUT 2016

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ**

### **Délégation de signature relative aux ordres de services relevant du Conseil de développement et du Service guichet unique de Proximité**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la note de service n°2016-04-518 du 24 mai 2016 portant affectation de Madame Florence TISSEYRE sur l'emploi de Responsable Coordination interne et Vie de l'intercommunalité,
- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- VU la note de service n°2016-04-515 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,

### **ARRETE**

#### **ARTICLE 1 :**

Délégation est accordée à Madame Florence TISSEYRE à l'effet de signer les ordres de services émanant du Conseil de développement et du Service unique de Proximité.

#### **ARTICLE 2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence TISSEYRE, délégation de signature est donnée, dans les mêmes conditions, à Monsieur Christian FINA,

#### **ARTICLE 3 :**

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Florence TISSEYRE et de Monsieur Christian FINA, la délégation visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT Directeur Général adjoint des Services.

#### **ARTICLE 4 :**

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Florence TISSEYRE, de Monsieur Christian FINA et de Monsieur Yves NURIT, la délégation visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Claude HEMAIN Directeur Général Adjoint des Services.

#### **ARTICLE 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-308
Transmis en Préfecture le	1 2 AOUT 2016
Affiché le	1 2 AOUT 2016
Notifié le	
Identifiant	Imc 1130520 Ar

Fait à Montpellier, le 12 AOUT 2016  
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

### Délégation de signature relative aux attestations de services faits relevant du Conseil de développement et du Service guichet unique de Proximité

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la note de service n°2016-04-518 du 24 mai 2016 portant affectation de Madame Florence TISSEYRE sur l'emploi de Responsable Coordination interne et Vie de l'intercommunalité,
- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- VU la note de service n°2016-04-515 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Délégation est accordée à Madame Florence TISSEYRE à l'effet de signer les attestations de services faits émanant du Conseil de développement et du Service unique de Proximité.

**ARTICLE 2 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence TISSEYRE, délégation de signature est donnée, pour le conseil de développement et dans les mêmes conditions, à Monsieur Christian FINA.

**ARTICLE 3 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Florence TISSEYRE et de Monsieur Christian FINA, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT Directeur Général adjoint des Services.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Florence TISSEYRE, de Monsieur Christian FINA et de Monsieur Yves NURIT, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Claude HEMAIN Directeur Général Adjoint des Services.

**ARTICLE 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence TISSEYRE, délégation de signature est donnée à Madame Sabine BERGUA pour les attestations de services faits d'un montant inférieur à 5 000 € émanant du service guichet unique de Proximité.

**ARTICLE 6 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence TISSEYRE, délégation de signature est donnée, pour les attestations de services faits d'un montant supérieur à 5 000 € émanant du service guichet unique de Proximité, à Monsieur Christian FINA.

**ARTICLE 7 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Florence TISSEYRE et de Monsieur Christian FINA, la délégation visée à l'article 6 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT Directeur Général adjoint des Services.

**ARTICLE 8 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Florence TISSEYRE, de Monsieur Christian FINA et de Monsieur Yves NURIT, la délégation visée à l'article 6 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Claude HEMAIN Directeur Général Adjoint des Services.

**ARTICLE 9 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-309
Transmis en Préfecture le	1 2 AOUT 2016
Affiché le	1 2 AOUT 2016
Notifié le	
Identifiant	Lmc1130522 AR

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

1 2 AOUT 2016

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

### Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier Autorisation de stationner n°38

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'autorisation attribuée à Monsieur DUMAS Denis en date du 6 mars 2003

- VU la faculté donnée à Monsieur Denis DUMAS de présenter un successeur à titre onéreux pour l'autorisation précitée ;
- VU la demande présentée par la SARL ROSSENBLATT (RCS Montpellier 818 693 251) pour la succession de cette autorisation ;
- VU l'avis favorable de la commission départementale des taxis et voitures de petite remise (ou commission communale pour les villes de plus de vingt mille habitants) en date du 10 juin 2016 ;

### ARRETE

**ARTICLE 1er :** La SARL ROSSENBLATT (RCS Montpellier 818 693 251, domiciliée 74, avenue Paul Valéry à Le Crès (34920) est autorisé à stationner avec le véhicule **RENAULT, Megane Scenic**, immatriculé **EB-178-NC**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 2 :** La présente autorisation est délivrée sous le numéro **38**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 3 :** Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Montpellier** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-310
Transmis en Préfecture le	07.09.16
Affiché le	0
Notifié le	
Identifiant	INC 430596 AI

Fait à Montpellier, le 05 Septembre 2016  
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

### Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°41

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal du **13 juin 2008, 363/2008**;

- **CONSIDERANT** que **Monsieur Jean-Pierre ROBERT**, titulaire d'une autorisation de taxi à **Montpellier** a procédé au changement de son véhicule ;

### **ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : **Monsieur Jean-Pierre ROBERT** né le **1er décembre 1954** à **Montpellier**, domicilié au **5 ter rue de la Rivière 34990 Juvignac**, est autorisé à stationner avec le véhicule **RENAULT** type **MEGANE SCENIC** immatriculé **DS-056-PQ**, sur le territoire de la commune de Montpellier dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 2** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **41**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 3** : L'arrêté du **13 juin 2008**, n°**363/2008** susvisé, est abrogé.

**ARTICLE 4** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Montpellier** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-311
Transmis en Préfecture le	09.09.16
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	INC 4 30602 - AI

Fait à Montpellier, le **8 Septembre 2016**  
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

### Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°63

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal du 14 janvier 2014, 2014/0027/T/N ;

- **CONSIDERANT** que **Monsieur Franck MONTANGERAND** titulaire d'une autorisation de taxi à **Montpellier**, a procédé au changement de son véhicule ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : **Monsieur Franck MONTANGERAND** né le **9 décembre 1973** à **Caudry**, domicilié au **1028, avenue de la Pompignane 34000 Montpellier**, est autorisé à stationner avec le véhicule **VOLVO** type **V70** immatriculé **CS-158-ER**, sur le territoire de la commune de **Montpellier** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 2** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **63**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 3** : L'arrêté du **14 janvier 2014**, n°**2014/0027/T/N** susvisé, est abrogé.

**ARTICLE 4** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Montpellier** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-312
Transmis en Préfecture le	07.09.16
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	IXC 430604 - AE

Fait à Montpellier, le **05 Septembre 2016**  
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

### Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°70

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal du 28 novembre 2014, 2014/4237/T/N ;

- **CONSIDERANT** que la SAS K titulaire d'une autorisation de taxi à **Montpellier**, a procédé au changement de son véhicule ;

## ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : la SAS K domiciliée au 227 rue Jean Baptiste Poquelin 34070 Montpellier, est autorisé à stationner avec le véhicule VOLKSWAGEN type Touran immatriculé CS-598-QH, sur le territoire de la commune de **Montpellier** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 2** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 70, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 3** : L'arrêté du 28 novembre 2014, n°2014/4237/T/N susvisé, est abrogé.

**ARTICLE 4** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Montpellier** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-313
Transmis en Préfecture le	07.09.2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	ICC 11 20068 - AI

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

05 Septembre 2016

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°83**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la Métropole 20 novembre 2015, A2015-237;

- **CONSIDERANT** que **SAS CHOW TAXI** titulaire d'une autorisation de taxi à **Montpellier**, a procédé au changement de son véhicule ;

### **ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : : la **SAS CHOW TAXI (RCS Montpellier 812276194)**, domicilié au **30, avenue du Jeu de mail 34170 Castelnau le lez**, est autorisé à stationner avec le véhicule **FORD** type **S-MAX** immatriculé **ED-435-FH**, sur le territoire de la commune de Montpellier dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 2** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **83**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 3** : L'arrêté du **20 novembre 2015**, n°**A2015-237** susvisé, est abrogé.

**ARTICLE 4** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Montpellier** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-314
Transmis en Préfecture le	07.09.2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Inclu 30603-AS

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

05 Septembre 2016

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

### Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°98

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la Métropole du 30 juin 2015, A2015-122 ;

- **CONSIDERANT** que **Monsieur Franck VIDAL** titulaire d'une autorisation de taxi à **Montpellier**, a procédé au changement de son véhicule ;

### **ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : **Monsieur Franck VIDAL** né le **13 juin 1969** à **Montpellier**, domicilié au **6, rue Eugène Belgrand 34790 Grabels**, est autorisé à stationner avec le véhicule **VOLKSWAGEN** type **TOURAN** immatriculé **DH-047-GJ**, sur le territoire de la commune de **Montpellier** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 2** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **98**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 3** : L'arrêté du **30 juin 2015**, n° **A2015-122** susvisé, est abrogé.

**ARTICLE 4** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Montpellier** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-315
Transmis en Préfecture le	03.03.2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	ICU306U.A5

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL



Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANÉE MÉTROPOLE

### Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°107

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la Métropole du 12 juin 2016, 2013/1324/T/N;;

- **CONSIDERANT** que **Monsieur Abdelrhani ELHAJOU**I, titulaire d'une autorisation de taxi à **Montpellier**, a procédé au changement de son véhicule ;

### **ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : **Monsieur Abdelrhani ELHAJOU**I né le **17 mai 1966** à **Meknes (Maroc)**, domicilié au **1180, avenue Heidelberg 34080 Montpellier**, est autorisé à stationner avec le véhicule **CITROEN** type **C4 PICASSO** immatriculé **DA-417-BZ**, sur le territoire de la commune de **Montpellier** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 2** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **107**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 3** : L'arrêté du **12 juin 2016**, n°**2013/1324/T/N** susvisé, est abrogé.

**ARTICLE 4** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Montpellier** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-316
Transmis en Préfecture le	07.09.2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	INC 430614 AF

Fait à Montpellier, le 05 Septembre 2016  
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ

### Délégation de signature relative aux attestations de services faits de la direction de la Culture

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la note de service n°2016-04-514 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Marc DANIEL sur l'emploi de Directeur du Département Culture et Sport,
- VU l'arrêté A2016-206 du 31 mai 2016 relatif aux délégations des attestations de services faits relatives au réseau des Médiathèques, au musée Fabre, au Planétarium, à l'Ecolothèque, au musée archéologique Lattara, à la Direction de la Culture, des Sports et au Service Téléalarme,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** En l'absence concomitante de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, de Monsieur Julien FOURNEL et de Monsieur Marc DANIEL, délégation est accordée à l'effet de signer les attestations de services faits, quel que soit le montant, relatives aux marchés émanant de la Direction de la Culture à l'exception de celles visées aux articles 2 à 7 de l'arrêté n°A2016-206 du 31 mai 2016, à Monsieur Philippe CROUZILLAC.

**ARTICLE 2 :** Cette délégation court du 10 août au 26 août 2016 inclus.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-318
Transmis en Préfecture le	1 2 AOUT 2016
Affiché le	1 2 AOUT 2016
Notifié le	
Identifiant	Lmc 1130646-AR

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

1 2 AOUT 2016

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

### **Arrêté à caractère imminent portant sur les équipements communs de l'immeuble à usage principal d'habitation sis au 10 bis rue Jules Ferry - Interdiction d'habiter pour l'ensemble des logements**

- **VU** le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L. 129-1 à L. 129-7, L. 541-2 et L. 541-3, et ses articles R. 129-1 à R. 129-11 ;
- **VU** les articles 2374, 2384-1, 2384-3 à 2384-4 du code civil ;
- **VU** la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové notamment son article 75 ;
- **VU** l'article L 5211-4-1 du code générale des collectivités territoriales dans sa version modifiée par la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République notamment son article 72 ;
- **VU** l'article L 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales dans sa version modifiée par la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, notamment son article 75 ;
- **VU** le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » ;
- **VU** l'article 1 de l'arrêté du Maire de Montpellier n° 2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 portant transfert sur les pouvoirs de police administrative spéciale en matière de sécurité des bâtiments publics, des immeubles collectifs et des édifices menaçant ruine ;
- **VU** l'avertissement envoyé à Monsieur SALERNO Marcel, représentant la SNC STEVEN, demeurant à 17 passage Lonjon à Montpellier, propriétaire de l'immeuble sis 10 bis rue Jules Ferry à Montpellier.
- **VU** le rapport dressé par Madame RIEU Françoise, experte, désignée par ordonnance de M. le Président du Tribunal Administratif de Montpellier, en date du 28 juillet 2016 sur notre demande, concluant à l'existence d'une menace grave et imminente pour la sécurité des personnes ;
- Considérant qu'il ressort de ce rapport qu'il y a urgence à ce que des mesures soient prises en vue de garantir la sécurité des occupants; laquelle est gravement menacée en raison de l'état des équipements communs et des systèmes de sécurité contre l'incendie qui n'offrent pas les conditions nécessaires de sécurité des occupants ;

### **A R R E T E**

#### **ARTICLE 1**

Monsieur SALERNO Marcel, représentant de la SNC STEVEN, domicilié 17 passage Lonjon à Montpellier, propriétaire de l'immeuble sis 10 bis rue Jules Ferry à Montpellier, ou ses ayants droits devra, dans un délai de 3 semaines à dater de la notification du présent arrêté, prendre toutes mesures pour garantir la sécurité des occupants en procédant à la mise en œuvre de :

#### **Mesures permettant de garantir la sécurité des occupants :**

- compléter l'éclairage des parties communes, notamment au niveau R+1,
- remettre en fonctionnement l'éclairage de sécurité,
- assurer la distribution d'électricité des parties privatives du R+1 par un dispositif conformes aux réglementations en vigueur,
- poser des extincteurs conformément au règlement de sécurité,
- Poser les plans de sécurité réglementaires dans les étages et au R-1,
- faire vérifier par un professionnel agréé et remettre aux normes si nécessaire, la chaudière productrice d'Eau Chaude Sanitaire,
- réaliser une conduite d'évacuation des gaz Brulés conforme à la réglementation,
- vérifier et remettre si nécessaire en fonctionnement les châssis de désenfumage des escaliers,
- poser un dispositif de protection au degré coupe-feu adapté au fond du local poubelles pour protéger les équipements électriques,
- poser une porte coupe-feu munie d'un ferme-porte pour le local-poubelles,
- assurer l'isolement des logements vis-à-vis des escaliers, (cage commune et celui de l'espace technique)
- évacuer de la toiture, les éléments de construction habituellement fixé, et actuellement mobiles, qui présentent un risque de chute sur la terrasse et l'espace public,
- faire vérifier l'ensemble de ces travaux par un organisme agréé.

#### **ARTICLE 2 :**

Pour la réalisation de ces travaux, un audit de sécurité complet de l'immeuble sera réalisé, dans une logique de préservation de la destination des locaux, de la sécurité des occupants et des biens, comprenant la description des travaux à réaliser, avec un planning de réalisation.

#### **ARTICLE 3 :**

Un diagnostic amiante avant travaux sera réalisé dans les zones où des travaux devront être réalisés.

#### **ARTICLE 4 :**

Faute pour le propriétaire, mentionné à l'article 1, d'avoir exécuté les mesures ci-dessus prescrites dans le délai précisé ci-dessus, il y sera procédé d'office par la Métropole et aux frais du propriétaire ou à ceux de ses ayants droit.

La créance résultant de ces travaux est récupérable comme en matière de contributions directes.

#### **ARTICLE 5 :**

Pour des raisons de sécurité, compte tenu des désordres et des risques constatés, **le bâtiment, devra être entièrement évacué par ses occupants, immédiatement.**

Cette évacuation est à caractère temporaire et prendra fin, lors de la constatation de la réalisation des travaux prescrits et présentation de l'attestation du Bureau de Contrôle, et après mainlevée de l'arrêté.

Le propriétaire est tenu d'assurer l'hébergement provisoire des occupants dans les conditions prévues aux articles L. 521-1 et L. 521-3-1 du code de la Construction et de l'habitation. L'article L. 521-3-2 est applicable.

#### **ARTICLE 6 :**

Si le propriétaire mentionné à l'article 1, ou ses ayants droit, à son initiative, a réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout danger ou menace, le Président de la Métropole en prend acte après constatation des travaux effectués par les agents compétents de la Métropole.

Le propriétaire tient à la disposition des Services de la Métropole tout justificatif attestant de la réalisation des travaux dans le respect des règles de l'art.

#### **ARTICLE 7 :**

Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1 et sera affiché sur la façade de l'immeuble concerné.

## **ARTICLE 8**

Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, au procureur de la République, à l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat.

## **ARTICLE 9**

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification :

- Soit d'un recours gracieux auprès de Monsieur Le Président de la Métropole
- Soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, 6 rue Pitot, sans recours gracieux dans le délai de deux mois précité, ou à l'issue d'un recours gracieux, dans un délai de deux mois soit à compter de la notification expresse, soit à compter d'un refus tacite (constitué si l'administration ne répond pas au recours gracieux dans le délai imparti).

<b>Arrêté n°</b>	A2016-319
<b>Transmis en Préfecture le</b>	1 1 AOUT 2016
<b>Affiché le</b>	1 2 AOUT 2016
<b>Notifié le</b>	1 2 AOUT 2016
<b>Identifiant</b>	Imc1130706-AR

Fait à Montpellier, le 1 1 AOUT 2016  
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

### Arrêté relatif à la C.D.A.C du 22 septembre 2016

- VU l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°12196 du 14 avril 2014 portant élection du Président ;
- VU la convocation adressée par Monsieur le Préfet invitant le Président à siéger au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial le jeudi 22 septembre 2016 à 14h30.

### ARRETE

#### ARTICLE 1 :

Délégation de fonction est accordée à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI et Madame Chantal Levy-Rameau, Conseillers Métropolitains, pour siéger et voter le jeudi 22 septembre 2016 à 14h30 au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial de l'Hérault, qui se réunira à la Préfecture de l'Hérault, Place des Martyrs de la Résistance à Montpellier pour l'examen d'un projet d'extension du groupe commercial l'Espace Bocaud à Jacou, par la création d'une surface commerciale non alimentaire de 338,90 m².

#### ARTICLE 2 :

Cette délégation s'exercera sous la surveillance et la responsabilité du Président.

#### ARTICLE 3 :

Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault, Direction des relations avec les Collectivités Territoriales et affiché au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

Arrêté n°	A2016-321
Transmis en Préfecture le	19 AOUT 2016
Affiché le	19 AOUT 2016
Notifié le	
Identifiant	Lmc 1130794 AR

Fait à Montpellier, le 19 AOUT 2016  
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

### Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Lattes "Changement de véhicule". Autorisation de stationner n°5

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014/393 du 10 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté Municipal du 9 septembre 2014 n°20141133 relatif à un changement de véhicule ;

- **CONSIDERANT** que **Monsieur Sébastien ANDLER** titulaire d'une autorisation de taxi à **Lattes**, a procédé au changement de son véhicule ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1<sup>er</sup>**: L'arrêté du **9 septembre 2014 n°20141133** susvisé, est abrogé.

**ARTICLE 2** : **Monsieur Sébastien ANDLER – (ANDLER LATTES TAXI)**, domicilié au **16 rue de Pirée – Les Portes de la Mer Villa n°15 – 34970 LATTES**, est autorisé à stationner avec le véhicule **PEUGEOT 5008** immatriculé **EC-385-SQ**, sur le territoire de la commune de **LATTES** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **5**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 4** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **LATTES** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-324
Transmis en Préfecture le	1 9 SEP. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Imc 113 1724-AE

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

1 9 SEP. 2016

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

### Arrêté prescrivant l'engagement de la modification n°11 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier

- VU le Code de l'urbanisme, notamment les articles L.153-36 à L.153-44 ;
- VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier approuvé le 02 mars 2006, mis à jour le 23 novembre 2006, modifié le 21 décembre 2006, mis en compatibilité le 15 janvier 2007, mis en compatibilité le 30 avril 2007, mis à jour le 04 mai 2007, mis en compatibilité le 18 juin 2007, modifié le 25 juin 2007, mis à jour le 20 juillet 2007, mis en compatibilité le 09 octobre 2007, mis à jour le 15 avril 2008, modifié le 17 novembre 2008, mis à jour le 02 décembre 2008, modifiée le 22 juin 2009, mis à jour le 10 juillet 2009, modifié le 29 mars 2010, mis à jour le 13 avril 2010, mis en compatibilité le 20 avril 2011, modifié le 09 mai 2011, mis à jour le 24 mai 2011, modifié le 25 juillet 2011, modifié le 07 novembre 2011, mis à jour le 09 janvier 2012, mis à jour le 17 juillet 2012, modifié le 23 juillet 2012, révisé le 01 octobre 2012, mis à jour le 14 mai 2013, modifié le 22 juillet 2013, mis à jour le 05 août 2013, mis en compatibilité le 28 août 2013, modifié le 17 février 2014, mis à jour le 03 juillet 2014, mis en compatibilité le 16 juillet 2014, modifié le 05 mars 2015, mis à jour le 23 avril 2015, mis en compatibilité le 18 mai 2015, modifié le 28 mai 2015, mis à jour le 30 septembre 2015 et mis à jour le 03 novembre 2015 ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création, à compter du 1er janvier 2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la Charte de Gouvernance du Plan Local d'Urbanisme approuvée par le Conseil de Métropole en date du 22 juillet 2015 ;
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat, en qualité de Vice-Présidente Déléguée ;
- **CONSIDERANT** la nécessité de procéder à des modifications d'ordre rédactionnel et graphique du PLU ;
- **CONSIDERANT** que ces modifications relèvent du champ d'application de la procédure de modification dans la mesure où ils n'auront pas pour effet :
  - de changer les orientations définies dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD),
  - de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière,

- de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance,
- d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** La procédure de modification n°11 du Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Montpellier est engagée.

**ARTICLE 2 :** Le dossier sera soumis pour avis simple au Conseil Municipal de la Ville de Montpellier préalablement à sa transmission à Monsieur le Préfet, aux personnes publiques associées mentionnées à l'article L.132-7 du Code de l'urbanisme et à Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 3 :** Conformément à l'article L.153-41, le projet de modification sera soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'environnement. A l'issue de l'enquête publique, le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera présenté au Conseil de Métropole pour approbation.

<b>Arrêté n°</b>	A2016-325
<b>Transmis en Préfecture le</b>	2 1 SEP. 2016
<b>Affiché le</b>	2 1 SEP. 2016
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	Inc 1131741AR

Fait à Montpellier, le  
Mme S. JANNIN

**2 1 SEP. 2016**

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et à l'Aménagement Durable du Territoire



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule". Autorisation de stationner n°53**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal du 14 janvier 2014, 2014/0026/T/N ;

- **CONSIDERANT** que **Monsieur Nicolas VERGNE** titulaire d'une autorisation de taxi à **Montpellier**, a procédé au changement de son véhicule ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : L'arrêté du **14 janvier 2014**, n°2014/0026/T/N susvisé, est abrogé.

**ARTICLE 2** : **Monsieur Nicolas VERGNE**, né le **27 juillet 1981 à Paris**, domicilié au **34, chemin du réservoir 34980 Montferrie-sur-Lez**, est autorisé(e) à stationner avec le véhicule **TOYOTA** type **Avensis** immatriculé **BC-362-NT**, sur le territoire de la commune de **Montpellier** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **53**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 4** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Montpellier** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-326
Transmis en Préfecture le	1 9 SEP. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Lmc 1131749-AS

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

1 9 SEP. 2016

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

### Arrêté portant retrait d'une délégation

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-1, L.5211-9 et L.5211-10 et L.2122-18,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GIANIEL en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n°A2015-5 du 21 janvier 2015 attribué à Madame Isabelle GIANIEL dans les domaines des Transports et de la Mobilité,

### ARRETE

**ARTICLE 1** : L'arrêté de délégation n°A2015-5 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : L'indemnité de fonction relative à cette délégation, versée à Madame Isabelle GIANIEL, ne sera plus versée à compter de la transmission de cet arrêté à Monsieur le Préfet du Département, son affichage et sa notification.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-329
Transmis en Préfecture le	1 9 SEP. 2016
Affiché le	1 9 SEP. 2016
Notifié le	
Identifiant	Lmc 1132144AR

Fait à Montpellier, le 1 9 SEP. 2016  
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## PARTIE 4 – SOMMAIRE

## PAGES

Certificat d’affichage - Convention de Projet Urbain Partenarial (PUP)

692



## CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je, soussigné Philippe SAUREL Président de Montpellier Méditerranée, certifie :

qu’une information relative à la signature de la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) signée le 8 juin 2016 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SCHNEIDER ELECTRIC Protection et contrôle et la Société d’Aménagement de l’Agglomération de Montpellier (SAAM) dont l’objet est la prise en charge par le constructeur d’une partie des équipements publics de compétence métropolitaine rendus nécessaires par l’opération de réaménagement et d’extension du parking avec création d’un nouvel accès aux bâtiments du site de la société SCHNEIDER ELECTRIC Protection et Contrôle situé lotissement Font de la Banquière, avenue de Figuières, sur la commune de Lattes a été affichée du 13 juillet 2016 au 14 août 2016 inclus sur le panneau réservé à cet effet au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus à Montpellier.

Fait à Montpellier, le

**27 AOÛT 2016**

Philippe SAUREL

Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole